

Villes contre multinationales



Villes contre multinationales

PASSERELLE

www.ritimo.org

La collection Passerelle

La collection Passerelle est née dans le cadre de la Coredem (Communauté des sites de ressources documentaires pour une démocratie mondiale), un espace de partage de savoirs et de pratiques par et pour les acteurs du changement. Elle a pour objectif de traiter des sujets d'actualité qui font débat, à travers des analyses, des réflexions et des propositions issues de travail de terrain et de recherche. Chaque Passerelle rassemble et fait dialoguer des contributions d'associations, de mouvements sociaux, de militants, de chercheurs, de journalistes, de syndicats, etc.

Tous les numéros sont disponibles sur le site : www.ritimo.org

Et téléchargeables gratuitement sur le site : www.coredem.info

L'éditeur : ritimo

L'association ritimo est l'éditeur de la collection Passerelle. Ritimo est un réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et pour un monde plus juste et plus durable. Ritimo accueille et informe le public dans plus de 75 lieux en France, relaie des campagnes citoyennes, propose des animations et des formations. Son travail éditorial contribue à rendre une information plurielle et critique accessible aux publics, en privilégiant les sources associatives, alternatives et indépendantes.

Les partenaires éditoriaux

ENCO (European Network of Corporate Observatories) est un réseau de médias et d'organisations de la société civile européenne qui se consacrent à enquêter et informer sur les entreprises multinationales et leur pouvoir.

<https://corpwatchers.eu>

Corporate Europe Observatory (CEO), basé à Bruxelles, est un groupe de recherche et de campagne qui œuvre à mettre en lumière l'accès privilégié et l'influence des grandes entreprises et de leurs lobbies au sein des institutions européennes.

<https://corporateeurope.org>

Le Transnational Institute (TNI), basé à Amsterdam, est un institut international de recherche et de plaidoyer pour une planète juste, démocratique et soutenable.

<https://www.tni.org>

L'Observatoire de la dette dans la mondialisation (ODG), basé à Barcelone, est dédié à l'analyse critique de processus complexes et/ou structurels pour montrer les impacts et les risques visibles (ou non) du système politique et économique.

<https://odg.cat>

L'Observatoire des multinationales, basé à Paris, est un site de veille, d'investigation et de référence sur les multinationales françaises, et plus largement sur la démocratie économique.

<https://multinationales.org>

Introduction

Cette publication a son origine dans un constat simple : les villes sont devenues un champ de bataille face au poids croissant des grandes entreprises, et face aux maux sociaux et environnementaux qu'elles apportent souvent avec elles.

C'est le cas dans les industries urbaines traditionnelles comme la construction ou les services publics, mais aussi dans une industrie touristique de plus en plus envahissante ou avec les « disruptions » dérégulatrices promues par les géants du numérique. C'est tout aussi manifeste si l'on considère les oppositions auxquelles se heurtent les élus, les citoyens ou les mouvements urbains qui cherchent à construire des alternatives pratiques pour protéger les droits fondamentaux ou assurer un approvisionnement énergétique ou alimentaire soutenable.

De la privatisation de l'eau à Airbnb et Uber, d'innombrables fronts se sont ouverts en Europe opposant, d'un côté, les multinationales et la finance, et de l'autre les villes et leurs citoyens. Cette publication est la première tentative d'offrir un aperçu d'ensemble de cette confrontation. Elle réunit des articles écrits par des militants, des journalistes, des élus et des chercheurs de divers pays européens. Bien sûr, les mêmes histoires auraient pu être racontées à propos d'autres villes ailleurs dans le monde.

Démocratie contre austérité

Pourquoi les villes sont-elles devenues un tel champ de bataille ? En grande partie à cause de la crise financière mondiale de 2008. Plutôt qu'une opportunité de remettre sous contrôle la finance et les grandes entreprises, celle-ci a été transformée en moyen de consolider leur pouvoir.

L'Europe a été mise sous le joug de l'austérité, et les principaux impacts sociaux et humains s'en sont fait ressentir au niveau local. Les gens ont été obligés de s'adapter et résister. Les élus locaux, davantage confrontés à leurs électeurs que les décideurs nationaux ou européens, ne pouvaient souvent pas ignorer la réalité. De nombreuses villes sont ainsi devenues un rempart démocratique contre l'austérité.

Pressions accrues

Dans le même temps, la pression économique et politique sur les villes s'est considérablement accrue. Nombre d'entre elles se sont retrouvées écrasées de dettes, poussées à vendre des biens, privatiser des services publics, réduire leurs dépenses. Les fonds d'investissement se sont tournés vers l'immobilier et un secteur touristique en plein essor, avec des effets désastreux sur le coût et la qualité de vie dans de nombreuses villes.

Les nouveaux géants du numérique et des plateformes sont également entrés dans la mêlée. Les villes sont une cible clé pour des firmes comme Airbnb, Uber ou Deliveroo, mais aussi Google et Amazon. Leurs modèles commerciaux reposent sur la destruction et le remplacement des acteurs économiques locaux, en contournant les réglementations, pour façonner profondément comment les gens se déplacent, comment ils mangent, où ils vivent. À travers leurs campus, bureaux et sièges sociaux, ils promeuvent également une certaine vision de la « ville du futur », technologique et privatisée.

Construire des alternatives

Évidemment, ces multinationales ne contribuent en rien à atténuer les crises environnementales qui se font déjà sentir dans les villes, sous la forme de vagues de chaleur, ou de pollution de l'air et de l'eau. En raison de l'inaction de nombreux gouvernements sous influence des intérêts économiques, les villes n'ont souvent pas d'autre choix que de prendre elles-mêmes l'initiative. De fait, les véritables solutions aux problèmes environnementaux et climatiques sont souvent, par nature, locales.

Conduire une transition vers des systèmes énergétiques décentralisés basés sur les renouvelables, interdire les voitures polluantes, développer un approvisionnement alimentaire local et biologique, viser le zéro déchet... Telles sont quelques-unes des politiques menées dans de nombreuses municipalités, menaçant directement les intérêts établis des multinationales, qui n'hésitent pas à s'y opposer par tous les moyens.

Remunicipalisation et relocalisation

Un fil conducteur qui traverse cette publication est la nécessité d'une « relocalisation » de nos économies. La tendance dominante a longtemps été à la « délocalisation », sous la forme de la privatisation de biens ou de services publics, d'une focalisation sur les investisseurs étrangers, ou encore de marchés publics visant le plus bas prix, quels qu'en soient les impacts sociaux et environnementaux. Avec pour résultat l'extraction des richesses et des revenus locaux par des multinationales lointaines au profit de leurs actionnaires. Dans un contexte d'austérité et de crise climatique, ce modèle apparaît de moins en moins viable.

C'est pourquoi des villes pionnières ont choisi de réorienter leurs achats pour favoriser les entreprises locales offrant de meilleures conditions sociales et environnementales, et d'autres de remunicipaliser leurs services publics. Souvent, les politiques menées par les villes pour réduire leur impact écologique vont précisément de pair avec une relocalisation de l'économie, comme lorsqu'elles nouent des partenariats avec le secteur agricole pour à la fois protéger l'eau et assurer une alimentation de qualité.

Les limites du pouvoir municipal

Partout en Europe, des villes et leurs habitants s'engagent et agissent pour plus de justice sociale, pour assurer les besoins de tous, et relever le défi de la crise climatique. Mais leur pouvoir reste limité. Cette publication est aussi une occasion de tirer les leçons, à cet égard, de l'expérience des « villes rebelles » espagnoles. Celles et ceux qui sont arrivés au pouvoir à Barcelone, à Madrid et dans de nombreuses autres villes en 2015 se sont retrouvés face à de puissants intérêts, jouissant du soutien des décideurs politiques nationaux et européens.

Conquérir le pouvoir au niveau local ne signifie pas grand-chose si toute la législation nationale et internationale limite vos marges de manœuvre et favorise les multinationales. Les règles européennes sur les marchés publics, par exemple, restent un obstacle majeur à toute tentative de stimuler le développement économique local. Les milieux d'affaires, bien conscients du danger de politiques progressistes au niveau municipal, n'ont pas tardé à riposter. La Commission européenne pourrait bien relancer la révision de la directive services en vue de mettre les politiques municipales sous contrôle¹.

Heureusement, les villes et leurs citoyens ne sont pas condamnés à rester isolés. Ils unissent de plus en plus leurs forces à travers des réseaux et des initiatives communes, notamment le mouvement « municipaliste », et portent la lutte au niveau national et européen. Ils doivent également nouer des alliances avec d'autres forces qui contestent le pouvoir des multinationales sous diverses formes, comme les mouvements sociaux, les promoteurs des communs ou le secteur de l'économie sociale et solidaire. Les villes sont par nature un espace de rassemblement autour d'expériences, d'intérêts et d'aspirations partagés. Cela doit être encore davantage le cas aujourd'hui si nous voulons briser le carcan d'un système économique et social de plus en plus destructeur.

[1] Voir : <https://corporateeurope.org/fr/power-lobbies/2018/12/bolkenstein-est-de-retour-la-prise-de-pouvoir-de-la-commission-europ-enne-sur>

Sommaire

Introduction	5
RÉSISTER	11
#RavalVsBlackstone	
<i>Le « droit à la ville » contre l'alliance de la finance, de la spéculation immobilière et du tourisme</i>	12
MAX CARBONELL	
Une petite révolution au pays de la voiture-reine	
<i>Quand citoyens et villes allemandes se soulèvent contre l'industrie automobile</i>	23
DÉBORAH BERLIOZ	
« Qu'est-ce que Dubrovnik aujourd'hui ? »	
<i>Golf, accords de libre-échange et le combat pour l'âme d'une ville</i>	32
IGOR LASIĆ	
<i>Encadré : Comment Airbnb utilise Bruxelles pour brider les villes « d'en haut »</i>	41
KENNETH HAAR	
S'attaquer à la dette depuis le bas	
<i>Le municipalisme face au carcan de la finance</i>	42
YAGO ÁLVAREZ	
Stop 5G	
<i>Ces habitants, docteurs et juges qui vont à contre-courant de l'amour des Italiens pour les smartphones</i>	51
MARIA MAGGIORE	
Déchets publics, profits privés	
<i>Belgrade peut-elle régler le problème du traitement de ses ordures sans un partenariat coûteux avec une multinationale française ?</i>	58
BENOÎT COLLET	

Géants du numérique, privatiseurs et marchands d'armes	
<i>Pourquoi la révolte couve contre la « smart city »</i>	64
OLIVIER PETITJEAN	
<i>Encadré : Le quartier de Berlin qui a fait plier Google</i>	74
RACHEL KNAEBEL	
RELOCALISER	76
Le modèle de Preston	
<i>Comment une ville britannique est devenue la pionnière d'une politique progressiste des marchés publics</i>	77
HAZEL SHEFFIELD	
Loos en Gohelle, du charbon à la transition	
<i>Quel avenir pour une petite ville sans ressources ?</i>	87
MAXIME COMBES	
<i>Encadré : Rennes : Quand la protection de l'eau se transforme en repas de qualités pour les écoliers</i>	97
BARNABÉ BINCTIN	
Ville vitrine, ville agora	
<i>Une vision pour Barcelone depuis le secteur de l'économie solidaire</i>	100
GUERNICA FACUNDO	
Bonne nouvelle du bord de l'abîme	
<i>L'histoire de Horní Jitín, petite ville de Bohême qui a défié l'industrie charbonnière</i>	109
RADEK VRABEL	
Transitionner à l'échelle locale	
<i>Une petite ville au nord de Berlin montre le chemin</i>	115
DÉBORAH BERLIOZ	
Quand les villes défendent leurs valeurs	
<i>Les règles européennes sont-elles un obstacle à l'essor de politiques progressistes de marché public au niveau local ?</i>	120
OLIVIER HOEDEMAN	
<i>Encadré : Les marchés publics de Barcelone : propositions pour une responsabilité extraterritoriale vis-à-vis des pays du Sud</i>	131
MÓNICA VARGAS ET LINA MARÍA GONZÁLEZ	

(RE)MUNICIPALISER**134****Adieu à la privatisation***Paris, Grenoble et le mouvement de remunicipalisation de l'eau en France* 135

OLIVIER PETITJEAN

Une ville face aux pouvoirs établis*Le combat de Naples contre les intérêts économiques et le crime organisé* 144

ELEONORA DE MAJO

Prendre soin de la vie dans les villes*Féminisation de la politique et remunicipalisation en Espagne* 149

BLANCA BLAYAS

« Des gens normaux doivent pouvoir habiter en ville pour des loyers normaux »*Les citoyens en première ligne de la révolution du logement à Berlin* 158

RACHEL KNAEBEL

Débrancher l'oligopole*Trois approches pour démanteler le pouvoir
des grandes entreprises électriques en Espagne* 168

ALFONS PÉREZ

Les nouveaux « fermiers municipaux » des communes françaises*Ces paysans-fonctionnaires qui approvisionnent des cantines scolaires
en aliments sains et locaux* 174

BARNABÉ BINCTIN

POSTFACE. PERSPECTIVES SUR LE MUNICIPALISME**184****Un municipalisme public-citoyens pour la défense des communs** 185

LAIA FORNÉ

Démocratie locale et féminisme, outils contre le néolibéralisme 194

NURIA ALABAO

Les auteurs 197**Bibliographie** 199**Sitographie** 200**Les derniers numéros de la collection Passerelle** 201



RÉSISTER

#RavalVsBlackstone

Le « droit à la ville » contre l’alliance de la finance, de la spéculation immobilière et du tourisme

MAX CARBONELL

Barcelone est aujourd’hui l’une des principales cibles – et des principales victimes – de l’industrie mondiale du tourisme et de la spéculation immobilière, portée par des fonds financiers comme Blackstone. Mais les habitants et les mouvements sociaux n’ont pas dit leur dernier mot.

Un an après le soulèvement de 1994 contre l’État mexicain, le sous-commandant Marcos, de l’Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), expliquait dans une lettre à Eduardo Galeano (aujourd’hui décédé) que *« nous sommes aussi grands que l’ennemi que nous choisissons de combattre, et aussi petits qu’est grande la peur que nous ressentons. Choisis un grand ennemi, et cela t’obligera à grandir pour lui faire face. Diminue ta peur, parce que si elle grandit, toi, tu rétréciras. »* Vingt-cinq ans plus tard, dans le quartier de Raval de Barcelone, l’un des plus pauvres de la ville soumis aujourd’hui à une immense pression du fait de la gentrification, une petite communauté de voisinage lutte pour le droit au logement au sein du Syndicat des habitants du Raval (SHR)¹. Ils ont choisi un grand ennemi – Blackstone – et par là même montré leur grandeur.

L’un des principaux masques derrière lequel se cache la spéculation financière et immobilière est celui de fonds vautours comme Blackstone, la multinationale qui possède le plus de propriétés (ou « actifs financiers ») au monde. Ces dernières années, Blackstone a débarqué à Barcelone les bras chargés de capital international, acquérant de nombreuses propriétés, en général à un prix en-dessous du marché. Parmi ces acquisitions, un immeuble de Raval dans lequel vivent depuis des années

[1] <https://twitter.com/ravalsindicat?lang=es>



FOTOMOVIMIENTO, CC BY-NC-ND

une dizaine de familles. Blackstone n'y voyait qu'un actif financier sur lequel spéculer et se préparait à mettre ces familles à la rue pour pouvoir le revendre – ou le relouer – à un prix bien plus élevé. L'histoire habituelle : quelques-uns gagnent gros, et la majorité perd beaucoup. Mais cette fois, Blackstone avait affaire à un quartier bien organisé qui a décidé de faire front. Le défi n'était pas des moindres, puisque Blackstone avait obtenu un ordre d'expulsion ouvert, pratique à la légalité douteuse que certains juges ont adopté en réponse à l'efficacité de la résistance contre les expulsions. Elle consiste à émettre un ordre d'expulsion pour une durée de 15 jours ou plus au lieu d'indiquer un jour et une heure précise, ce qui rend bien plus difficile la mobilisation pour éviter l'expulsion – et favorise donc le propriétaire.

Combat victorieux contre un géant de la finance

Les militants du SHR ont décidé de passer à l'offensive à travers une grande campagne, elle aussi « ouverte », pendant ces quinze jours, dans le but de forcer une négociation pour que les résidents n'aient pas à quitter l'immeuble. C'est ainsi qu'est née la campagne #RavalVsBlackstone², qui a mobilisé le quartier de Raval et tout le mouvement populaire pour le droit au logement à Barcelone. Elle a fait usage d'un langage insolent, irrévérent, populaire, « des quartiers », diffusé via des vidéos, des conférences de presse et une multitude d'articles : cette esthétique parlait davantage à la jeunesse des classes populaires que la rhétorique militante classique. Ils ont occupé la rue pendant deux semaines dans une démarche de défense préventive, organisant des événements culturels et musicaux grâce à la solidarité d'artistes et de collectifs. Ils ont fait pression sur l'administration muni-

[2] <https://twitter.com/hashtag/RavalVsBlackstone>

cipale à travers la campagne #BlackstoneEnComú³ pour exiger son intervention, ce qui leur a permis d'obtenir le soutien public de plusieurs partis et élus⁴. Des actions directes – des « *escrachés* », c'est-à-dire des dénonciations publiques – ont été menées contre les cadres dirigeants de l'entreprise dans les quartiers chics de Barcelone où ils résident, et des manifestations de solidarité ont été organisées jusque dans des villes comme Londres ou Berlin.

Et ils ont remporté la victoire⁵ ! Blackstone a été contrainte de négocier, et a fini par accepter que les familles restent et paient un loyer modéré, en partie financé par la municipalité. La victoire du SHR, c'est la victoire des classes populaires d'un quartier malmené, dans une ville en proie à la spéculation. C'est la victoire d'un mouvement qui a travaillé d'arrache-pied et qui, sans oublier d'où il est parti, a osé expérimenter de nouvelles formes de lutte, assumant ses contradictions avec une éthique qui rappelle celle des zapatistes et leur dignité rebelle. Une victoire aussi grande que l'ennemi qu'ils s'étaient choisi.

Les villes, terrain de bataille entre le capital et la vie

Ce conflit local concret s'inscrit dans une dynamique globale : celle de la concentration croissante des richesses économiques et des habitants dans les grandes villes. On prévoit qu'en 2050 les villes hébergeront plus de 50 % de la population mondiale. Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui, elles soient le théâtre de nombreux conflits entre le capital et la vie. De plus en plus, elles deviennent des espaces de dépossession, mais c'est également en leur sein qu'émergent des résistances et des alternatives de plus en plus puissantes⁶.

David Harvey, dans un article publié après la crise de 2008, invoquait le « droit à la ville » comme un droit collectif de tous les citoyens à (re)définir librement les villes et à (re)prendre un contrôle collectif et démocratique sur la ville et ses ressources, aujourd'hui entre les mains du capital financier mondialisé⁷. Harvey y prenait l'exemple de la ville de New York, qui a été refaçonnée au cours des dernières décennies selon les intérêts du capital local et transnational, pointant du doigt des personnalités comme Michael Bloomberg, l'homme d'affaires milliardaire qui a été maire de la ville de 2002 à 2013. Soit l'incarnation même de la petite élite politico-économique qui promeut l'image de la ville comme destination touristique et comme centre d'affaires, et pour qui le « droit à la ville » ne s'applique qu'à elle-même. Mais

[3] <https://twitter.com/hashtag/BlackstoneEnComú>

[4] Entre autres, celui du président du Parlement de Catalogne Roger Torrent, ou encore de la rapporteuse de l'ONU pour le logement Leilani Farha.

[5] <https://www.elperiodico.com/es/barcelona/20190715/blackstone-acepta-regularizar-seis-de-los-nueve-pisos-okupados-en-hospital-99-7554414>

[6] Lefebvre, H. (1975). *El derecho a la ciudad*. Barcelona: Península. Harvey D (2007). *Breve historia del neoliberalismo*. Akal. Purcell, M. (2014). Possible worlds: Henri Lefebvre and the right to the city. *Journal of Urban Affairs*, 36(1), 141154.

[7] Harvey, D. (2008). The Right to City. *New Left Review*, (53), 2340. IDHC, & Observatori DESC (2011). El dret a la ciutat, un dret humà emergent. *El Dret a La Ciutat*, 1627.

dans la logique du système capitaliste, il n’y a pas de grande différence entre New York, Londres, Paris ou Barcelone. Ce sont autant d’opportunités pour faire des affaires, des espaces où spéculer sur le logement pour réaliser des profits, sans se soucier des conséquences pour les habitants. C’est au cœur de ces villes que le conflit dont nous parlons devient le plus visible, sous la forme d’augmentations de loyers, d’expulsions, d’espaces publics saturés de touristes et de bruit, de dynamiques de gentrification où le coût de la vie en arrive à des niveaux insoutenables, de conditions de travail de plus en plus précaires et de salaires en baisse.

Derrière tout cela se cache le tandem formé par l’industrie touristique et celle de l’immobilier, deux secteurs aux dimensions – et aux impacts – considérables à l’échelle mondiale. Le poids exorbitant du secteur immobilier s’est révélé en pleine lumière lors de la crise financière mondiale de 2008. Dix ans plus tard, les dynamiques de spéculation financière et immobilière qui ont provoqué cette crise sont

toujours en place, bien que sous de nouvelles formes, à travers des mécanismes de financiarisation du logement comme la bulle des loyers, et de nouveaux acteurs multinationaux comme Airbnb ou – précisément – Blackstone⁸. L’industrie mondiale du tourisme, avec sa pression à la baisse sur les salaires et sa précarisation croissante des travailleurs et travailleuses, a été l’un des principaux moteurs du (faux) redressement de l’économie espagnole après la crise, prenant un poids économique et social de plus en plus important⁹.

Blackstone

Portefeuille d’actifs sous gestion : 554 milliards de dollars US (septembre 2019)

Dirigeant : Stephen A. Schwarzman (PDG)

Siège social : New York, États-Unis

Fondé en : 1985

Secteurs d’activité : finance, immobilier

Employés : 2500 (2018)

À savoir :

- * Le PDG Stephen A. Schwarzman est un proche de Donald Trump, dont il a financé la campagne, et présidé le conseil stratégique lors de son accession à la Maison blanche.
- * Les actifs sous gestion de Blackstone ont été multipliés par cinq depuis la crise financière de 2008, qui lui a permis de racheter des biens immobiliers à bas prix et d’occuper la place laissée libre par les banques.
- * La Rapporteuse spéciale de l’ONU sur le droit au logement Leilani Farha a critiqué Blackstone dans un rapport de mars 2019 pour son rôle dans la crise mondiale du logement et pour ses pratiques agressives dans plusieurs pays européens et aux États-Unis.

[8] Rosa Luxemburg Stiftung. (2018). *Housing Financialization: trends, actors, and processes*. Fresnillo, I. (2019). El dret a la ciutat en mans del capital. Sentit Critic.

[9] Ill Raga, M. & Observatori del Deute en la Globalització (2019). La falsa solució turística: concentració de beneficis i deute social. Selon les informations du Conseil mondial du tourisme et du voyage (WTTC), le secteur représente d’ores et déjà plus de 10 % du PIB mondial et génère plus de 10 % de l’emploi au niveau international, avec une prévision de forte hausse d’environ 4 % par an pendant les dix prochaines années.

Les fonds financiers et les spéculateurs immobiliers derrière l'industrie touristique

Aujourd'hui, les villes du monde sont sommées d'entrer en compétition les unes avec les autres sur le marché international pour attirer le maximum de touristes et d'opportunités d'affaires financières et immobilières possibles (avec tous les secteurs d'activité qui leur sont liés). Ce n'est pas un hasard si le Conseil mondial du tourisme et du voyage (WTTC, pour World Travel & Tourism Council), principal lobby du secteur, a publié en 2019 conjointement avec JLL, la deuxième plus grande entreprise de services immobiliers du monde, un rapport intitulé *Destination 2030. Global Cities' Readiness For Tourism Growth* (« Destination 2030. Les grandes villes du monde sont-elles prêtes pour la croissance touristique ? »)¹⁰. Ce rapport présente, sélectionne et classe selon différentes catégories 50 villes mondiales en fonction de leur poten-

Airbnb

Chiffre d'affaires : 2,6 milliards de dollars US (2018)

Dirigeant : Brian Chesky (DG)

Siège social : San Francisco, États-Unis

Secteurs d'activité : hospitalité, numérique

Fondé en : 2008

Employés : 12 376 (2019)

À savoir :

* La plateforme de location numérique accueille désormais plus de 6 millions d'annonces dans le monde entier. Son entrée en bourse est annoncée pour 2020.

* Airbnb est sous le feu des critiques pour son rôle dans la hausse du prix des loyers et la gentrification, et confrontée à la volonté de nombreuses villes d'encadrer ses activités. Elle a répondu par une stratégie de lobbying aussi bien depuis la base, en organisant des groupes d'utilisateurs de ses services, qu'au niveau national et international, en demandant aux tribunaux et aux gouvernements d'empêcher les villes de réguler ses opérations.

* La plateforme est célèbre pour son attitude cavalière envers les régulations locales sur les locations touristiques et pour son refus de partager ses données avec les autorités publiques.

tiel de croissance touristique, et Barcelone y figure en bonne place. En d'autres termes : on vend des villes, on vend notre ville, à des investisseurs du secteur du tourisme et de l'immobilier. Et ce n'est pas tout. Le WTTC a publié un autre rapport¹¹ dans lequel il montre le rôle crucial de l'émergence et de la consolidation du capitalisme de plateforme pour l'industrie touristique. Airbnb est un cas d'école : il s'agit d'une multinationale qui a favorisé, de par son modèle économique même, la spéculation immobilière et l'essor du tourisme. Certaines études ont établi un lien direct entre Airbnb et l'augmentation des loyers dans des villes comme Barcelone¹². Une partie de plus en plus importante de l'emploi risque de tomber sous l'égide de ces plateformes, et on estime que dans quelques années, plus de la moitié des travailleurs et tra-

[10] <https://www.wttc.org/publications/2019/destination-2030/>

[11] <https://www.wttc.org/publications/2019/megatrends-2019/>

[12] Garcia-López, M. A., et al. (2019). Do Short-Term Rental Platforms Affect Housing Markets? Evidence From Airbnb in Barcelona. *IBE Working Paper*, (96131).

vailleuses aux États-Unis relèveront de la prétendue « *independent workforce* » (force de travail faussement autonome œuvrant pour les plateformes sans statut salarial), avec tout ce que cela implique en termes de précarité de l'emploi et d'inégalités¹³.

Suite à son intégration à l'Union européenne et à sa perte de compétitivité industrielle et agricole, l'Espagne s'est de plus en plus spécialisée dans le secteur touristique, jusqu'à se positionner aujourd'hui au centre du capitalisme financier, immobilier et touristique au niveau international. Face à une concurrence régionale croissante, le tourisme est devenu un secteur prioritaire d'accumulation de capital, qui a pris encore plus d'importance pour sortir de la crise de 2008¹⁴. Et ce, non seulement dans les zones touristiques du littoral ou à coups de mégaprojets urbanistiques, mais également dans de nombreuses villes qui ont été transformées en produits touristiques. Barcelone et la #MarcaBarcelona (« Marque Barcelone ») en sont l'exemple le plus flagrant¹⁵. Le modèle qui a commencé à prendre corps avec les Jeux olympiques de 1992 a positionné Barcelone comme une ville touristique européenne majeure au même titre que Londres, Paris ou Berlin. Aujourd'hui, c'est la première destination de croisière de la mer Méditerranée, son aéroport est le septième d'Europe avec plus de 55 millions de passagers par an, et la fréquentation touristique y est passée de 3,7 millions de nuitées en 1990 à plus de 31 millions en 2016. Ces chiffres continuent à s'accroître, de même que les conséquences et les impacts de l'industrie touristique. À Raval, un quartier qui subit de plein fouet l'immense pression du tourisme et de la gentrification, la vie des habitants s'est nettement détériorée : le tissu social se délite, les loyers ont grimpé en flèche, les commerces se réorientent vers le tourisme, la pollution environnementale et sonore devient insupportable, le trafic est de plus en plus dense et difficile, et ainsi de suite. Mais les habitants s'organisent pour faire face : ils empêchent des expulsions, agissent pour récupérer l'espace public, ou encore obtiennent la fermeture d'appartements touristiques qui les empêchent de dormir et génèrent une insécurité constante.

Fonds d'investissement, multinationales des services, grandes entreprises immobilières ou de voyage, banques... Tels sont les principaux protagonistes de ce conflit aux dimensions systémiques, qui bénéficient du soutien des principales organisations internationales (par exemple l'Union européenne, la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international) et des gouvernements nationaux. Blackstone est un bon exemple, mais on pourrait en citer d'autres comme Divarian, directement liée à des banques comme BBVA. De manière générale, leur mode opératoire commun se résume à : « *buy it, fix it, sell it* » (« acheter, réparer, revendre »). Grâce à des dispositifs comme les sociétés financières d'investissement immobilier et à des réformes favorables comme en Espagne la nouvelle loi sur les locations urbaines de 2019, ces grandes entreprises

[13] Josep Fontana. (2019). 'Capitalismo y democracia 1756-1848. Cómo empezó este engaño. Edicions 62.

[14] Murray-Mas, I. (2015). Del Spain is different a la globalización turística de "marca española." In *Capitalismo y turismo en España del "milagro económico" a la "gran crisis"* (pp. 197-339).

[15] Murray Mas, I. (2014). Bienvenidos a la fiesta: turistización planetaria y ciudades-espectáculo (y algo más). *Ecología Política*, Ciudades, 8791.

rachètent des immeubles, en expulsent les habitants, et les revendent ou les relouent pour maximiser leurs profits tout en payant des impôts dérisoires.

Le problème a ses racines dans les dynamiques profondes du système, mais ces opérations requièrent aussi des collaborateurs et des exécutants locaux. La liste des promoteurs du développementisme urbain de Barcelone au cours des dernières décennies est longue. On y trouve des personnalités politiques de tous bords, aux côtés de banquiers, de propriétaires de grandes chaînes hôtelières et de promoteurs immobiliers¹⁶. Une relation intime entre le public et le privé qui est explicite dans des organismes influents comme Tourisme de Barcelone¹⁷, consortium public-privé (CPP) dédié à la promotion et la défense des intérêts des milieux d'affaires touristiques et financé par l'argent public.

Les limites du pouvoir municipal

C'est ainsi que nous en arrivons en 2015, lorsque que Barcelona en Comú, un parti issu des mouvements sociaux du 15M et des « indignés », a pris les rênes du gouvernement de la ville¹⁸. S'ensuit une législature de quatre ans, au cours de laquelle a notamment été mis en place un « Plan stratégique de tourisme 2020 ». Pensé pour rendre « durable » le tourisme dans la ville, ce plan vise une meilleure gestion et un meilleur contrôle du tourisme, et l'atténuation de ses conséquences négatives, sur la base d'une sensibilité écologiste et féministe. Pour beaucoup, cela reste insuffisant. Par exemple, en ce qui concerne la question centrale du logement, le « Plan urbain spécial de logement touristique » tente de freiner, limiter et (ré)organiser l'expansion des logements touristiques dans des quartiers comme Raval. Cependant, malgré ces mesures et d'autres, le problème persiste, s'accroît et s'étend désormais à des quartiers qui jusque-là avaient été épargnés, et même à d'autres communes de la région métropolitaine.

Des dizaines d'expulsions ont encore lieu tous les jours à Barcelone. Le quartier de Raval est particulièrement touché, et la municipalité se retrouve régulièrement prise entre les citoyens mobilisés et des entreprises comme Airbnb ou Blackstone. Elle tente de faire « médiation », mais les résultats sont plutôt décevants. Même si Barcelona en Comú ne dispose pas d'une majorité absolue au conseil municipal et même en tenant compte des compétences limitées de l'administration municipale, l'asymétrie de pouvoir entre les uns (les multinationales) et les autres (les classes populaires) est telle que la seule issue semble être de prendre explicitement et courageusement parti pour les habitants, et d'assumer les conséquences même juridiques qui pourraient en découler.

[16] Nous faisons référence à des maires comme Pasqual Maragall, Joan Clos ou Xavier Trias d'une part, et à des hommes d'affaires comme Isidre Fainé, Joan Gaspart ou Josep Lluís Núñez d'autre part.

[17] <https://www.barcelonaturisme.com/wv3/en/>. Voir Aznar, L. (2017). *El consorci de turisme: la marca Barcelona en mans privades*. Sentit Critic.

[18] <https://barcelonaencomu.cat/es>. Voir l'article de Laia Forné dans cette publication.



© SIRÀ ESCLASANS I CARDONA

Les dernières élections municipales, en 2019, ont ouvert un nouveau cycle politique au cours duquel Barcelona en Comú a gardé le contrôle du gouvernement, mais en partageant le pouvoir avec des partis de gauche traditionnels qui, outre le fait d'être à l'origine de la #MarcaBarcelona, propagent des discours criminalisant la pauvreté et promeuvent des politiques sécuritaires fondées sur la peur dignes de la droite la plus rance¹⁹. Rien de très réjouissant, si l'idée est d'attendre que la municipalité se dresse contre les pouvoirs financiers, immobiliers et touristiques comme Blackstone ou Airbnb. Le rapport de force ne sera pas très favorable aux citoyens, et encore moins au niveau national où le gouvernement central alterne entre les deux partis du régime, le PP et le PSOE, tous deux également responsables de profondes mesures antisociales comme le « sauvetage » des banques, la priorisation du paiement de la dette par rapport aux dépenses sociales, ou encore l'approbation de nouveaux mécanismes de financiarisation du logement²⁰.

Combattre depuis le terrain

Heureusement, Barcelone possède un tissu social puissant pour faire face aux assauts du capital sur la vie. La société civile organisée se mobilise à travers de nombreux mouvements sociaux et des plateformes citoyennes (par exemple, anti-touristification, écologistes, féministes, pour le droit au logement, etc.), dans des collectifs de quartier, des associations de voisinage ou des syndicats, qui dénoncent depuis longtemps les injustices et les inégalités, pointent du doigt les responsables et s'interposent, corps à corps, pour défendre le droit à la ville.

[19] Il ne faut pas oublier, en outre, que ces deux partis ont eu recours au soutien passif (par l'abstention) de Manuel Valls, ex-premier ministre français, dont la campagne avait été financée par Blackstone.

[20] Les SOCIMIs (un mécanisme financier qui facilite la spéculation immobilières par des fonds vautours), de concert avec la réduction des contrats de bail à seulement 3 ans (le retour à une durée de 5 ans depuis peu reste insuffisant), sont des éléments clés qui ont provoqué la terrible bulle financière des loyers, en lien avec la pression touristique actuelle.



FOTOMOVIMIENTO, CC BY-NC-ND

Suite à la crise des subprimes il y a dix ans est née la célèbre Plateforme des victimes du crédit hypothécaire (PAH)^[21], un modèle d'organisation populaire de lutte. Plus tard, face au nouveau contexte post-crise et ses conséquences, de nouveaux espaces sont apparus comme le Syndicat des locataires^[22] et une grande variété de groupes et de syndicats d'habitants – comme le SHR – travaillant depuis les quartiers. Ces mouvements apportent énormément d'énergie, d'idées et de nouvelles pratiques politiques^[23], et font émerger une puissance sociale indispensable à des villes sous le joug du capitalisme.

Au-delà de ses victoires concrètes, ce mouvement populaire pour le logement et le droit à la ville a permis de renverser le discours hégémonique, et d'imposer une vision du logement comme un droit et non comme un privilège. De plus, il a permis de construire un large consensus social et politique sur l'urgence de réguler le prix des logements, même si cela ne s'est encore pas traduit par des lois ou des mesures gouvernementales. Dans ce cadre, des initiatives extrêmement intéressantes ont émergé, comme le premier Congrès catalan pour le logement impulsé par le mouvement populaire, qui s'est déroulé en automne 2019^[24]. Objectif : tisser

[21] <https://afectadosporlahipoteca.com/>. La PAH est une organisation décentralisée qui pratique la désobéissance civile pour éviter les expulsions, tout en avançant des propositions législatives et en développant des alternatives comme le « travail social » (ré-occuper les logements vides des banques).

[22] <https://sindicatdellogateres.org/>

[23] Ils aident notamment à mettre en évidence les impacts de la bulle spéculative des loyers, à bloquer des expulsions, à obliger les grands propriétaires à établir des loyers sociaux et/ou à occuper des appartements pour garantir un toit à des familles.

[24] <https://congrshabitatge.cat/>

des alliances et construire une unité dans l'action, (re)penser une stratégie et des tactiques communes, actualiser et améliorer les pratiques de lutte et partager des connaissances et des références. Tout ceci dans l'idée de passer à l'offensive afin d'obtenir des victoires plus structurelles – comme la régulation des loyers – pour garantir les droits et rendre la vie plus soutenable. Accéder au gouvernement municipal depuis le terrain pour adopter des politiques publiques progressistes reste un objectif légitime, mais le but ne doit pas être d'y rester à tout prix, car on risquerait de devoir renoncer à trop d'objectifs et de principes, et de démobiliser sa base. Au contraire, le gouvernement municipal devrait être un espace permettant de mettre en lumière les contradictions internes à un système injuste, de renforcer les contre-pouvoirs de la rue, et de pointer du doigt de l'intérieur les acteurs de ce système, leur rôle et les mécanismes qu'ils utilisent pour remettre en cause le droit à la ville.

Le regroupement des forces qui jouent un rôle de contre-pouvoir est essentiel. C'est pourquoi il est crucial de travailler sur les alliances entre différents mouvements et espaces de lutte(s) de la ville. Par exemple, l'enjeu du tourisme recoupe sous de nombreux aspects la lutte pour le logement. À Barcelone, cela fait des années que l'Assemblée des quartiers pour un tourisme durable (ABTS)²⁵ dénonce le modèle touristique actuel et ses impacts, organise des conférences, lance des campagnes de sensibilisation, et fait des propositions pour changer de modèle, freiner et transformer les impacts négatifs de l'industrie touristique. Ses militants travaillent main dans la main avec d'autres mouvements et collectifs de la ville, non seulement autour des questions liées au logement, mais aussi sur des sujets comme l'écologie ou la lutte contre le changement climatique. Ils dénoncent, par exemple, l'impact négatif du tourisme de croisière²⁶ ou du transport aérien, et font partie d'espaces de coordination plus larges comme le réseau européen StayGrounded²⁷ qui exige une décroissance du transport aérien et dénonce son étroite corrélation avec un modèle touristique néfaste. Autre exemple de ces nouveaux espaces émergents : celui qui a regroupé différents collectifs lors de la Grève mondiale pour le climat le 27 septembre 2019, laquelle a connu un grand succès à Barcelone, ou encore celui de la campagne en ligne #LaFiraOLaVida²⁸.

Le travail en réseau fait partie de l'ADN du tissu social barcelonais, c'est ce qui le rend si fort, et qui l'ouvre en même temps à la dimension internationale. L'ABTS, par exemple, fait partie du réseau SET des villes et régions du Sud de l'Europe

[25] L'ABTS est né il y a plusieurs années du regroupement de différentes assemblées et collectifs de quartiers, inquiets des impacts du tourisme de masse en pleine expansion dans toute la ville.

[26] https://cat.elpais.com/cat/2018/03/28/catalunya/1522261045_973059.html

[27] <https://stay-grounded.org/>

[28] La campagne #LaFiraOLaVida (<http://www.lafiraolavida.cat/>), qui regroupe plus de 50 organisations et collectifs, lutte pour que les terrains publics gérés par La Fira, une entreprise promotrice du « tourisme de Congrès », soient dédiés à des logements et à des usages publics. La Fira est un consortium public-privé qui gère « de façon autonome » - c'est ainsi qu'ils le formulent - des fonds et des espaces publics dans le but d'y réaliser des événements, foires et congrès, lesquels promeuvent un modèle économique et productif contestable, et qui, de plus, contribuent à la gentrification encore plus poussée d'une partie de la ville.

contre la touristification²⁹. De même en ce qui concerne le mouvement pour le logement : la campagne contre Blackstone, comme nous l'avons vu plus haut, a su mobiliser la solidarité d'un grand nombre d'autres collectifs internationaux, jusqu'à des villes comme Berlin et Londres. Le problème est désormais mondial, et dès lors la réponse doit être mondiale.

Les moyens matériels de ces mouvements et collectifs autogérés sont maigres, mais leur travail est énorme et indispensable³⁰. L'histoire du quartier de Raval montre comment, malgré le peu de moyens, la lutte en commun, l'intelligence collective et la solidarité peuvent pousser les géants du système dans leurs retranchements. La politisation de l'espace public et de nos propres vies est nécessaire, car elle met en évidence le conflit inhérent à un système qui ne sert que la soif de richesses, et dans le même temps, laisse entrevoir des mondes plus justes et proposent des pratiques de lutte émancipatrices. #RavalVsBlackstone est une bouffée d'air frais en ces temps sombres et pesants. Le tremblement de terre qui a fait vaciller Blackstone à Barcelone provoque d'ores et déjà des répliques dans d'autres territoires. À Madrid, plus de 200 familles qui vivent des situations similaires se sont organisées à travers le Syndicat des locataires de Madrid et d'autres collectifs semblables pour lancer la campagne #MadridVsBlackstone.

L'offensive du capital ne s'arrêtera pas là, mais nous, qui y faisons face, non plus. L'affaire #RavalVsBlackstone illustre la nécessité de créer et de renforcer les contre-pouvoirs politiques d'auto-organisation depuis le terrain pour entrer dans la bataille, et la gagner. Les zapatistes eux aussi suivent ce principe, et construisent la communauté et l'autonomie, défendent leurs vies depuis leurs positions dans la Forêt de Lacandona, « en bas et à gauche ». Dans le quartier de Raval, les classes populaires construisent aussi leurs positions et, à partir de là, se battent. Lutter, c'est vaincre, et comme on dit en Amérique latine, *la lucha sigue*. La lutte continue.

[29] SET: Villes et Régions du Sud de l'Europe contre la Touristification : une alliance de villes comme Venise, Valence, Lisbonne, Malte ou encore Barcelone elle-même, pour ne donner que quelques exemples, qui promeut des rencontres présentes et à distance afin de coordonner la lutte contre un problème commun, mondial, qui est particulièrement sensible sur leurs territoires.

[30] La criminalisation croissante à laquelle sont soumis tous ces mouvements de résistance est le revers de leur succès. Cela se traduit par exemple par la création et la propagation de concepts comme celui de « tourismophobie » par le lobby touristique pour discréditer les mouvements contre la touristification. Ou encore par la stigmatisation et la criminalisation du mouvement « okupa » par une partie des élites capitalistes, parce qu'il met en cause la sacrosainte propriété privée pour défendre le droit des gens à se doter d'un toit par des occupations.

Une petite révolution au pays de la voiture-reine

Quand citoyens et villes allemandes se soulèvent face à l'industrie automobile

DÉBORAH BERLIOZ

Interdictions de circuler pour les vieux véhicules diesel, développement des infrastructures cyclables... Dans les municipalités allemandes, les initiatives se multiplient pour refouler la voiture. Une petite révolution dans un pays où les constructeurs automobiles sont les rois de l'économie et de l'influence politique.

« **L**a voiture allemande est très importante pour les habitants de la République fédérale », pouvait-on lire dans l'hebdomadaire *Die Zeit* en début d'année 2019. « Synonyme de qualité, de fiabilité, de force exportatrice et de puissance économique, l'automobile symbolise également la résurgence du pays après la Seconde Guerre mondiale. » Dans ces conditions, critiquer la voiture germanique reviendrait donc à s'en prendre à l'identité même des Allemands. Il faut dire aussi que le pays compte une puissante industrie automobile, avec des constructeurs aussi incontournables, au niveau national, européen et mondial, que Volkswagen, Daimler et BMW, qui y emploient plus de 800 000 personnes.

Et pourtant, les citoyens et les villes allemandes sont de plus en plus nombreux à s'attaquer à la vache sacrée. « Les initiatives locales pour refouler la voiture hors des villes se multiplient, se réjouit Tina Velo. Beaucoup de gens s'engagent pour améliorer les infrastructures cyclables par exemple, tandis que d'autres militent pour la gratuité des transports en commun, comme à Giessen dans l'ouest du pays. » Cette trentenaire qui témoigne sous un nom d'emprunt est la porte-parole du groupe Sand im



JAKOB HUBER/CAMPACT, CC BY-NC

Getriebe (« le grain de sable dans l'engrenage »). Rattaché à Attac, ce mouvement réclame l'exclusion complète de la voiture individuelle des métropoles allemandes. Pour Tina Velo, c'est un combat écologique majeur : « *Les transports sont le seul secteur où les émissions de CO2 n'ont pas baissé depuis les années 1990. C'est en partie à cause de cela que l'Allemagne ne va pas atteindre ses objectifs climatiques.* »

Le choc du Dieseltgate

En 2007, l'Allemagne s'est fixé l'objectif de réduire ses émissions de CO2 de 40 % d'ici à 2020 par rapport à leur niveau de 1990, et de 55 % d'ici 2030. Malgré un fort développement des énergies renouvelables, le pays est loin du compte. À ce jour, la baisse n'est que de 32 %. Quant aux voitures, si elles rejettent individuellement moins de CO2 que dans les années 1990, elles sont plus nombreuses sur les routes. Selon l'Office fédérale de l'environnement, les émissions globales des voitures particulières ont augmenté de 0,5 % entre 1995 et 2017.

Pour se faire entendre, Tina Velo et un petit millier d'activistes ont bloqué le Salon international de l'automobile à Francfort le 15 septembre 2019. La veille, entre 18 000 et 25 000 personnes défilaient dans les rues de la ville contre « *cette industrie destructrice* », comme la nomme Tina Velo. L'amour inconditionnel de la voiture semble donc en avoir pris un coup ici. Il faut dire que le scandale des moteurs diesel truqués, le « Dieseltgate », est passé par là, et qu'il a quelque peu écorné l'image du fleuron de l'économie allemande.

Tout a commencé en septembre 2015 quand l'agence états-unienne de protection de l'environnement a révélé l'utilisation par le groupe Volkswagen (qui possède les

marques Volkswagen, Audi et Porsche) de différentes techniques permettant de falsifier le niveau d'émissions de particules fines pendant les tests d'homologation. Des millions de voitures ont ainsi été équipées de logiciels les faisant apparaître moins polluantes qu'elles ne l'étaient en réalité. Depuis ces premières révélations, le scandale n'a cessé de grandir, touchant tous les constructeurs allemands.

Les industriels ont été contraints de rappeler des centaines de milliers de voitures aux États-Unis et en Europe, et la justice a fini par leur demander des comptes. Outre-Atlantique, des actions collectives ont été lancées. En août 2019, Volkswagen a accepté de verser 96,5 millions de dollars (88 millions d'euros) pour indemniser 98 000 clients aux États-Unis. En Allemagne aussi, ses patrons se retrouvent sur le banc des accusés. En avril 2019, l'ancien chef du groupe, Martin Winterkorn, a été inculpé pour fraude par le tribunal de Braunschweig. En juillet c'était au tour de l'ex-chef d'Audi, Rupert Stadler, et de trois autres cadres de l'entreprise. Fin septembre 2019, un procès initié par 400 000 clients allemands contre le constructeur a commencé.

Le gouvernement rechigne à sévir

Même si la justice fait pression, les choses n'avancent que doucement. Selon des calculs de l'organisation Transport et environnement publiés en juin 2019, seul un quart des véhicules manipulés ont fait l'objet d'un rappel pour changer le logiciel truqué. Quant au gouvernement d'Angela Merkel, il a tardé à réagir. Un premier sommet de crise a été organisé fin 2017, suivi d'un autre l'année suivante. Un plan pour améliorer la qualité de l'air dans les villes a été annoncé, et un fonds de 1,5 milliard d'euros a été créé. Il doit notamment aider les communes les plus polluées à investir dans des bus et des voitures électriques.

« C'est bien, mais encore une fois on prend l'argent des contribuables pour réparer les fautes des constructeurs automobiles », critique Harald Moritz, écologiste et élu à la chambre des députés de la ville-État de Berlin. Karsten Schulze, membre du comité directeur de l'Allgemeiner Deutscher Automobil-Club (ADAC), organisation

Volkswagen

Chiffre d'affaires : 235,8 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Herbert Diess (DG)

Principaux actionnaires : holding de la famille Porsche et Land de Basse-Saxe

Siège social : Wolfsburg, Allemagne

Secteur d'activité : automobile

Employés : 302 554 (2018)

À savoir :

* Premier groupe automobile mondial depuis 2016 avec plus de 10 millions de véhicules vendus, sous les marques Volkswagen, Porsche, Audi, SEAT, etc.

* Mis en cause depuis des décennies dans des scandales de fraudes aux normes environnementales et pour son lobbying contre des régulations plus strictes dans ce domaine en Europe et aux États-Unis, Volkswagen a été au cœur du scandale du Dieselgate en 2015.

qui défend les automobilistes, juge lui aussi l'action gouvernementale insuffisante : « Les industriels sont seulement contraints de remplacer le software incriminé, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi installer une solution "hardware", et notamment un nouveau filtre qui permettrait de faire baisser les émissions toxiques. Si l'industrie a agi illégalement, elle doit être tenue pour responsable et réparer les dommages. » Si Daimler et Volkswagen ont accepté de financer cette modification matérielle à hauteur de 3000 euros, BMW refuse encore.

Un lobby très influent

« Il ne peut être dans notre intérêt d'affaiblir l'industrie automobile au point qu'elle n'ait plus la force d'investir dans son propre avenir », disait la chancelière allemande en 2018 devant le Bundestag. Les chiffres sont effectivement éloquentes. En 2017, l'industrie automobile a généré presque 426 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 64 % à l'export, et elle emploie plus de 830 000 personnes. « Il y a des liens personnels forts entre le politique et l'automobile, et notamment dans l'entourage proche d'Angela Merkel », souligne Christina Deckwirth, politologue au sein de l'association LobbyControl. « La campagne de la chancelière pour les législatives de 2017 a par exemple été dirigée par l'ancien lobbyiste en chef d'Opel, Joachim Koschnicke. Plusieurs hommes politiques sont également passés du côté des industriels, à l'image du conservateur Eckart von Klaeden, embauché en 2013 par Daimler après avoir travaillé dans le cabinet d'Angela Merkel. »

Selon des informations du magazine *Der Spiegel*, Eckart von Klaeden n'aurait d'ailleurs

pas hésité à faire jouer ses relations au gouvernement pour lutter contre des tests d'émissions plus stricts. En 2015, la Commission européenne voulait en effet améliorer les tests en conditions de conduite réelle. Dans un courriel à la Chancellerie en mars 2015, le lobbyiste écrivait : « Ce qui, à première vue, pourrait sembler une décision technique mineure peut avoir d'énormes conséquences pour l'industrie automobile en ce qui concerne l'utilisation future des moteurs diesel. » Le projet de

BMW

Chiffre d'affaires : 97,5 milliards d'euros (2018)

Dirigeants : Oliver Zipse (DG) et Norbert Reithofer (ancien DG et président du conseil de surveillance)

Principaux actionnaires : Stefan Quandt et Suzanne Klatten, frère et soeur héritiers de la famille fondatrice

Siège social : Munich, Allemagne

Secteur d'activité : automobile

Employés : 134 682 (2018)

À savoir :

* BMW et ses deux principaux actionnaires, Stefan Quandt et Suzanne Klatten, frère et soeur héritiers de la famille fondatrice, ont donné plus de 3 millions d'euros à divers partis politiques entre 2010 et 2019

* Au contraire de Volkswagen et Daimler, BMW a refusé de participer au mécanisme de financement de la modification des véhicules diesel équipés de logiciels trompeurs.



JAKOB HUBER/CAMPACT, CC BY-NC

la Commission européenne ne peut pas « être acceptée », insistait-il. Suite à cette intervention, le gouvernement a changé sa position et supprimé toute date concrète pour l'introduction des tests en conduite réelle.

« Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les constructeurs automobiles figurent parmi les plus gros donateurs des partis politiques », ajoute Christina Deckwirth. Entre 2009 et 2017, l'industrie automobile – ses fabricants, sous-traitants, prestataires de services et associations professionnelles – ont versé plus de 17 millions d'euros aux partis conservateurs (CDU et CSU), sociaux-démocrates (SPD), libéraux (FDP) et écologistes (Grünen). Le constructeur BMW et ses deux actionnaires principaux, les frère et sœur Stefan Quandt et Suzanne Klatten, ont par exemple donné plus de 3 millions d'euros à différents partis (principalement la CDU, la CSU, le FDP, et dans une moindre mesure au SPD), entre 2010 et 2019. Daimler a donné plus de deux millions à la CDU et au SPD, à égalité. Volkswagen a donné plus de 650 000 euros à différents partis, dont les Verts, entre 2014 et 2017.

Un problème de santé publique

On comprend mieux le manque de fermeté du gouvernement, mais dédommager les clients trompés est loin d'être le seul enjeu du Dieselgate. Il en va aussi de la santé des populations. Selon une étude parue début 2019, la concentration dans l'air d'oxyde d'azote, émis en grande quantité par les véhicules diesel, serait responsables de plus de 13 000 morts prématurées en Allemagne chaque année. Pourtant, depuis 2008, une directive européenne oblige les États membres à surveiller la qualité de l'air. Ce texte définit des plafonds d'exposition à une quinzaine de polluants atmosphériques, comme les particules fines ou le dioxyde d'azote. Dix ans plus tard, les niveaux sont encore dépassés dans 57 villes allemandes.

Face à l'inaction des politiques, la société civile a pris le relais. Depuis 2011, l'association environnementale Deutsche Umwelthilfe (DUH) a déposé 35 plaintes contre des villes allemandes pour les obliger à respecter les normes européennes. D'autres organisations environnementales, comme la BUND, poursuivent le même combat, et des premières victoires ont été remportées. À Berlin par exemple, le tribunal administratif a donné raison à la DUH en octobre 2018 et la ville a été contrainte d'adopter un plan d'assainissement de l'air. Au programme : une extension des zones limitées à 30 km/h et davantage de stationnement payant. Mais surtout, la capitale allemande a été obligée de bannir les vieux diesel des artères les plus polluées. Cette interdiction de circuler, qui ne concerne que 2,9 kilomètres du réseau routier berlinois, est entrée en vigueur début octobre 2019.

Interdictions controversées

Si la nouvelle n'a pas provoqué de tollé parmi les conducteurs berlinois, la Chambre d'industrie et de commerce de Berlin désapprouve cette mesure. *« Les trois-quarts des véhicules d'entreprise roulent au diesel, explique Hauke Dierks, l'expert en environnement de la Chambre. Ces interdictions rendent certains commerces et entreprises plus difficiles d'accès, que ce soit pour les clients, les employés ou les livraisons. »* *« Ces dispositions sont inefficaces, estime aussi Karsten Schulze, de l'ADAC. Les gens vont juste contourner les rues concernées et la pollution va être reportée ailleurs. »*

Pour autant, les Berlinoises ne sont pas les seuls concernés. À Hambourg et à Darmstadt aussi, certains tronçons ont été fermés aux véhicules diesel les plus anciens. À Stuttgart, ils sont même exclus de tout le centre-ville. Des interdictions devraient également arriver à Cologne, Bonn ou encore Essen. Certaines municipalités ont cependant décidé de faire appel des décisions de justice. Quant au gouvernement fédéral, il est résolu à éviter ces mesures restrictives. En mars dernier, il a fait voter au Bundestag une modification de la loi fédérale sur les émissions des automobiles. Ce texte stipule désormais que *« les interdictions de circulation [...] ne s'appliquent, en règle générale, que dans les zones où la valeur moyenne annuelle de 50 microgrammes de dioxyde d'azote par mètre cube d'air a été dépassée »*, alors que la directive européenne fixe ce plafond à 40 microgrammes. *« Cette modification de la loi ne va pas empêcher les interdictions, assure Harald Moritz. Ce n'est qu'une manœuvre du gouvernement pour faire croire qu'ils protègent les citoyens contre les méchantes communes qui veulent entraver leur liberté. Et ils veulent faire oublier qu'ils ne font rien contre les constructeurs. »*

L'élue berlinoise reconnaît cependant que ces interdictions vont être difficiles à faire respecter. *« Un vieux diesel ne se reconnaît pas du premier coup d'œil, il faut voir les papiers du véhicule pour le repérer. »* Il milite pour l'introduction au niveau fédéral d'une vignette bleue pour les véhicules diesel, ce qui faciliterait les contrôles. *« Le gouvernement refuse de la mettre en place, s'énerve Harald Moritz. Peut-être qu'ils ont peur que cela facilite l'exclusion des vieux diesels de tous les centres-villes. »*



JORG FARVS/BUND, CC BY-NC

L'industrie mise sur l'électromobilité

« Nous n'avons pas besoin de nouvelles murailles autour des villes comme nous en avons au Moyen Âge », s'insurge Joachim Damasky, directeur général technique et environnement de l'Association de l'industrie automobile allemande (Verband der Automobilindustrie – VDA), lobby du secteur. Selon lui, exclure les voitures revient à négliger tout un pan de la population. « Comment feront les gens qui sont obligés de faire la navette pour leur travail car ils n'ont pas les moyens de s'offrir un appartement dans le centre-ville ? Développer les transports en commun est une bonne chose, mais cela coûte cher et prend du temps. » Pour lui, l'avenir serait la voiture électrique. Et sur ce point, l'industrie automobile ferait sa part de l'effort : « Sur les trois prochaines années, nos entreprises vont investir 40 milliards d'euros dans l'électromobilité et les techniques de propulsion alternatives », vante ainsi le représentant du secteur automobile.

La voiture électrique était d'ailleurs à l'honneur du Salon de l'automobile de Francfort de 2019. Pour Tina Velo, ce n'est rien de plus que de l'écoblanchiment : « Déjà, ces investissements arrivent bien trop tard. Par ailleurs, la voiture individuelle en ville pose d'autres problèmes que la pollution. Entre les routes et les places de stationnement, elle prend une place folle dans nos métropoles. Sans compter les risques d'accident. La voiture électrique ne change rien à tout cela. C'est pour cela que nous réclamons des villes sans voitures. »

Si Karsten Schulze de l'ADAC n'approuve pas l'action de Tina Velo, il concède que la voiture doit céder du terrain dans les métropoles allemandes. Mais pour cela, il faut avant tout « améliorer les transports en commun ». Il imagine un système

avec de grands parkings au bout des lignes de métro. *« Cela fait des années qu'on discute de ce genre de modèle, mais cela demande de grands investissements et les communes n'étaient pas prêtes à payer. »*

Berlin investit massivement dans les alternatives à la voiture

Après des années d'austérité, la capitale allemande va pourtant mettre la main à la poche. Début janvier, la sénatrice en charge des transports au sein du gouvernement local, Regine Günther, a annoncé des investissements à hauteur de 28 milliards d'euros sur les quinze prochaines années pour l'extension et la modernisation des transports publics. Ces dépenses font suite à l'adoption en 2018 par la chambre des députés de Berlin d'une loi de mobilité. Mais encore une fois, l'impulsion de la société civile a été nécessaire.

« Pendant longtemps le gouvernement local ne s'est aucunement intéressé au vélo, explique Heinrich Strössenreuther, un Berlinois écolo et accro à la bicyclette. La ville dépensait auparavant seulement 3,70 euros par habitant et par an pour le trafic à vélo. C'est le prix d'une grande bière. Ce montant est vraiment ridicule comparé aux dépenses pour la voiture, qui étaient de 80 euros par an et par habitant. » Cet activiste a donc décidé de prendre les choses en main. Lui et d'autres militants ont rédigé courant 2015 une loi sur la circulation à vélo. L'idée étant de faire adopter cette législation par les Berlinois grâce à un référendum d'initiative populaire. Son initiative a récolté plus de 100 000 signatures de citoyens en quelques mois.

« Grâce à cette mobilisation, le vélo est devenu un thème politique majeur à Berlin. Tous les partis ont commencé à s'y intéresser », se réjouit Heinrich Strössenreuther. À l'automne 2016, les sociaux-démocrates ont gagné les élections locales se sont associés aux Verts et au parti de gauche Die Linke pour gouverner. Dans leur contrat de coalition, ils se sont engagés à adopter une loi de mobilité afin d'accorder plus de place au vélo, aux piétons et aux transports en commun dans la ville. Heinrich Strössenreuther et ses compagnons militants furent invités à participer à l'écriture du volet sur le deux-roues.

Un trajet sur trois en vélo en 2025

À partir de 2019, 51 millions d'euros doivent être consacrés tous les ans au développement des infrastructures cyclables dans la capitale allemande. Depuis quelques temps, de nouvelles pistes cyclables apparaissent et 100 000 nouvelles places de stationnement pour les vélos doivent être installées d'ici à 2025, dont la moitié près des stations de métro. La petite reine devrait également bénéficier de 100 kilomètres de voies rapides au travers de la ville. L'objectif est clair : d'ici à 2025, un trajet sur trois doit être réalisé à vélo, contre environ un sur sept aujourd'hui.

« Pour la première fois, la voiture n'a plus la priorité dans la politique des transports », jubile l'écologiste Harald Moritz. Son parti aimerait toutefois aller plus loin. *« Nous*

sommes pour l'instauration d'un péage à l'entrée de la ville, avec des tarifs échelonnés. Plus une voiture est polluante, plus elle doit payer pour entrer. L'objectif serait de bannir le moteur à explosion d'ici à 2030. »

Si la révolution est en marche à Berlin, Christina Deckwirth, de LobbyControl, refuse d'y voir une évolution générale de la société : *« Dans les campagnes, les gens sont encore très dépendants de la voiture, et ils sont très agacés par toutes ces interdictions de circuler. C'est un débat très émotionnel. »*

Le gouvernement toujours avocat de la voiture

Pourtant, le « Dieselgate » est loin d'être le seul scandale à avoir égratigné l'image de la voiture « made in Germany ». En 2017, *Der Spiegel* révélait que BMW, Daimler et Volkswagen s'étaient entendus pendant des années pour éviter toute concurrence sur le développement de technologies permettant de réduire les émissions de leurs voitures. En septembre 2018, la Commission européenne a ouvert une enquête approfondie contre les trois constructeurs pour pratiques anticoncurrentielles. En avril 2019, elle a transmis ses griefs aux industriels qui peuvent maintenant tenter de se défendre. Si leur réponse ne satisfait pas l'exécutif européen, il pourra leur infliger une amende allant jusqu'à 10 % de leur chiffre d'affaires.

Malgré tout, *« le gouvernement fédéral continue de défendre les intérêts des grands constructeurs »*, regrette Christina Deckwirth. *« Reste que ces différents scandales ont fait les gros titres ici, et ils ont mis lumière l'importance du lobby automobile en Allemagne. Cela a lancé une vraie discussion sur le sujet. C'est un premier pas vers un changement de politique. »*

Note de l'éditeur

Cet article a dû faire l'objet d'un retrait d'internet durant quelques mois, en raison de menaces de poursuites pour diffamation assorties d'une demande indemnitaire de 20.000.000 euros, formulées à l'encontre du réseau ritimo par le représentant de Monsieur Aaron Frenkel, qui s'y trouve cité à plusieurs reprises.

Après avoir consulté notre avocate, nous avons pris la décision de publier à nouveau cet article afin de lui accorder toute la diffusion qu'il mérite.

« Qu'est-ce que Dubrovnik aujourd'hui ? »

Golf, accords de libre-échange et le combat pour l'âme d'une ville

IGOR LASIĆ

Une longue bataille juridique et politique autour d'un projet controversé de golf et de développement immobilier est devenu le symbole des démêlés de Dubrovnik, en Croatie, avec l'industrie touristique. Confronté à la résistance de la société civile locale, l'investisseur a initié une procédure en arbitrage international. Les accords de libre-échange peuvent-ils priver une ville et ses habitants du droit à décider de leur avenir ?

Voilà à quoi devrait ressembler une carte postale authentique et pittoresque de l'Adriatique à l'aube du troisième millénaire : une foule de touristes se fraient à grand peine un chemin sur le Stradun, la plus célèbre des rues de Croatie, tandis que dans un coin de la photo, les élites économiques et politiques se frottent joyeusement les mains. Sur un autre cliché, sous les remparts médiévaux de Dubrovnik, on tourne une scène avec des épées, tandis qu'un groupe de citoyens manifeste devant la mairie en brandissant des clubs de golf ensanglantés.



© MARKO ERCEGOVIC

Qu'est-ce que Dubrovnik aujourd'hui ? Les habitants de cette ville croate sur la côte orientale de la mer Adriatique auraient eux-mêmes bien du mal à donner une réponse à cette question, et encore moins les touristes qui la visitent, même lorsqu'ils ont quelques connaissances de base sur Dubrovnik et son histoire. Et pourtant, il s'agit de l'un des toponymes croates les plus connus au monde, quasiment devenu une synecdoque pour le pays tout entier. Ce qui nous apporte un premier élément de réponse : en ce début de XXI^e siècle, Dubrovnik est avant tout une marque puissante, dotée d'une importante valeur marchande. Et cette popularité mondiale a changé la ville, déterminant le moindre aspect de son existence.

Une ville entre les mains de l'industrie touristique

Pour mieux comprendre cette forme de marchandisation d'une ville, revenons quelques dizaines d'années en arrière. Avant l'invasion actuelle des paquebots de croisière et du business de l'immobilier, la Croatie tout entière, son indépendance à peine gagnée, a vécu une transition postsocialiste : autrement dit, la restauration du capitalisme. À Dubrovnik, cette nouvelle ère s'est traduite par la soumission de tout son patrimoine durement acquis, naturel comme culturel, à l'objectif simpliste d'engranger le plus de bénéfices possibles, le plus vite possible. Le tourisme s'est tout naturellement imposé comme la solution idéale. À l'époque de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, la préfecture la plus méridionale de Croatie était déjà un haut lieu de villégiature. Aujourd'hui, on y enregistre jusqu'à cinq millions de nuitées par an.



Prijedlog povećanja smještajnih kapaciteta grada Dubrovnika

© MARKO ERCEGOVIC

La guerre qui a frappé la Croatie en 1991 a changé les règles du jeu. Dans l'économie socialiste, l'activité touristique était principalement organisée dans le cadre d'une industrie hôtelière de grande échelle, bien entendu publique. La guerre, ayant détruit ces hôtels ainsi que les

moyens de subsistance de la majorité des familles dubrovnikoises, a joué un rôle déterminant dans la grande braderie des ressources matérielles qui allait s'ensuivre. Les appartements et les maisons de la vieille ville ont été vendus en masse, atteignant des prix que leurs propriétaires ne pouvaient bien souvent tout simplement pas refuser, pris à la gorge par l'augmentation du coût de la vie. Après les maisons et les appartements vint le tour de l'espace public, devenu entre-temps municipal ou étatique.

C'est au tournant du millénaire, alors que les infrastructures publiques, les ressources naturelles et les priorités sociales étaient progressivement inféodées à une industrie touristique toujours plus vorace, que sont entrés en scène les grands promoteurs immobiliers. Ils ne pouvaient plus se satisfaire de l'accumulation de petites capacités d'hébergement individuelles. Leur modèle commercial requérait une vision autrement plus ambitieuse. Un investisseur en particulier trouva le moyen de mettre la main d'un seul coup sur un énorme terrain à proximité immédiate de Dubrovnik, pour y construire des centaines de locations de tourisme, accompagnées d'hôtels et de luxueuses villas. La première étape du projet était de créer un terrain de golf, sport qui n'avait jamais été pratiqué à Dubrovnik. Un terrain de golf sérieux requiert au bas mot des centaines d'hectares de terrains libres, et cette gourmandise en mètres carrés, ainsi que l'inévitable business de l'immobilier qui s'y attache, ont déjà valu à ce sport une triste réputation dans le monde entier.

Qu'est-ce donc que Dubrovnik aujourd'hui ? Dubrovnik est une marque, une destination touristique, un marché immobilier juteux, et enfin un décor de films. La ville a notamment accueilli les tournages de *Game of Thrones*, *Star Wars* et *Knightsfall*, pour ne citer que les plus récents. Mais derrière les bandes-annonces clinquantes de ces blockbusters se cache une réalité sociale bien moins riante. La vie des habitants est brutalement soumise aux exigences d'acteurs économiques qui, en collaboration avec des autorités locales coupées du peuple, exploitent leurs infrastructures et leur patrimoine historique et naturel. Et ce, au détriment des besoins fondamentaux de la population locale, de l'énergie à la santé en passant par les transports et l'éducation.

Le golf comme symbole de dépossession

Le projet de golf allait devenir le symbole même de cette histoire et du sort dévolu à l'espace urbain et aux biens publics de Dubrovnik. Le nom du premier investisseur a été pratiquement oublié, tout comme celui du deuxième, qui a repris le projet, pour le revendre à un troisième quelques années plus tard. Mais le projet est resté comme un révélateur dans la mémoire collective d'une ville certes petite par ses dimensions – avec 50 000 habitants seulement – mais grande par sa signification historique.

Jusqu'en 2005, il avait toujours été question d'un projet relativement modeste, d'une surface de 100 hectares sur le plateau de la colline de Srđ, qui s'élève juste derrière la ville à 415 mètres d'altitude. Mais à la fin de cette année-là, la zone d'intervention est passée dans les documents administratifs locaux à 310 hectares, englobant la plus grande partie du plateau de Srđ. Les administrations ont donné leur bénédiction à cette extension, alors même que le plan d'aménagement en vigueur ne prévoyait toujours que 100 hectares.

La colline de Srđ est, de fait, l'unique zone potentielle pour une éventuelle extension de Dubrovnik en dehors de l'espace urbain existant. Toutes les autres possibilités sont des zones éloignées, comme le quartier de Nova Mokošica construit dans les années 1980 à plusieurs kilomètres de la ville. Une particularité liée à la spécificité géographique de Dubrovnik et de ses environs : une bande de côte relativement étroite, derrière laquelle se dressent des collines escarpées. Ce qui n'a pas empêché les autorités locales, régionales et nationales de priver Dubrovnik de toute perspective d'expansion acceptable, si jamais le besoin devait s'en faire sentir à l'avenir – pour l'amour du golf.

Influence politique

Le golf et ses résidences annexes ont obtenu le soutien clair et public de deux maires de Dubrovnik, trois présidents de la République, quatre premiers ministres et toute une série de ministres de tout l'échiquier politique. Le premier nom célèbre de cette longue liste a été celui du premier ministre Ivo Sanader, qui a exprimé son soutien juste après la modification susmentionnée de la surface du projet. Trois ans et demi plus tard, il quitterait brusquement ses fonctions, pour être par la suite condamné pour corruption. Mais ses mots restent encore gravés dans les mémoires : lors d'une session de son gouvernement, il avait souligné le projet sur Srđ était « *d'un intérêt*

Razvoj Golf

Propriétaire : Aaron Frenkel

Secteurs d'activité : tourisme, immobilier

Siège social : Zagreb, Croatie.

Fondé en : 2006

À savoir :

* Aaron Frenkel, domicilié à Monaco, a fait fortune en tant que courtier et intermédiaire pour l'industrie de l'aviation dans les pays de l'ancien bloc soviétique.

* Razvoj Golf a poursuivi la Croatie dans le cadre d'une procédure en arbitrage international sur l'investissement via une société basée au Pays-Bas, Elitech.

exceptionnel pour la République de Croatie ». Mais pas d'abord pour la République de Croatie, allait-il s'avérer très rapidement. La croissance de la surface du projet fit exploser sa valeur. En 2006, le deuxième investisseur le revendit à l'homme d'affaires israélien Aaron Frenkel. Il reste le principal propriétaire du projet aujourd'hui.

Initialement, le projet sur Srđ était d'une valeur de 70 à 80 millions d'euros. Le dernier chiffre connu du public tourne autour de 1,1 ou 1,2 milliard d'euros. Tout suggère qu'une partie de ce montant aurait déjà été dépensée en formes plus ou moins légales de marketing et de lobbying. L'une des premières affaires date des premiers mois après l'entrée de Frenkel dans le projet, lorsque que le quotidien croate Vecernji list, en relation avec Procureur public croate, a publié certaines allégations, comme celle qu'un certain cabinet d'avocats lié à l'homme d'affaires aurait financé le train de vie de la fille de Sanader lors de ses études aux États-Unis.

Entre-temps, les plans d'aménagement ont été adaptés *a posteriori* aux besoins du projet, en profitant de la dissolution du Conseil régional et de la nomination

Booking Holdings

Chiffre d'affaires : 14,5 milliards de dollars US (2018)

Dirigeant : Glenn Fogel (PDG)

Siège social : Delaware, États-Unis

Fondé en : 1997

Secteurs d'activité : hospitalité, numérique

Employés : 24 500 (2019)

À savoir :

* Booking Holdings possède le site booking.com ainsi que de nombreux agrégateurs en ligne liés au secteurs du tourisme. En 2017, 673 millions de nuitées ont été réservées via ses sites web.

* Booking.com connaît des litiges à répétition avec des hôteliers ou avec les autorités de la concurrence nationales ou européenne pour ses pratiques anticoncurrentielles.

d'un commissaire du gouvernement pour Dubrovnik. Non seulement une irrégularité devenait ainsi légale, mais le commissaire n'était absolument pas investi des pouvoirs nécessaires pour procéder à ces modifications. Quelques associations de la société civile se sont tournées vers le Tribunal constitutionnel. Au cours des années, des tribunaux de différents échelons allaient à plusieurs reprises invalider des documents comme le plan amendé d'aménagement du territoire, l'étude d'impact environnemental, le permis d'aménager, malgré les pressions exercées sur eux. Dans

chacun de ces cas, cependant, les autorités, étatiques comme locales, ont passé outre ces décisions de justice, en se contentant de produire de nouveaux documents tout aussi contestables que les précédents, censés leur permettre de relancer le projet avec une alacrité renouvelée.

Au printemps 2007, le président de la République Stipe Mesić nommait Aaron Frenkel consul honoraire de la Croatie en Israël. Un an et demi plus tard, le Parle-

ment croate votait une loi sur le projet de golf favorisant indubitablement le grand capital au détriment des intérêts de la communauté et des petits propriétaires, le plus souvent des agriculteurs. La loi sera retirée quatre ans plus tard seulement, mais avec des conséquences juridiques négatives durables, car les plans d'aménagement de toute la Croatie avaient été harmonisés en conséquence.

En 2009, la mairesse de Dubrovnik signait avec l'investisseur, représenté par la société Razvoj Golf (« Golf développement »), un contrat de vente de 47 000 m² de terrains municipaux sur Srđ, au prix dérisoire de moins de 8 euros le m². Le même investisseur avait auparavant racheté à des propriétaires privés leurs terrains environnants pour environ 20 euros le m². Aux élections suivantes, cette mairesse allait perdre son poste, pour être remplacée par un homme politique opposé au projet de golf. Enfin... opposé jusqu'à ce qu'il soit élu. L'explication qu'il donnerait à l'opinion publique serait la suivante : « *La valeur des terrains de Dubrovnik a tellement augmenté que nous ne sommes plus en mesure de les gérer.* »

« Ne construisez pas de golf à proximité de cette ville, ni d'aucune autre ville »

L'initiative citoyenne « Srđ je naš » (« Srđ est à nous »), lancée à cette époque, allait devenir le cœur de l'opposition à l'usurpation des biens publics de Dubrovnik. Les grands médias croates soutenaient de plus en plus ouvertement l'investisseur, à commencer par le plus grand groupe de presse privé Europapress Holding, rebaptisé plus tard Hanza, annonçant même une nouvelle surface encore plus importante pour le golf : 410 hectares. Au niveau des autorités régionales et nationales, les équipes politiques se succédaient, avec des opinions variables sur le projet de golf à Dubrovnik, et une litanie de conflits d'intérêts et de cas de firmes de relations publiques travaillant à la fois pour la société Razvoj Golf et pour des partis politiques.

La célèbre architecte Zaha Hadid fut chargée de dessiner les plans d'une partie des 400 villas prévues sur Srđ, avec un hôtel et 1600 appartements destinés à la vente libre. Cependant, toutes les grandes associations d'architectes croates et dubrovni-koises, de leur côté, étaient opposées au golf. Même Taleb Rifai, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT), en villégiature à Dubrovnik, a ressenti le besoin de déclarer : « *Ne construisez pas de terrains de golf à proximité de cette ville, ni d'aucune autre ville.* »

Grâce à ses soutiens, l'investisseur a finalement réussi en 2012 à produire une étude d'impact environnemental positive, mais uniquement après une troisième prolongation du délai de remise de cette étude. Or, le ministère de tutelle n'était autorisé par la loi à prolonger ce délai qu'une seule fois. La communauté locale, auparavant complètement désintégré, n'a pas pour autant baissé les bras. L'initiative « Srđ je naš » s'est lancée en janvier 2013 dans l'organisation d'un référendum

contre le projet de golf. Non seulement le projet d'une « ville au-dessus de la ville » apparaissait de manière de plus en plus flagrante comme une usurpation de biens publics au profit d'intérêts privés, mais il faisait aussi peser sur l'environnement de Dubrovnik de sérieuses menaces écologiques. Selon des études scientifiques, le complexe, prévoyant l'introduction de nombreuses espèces allochtones requérant de grandes quantités de pesticides, d'engrais et d'eau, aurait des effets dévastateurs sur l'équilibre de l'écosystème méditerranéen de Srđ et ses environs.

Le référendum du printemps 2013 se déroula dans un contexte d'intimidation systématique des citoyens, de chantage aux dédommagements potentiels à payer à l'investisseur, et de mensonges éhontés de la classe politique et des médias sur la composante écologique du projet. Pourtant, presque le tiers de la population locale s'est rendu aux urnes, dont 85 % ont voté contre le projet. Le résultat ne fut pas tenu pour contraignant par les autorités, car en Croatie, pour qu'un référendum d'initiative locale soit valide, le taux de participation doit dépasser les 50 %. À titre de comparaison, lors du référendum national sur l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne organisé l'année précédente, le taux de participation avait également été inférieur à 50 %, mais les deux tiers de votes exprimés en faveur de l'adhésion avaient été jugés suffisamment représentatifs...

Le combat s'internationalise

L'Unesco, sur la liste du patrimoine mondial duquel Dubrovnik se trouve depuis déjà 40 ans, est alors elle-même entrée en scène pour contester le projet. Mais la pression internationale s'exerçait des deux côtés : le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, à l'issue d'une rencontre avec le président israélien Shimon Peres, a informé le premier ministre croate Zoran Milanović qu'il était au courant des « *embûches incompréhensibles* » auxquelles Aaron Frenkel se heurtait à Dubrovnik.

Les hommes politiques croates avaient d'ores et déjà prédit la suite des événements si jamais le projet de golf venait à échouer. Ainsi, le vice-président du gouvernement croate, Branko Grčić, avait-il déclaré en 2013 : « *L'alternative au projet, c'est que les investisseurs vont porter plainte contre Dubrovnik ou la République de Croatie, et qu'ils obtiendront certainement, au niveau international, des dommages et intérêts colossaux ! (...) Si le Plan d'aménagement du territoire a été adopté, si les plans d'urbanisme d'échelon inférieur ont également été adoptés selon une procédure démocratique, si l'investisseur s'est cassé la tête à acheter le terrain parcelle par parcelle, dépensant pas moins de 40 millions d'euros, et enrichissant certaines personnes au passage, qui a le droit d'interrompre ce processus ?* » De fait, la société Razvoj Golf a porté plainte en 2017 contre la République de Croatie auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi), à Washington, réclamant 500 millions d'euros de compensation pour le blocage de ses projets à Dubrovnik.



© MARKO ERCEGOVIC

Ce développement n'a fait qu'intensifier la pression médiatique sur l'opinion publique, avec comme champion, une fois de plus, Hanza media. Fin 2017, la menace d'une procédure judiciaire a même pesé sur Zelena Akcija (Action verte), principale ONG croate de protection de l'environnement, et sur l'initiative « Srđ je naš ». Le prétexte ? Une affiche de Zelena Akcija, représentant un club de golf d'où gouttait de la peinture rouge, avec la légende : « Du racket, pas du golf. » Le quotidien de Hanza media *Slobodna Dalmacija* a présenté ce slogan comme antisémite envers l'investisseur de Srđ, même si ni Zelena Akcija ni les autres organisations n'avaient jamais fait la moindre allusion en ce sens. Un coup bas de plus dans une longue série de manipulations de l'opinion publique.

Comme si cela ne suffisait pas, il a été révélé récemment que les deniers publics de Dubrovnik ont été utilisés de manière éhontée au bénéfice des investisseurs privés de Srđ. La plupart des frais liés aux aménagements d'infrastructures pour le golf et ses dépendances résidentielles – routes, raccordement au gaz et à l'électricité, aux canalisations – seront financés par le budget de la ville, à savoir le contribuable, pour des montants se comptant en dizaines de millions d'euros.

Les habitants relèvent la tête

Cet interminable combat se poursuit aujourd'hui, malgré un rapport de force extrêmement inégal, et les méthodes antidémocratiques des pouvoirs politiques et économiques. Dans le même temps, Dubrovnik est également douloureusement confrontée aux autres effets négatifs de l'invasion du capital touristique-immobilier. Si l'administration municipale actuelle ne semble pas aussi ouvertement favorable au golf et aux paquebots de croisière que la précédente, elle n'a pas l'air non plus particulièrement désireuse de s'opposer à leur appétit dévastateur. Les consé-

quences néfastes aisément prévisibles de la mise en concession du port de Gruž et de sa reconstruction en vue d'accueillir davantage de paquebots de croisière ont pour l'instant été empêchées grâce à des vices de procédure. Mais ne soyons pas naïfs : la coalition de capitaux franco-turcs Global Ports Holding et Bouygues Bâtiment International, qui a failli recevoir le feu vert pour la construction mégalomaniacque de terminaux surdimensionnés, sautera sur la prochaine occasion qui ne manquera pas de se présenter.

En parallèle, Dubrovnik se meurt du délaissement chronique de ses biens publics. L'engorgement persistant des transports, le manque de parkings et de corridors piétons, le délabrement des infrastructures municipales, la libéralisation récente du marché des taxis, avec des conséquences néfastes déjà criantes pour la vie de la ville, ne sont que quelques problèmes parmi de nombreux autres. Ces dernières années, il apparaît de plus en plus que la ville est également épuisée d'un point de vue écologique : la pollution de baie de Dubrovnik atteint des niveaux inquiétants du fait des rejets d'eaux usées issues du nombre croissant de logements touristiques sur la côte. Autre problématique qui vient compliquer la vie quotidienne, celle du logement. Ces derniers temps, le montant des loyers est de plus en plus déterminé par les services de réservation en ligne comme Airbnb, lesquels ne paient bien sûr pas d'impôts en Croatie.

Pour donner un aperçu des impacts dévastateurs de ces plateformes, qui se combinent à l'absence de politique publique de logement social en Croatie, cet exemple suffira : l'hôpital de Dubrovnik manque actuellement de 30 docteurs et 60 infirmières. Certains services ferment, d'autres sont fusionnés, et les postes ouverts ne sont pas pourvus faute de candidatures. Car même la main d'œuvre d'importation bon marché ne voit pas l'intérêt de dépenser quasiment tout son salaire dans un loyer.

Et pourtant, l'invasion touristique et la dérégulation du marché de l'immobilier, incarnés à merveille par le projet de bétonisation résidentielle de Srđ sous prétexte de golf, ont aussi eu un autre effet. Ils ont poussé une communauté locale jusqu' alors épuisée et résignée à se mobiliser et à résister à ces atteintes grossières aux fruits centenaires du travail des Dubrovnikois et de leur soin du patrimoine naturel. Il est bien sûr impossible de prévoir l'issue finale de cette histoire. Mais on peut se permettre un certain optimisme, ne serait-ce que de principe : outre les éléments de réponse proposées au début de cet article, Dubrovnik, aujourd'hui, est aussi autre chose. Elle est devenue le cœur battant d'un militantisme collectif qui s'efforce de donner vie à une ville plus belle que toutes les cartes postales.

Comment Airbnb utilise Bruxelles pour brider les villes « d'en haut »

KENNETH HAAR

Il y a cinq ans, Airbnb était dans une situation à la fois très favorable, et à la fois difficile. D'un côté, les années précédentes avaient été marquées par une explosion du nombre d'utilisateurs de son site, et les annonces publiées y avaient augmenté de manière spectaculaire. De l'autre côté, des villes comme Amsterdam, Barcelone, Berlin et Paris commençaient à prendre des mesures pour restreindre et encadrer les locations de type Airbnb pour protéger leur vie urbaine et contenir la hausse des loyers. Parmi les règles ainsi mises en place : l'instauration de permis obligatoires pour les locations Airbnb, une limitation du nombre de nuitées pour les locations, ou une obligation de partager les données.

Pour reprendre la main, au début de l'année 2015, Airbnb et d'autres entreprises similaires se sont tournées vers l'Union européenne. En grande partie du fait de ce lobbying d'Airbnb et de ses alliés, la Commission fait depuis lors pression sur les États membres sous deux aspects :

- En faisant savoir aux États membres que les restrictions trop strictes aux activités d'Airbnb et des autres plateformes peuvent contrevenir à la législation européenne, et en particulier à la directive Services.
- En indiquant aux États membres qu'ils ne peuvent pas exiger qu'Airbnb leur transmette les données relatives à ses activités afin de les utiliser ensuite pour faire respecter les réglementations locales. La directive e-Commerce empêcherait les villes de forcer Airbnb à les aider à lutter de façon systématique contre les utilisations illégales de ses services.

En décembre 2019, la Cour européenne de justice a tranché en faveur d'Airbnb en jugeant que l'entreprise était un « fournisseur de services numériques » plutôt qu'une agence de location immobilière, sapant ainsi la base légale de nombreuses mesures d'encadrement mises en place par les villes européennes. Mais bien qu'Airbnb ait obtenu des succès, ce combat continue. En 2020, de nouvelles propositions et de nouveaux recours pourraient venir réduire encore davantage les marges de manœuvre des villes pour réguler les activités des plateformes.

À LIRE :

UnFairbnb. How online rental platforms use the EU to defeat cities' affordable housing measures (« UnFairbnb. Comment les plateformes de location en ligne utilisent l'UE pour combattre les politiques des villes pour le droit au logement »). Rapport de Corporate Europe Observatory, mai 2018. <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2018/05/unfairbnb>

S'attaquer à la dette depuis le bas

Le municipalisme face au carcan de la finance

YAGO ALVAREZ

Les « municipalités de changement » élues en 2015 en Espagne, nées d'une révolte contre l'austérité, ne pouvaient manquer de s'attaquer au problème de la dette. Puisant dans l'expérience de la société civile, elles ont cherché à développer des démarches comme les « audits citoyens » de la dette, mais se sont heurtées au pouvoir de la finance.

Quelques 300 000 familles expulsées, d'énormes coupes budgétaires dans les services publics, une modification de la Constitution, et des réformes légales qui ont reconcentré le pouvoir au profit tant de Madrid que de Bruxelles et au détriment de la souveraineté des citoyens : tous ces événements subis par l'Espagne ces dernières années ont un point commun. Ce point commun, c'est la dette comme outil de domination.

La dette : de quoi parle-t-on, exactement?

La difficulté à répondre à cette question explique probablement la difficulté qu'a rencontré le mouvement espagnol contre la dette à élargir cette lutte si importante, et à rassembler les forces nécessaires pour la mener au niveau de toute la société. La dette est le principal instrument d'assujettissement et de domination aux mains de ceux qui exercent et contrôlent le pouvoir, aujourd'hui comme à travers toute l'histoire. Mais ce n'est pas seulement cela : c'est aussi un soubassement moraliste qui a imprégné toutes les étapes de l'évolution anthropologique de l'être humain et de ses sociétés, pilier fondamental de la pérennité d'un statu quo favorable à ceux qui occupaient les échelons les plus élevés de ces structures sociales. Pas grand



D'ITHERN, CC BY-NC-ND

chose n'a changé de ce point de vue. Le mantra social selon lequel « il faut payer ses dettes », si ancré dans l'imaginaire collectif, ainsi que la mise au pilori de celui ou celle qui ne remplirait pas cette « obligation » comme si c'était un « péché », restent vivaces dans les normes et la culture éthique de notre société actuelle.

Face à l'essor de l'athéisme et au déclin des croyances religieuses qui, très souvent, servaient à intimider la personne endettée, de nouveaux dieux ont été créés. Sous l'égide du capitalisme, ces nouvelles divinités se chargent désormais d'imposer la loi de la dette, de pair avec les autres commandements sacrés de la même foi dévastatrice, comme le libre-échange ou le refus de l'intervention de l'État dans l'économie – c'est-à-dire le refus que des décisions démocratiques puissent mettre des limites à cette religion. Tout de noir vêtus, les prêtres du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale du commerce se chargent d'imposer l'orthodoxie et de punir les païens qui oseraient la contredire. Le système financier international, bras armé de cette religion, s'occupe de capter de nouveaux fidèles en les piégeant dans sa toile : le crédit.

Mais cette Église perd aussi des adeptes. Et parmi ces profanes est en train de se tisser un réseau dans le monde entier, bien décidé à faire face au système de la dette et à ses conséquences, et à s'attaquer à ceux qui la contrôlent et l'utilisent comme outil de spoliation et de domination. Ce mouvement mondial évolue et se transforme en fonction du lieu et des contextes de chaque lutte, mais il a un dénominateur commun : le refus des dettes illégitimes, construites sur le dos des citoyens pour le profit de quelques-uns.

Avec plus de 20 ans d'expérience militante, le mouvement espagnol contre la dette s'est positionné parmi les plus solides et les plus développés du monde, surfant sur la vague du mouvement social des Indignés/15M (né en 2011) et des candidatures municipalistes citoyennes (nouvelles plateformes politiques issues de la société civile).

Un million de personnes contre la dette

Le dimanche 12 mars 2000, alors que José María Aznar, candidat de la droite espagnole, obtenait la majorité absolue au Parlement, une autre facette de la démocratie se dessinait dans les rues de plus de 500 villes à travers le pays, dans les urnes et sur des bouts de papier qui posaient trois questions. La première était : « *Souhaitez-vous que le Gouvernement espagnol annule totalement la dette extérieure que les pays pauvres ont envers lui ?* »

Il s'agissait de la Consultation sociale pour l'abolition de la dette extérieure, un moment clé de la lutte contre la dette en Espagne. Plus de 20 000 volontaires au sein de quelques 1400 collectifs ont coordonné cet acte de désobéissance civile, qui visait à attirer l'attention sur cette question urgente par le biais de la démocratie directe.

Cette consultation a eu un autre résultat, plus durable : la création du premier mouvement social contre la dette en Espagne. Le Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure (RCADE), né en l'an 2000, regroupe différentes composantes militantes dans le but de travailler de façon coordonnée. En 2005, il devient la campagne « Qui doit à qui ? », laquelle élargit le débat et développe une vision allant bien au-delà de l'aspect strictement économique. Commencent alors à être travaillés et discutés les termes de dette historique, écologique, sociale et, un peu plus tard, de dette de genre. Si aujourd'hui, les mouvements sociaux et les partis politiques espagnols utilisent spontanément ces notions de « dette écologique » ou « dette de genre » (la dette historique que la société entretient envers les femmes, qui reproduisent la vie), c'est de toute évidence grâce au travail des mouvements contre la dette de cette époque et des années qui ont suivi.

De créanciers à débiteurs

Le contexte économique et social de la bulle immobilière et financière, qui élevait les salaires et réduisait le chômage de manière artificielle, a été un facteur de démobilisation pour la grande majorité des mouvements sociaux de cette époque. Et ce, jusqu'à ce que la bulle éclate et que, comme par le passé, le poids de la dette retombe sur les épaules de ceux d'en bas, et qu'on vienne à la rescousse de ceux d'en haut. La dette s'est à nouveau transformée en un outil de domination, mais cette fois contre nous-mêmes. Des milliers de personnes étaient expulsées de chez elles par les banques faute de pouvoir rembourser leurs prêts. L'Espagne a vu sa dette extérieure exploser de 40 % à 100 % du PIB, avec les coupes budgétaires pour les services publics que cela implique, pour assainir et sauver ces mêmes banques. Un parfum de contestation et de révolte flottait à nouveau dans l'air. Passant de créanciers à débiteurs, nous avons commencé à sentir dans nos chairs la souffrance infligée aux pays du Sud via la dette extérieure, qu'avait dénoncée le mouvement contre la dette quelques années auparavant. Cette rage et ce mécontentement se sont cristallisés le 15 mai 2011 avec la naissance du mouvement 15M.

La dette et les audits citoyens figuraient en bonne place dans les revendications du mouvement 15M. Le dogme de « il faut payer ses dettes » a été la première justification des coupes budgétaires, de la modification de la Constitution espagnole, et de l'expulsion de milliers de personnes de leurs logements. Et ceci alors même que les gouvernements de pays riches volaient au secours des banquiers, condamnant les pays du « nouveau Sud », à la périphérie de l'Europe, à un recul de tous les droits sociaux qu'ils avaient conquis non sans effort.

De nombreux militants qui avaient participé à la campagne « Qui doit à qui ? » ou au RCADE ont uni leurs forces avec d'autres pour former la

Plateforme audit citoyen de la dette¹ (PACD). Les exigences de ce nouveau mouvement social, qui a développé très rapidement des bases locales dans plus de dix villes de tout le pays, n'étaient évidemment pas acceptables pour le gouvernement : analyser les causes de la crise et les politiques mises en place avant et après, celles de l'endettement public résultant, entre autres, du sauvetage du système financier, identifier quelles dettes ne devaient pas être remboursées, et désigner des responsables.

Le slogan de la PACD, « Nous ne devons rien, nous ne paierons rien », était répété presque quotidiennement dans les mégaphones et sur les pancartes des manifestants dans les mois qui ont suivi le 15 mai. Conférences, débats et ateliers autour de la dette se sont multipliés. Les assemblées de la PACD rassemblaient des dizaines de personnes de tout le pays pour élaborer des rapports, des outils et des éléments de langage contestant le système de la dette. C'est sans aucun doute l'un des plus grands succès, jusqu'à aujourd'hui, du mouvement espagnol contre la dette : la traduction de concepts économiques parfois difficiles d'accès dans des termes compréhensibles par tout le monde. Les citoyens, fatigués d'avoir à payer les pots cassés, ont brisé l'imaginaire moral et dogmatique de la dette. Le récit néolibéral s'est effrité face au ras-le-bol général, face à des gens qui ne cédaient plus au chant des sirènes et ne

Bankia

Actifs : 207,4 milliards d'euros (2019)

Dirigeant : José Ignacio Goirigolzarri Tella (président exécutif)

Siège social : Madrid, Espagne

Fondé en : 2010

Secteur d'activité : banque

Employés : 15 924 (2018)

À savoir :

* Bankia, une banque créée en 2010 de la fusion de sept caisses d'épargne régionales, s'est retrouvée rapidement menacée de faillite du fait de sa mauvaise gestion, de la crise financière et de son grand nombre d'actifs fragiles. Elle a été sauvée à coups de milliards d'euros par l'Union européenne à travers le gouvernement espagnol.

* Rodrigo Rato, dirigeant de Bankia entre 2010 et 2012, a été auparavant ministre des Finances conservateur et patron du Fonds monétaire international. Il a été poursuivi en justice et condamné à une peine de prison en 2018, pour malversations grâce à la campagne citoyenne 15MPaRato.

[1] <https://auditoriaciudadana.net/>

croyaient plus à l'idée que « nous avons vécu au-dessus de nos moyens ». Comme un autre slogan le formulait : « Ce n'est pas une crise, c'est une arnaque. » La PACD a réussi montrer que la dette avait été l'outil principal de cette arnaque.

Depuis le 15M, les audits citoyens de la dette sont devenus la principale (mais non la seule) arme et proposition du mouvement contre la dette emmené par la PACD. On avait besoin d'un outil capable de fournir des arguments et d'alimenter les luttes contre les dettes illégitimes depuis le terrain, depuis les gens eux-mêmes. Ces audits, inspirés par des processus similaires et d'autres mouvements sociaux aux quatre coins de la planète, n'ont pas été envisagés comme une simple analyse ou une étude de cas pratique, mais bien comme un moyen de renforcer le pouvoir citoyen dans l'optique de mieux connaître le fonctionnement du système. Le but : que les citoyens comprennent comment fonctionnent les réseaux clientélistes, la corruption, les mécanismes d'endettement et de pression du capital financier, l'immense pouvoir des multinationales et des institutions néolibérales mises au service de ce pouvoir. Il s'agissait de découvrir comment on en était arrivé là, dans le but de construire collectivement un avenir dans lequel ces pouvoirs ne pourraient plus utiliser les mêmes mécanismes aussi facilement, et dans lequel ceux d'en bas puissent faire plus



EMMA AVILÉS ET PACD, CC BY-SA

facilement barrage à ces moyens de domination et aux dettes illégitimes en général.

De toute évidence, le plus grand succès du mouvement espagnol contre la dette, aura été de voir cette revendication de mener à bien des audits citoyens fré-

quemment reprise dans les programmes politiques, les déclarations publiques, les débats, les articles, dans différents secteurs (santé, éducation, énergie), ou dans la bouche de personnes qui siègent aujourd'hui au Parlement. C'est un héritage qui sera probablement durable, dont pourront profiter d'autres mouvements sociaux dans le futur.

Un travail frénétique a été mené au sein de la PACD au cours de la période postérieure au 15M. Les militants contre la dette ont réalisé des dizaines de conférences et d'ateliers, et tissé des réseaux internationaux avec des mouvements anti-dette dans d'autres pays, jusqu'à créer un réseau international pour l'audit citoyen (International Citizen Audit Network, ICAN)², avec des plateformes citoyennes du Royaume-Uni, de Belgique, du Portugal, de Grèce ou encore de France. Un autre

[2] <http://www.citizen-audit.net/>

axe de travail qui mérite d'être mentionné est la création et le développement des Observatoires citoyens municipaux (OCM)³. Grâce au développement d'un logiciel libre et d'une méthodologie standardisée, les militants de la PACD ont orienté les groupes d'une société civile en pleine ébullition vers une démarche de transparence et de participation citoyenne au niveau municipal, en les invitant à se plonger dans les comptes de leur mairie et à exiger d'elle transparence et explications sur la gestion de l'économie publique locale. En parallèle, d'autres sous-groupes se sont créés au sein du mouvement comme le 15MpaRato (« 15M pour Rato » – qui a réussi à faire le procès de l'ex-ministre de l'Économie et ex-directeur du FMI Rodrigo Rato, impliqué dans l'introduction en bourse de Bankia, un organisme né de la fusion de plusieurs banques et qui a dû être secouru) ou encore des groupes sectoriels comme Audita Sanidad (« Audit de la Santé »).

Prendre le ciel d'assaut, en partant d'en bas

Les débats sur les places publiques autour de la dette externe, des marchés financiers ou des grands chiffres économiques n'aboutissaient que difficilement à des solutions de court terme à ces problèmes. L'exigence du non-paiement de la dette était l'objectif final, l'horizon utopique qui pousse à continuer à se battre ; mais il fallait trouver une stratégie intermédiaire. La PACD avait besoin d'un projet qui, même s'il impliquait d'abandonner pour un temps ses objectifs plus globaux, lui permette d'avancer et de convaincre davantage de gens dans le contexte d'ébullition politique citoyenne. Le mouvement a donc choisi de concentrer ses forces du côté de la politique municipaliste. Il était important que les citoyens comprennent les mécanismes de la dette au niveau local pour pouvoir, par la suite, apprendre comment lutter ensemble contre la dette à d'autres niveaux plus élevés. Cette nouvelle approche, en outre, apparaissait plus appropriée dans un contexte politique d'assaut citoyen contre les institutions de l'État espagnol.

En mai 2015, des centaines de coalitions citoyennes se sont en effet présentées aux élections municipales. La vague de participation politique et l'idée qu'« ils ne nous représentent pas » issue du 15M, ainsi que la décision de Podemos de ne pas participer directement aux élections locales, expliquent cet essor. Ces plateformes citoyennes reprenaient les demandes et les besoins exprimés et débattus sur les places publiques et dans les manifestations des années précédentes, et se sont créées dans le but de donner une voix à une société civile lasse d'être « *une marchandise entre les mains des politiciens et de banquiers* ». Virtuellement tous les programmes politiques portés par ces plateformes reprenaient la même exigence : « *réaliser un audit citoyen de la dette* ». Le discours et l'outil principal du mouvement contre la dette a ainsi fait son entrée dans les institutions et dans les mairies après le succès électoral de ces listes. Un éventail de nouvelles possibilités s'ouvraient sur la scène politique municipale.

[3] <http://www.elsalmoncontracorriente.es/?Sabes-que-es-un-Observatorio>

Au cours des mois qui ont suivi cet assaut citoyen sur les institutions municipales, le mouvement contre la dette a été au cœur de l'agenda politique de ces nouveaux mouvements, imbibés de l'esprit du 15M. Dans ce contexte extrêmement riche, une question revenait sans cesse dans leurs réunions : « *Comment faire l'audit citoyen de notre mairie ?* » Les nouveaux partis politiques municipalistes ont fait appel aux militants de la PACD. Les conférences politiques ou la présentation de rapports d'analyse ont cédé la place à l'organisation d'ateliers pratiques auxquels assistaient non seulement des militants, mais aussi des conseillers municipaux, des maires et des fonctionnaires locaux proches de ces partis. Ces ateliers ont été l'occasion de mettre en pratique toute la connaissance accumulée pendant des années de militantisme contre la dette dans les bases locales créées par la PACD dans tout le pays. La théorie a enfin pu passer à la pratique, avec des groupes de personnes organisées ouvrant les tiroirs de leur mairie pour procéder à l'évaluation des politiques, des dépenses et des dettes accumulées au cours des dernières décennies. Un véritable processus d'émancipation citoyenne pour refuser la dette. Tout ce travail a par la suite été capitalisé et compilé dans un livre, rédigé par moi-même. Intitulé *Descifra tu deuda. Guía de auditoría ciudadana municipal* (« Déchiffre ta dette. Guide d'audit citoyen municipal »)⁴, celui-ci aborde tous les aspects théoriques et pratiques des audits citoyens municipaux, mais également le caractère et l'approche politique nécessaires pour continuer à promouvoir la culture anti-dette.

Le municipalisme s'organise contre la dette

Restait une faille : les nouveaux partis ne disposaient pas de structure commune pour partager leurs expériences et connaissances, et unir leurs forces. Un besoin cruel de davantage de collaboration, de formation et de débats sur des stratégies communes se faisait sentir. C'est ainsi qu'en novembre 2016, la PACD, le Comité pour l'annulation des dettes illégitimes (CADTM) et le groupement électoral Somos Oviedo (« Nous sommes Oviedo ») ont organisé la première Rencontre municipaliste contre la dette illégitime et les coupes budgétaires dans cette ville des Asturies. Y a été présenté le Manifeste d'Oviedo⁵, un texte qui rejette en bloc les politiques d'austérité imposées aux collectivités locales, et met en avant l'audit citoyen de la gestion des gouvernements précédents comme outil pour désigner des responsables et dénoncer les dettes émanant d'un système financier corrompu.

Ce texte exige la fin des coupes budgétaires et pointe du doigt l'ennemi commun des administrations locales dans les communautés autonomes espagnoles : la Loi de rationalisation et soutenabilité des collectivités locales et la Loi organique de stabilité budgétaire et de soutenabilité financière, aussi connues sous le nom de Loi Montoro, en l'honneur du ministre de l'Intérieur du Parti Populaire de l'époque, Cristóbal Montoro. Ces lois empêchent les municipalités d'utiliser leurs excédents budgétaires pour investir ou pour des dépenses sociales, les obligeant

[4] <https://www.cadtm.org/Descifra-Tu-Deuda-Guia-de>

[5] <http://www.cadtm.org/Manifiesto-de-Oviedo>

à rembourser la dette de façon anticipée afin de favoriser le secteur financier. Ce sont ces lois qui ont introduit l'« austéricide » des politiques européennes au niveau local, en instrumentalisant la dette des mairies pour pouvoir mettre la main sur les budgets municipaux et, dans la même logique que les restructurations imposées par le FMI, obliger les collectivités locales à réduire leurs dépenses et à privatiser les services publics. En conclusion de cette rencontre a été votée la création de la Red Municipalista Contra la Deuda Ilegítima y los Recortes (Réseau municipaliste contre la dette illégitime et les coupes budgétaires)⁶. Une nouvelle étape de la lutte contre la dette venait d'être franchie en Espagne.

Depuis cette rencontre, le réseau a pris racine. Plus de 300 groupements électoraux, partis politiques et mouvements sociaux ont adhéré et signé le Manifeste. Des représentants politiques de tous les échelons institutionnels, des militants et des personnalités du monde de la culture y ont également souscrit. Après Oviedo, trois autres rencontres ont eu lieu dans les villes de Cadix, Rivas Vaciamadrid et Cordoue. Des campagnes et des groupes de travail se sont mis sur pied afin d'aborder des thématiques comme le refus de payer les coûts du sauvetage des banques, la dénonciation des mécanismes législatifs pervers, et d'autres thématiques en lien avec le municipalisme et les conséquences de la prise de pouvoir du système de la dette sur l'échelon de l'administration publique le plus bas et le plus proche des citoyens.

Les obstacles auxquels nous nous heurtons

Le processus de prise de pouvoir sur les administrations publiques par le néolibéralisme et son outil de prédilection, la dette, qui remonte à l'époque de Thatcher et de Reagan, était « ficelé et bien ficelé », comme l'avait dit Franco sur son lit de mort. Les administrations publiques sont contraintes par la même toile d'araignée juridico-législative qui agit comme un obstacle pour freiner les actions de ceux qui entrent en politique dans l'intention de faire bouger les choses. La bureaucratie, la législation, les organes exécutifs, leurs mécanismes... tout est organisé de telle façon que la machinerie libérale ne rencontre aucun obstacle. La dette et les contrats commerciaux passent avant les droits humains. Les banques passent avant les partis politiques. Le néolibéralisme passe avant la démocratie.

Notre Grèce municipale aura été la municipalité de Madrid gouvernée par Ahora Madrid pendant le mandat 2015-2019 avec une militante contre la dette comme conseillère à l'Économie et au Logement. Madrid a livré bataille contre la Loi Montoro et le gouvernement central pour renverser les conséquences désastreuses de cette loi pour les citoyens, et reconquérir ainsi la souveraineté économique et sociale exigée par le Réseau. La mairie de Madrid est devenue le fer de lance du Réseau municipaliste contre la dette, et de tout le mouvement contre la dette, l'aus-

[6] <http://municipioscontraladeuda.org/>

térité et les coupes budgétaires. Le ministère de l'Intérieur, aux mains de la droite, en était conscient, et a mis en marche l'appareil d'État et braqué les projecteurs médiatiques sur cette bataille.

Le mot « désobéissance » était sur toutes les lèvres lors des rencontres municipalistes. Mais ce cadre normatif, utilisé comme épée de Damoclès contre les mairies rebelles, ne leur a pas laissé beaucoup de choix. La hiérarchie du pouvoir administratif entre municipalité, État et Europe laisse une marge de manœuvre de plus en plus réduite à l'échelon le plus bas et centralise le pouvoir dans les sphères les plus élevées, là où le pouvoir des grandes entreprises et leurs lobbies occupent le terrain.

Après deux ans de confrontation médiatique et politique, Ahora Madrid a dû céder face aux pressions du Parti Populaire, accepter ses conditions – un Plan financier et économique pénalisant la dépense sociale et favorisant l'amortissement de la dette auprès des banques –, et destituer la conseillère citée plus haut. À l'image de ce qui s'est passé en Grèce, le fer de lance de la lutte contre la dette a plié face à la machine bureaucratique du pouvoir centralisé, entraînant le mouvement et le Réseau dans sa chute. Les structures du pouvoir législatif et financier ont révélé leur puissance, et le mouvement municipaliste semble avoir échoué à faire exploser le carcan juridique qui maintient les mairies pieds et poings liés.

Le mouvement municipaliste contre la dette en est sorti blessé, mais pas mort. Le Réseau municipaliste a perdu plusieurs villes importantes au cours des élections locales suivantes, mais la dénonciation de la dette illégitime, du pouvoir des multinationales, de la finance et de l'Europe hyperconcentrée imprègne désormais la politique municipale citoyenne et l'imaginaire social. Pour les luttes à venir, les choses sont très claires : les mouvements contre la privatisation de la santé ou contre les fonds vautours dénoncent explicitement la dette comme outil principal du pouvoir, et font de la lutte contre la dette une priorité. Les deux mouvements qui, aujourd'hui, ont la capacité de fédérer le plus largement, l'écologie et le féminisme, reprennent à leur compte la lutte contre la dette écologique et celle de genre. Nous aurons à faire face à de nouvelles crises de la dette ; aujourd'hui, le mouvement a plus d'expérience que jamais et se tient prêt pour livrer à nouveau bataille.

« Stop 5G »

Ces habitants, docteurs et juges qui vont à contre-courant de l'amour des Italiens pour les smartphones

MARIA MAGGIORE

Institutions européennes, entreprises de télécom et gouvernements nationaux sont bien décidés à déployer rapidement la 5G sur le vieux continent. La technologie est présentée comme un moteur de croissance et d'emploi, mais les questions demeurent sur ses avantages réels. Sur le terrain, certains s'inquiètent des impacts environnementaux et sanitaires de l'installation de dizaines de nouvelles antennes. La résistance locale à la 5G a-t-elle une chance ?

« **L**es ouvriers sont venus mi-août 2018, alors que nous étions en vacances. En trois jours, ils ont érigé cette antenne de 35 mètres de haut, qui nous ruine la vie. » Paolo¹ vit au sommet d'une colline, dans le village de Pagliare di Sassa, dans la banlieue de L'Aquila, au centre de l'Italie. « Depuis l'installation, poursuit-il, nous avons tous des maux de tête quand nous sommes à la maison, notre vue s'est mise à baisser et nos appareils ménagers ne fonctionnent plus, sans raison apparente. »

La maison de Paolo se trouve en amont des résidences érigées à marche forcée après le tremblement de terre qui a ravagé la région en 2009 et tué 309 personnes – 65 000 autres se sont retrouvées sans abri. Construites avec des matériaux bas de gamme, certaines résidences, devenues dangereuses, ont déjà été abandonnées par leurs habitants. D'autres familles, faute de moyens, ont dû rester dans les habitations délabrées. À la tragédie des laissés-pour-compte du séisme est venue s'ajouter la construction d'une antenne 5G : la région a été choisie comme zone

[1] Prénom modifié.

d'expérimentation de la nouvelle technologie, qui enthousiasme le gouvernement italien. Mais les sinistrés et les villageois n'ont pas dit leur dernier mot.

« Nous ne voulons pas être transformés en rats d'un laboratoire à ciel ouvert ! »

Nous sommes le 2 décembre 2018, sur la place de l'église de L'Aquila. Plusieurs signataires d'une pétition demandant à la municipalité d'enlever l'antenne 5G se sont donné rendez-vous. Ils sont presque 1900 ingénieurs, docteurs et citoyens de la région à l'avoir signée. Gianmaria Umberto, un médecin, fait partie des signataires : « Nous avons déjà eu le drame du tremblement de terre, nous ne voulons pas



© MARIA MAGGIORE

être transformés en rats d'un laboratoire à ciel ouvert ! ». Giulio Pace, président de l'association Creonlus, qui coordonne le comité de résistance local, précise qu'une première antenne a été installée en 2009 pour rétablir les lignes téléphoniques en urgence après le tremblement de terre. « Elle devait rester six mois, raconte-t-il. Puis la période a été rallongée de six mois, et ainsi de suite. »

Le pylône finira par rester neuf ans : il y a deux ans le maire de l'époque, Massimo Cialente, a fait voter une résolution confirmant son installation définitive. « Et maintenant, nous avons ce nouveau monstre qui arrive, ouvrant la voie à la transition vers la 5G », s'indigne Pace. Les citoyens de L'Aquila ont désormais deux antennes dans le paysage, à seulement... deux mètres de distance.

Le maire actuel, Pierluigi Biondi (du parti d'extrême-droite Frères d'Italie), se défend en assurant que « toutes les parties impliquées ont donné leur accord » pour l'antenne 5G. L'édile fait référence à la consultation qui s'est déroulée entre la « super-intendance » (bureau chargé de la protection du patrimoine historique où se trouve l'antenne) et l'agence sanitaire locale, ainsi qu'avec l'agence Arta, chargée de mesurer l'exposition aux ondes électromagnétiques.

Une antenne inamovible

Aucun de ces trois acteurs ne s'était alors opposé à l'édification. Et pour cause : « L'Arta est venue relever les niveaux d'émissions à 10 h du matin, explique le président du comité de résistance local, quand les gens sont au travail et que le chargement d'onde est moins élevé, et n'a pas laissé l'appareil de mesure durant

24 heures, comme l'exige la loi. » De son côté, le superintendant déclare qu'il pensait que c'était la seule solution pour que les habitants de la région puissent conserver un réseau de téléphonie après le tremblement de terre. Il a depuis envoyé une lettre à la mairie suggérant de déplacer l'antenne à un autre endroit. Quant à l'Agence sanitaire locale, elle a finalement appelé à la prudence, en publiant un avis sans appel : « *Il ne faut pas rester près de l'antenne plus de 4 heures et, quoi qu'il arrive, il est préférable, au nom du principe de précaution, de la déplacer.* »

Au final, le 28 février 2019, le conseil municipal à été contraint de voter le déplacement de l'antenne sous 30 jours dans un « endroit alternatif ». Le comité local de résistance avait en effet dégoté un argument imparable : dans la précipitation de l'installation, la mairie avait oublié d'inclure l'antenne dans le plan local d'urbanisme, ce qui est illégal.

Mais, hélas, depuis la décision communale de février 2019, rien n'a changé à L'Aquila. Il y a eu entre temps des élections européennes, puis régionales, puis le gouvernement italien a changé, mais l'antenne de la honte, haute de 35 mètres, est toujours là, entre les maisons de la belle colline de Pagliare di Sassa.

Ruée sur la 5G

Dans la région, la guerre contre la 5G est loin d'être gagnée. « *D'ici la fin de l'année, sept antennes seront installées à L'Aquila* », précise Lucio Fedele, chef opérateur du constructeur chinois ZTE, qui a ouvert son centre européen de recherche sur la 5G dans la ville, capitale de la région des Abruzzes, où vivent environ 72 000 personnes. Ce n'est que le début : d'après nos informations, les géants italiens des télécoms prévoient d'installer dans la région une nouvelle antenne... tous les cent mètres. Il ne s'agit pas des mêmes constructions qu'à L'Aquila, mais d'antennes relais plus petites qui vont constituer l'essentiel des mailles du réseau.

« *Pour cette seconde phase, nous suivrons la demande. Nous procéderons progressivement* », promet Stefano Takacs, directeur des opérations chez Wind Tre, l'opérateur de télécommunications en charge des tests 5G à L'Aquila. En Italie, comme dans toute l'UE, la 5G est considérée comme une extraordinaire opportunité de relance économique et de création de nouveaux emplois². Tout a d'ailleurs plutôt bien commencé avec la mise aux enchères des fréquences 5G qui ont battu tous les records européens. Les opérateurs ont dépensé 6,5 milliards d'euros (contre 1,36 milliard au Royaume Uni et 1,41 milliard en Espagne) pour les acquérir. Des sommes astronomiques qui vont permettre de réduire la dette publique italienne. Mais l'industrie des télécoms s'attend bien évidemment à un retour sur investissement...

[2] Lire le dossier d'Investigate Europe sur la 5G : <https://www.investigate-europe.eu/publications/the-5g-mass-experiment/>. En français, lire notamment Leïla Minano, « Mégadonnées, objets connectés et multiplication des antennes : bienvenue dans le monde merveilleux de la 5G », <https://multinationales.org/Megadonnees-objets-connectes-et-multiplication-des-antennes-bienvenue-dans-le>.

Le gouvernement ne s'est pas fait prier pour expérimenter la 5G. Dès 2017, Rome a désigné cinq villes test : L'Aquila, Bari, Milan, Prato et Matera. Pour développer les réseaux, les entreprises ont mis la main à la poche, en partenariat avec des PME locales et des universités, tout en profitant de municipalités très favorables à ces nouvelles installations. La Société internationale des médecins pour l'environnement a bien tenté de demander une étude sur l'impact environnemental et humain de la 5G, auprès du ministère de l'Environnement, mais cette requête est restée lettre morte. Une enquête a finalement été lancée par la Chambre des députés en 2018, au sein de sa commission Transport et Télécoms. Les premiers invités : Vodafone, Tim et Fastweb. En Italie, bien rares sont ceux qui ont intérêt à freiner le train de la 5G.

Les petites communes résistent

Les seules qui se révoltent sont des petites communes, entre 10 000 et 50 000 habitants. Marsaglia, à 100 kilomètres de Turin, a été la première à voter contre toute expérimentation de la 5G « *au nom du principe de précaution* », explique sa maire, Franca Biglio, également présidente de l'Association des petites mairies en Italie. « *Nous ne savions en rien que nos communes avait été choisies pour les tests 5G, alors ne nous parlez pas d'opportunités. C'est ridicule.* » Aucune antenne ne pourra désormais être installée à Marsaglia. Après le Piémont, la révolte des petites communes s'est élargie à toute la botte italienne : San Gregorio Matese et Scanzano Jonico en Campanie, Cogne près d'Aoste, Cervia près de Ravenne, Caorle en Vénétie ou encore en Sardaigne, Emilie, Calabre, les mairies revendiquent leur responsabilité dans la gestion des risques sanitaires pour leurs citoyens et demandent au gouvernement d'arrêter les expérimentations 5G. À ce jour, 13 communes italiennes choisies par le gouvernement de Rome pour les expérimentations ont dit non à la 5G. 70 autres communes ont voté une motion s'interrogeant sur les risques de la 5G.

Un appel de 60 porte-paroles d'administrations locales a été présenté au parlement italien lors d'une conférence contre la 5G en juin 2019. Le paradoxe dans cette histoire est que la base du Mouvement 5 étoiles demande la fin de la 5G à un gouvernement... dont le principal parti est ce même Mouvement 5 étoiles ! Même une section de la ville de Rome – la zone XII – a récemment voté contre les expérimentations 5G, mettant dans l'embarras la maire 5 étoiles de Rome, Virginia Raggi.

Tout ceci reste pour l'instant une goutte d'eau dans l'océan de consommateurs italiens très accrochés à leurs smartphones. L'Italie est le troisième pays au monde en termes de présence des téléphones



© MARIA MAGGIORE

mobiles (83 % de pénétration du marché) après la Corée du Sud et Hong Kong. Un Italien moyen passe deux heures par jour sur les réseaux sociaux et deux heures sur son téléphone portable. De quoi réjouir les entreprises de télécommunication, toutes privées dans le pays, qui s'affrontent pour ce marché très lucratif.

Seules quelques voix ont commencé à s'élever pour alerter sur les dangers potentiels des ondes électromagnétiques. C'est le cas de l'Amica (Association pour les maladies chroniques et liées aux contaminations environnementales)

à Turin, qui lutte contre l'antenne installée en plein milieu de la ville par l'opérateur Tim, avec l'accord de la municipalité : « *L'expérimentation sur des êtres humains est interdite et devrait être considérée comme un crime contre l'humanité* », estime sa porte-parole Francesca Orlando. Et si, les maires des petites communes s'organisent depuis le terrain, certains magistrats ont lancé la bataille judiciaire pour faire reconnaître la dangerosité des ondes électromagnétiques au plus haut niveau.

Telecom Italia (Tim)

Chiffre d'affaires : 18,9 milliards d'euros (2019)

Dirigeant : Luigi Gubitosi (DG)

Principaux actionnaires : Vivendi, Cassa depositi e prestiti

Siège social : Rome et Milan, Italie

Fondé en : 1994

Secteur d'activité : télécommunications

Employés : 54 423 (2018)

À savoir :

* Le marché des télécommunications, en Italie comme dans le reste de l'Europe, est dominé par un petit nombre de grands opérateurs, souvent comme Tim d'anciennes entreprises publiques nationales : Orange, Vodafone, Deutsche Telekom. Ces géants des télécoms sont aussi très influents sur les institutions européennes.

Les juges tracent la voie d'une jurisprudence

L'Italie est déjà le premier pays d'Europe à compter trois jugements établissant un lien de causalité entre l'utilisation de téléphones portables et le développement de tumeurs au cerveau. « *Alors que le principe de précaution semble disparaître des discours politiques, les juges l'utilisent de plus en plus. Ils donnent l'exemple aux politiciens et leur montrent la voie à suivre en ce qui concerne les radiations électromagnétiques* », affirme le biologiste italien Angelo Levis, président de l'Association pour la prévention et la lutte contre les radiations électromagnétiques (APPLE).

C'est ainsi qu'en 2012, à Brescia, près de Milan, un ancien cadre a obtenu la reconnaissance d'une maladie du travail et d'un handicap à 80 % causé par une tumeur. Les juges ont estimé qu'elle était la conséquence de l'utilisation prolongée de son téléphone, auquel il était suspendu plusieurs heures par jour. En 2017, un tribunal d'Îvrea a requis le paiement d'une indemnité à vie à un ancien employé de Telecom Italia qui utilisait son téléphone trois à quatre heures par jour. « *Le but, tout comme le combat contre les multinationales du tabac, est d'attaquer les fabricants*

de téléphone et les distributeurs, explique l'avocat Stefano Bertone, impliqué dans le procès d'Ivrea. Mais nous devons avancer pas à pas : l'opinion publique reste très favorable aux smartphones et aux applications numériques. »

Fort de cette victoire, l'avocat, avec l'association APPLE, a décidé en 2018 d'attaquer devant les tribunaux administratifs les ministères de la Santé, de l'Environnement, de l'Éducation et du Développement économique. Motif ? Ils n'ont pas correctement informé les Italiens sur les risques liés aux ondes électromagnétiques, comme l'exigeait pourtant la loi italienne de 2001 sur la « Protection contre les champs électromagnétiques ». Ils ont fini par avoir gain de cause au tout début de l'année 2019. À travers une décision qui devrait faire date en Europe, le tribunal administratif a condamné trois ministères sur les quatre poursuivis. Les juges ont assorti cette décision de l'obligation de mettre en place, dans un délai de 6 mois, une campagne d'information sur les risques liés à l'utilisation des téléphones portables et du Wi-Fi. L'avocat n'a pas l'intention de s'arrêter là : *« Bientôt, nous serons prêts à attaquer toute l'industrie en justice. »*

D'autres résistances en Europe

Encore minoritaires, quelques mobilisations d'habitants s'organisent en Europe contre l'installation d'antennes 5G.

- À Patras, en Grèce, un comité de citoyens a fait reculer le ministère des Infrastructures numériques qui souhaitait que la ville – la troisième du pays – devienne une zone d'expérimentation sur la 5G. Ce comité dénonçait un projet de déploiement qui nécessiterait l'installation de « 50 000 antennes supplémentaires » au sein de la cité. Après plusieurs mois de délibérations houleuses, le maire a finalement annoncé le gel du projet en juillet 2018, en raison des risques potentiels pour la santé.
- À Gliwice, théâtre des premières expérimentations 5G par Orange, Telekom et Huawei en Pologne, quelques dizaines de résidents sont descendus dans la rue le 29 septembre 2018. La manifestation, très couverte par la presse, a obligé la mairie à réagir. Le porte-parole de la municipalité, Marek Jarzębowski, s'est vite dédouané en affirmant qu'ils n'avaient jamais été prévenus officiellement de la tenue des expérimentations. En conséquence, « ils ne pouvaient pas être tenus pour responsables ». Après la manifestation, les démonstrations 5G se sont faites plus rares, avant de disparaître complètement des agendas.
- En septembre 2017, une pétition européenne a été lancée par des scientifiques pour demander un moratoire sur le déploiement de la 5G. Fin décembre 2019, 268 scientifiques et médecins l'avaient signée³. En novembre 2018, une pétition internationale réclamant l'arrêt du déploiement de la 5G sur terre et dans l'espace (par satellite) a également été lancée⁴. Fin décembre 2019, elle avait recueilli 191 000 signatures de citoyennes et citoyens, d'organisations, et de scientifiques de 203 « nations et territoires ».

[3] <http://www.5gappeal.eu/about/>

[4] <https://www.5gspaceappeal.org/the-appeal>

Déchets publics, profits privés

Belgrade peut-elle régler le problème du traitement de ses ordures sans un partenariat coûteux avec une multinationale française ?

BENOÎT COLLET

Depuis une cinquantaine d'années, une des plus grandes décharges à ciel ouvert d'Europe empoisonne les sols et l'air de la banlieue de Belgrade. En septembre 2019, Suez, géant français de la gestion des déchets et de l'eau, a conclu un très gros contrat avec la mairie de la capitale serbe pour bâtir un incinérateur. La privatisation de la gestion des ordures municipales fait craindre que les profits privés empiètent sur le bien-être financier et écologique des habitants.

On a beau être à plus de 700 kilomètres de la côte la plus proche, une armée de mouettes obscurcit le ciel. Au milieu de coteaux agricoles, à quelques centaines de mètres du Danube, l'une des plus grandes décharges à ciel ouvert d'Europe remplit le fond d'une vallée de la banlieue de Belgrade, la capitale serbe. Depuis cinquante ans, les services municipaux entassent à Vinča toutes les ordures ménagères de la ville, plus de 500 000 tonnes chaque année. Elles ont fini par y former une montagne nauséabonde de 40 mètres de haut, faite de plastique, de vieux meubles défoncés, de ferraille, de déchets verts...

Au sommet, les camions poubelles de Gradoscka čistoća, l'entreprise publique en charge de la gestion du site, se succèdent pour déverser leur collecte du jour. Des tractopelles repoussent le flot de détritrus vers les flancs de l'excroissance



© BENOÎT COLLET

urbaine, entourée d'un cours d'eau noirâtre, semblable aux douves d'un château médiéval. Tout autour, un océan de sacs plastique se balancent aux branches des arbres. « Depuis 50 ans, personne n'a jamais rien fait pour améliorer la situation à Vinča. C'est un désastre écologique total... Tous les six mois, des poches de méthane entraînent des feux de décharge », se désole Dragan Đjilas, leader de l'opposition au président conservateur Aleksandar Vučić. Maire de Belgrade de 2008 à 2013, il avait alors tenté de lancer un projet d'incinérateur public, tombé à l'eau faute de l'appui de bailleurs privés.

Finalement le fourneau va bien sortir de terre, mais sous pavillon français. Fin septembre 2019, la multinationale française Suez, à la tête du consortium international Beo Clean Energy Limited, a conclu un contrat à 300 millions avec la municipalité de Belgrade pour la construction d'un incinérateur à deux pas de la décharge actuelle. « J'ai peur que ça ne règle pas le problème de Vinča. Suez ne brûlera que les nouveaux déchets produits par Belgrade. Les anciens continueront à pourrir lentement, polluant toujours plus les sols et le Danube », soupire l'imposant homme politique, dans les bureaux de l'Alliance pour la Serbie, une coalition gauche-droite regroupant des partis opposés à la politique libérale et clientéliste du président Vučić.

Le géant français de la gestion de l'eau et des déchets s'est pourtant engagé à produire de biogaz à partir de la décharge existante, et de l'électricité avec son nouvel incinérateur, qui devrait brûler 43 tonnes de déchets par heure pour en faire sortir 103 mégawatts. La mairie peut se targuer de la victoire politique d'être en passe de réussir à fermer l'une des plus grandes décharges d'Europe, tout en

« *développant une gestion des déchets à la pointe de la technologie* », comme le déclarait récemment Goran Vesić, adjoint au maire. De son côté, Suez s'assure un chiffre d'affaires stable pour les 25 prochaines années en Serbie, tout s'attribuant elle aussi les mérites d'avoir réglé le problème environnemental de Vinča.

Une addition à 1,6 milliard d'euros

Mais l'addition de cette victoire politique risque d'être salée pour les Belgradois. En investissant quelques centaines de millions d'euros à Vinča, Suez compte bien en tirer des bénéfices financiers : près de 1,6 milliard d'euros d'ici 2043, que la municipalité s'est engagée à lui reverser sur 25 ans au titre des frais des fonctionnement du futur incinérateur. Une somme énorme pour un pays dont le PIB est de 40 milliards. « *Ce sont nous, les citoyens, qui allons payer. Les taxes de ramassage et de gestion des ordures ménagères vont augmenter. À Belgrade, ces partenariats public-privé mettant l'intérêt privé d'entreprises étrangères au dessus de l'intérêt collectif sont devenus la norme et font sans arrêt augmenter le coût de la vie* », détaille Aleksa Petkovic porte-parole du mouvement citoyen Ne Davimo Beograd (« Ne vendons pas Belgrade »).

Sur un coin de mur de son bureau, la photo d'un canard géant flottant sur le Danube, l'emblème du collectif depuis les grandes manifestations de 2016 contre le Belgrade Waterfront, une vaste opération immobilière émiratie sur les rives du deuxième plus grand fleuve d'Europe. Depuis, Ne Davimo Beograd s'oppose à d'autres grands projets urbains privés, dont le futur incinérateur de Vinča. « *Ce type de partenariats est très critiqué, ils creusent de grosses dettes dans le budget des collectivités sur de longues années, analyse Pipa Gallop, de l'ONG Bankwatch, spécialisée dans la surveillance de l'activité des institutions financières internationales en Europe de l'est. Pourtant ils sont ardemment défendus par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Société financière internationale (IFC, organisation de la Banque mondiale NDLR).* »

À Vinča, les couches de plastique se sont accumulées dans le sous-sol à mesure que la classe politique locale laissait le problème de la gestion des déchets de côté. Dans tout le pays, les dépôts d'ordure sauvages se sont multipliés, le tri sélectif est quasiment inexistant et le système de collecte trop souvent défaillant. Toutes les ordures de Belgrade finissent à Vinča, la seule décharge de la ville. La municipalité n'a jamais investi dans des technologies de traitement. Le recyclage repose entièrement sur quelques entreprises privées qui récupèrent des déchets électroniques, ou sur le secteur informel des biffins, souvent des Roms très précaires. Au pouvoir à la mairie de 2008 à 2013, Dragan Đilas avait tenté de lancer un projet d'incinérateur municipal, qui aurait permis à la ville de produire sa propre électricité, et d'employer une partie de ces collecteurs informels, sans dépendre d'un bailleur privé. « *Ces 1,6 milliard que nous allons devoir payer à Suez, c'est sept fois plus que le montant de mon ancien projet. On avait deux possibilités, l'une était d'investir 300 millions*

de notre poche afin de produire notre propre électricité, l'autre de payer plus d'un milliard à une compagnie étrangère, tout en devant en plus acheter une énergie au-dessus des prix du marché. Je vous laisse deviner l'option que nous avons choisie... »

Du plastique à l'énergie verte

Pour les 25 prochaines années, la mairie s'est effectivement engagée à acheter l'électricité produite par l'incinérateur de Suez deux fois au dessus des tarifs du marché, à en croire les premières versions du contrat publiées en ligne par Transparency Serbia. « *Ce n'est pas avec des prix aussi élevés que les gens vont arrêter d'utiliser du charbon pour se chauffer* », ironise Aleksa Petkovic. Les subventions accordées par la mairie à Suez pour la production d'énergie renouvelable feront gonfler la facture énergétique des citoyens de plusieurs centimes par kilowattheure. L'augmentation pourrait paraître dérisoire, si le salaire moyen en Serbie ne dépassait pas à peine les 300 euros par mois.

L'étiquette « énergie verte » reste d'ailleurs très discutable ; elle entre en contradiction avec la législation européenne, que la Serbie a en partie intégré à son droit national dans la perspective d'une éventuelle future adhésion à l'Union. C'est ce que pointe Bankwatch dans un récent rapport sur les irrégularités légales du partenariat entre Belgrade et Beo Clean Energy Limited¹. Les auteurs y affirment que le contrat tarifaire de rachat d'électricité n'est pas compatible avec les règles européennes, qui ne reconnaissent pas comme renouvelables les énergies issues de la combustion de déchets plastiques. En brûlant 340 000 tonnes de déchets par an, la ville risque aussi d'être en porte-à-faux avec l'objectif

Suez

Chiffre d'affaires : 17,3 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Bertrand Camus (DG)

Principaux actionnaires : Engie, La Caixa

Siège social : Paris, France

Fondé en : 1880 (Lyonnaise des eaux)

Secteurs d'activité : eau, déchets

Employés : 90 000 (2019)

À savoir :

- * Suez est avec Veolia le leader mondial de la gestion privatisée de l'eau et, plus récemment, des déchets. Après avoir assis leur contrôle sur le marché français, les deux entreprises ont commencé leur expansion internationale dans les années 1980. Leur modèle commercial est basé sur la privatisation ou les contrats public-privé.
- * Suez a perdu plusieurs contrats importants dans le secteur de l'eau du fait du mouvement contre la privatisation. Le contrat de sa filiale Agbar est aujourd'hui très contesté à Barcelone.
- * Dans le secteur des déchets, l'entreprise mise principalement sur le développement d'incinérateurs et de la valorisation énergétique des déchets, ou encore sur de futures technologies de recyclage, une option qui va à l'encontre de l'impératif de réduction et de prévention des déchets.

[1] https://bankwatch.org/press_release/new-analysis-belgrade-incinerator-public-private-partnership-a-textbook-case-of-corporate-capture



© BENOIT COLLET

national de recycler 50 % des déchets municipaux d'ici 2030, toujours dans la perspective de respecter le droit communautaire. Le vernis vert du futur incinérateur de Suez s'écaille donc un peu. « Lors de l'appel d'offres, aucune des entreprises n'a avancé de pistes pour le développement du tri sélectif ou le recyclage des déchets », analyse Pipa Gallop.

À Vinča, seuls quelques ballots de plastique attestent d'un début de recyclage. Dans la décharge, c'est surtout la communauté gitane qui s'y emploie. Très précaires, travaillant sans aucune protection, les ferrailleurs attendent que les camions de Gradoscka čistoća aient fini de décharger leurs bennes pour voir ce qu'ils peuvent récupérer : bouts de ferraille, tiges à béton, meubles cabossés, électroménager hors service... Ils mettent tout ce qu'ils peuvent dans leurs voitures surchargées, parfois de vieux camions Yugo, et se dirigent vers le village voisin, où se trouvent leurs entrepôts. Là-bas, ils découpent le métal à la scie sauteuse pour le revendre au poids, ou récupèrent des pièces détachées sur les appareils électroniques.

Ce secteur informel ferait vivre plusieurs milliers de personnes. L'entreprise publique Gradoscka čistoća a octroyé à certains un permis pour pouvoir travailler dans la décharge. Incapable de mettre en place le tri sélectif à la source, la municipalité en est réduite à externaliser le recyclage de ses déchets à des populations vulnérables, qui s'empoisonnent lentement pour collecter et revendre du plastique 30 centimes les trois kilos. La faillite de la gestion publique des déchets à Belgrade n'est qu'une illustration de ce qui se passe dans le reste du pays : seuls 5 % des déchets y sont traités et recyclés. Pourtant, ailleurs dans l'espace post-yougoslave, la Slovénie a réussi à devenir le champion européen du traitement des déchets, sans pour autant avoir recours aux services du privé. Chaque année, le centre de tri public de Ljubljana transforme 166 600 tonnes des déchets qu'il reçoit en com-

post, biocarburant, ou en nouveaux objets, soit près de 98 % du total des ordures qui y entrent. Pour Aleksa Petkovic, c'est bien la preuve que le zéro déchet peut devenir une réalité dans les Balkans. « Pour cela, il faudrait déjà que l'État serbe améliore le système de collecte et de tri, ce qui permettrait de mieux valoriser les déchets organiques par exemple. »

« Qui est gagnant : l'entreprise ou l'intérêt général ? »

« Avec les partenariats public-privé, il est toujours très difficile de déterminer qui est gagnant : l'entreprise ou l'intérêt général ? » Nemanja Nenadic, de Transparency Serbia continue de se poser la question après avoir participé aux comités d'évaluation des offres des entreprises retenues pour le site de Vinča. Difficile aussi pour les membres du conseil municipal de se faire un avis sur la question : ils n'ont eu que quelques jours pour prendre connaissance des plus de 1000 pages du contrat, non traduites en serbe. La Banque européenne d'investissement, émanation de l'Union européenne, qui devait financer une partie de l'investissement initial de Suez s'est finalement retirée, considérant que le projet n'était pas compatible avec les normes environnementales communautaires. Cette impasse juridique n'a pas empêché la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), une institution internationale chargée de favoriser la transition vers l'économie de marché des pays d'Europe de l'est, de tout de même valider le projet de Suez. « Ce partenariat avec le secteur privé introduit une nouvelle façon de financer le service public en Serbie, moins exposée à l'instabilité politique, justifie Alex Reiserer, porte-parole de la BERD. Ce contrat permettra aussi à Belgrade de prévenir les risques de pollution tout en réduisant la destruction des écosystèmes. »

Mais en ayant délégué la gestion de ses déchets à un partenaire privé pour 25 ans, la ville risque de perdre la main sur la gestion des risques environnementaux, qui de toute façon étaient déjà loin d'être la priorité du gouvernement et de la mairie, tous deux plus préoccupés d'attirer des investisseurs étrangers pour relancer l'emploi et une industrie déclinante. « Comment fera-t-on pour évaluer les émissions de dioxines et de furane émises par le futur incinérateur ? Il n'existe aucun laboratoire serbe capable de le faire », s'inquiète Aleksa Petkovic. Si les Belgradois n'avaient déjà que peu de moyens de faire entendre leur mécontentement du temps de la décharge municipale, ils en auront encore moins quant elle sera passée aux mains de Beo Clean Energy Limited.

« Nous allons lancer un recours devant l'EBRD pour tenter de les convaincre de se retirer ce projet nocif », conclut l'activiste de Ne Davimo Beograd, déterminé même si son mouvement pèse peu face à un projet à 1 milliard d'euros. S'il revient au pouvoir, Dragan Đilas est lui aussi déterminé à faire annuler ce partenariat public-privé. « Et si Suez nous traîne devant un tribunal arbitral, quelqu'un de l'administration finira bien par parler, et dira qui à la mairie s'est rempli les poches avec ce contrat insensé. »

Géants du numérique, privatiseurs et marchands d'armes

Pourquoi la révolte couve contre la « smart city »

OLIVIER PETITJEAN

À travers le monde, multinationales et dirigeants politiques vantent à l'unisson les mérites des « *smart cities* », les villes intelligentes de demain. Mais qu'est-ce qui se cache exactement derrière ce slogan, et au profit de qui ? Qu'il s'agisse de s'opposer à la privatisation ou à l'extension de la surveillance, ou de s'inquiéter de ses impacts environnementaux et sociaux, les projets de « villes intelligentes » suscitent une résistance croissante sur le terrain, notamment en France.

A en juger par le nombre de conférences ou d'expositions organisées sur le sujet, ou par la quantité de mentions dans les brochures sur papier glacé des entreprises ou des administrations, ou encore par la foule de projets urbains qui portent fièrement le label, la « *smart city* », ou ville intelligente, est partout. Tout autour de la planète, d'innombrables villes grandes et petites consacrent ostensiblement leurs efforts à se rendre plus « intelligentes » à travers des projets d'envergure et d'ambition variables. Et, de manière significative, la « *smart city* » attire les convoitises d'entreprises issues de secteurs économiques très différents. Tout d'abord, bien entendu, celles des firmes spécialisées dans les services et les équipements informatiques comme IBM et Cisco (et aujourd'hui Huawei), qui ont inventé le terme même de « *smart city* ». Mais aussi celles de géants des technologies comme Google, d'opérateurs de télécommunications comme Orange, et de plateformes numériques comme Uber ou Airbnb. Les acteurs



ITU/R.FARRELL, CC BY

urbains privés traditionnels, comme les opérateurs de services collectifs, les firmes de construction ou les développeurs immobiliers se sont eux aussi précipités pour rejoindre le mouvement. Même un constructeur automobile comme Toyota s’est lancé dans un projet de ville modèle au Japon. Enfin, de manière plus discrète mais non moins influente, l’industrie de la sécurité s’est également mise de la partie.

Pourquoi tant de bruit ? Et qu’est-ce exactement qu’une « ville intelligente », au-delà de la vague promesse qu’avec beaucoup de technologies et de données, tout deviendra plus fluide et plus efficient ? L’étiquette « *smart city* » a été apposée sur une multitude de projets et de mesures politiques, du secteur du transport à celui de l’énergie et de la préparation aux catastrophes naturelles à la maintenance routière, avec pour seul dénominateur commun le recours à des outils numériques dans un contexte urbain. Pour les entreprises, l’attrait de la ville intelligente est évident : c’est un nouveau label à mettre sur leurs produits et services, une opportunité d’obtenir davantage de contrats et davantage d’argent public, et de se créer de nouveaux marchés. Pour les dirigeants politiques locaux, c’est surtout l’un de ces slogans accrocheurs (comme celui de villes « attractives », « compétitives », ou encore « de classe mondiale ») dont ils se plaisent à enrober leurs politiques urbaines souvent d’inspiration néolibérale. Mais pour les vrais gens dans les vraies villes ? Pour le moment, la « *smart city* », c’est beaucoup de discours, et très peu de réalisations concrètes véritablement transformatrices.

Est-ce que cela signifie pour autant qu’il n’y a pas de raison de s’inquiéter ? Probablement pas. Si ses traductions pratiques restent limitées, les implications ultimes de la « *smart city* » telle qu’elle est développée aujourd’hui n’en posent pas moins des questions sérieuses sous plusieurs aspects. Les « villes intelligentes » créent des

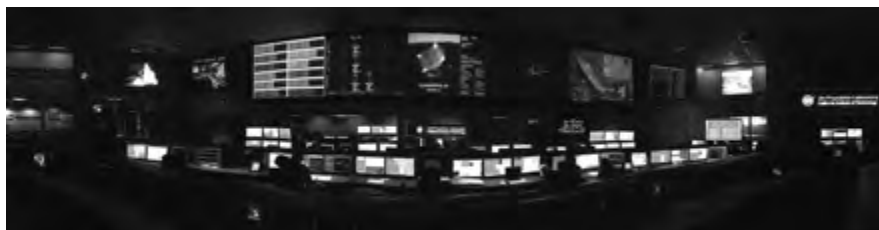
risques pour l'intégrité de la vie privée et les libertés fondamentales des habitants et habitantes des villes, ainsi que de graves problèmes écologiques. Elles pointent vers un futur où les élus locaux et les habitants céderaient le peu de contrôle qu'ils ont sur le tissu, la gestion et l'évolution des villes à des entreprises privées.

Les industriels ont coutume de monter en épingle les bienfaits de leurs « innovations » techno-intensives pour mieux les faire accepter aux usagers et aux autorités publiques, sans qu'ils aient le temps de réfléchir aux risques ni à la réalité des bienfaits allégués de ces technologies. Cela vaut aussi en ce qui concerne la « *smart city* ». Des nouveaux équipements et de nouveaux outils de collecte de données sont en train d'être installés dans nos villes en ce moment même, au nom d'objectifs apparemment louables comme l'efficacité, la soutenabilité ou la transparence. Il y a de bonnes raisons de douter que ces technologies puissent jamais réellement contribuer réellement à atteindre ces objectifs. Le premier problème des « villes intelligentes », dès lors, est celui d'un gâchis potentiel d'argent public sur des projets mercantiles d'intérêt négligeable, lesquels détournent en même temps l'attention des dirigeants politiques de solutions plus ambitieuses et plus effectives pour faire face aux enjeux en questions, comme celui de la soutenabilité. En d'autres termes, ce sont des « fausses solutions ». Mais ces mêmes technologies peuvent aussi un jour – et c'est leur deuxième problème – être mis au service d'objectifs moins avouables, à commencer par celui d'une surveillance généralisée par les gouvernements et/ou les multinationales.

De la privatisation des services publics à la privatisation des villes

À bien des égards, la « ville intelligente » n'est qu'un nouveau nom pour la ville privatisée. Le terme même a été conçu initialement par IBM comme un slogan publicitaire pour vendre ses services et ses systèmes de gestion à des collectivités locales. Derrière le terme de « *smart city* », on imagine souvent une sorte de centre de commandement et de supervision, de style quasi militaire, depuis lequel les gestionnaires pourraient visualiser l'ensemble de la ville en temps réel grâce à un flux constant de données sur la météorologie, la pollution, le trafic des piétons, des vélos et des véhicules motorisés, les infrastructures et les réseaux, et ainsi de suite, anticiper les problèmes ou les repérer à l'instant où ils surviennent, et décider des interventions appropriées. C'est plus ou moins ce que vend IBM avec ses « centres d'opération intelligents », dont l'un des premiers a été mis en place à Rio de Janeiro à l'occasion des Jeux olympiques de 2014.

Sur le vieux continent, les entreprises spécialisées dans les services collectifs privatisés comme Suez et Veolia (présentes principalement dans les secteurs de l'eau et des déchets) ont été parmi les premières à s'approprier la thématique de la « ville intelligente » pour leurs propres intérêts. Dans leur cas, la « *smart city* » est surtout promue comme un moyen d'intégrer la gestion des services publics locaux comme



RADIOFUN, CC BY-SA

l'eau, les déchets, le transport public, le chauffage urbain, l'éclairage, la gestion des équipements, etc., pour rendre le tout plus « efficient ». Difficile à court terme de voir dans ces discours publicitaires autre chose que de nouveaux habits destinés à redonner un air de jeunesse à la bonne vieille privatisation. Les technologies numériques sont déjà en usage dans les services publics depuis un certain temps, mais les différents secteurs listés ci-dessus sont si différents dans leurs logiques et leur gestion, et si différents d'une ville à l'autre, que les intégrer dans une gestion unifiée ou bien s'avère impossible, ou bien n'apporte que peu de bénéfices concrets.

Même les déclinaisons en apparence les plus basiques de la « *smart city* », comme l'éclairage public intelligent qui ne s'allume que lorsque qu'il y a des passants, ne sont pas sans poser question. La ville d'Angers dans l'ouest de la France (290 000 habitants) vient de lancer l'un des projets les plus ambitieux de ville intelligente du pays, confié à un consortium d'entreprises parmi lesquelles Engie et Suez. Le projet implique l'installation de milliers de senseurs et d'autres objets connectés à travers la ville, pour un coût de 178 millions d'euros sur 12 ans en vue d'atteindre la neutralité nette en carbone. Les économies estimées pour la ville sur une période plus longue de 25 ans sont à peine supérieures à 100 millions d'euros, ce qui pose la question de l'efficacité économique de ces technologies, par comparaison avec des solutions politiques alternatives pour atteindre les mêmes objectifs¹.

À plus long terme, la « *smart city* » telle que la conçoivent les multinationales des services urbains risque d'enraciner encore davantage la privatisation et d'en étendre la portée. Les enjeux de propriété de l'information et des données ont souvent été un obstacle significatif pour les villes qui voulaient mettre fin à des contrats de privatisation et reprendre la gestion directe de leurs services. Il y a souvent, de manière plus générale, une importante asymétrie d'information sur le service et sa gestion entre les prestataires privés et les collectivités locales qui font appel à eux, ce qui met les premiers en position de force pour négocier les termes contractuels et leur rémunération. L'essor des solutions « smart », qui mettent encore davantage l'accent sur la collecte des données, ne peut que renforcer ce déséquilibre.

On peut aussi imaginer que les différents services publics soient progressivement restructurés pour les rendre plus facilement intégrables les uns avec les autres, pour

[1] https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/11/15/angers-investit-178-millions-d-euros-pour-devenir-un-territoire-zero-carbone_6019288_3234.html

satisfaire les intérêts des opérateurs privés. À Dijon, une autre ville française que ses élus aiment aussi promouvoir comme une pionnière de la « ville intelligente », la même multinationale qui gère déjà les services de l'eau et des déchets – Suez en l'occurrence – s'est vue confier le nouveau « centre de commande » destiné à superviser tous les équipements électriques de la ville (réverbères, feux de circulation, stations de chargement de véhicules électriques) et peut-être un jour à intégrer tous les services urbains. Pourrait-on voir un jour une ville entièrement confiée à une seule entreprise privée ?

Silicon Valley à l'assaut des villes

De tels projets expliquent que l'imaginaire d'une ville à la fois entièrement privatisée et entièrement « technologisée » occupe tant les esprits dans un pays comme la France. Un célèbre auteur de science-fiction, Alain Damasio, a publié début 2019 un roman intitulé *Les furtifs* qui met précisément en scène une telle version exacerbée de la « ville intelligente ». Dans le roman, la ville (réelle) d'Orange, dans le sud de la France, est vendue à l'opérateur de télécom du même nom, et saturée de technologies de contrôle individualisées donnant accès à différents niveaux de service, et même à différentes parties de la ville, selon ce que peuvent payer les résidents. Le système est finalement renversé par une révolte populaire.

Dans d'autres pays du monde, cependant, il ne s'agit déjà plus de science-fiction. Pour les raisons mentionnées plus haut, les projets les plus ambitieux de « *smart cities* » concernent en réalité des villes nouvelles, construites de zéro, dans des pays d'Asie ou du Moyen-Orient. L'Inde, qui a déjà ses mini-villes privées réservées aux populations aisées, projette de construire des dizaines de nouvelles « villes intelligentes » – un marché potentiel énorme qui intéresse au plus haut point les multinationales états-uniennes, européennes ou chinoises. De fait, des projets tels que ceux mentionnés en France sont surtout conçus pour tester des prototypes et des technologies que les entreprises concernées chercheront ensuite à vendre sur des marchés étrangers bien plus lucratifs.

Les projets de Google (ou plus exactement de Sidewalk Labs, filiale de la société mère de Google Alphabet) sont un autre exemple particulièrement controversé de cette logique de développement de « villes privées ». Sidewalk Labs s'est vu confier la mission d'imaginer la rénovation d'un quartier de Toronto, au Canada. Les craintes n'ont pas tardé à s'exprimer sur une privatisation potentielle de l'espace public et sur la protection des données personnelles et de la vie privée, particulièrement après que plusieurs experts ont claqué la porte, dénonçant l'absence de garde-fous suffisants à ce sujet. Craintes qui ont été encore amplifiées au printemps 2019, lorsque Sidewalk Labs a publié une première version choc de son « master plan » pour le quartier de Toronto Waterfront. Il s'est avéré que l'entreprise convoitait une zone urbaine bien plus vaste que celle qu'elle s'était vue expressément confier, qu'elle comptait être

constructeur et opérateur du futur quartier, en gardant la propriété de la technologie et des données, et qu'elle souhaitait même une législation d'exception et des organes administratifs et de gouvernance spécifiques pour son nouveau quartier. Devant la levée de boucliers, Sidewalk Labs a dû renoncer à ses ambitions, et un nouvel accord est en cours de négociation qui devrait en revenir au périmètre initial, sans régulation d'exception, interdisant à Sidewalk Labs d'être l'opérateur du quartier, et avec une propriété publique des données à travers une nouvelle entité dédiée.

Quoiqu'il adienne des projets de Google à Toronto, ils ne font de toute façon que refléter une évolution plus large. L'expansion des géants du numérique et des plateformes comme Google (y compris Google Maps et Waze), Uber, Amazon, Airbnb ou même Deliveroo implique non seulement une collecte massive de données sur les habitudes individuelles et les tendances urbaines, mais aussi de ce fait une capacité d'influencer la fabrique même des villes (par exemple ses flux de trafic, le développement économique de certains quartiers, etc.) sans contrôle par les élus locaux. Il ne s'agit donc plus seulement du risque de voir des élus locaux confier à des entreprises privées une partie de leurs missions. Le problème devient celui de la capacité des élus et des mouvements urbains à faire face à des forces qui ont le pouvoir de façonner profondément les villes, et de faire obstacle à des objectifs politiques d'intérêt général comme celui de contenir la hausse des prix du logement ou de protéger l'espace public contre l'invasion commerciale.

De nombreuses villes d'Europe et d'ailleurs, de même que des nombreux acteurs sociaux urbains, se préoccupent aujourd'hui de combattre les impacts négatifs des plateformes, à commencer par Airbnb et son influence sur les conditions de logement et de vie dans des villes comme Barcelone, Amsterdam ou Paris. Si l'on y ajoute les conflits qui opposent de nombreuses villes à Uber et l'essor du mouvement de défense des droits des travailleurs des plateformes, il est clair que la vision de la ville portée par la Silicon Valley suscite de plus en plus de résistances. Les mobilisations récentes contre le projet de nouveau siège d'Amazon à New York, le « HQ2 », ou encore contre le campus prévu par Google à Berlin – deux exemples non seulement d'opérations immobilières contestables, mais aussi d'une certaine vision de la ville – s'inscrivent dans le même mouvement.

Ces mobilisations restent avant tout des révoltes contre les profits abusifs de multinationales et contre la privatisation. Mais elles s'accompagnent aussi d'une prise de conscience de l'importance croissante de la propriété des données et de la « souveraineté technologique » pour les villes, et du besoin de modèles alternatifs à ceux proposés par les géants du numérique. Le refus d'Airbnb de partager ses données constitue aujourd'hui l'un de ses principaux points de contention avec les collectivités locales, décisif puisqu'il engage la capacité ou non de ces dernières à effectivement réguler la plateforme et ses impacts.

La guerre des « compteurs intelligents » en France

En France, la révolte contre la « *smart city* » couve aussi dans des recoins plus inattendus. En 2014, après un certain nombre de projets pilotes, le gouvernement français a lancé le déploiement de compteurs électriques intelligents baptisés « Linky » dans tout le pays. Mais l'opération a rapidement rencontré des problèmes. De nombreux usagers et même des conseils municipaux ont refusé l'installation des compteurs Linky. La principale cause de ce rejet est la crainte des ondes électromagnétiques émises par ces compteurs et de leurs conséquences pour la santé. Sur ce sujet très controversé, les preuves définitives de risques sont rares, même s'il faut préciser que le Linky semble particulièrement mal conçu de ce point de vue. Est également pointée du doigt la faible protection des données personnelles collectées par les compteurs. Surtout, l'opération Linky est perçue comme l'exemple même d'un projet imposé par les pouvoirs publics au profit de grandes entreprises privées, coûteux pour les usagers (quelques milliers d'euros payés via leurs factures d'électricité), porteur de nombreux risques potentiels, et n'apportant pas de bénéfices avérés. La justification officielle de l'installation des compteurs Linky, à savoir

qu'ils aideront les usagers à économiser l'énergie grâce à une consommation plus « intelligente », est démentie par l'expérience.

La révolte contre le Linky – pris comme un symbole de ces « fausses solutions » technocratiques poussées par les gouvernements et les multinationales – a pris en France une ampleur que peu auraient prévu. Des centaines de maires ont choisi, de leur propre chef ou poussés par leurs électeurs, d'en interdire l'installation sur le périmètre de leurs communes. Certains groupes impliqués dans les réseaux « anti-Linky » envisagent aujourd'hui de faire passer le mouvement à une échelle supérieure, en ciblant les « villes intelligentes » en général et tout ce qui va avec : les objets urbains connectés, la surveillance, le travail « ubérisé » et le capitalisme vert. De

Thales

Chiffre d'affaires : 15,9 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Patrice Caine (DG)

Principaux actionnaires : État français, Dassault

Siège social : Paris, France

Fondé en : 2000 (1968 pour son prédécesseur Thomson-CSF)

Secteurs d'activité : armement, électronique

Employés : 80 000 (2018)

À savoir :

* Spécialiste de l'électronique pour l'armement, le groupe Thales développe notamment des technologies de surveillance et de radar, de communication et d'information et des systèmes de missiles. L'entreprise a beaucoup investi ces dernières années dans le développement des drones.

* La « *smart city* » est vue par Thales comme un moyen de poursuivre son développement sur le marché civil de la sécurité intérieure. Outre la France, le groupe a vendu ses solutions de « *safe city* » en Afrique et au Mexique. Pour compléter son offre, Thales vient d'acquérir le groupe français Gemalto, l'un des leaders mondiaux de la biométrie.

fait, la « *smart city* » soulève exactement les mêmes problèmes de protection de la vie privée et d'exposition aux ondes électromagnétiques – particulièrement avec le déploiement programmé des antennes 5G – que les compteurs Linky, mais à plus grande échelle. S'y ajoute les enjeux de privatisation évoqués plus haut et celui d'une vulnérabilité éventuelle aux cyberattaques. Et ses bénéfices concrets, mis à part pour les firmes chargées de vendre et gérer les technologies, sont tout aussi douteux. Même l'affirmation que les villes intelligentes seront nécessairement plus « vertes » et économes en énergie ne tient pas la route, si l'on tient compte de la quantité de minerais et d'électricité nécessaires pour la collecte et le traitement des données liées au fonctionnement de la « *smart city* » telle que l'imaginent les multinationales.

Derrière la « *safe city* », l'ombre de l'industrie de l'armement

Ce rejet latent est encore renforcé par la présence plus ou moins discrète de l'industrie de l'armement et de la sécurité dans les coulisses de la « *smart city* ». Les principaux acquéreurs des « centres de commandement intelligents » d'IBM sont clairement les administrations policières états-uniennes. En France même, la « ville intelligente » est de plus en plus associée à des objectifs de sécurité publique, autrement dit elle devient avant tout une « ville sûre ». Des villes comme Nice ou Marseille expérimentent aujourd'hui des systèmes de vidéo-surveillance « intelligents » avec reconnaissance faciale dans les lycées ou les transports publics. Marseille a créé un « centre de commandement » dédié à la « tranquillité publique », censé être alimenté par des données des services publics, de la police, des réseaux sociaux et des citoyens. D'autres villes, comme Saint-Étienne, se proposent d'intégrer des caméras vidéo ou des capteurs de bruits dans les lampadaires.

Derrière ces projets, on trouve des firmes comme IBM et Cisco, mais également d'autres plus étroitement associées à l'industrie de l'armement. L'entreprise en charge du centre de commandement marseillais est Ineo, une filiale d'Engie qui est un prestataire historique de l'armée. Derrière les expérimentations de surveillance « intelligente » à Nice, on trouve le géant de l'armement et de l'électronique Thales. La « ville sûre » de Saint-Étienne est portée par un consortium baptisé Serenitycity, dont le principal actionnaire est un fabricant local d'armes et de munitions. C'est le reflet d'une tendance plus large au sein de l'industrie de l'armement, laquelle s'intéresse de plus en plus aux très lucratifs marchés de la sécurité intérieure, brouillant la différenciation historique entre les technologies utilisées pour les opérations militaires extérieures et celles mises en œuvre pour la sécurité intérieure². Le contrat passé pour les expérimentations niçoises est typique de cette vision du monde en mettant sur le même plan « *l'urbanisation galopante* », les « *risques naturels* » comme les événements climatiques extrêmes et les « *risques d'origine humaine* » comme le crime et le terrorisme (mais aussi potentiellement

[2] Voir les rapports 'Border Wars' du Transnational Institute et de ses partenaires : <https://www.tni.org/en/publication/border-wars> et <https://www.tni.org/en/publication/border-wars-ii>.

les mouvements sociaux) dans un même paysage d'« incidents » et de « crises » qui doivent être prévus et empêchés « en temps réel » grâce au « maximum de données existantes » dans un « centre d'hypervision et de commandement »³.

Le développement des technologies de « surveillance intelligente » et leur expérimentation sur le territoire intérieur jouissent du soutien explicite du gouvernement français, désireux de soutenir des « champions » et des solutions nationales qui pourraient à la fois être exportées ailleurs et réduire sa dépendance envers des technologies états-uniennes ou chinoises. Les projets de Thales à Nice ont bénéficié d'une aide financière, technologique et commerciale importante de la part de diverses entités de l'État français.

Des groupes de la société civile comme la Ligue des droits de l'homme ou La Quadrature du net⁴ sont presque les seules à s'opposer ouvertement à ces projets, généralement soutenus par les élus locaux et nationaux. Le régulateur indépendant du secteur, la Commission national informatique et libertés, a remis en cause certaines expérimentations sur le principe, mais reste timide dans l'utilisation de ses pouvoirs pour changer réellement les choses. Le faible nombre de projets opérationnels et/ou le secret qui est maintenu autour de ces projets font qu'ils ne suscitent pas (encore ?) de mobilisation d'ampleur sur le terrain. Mais selon la Quadrature du net, les risques sont réels, même pour des projets de « ville intelligente » qui ne comportent pas encore d'objectifs sécuritaires explicites. Une fois que les capteurs seront en place, et que toutes les données seront collectées, craint l'association, les dirigeants d'entreprises et les élus vont se rendre compte qu'ils ne les aideront pas à réaliser les objectifs affichés de transparence et de soutenabilité, et ils devront leur trouver une autre justification. La plus naturelle sera celle de la surveillance. L'installation de ces équipements « intelligents » pourrait alors mener presque inévitablement à des abus et à des détournements.

Une ville intelligente « municipaliste » ?

Doit-on en conclure qu'il faut s'opposer systématiquement à toute forme de « ville intelligente » ? La plupart des groupes actifs en France sur ces questions cultivent indéniablement une rhétorique anti-technologique. Mais d'autres envisagent une utilité potentielle pour au moins certaines technologies « intelligentes », et beaucoup considèrent l'expansion des technologies numériques dans la ville comme inévitable. La question devient donc : comment les villes et les mouvements urbains peuvent-ils les déployer et les utiliser autrement ? Fort heureusement, de nombreux chercheurs et acteurs se préoccupent de ces questions aujourd'hui à travers l'Europe et au-delà⁵. Au vu de l'ampleur des enjeux et du pouvoir limité des villes, il n'y a pas de solu-

[3] Félix Tréguer, « La 'ville sûre' ou la gouvernance par les algorithmes », *Le monde diplomatique*, juin 2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/06/TREGUER/59986>

[4] Voir le site Technoplice <https://technoplice.fr/>

[5] Voir par exemple "Rethinking the smart city. Democratising urban technology," Evgeny Morozov et Francesca Bria - January 2018. <http://www.rosalux-nyc.org/rethinking-the-smart-city/>



BENOÎT PRIEUR, CC-BY-SA

tion toute faite. Mais nous savons au moins quels sont les principaux enjeux. Le premier est à l'évidence celui de la propriété des données : par opposition au modèle d'exploitation extractiviste des données de la plupart des multinationales qui investissent aujourd'hui les villes, un modèle alternatif doit être construit qui repose au moins sur une propriété publique des données, voire sur la gestion de ces données urbaines comme un « commun », d'une manière qui protège la vie privée. Le second est celui de la souveraineté technologique, autrement dit de l'indépendance des villes et des mouvements urbains envers les outils offerts par les multinationales, qui sont souvent un instrument de contrainte. Un troisième enjeu est celui du développement d'alternatives municipales, remunicipalisées ou coopératives aux services proposés par les entreprises comme Google, Airbnb ou Uber qui envahissent aujourd'hui nos villes, dans le but de construire une véritable économie de partage.

Les villes sont trop petites pour combattre à elles seules des multinationales géantes comme Google ou Airbnb, d'autant plus que ces dernières bénéficient généralement du soutien des gouvernements nationaux. Mais elles peuvent trouver de nombreux alliés dans la société civile, dans l'économie solidaire et le secteur des communs. Une ville véritablement « intelligente », fondée sur des principes démocratiques et orientée vers les besoins et les aspirations des gens, plutôt que sur les intérêts des multinationales, peut encore être inventée.

Le quartier de Berlin qui a fait plier Google

RACHEL KNAEBEL

Google installe ses « campus » un peu partout dans le monde. Le modèle est similaire que ce soit à Varsovie, Madrid, Tel Aviv ou São Paulo : un espace ouvert au rez-de-chaussée, des bureaux pour start-ups au premier étage, les bureaux de la firme au-dessus. Bref, des incubateurs à start-ups dont certaines pourraient finalement être rachetées par le géant du numérique. En 2016, Google a annoncé son intention d'installer un tel campus à Berlin. À cet effet, le groupe a acheté un ancien ensemble industriel de briques rouges qui abritait auparavant une centrale électrique, à Kreuzberg, un quartier certes gentrifié, où les loyers montent en flèche, mais aussi très politisé.

Rapidement, le projet de Google a soulevé un vaste mouvement de résistance dans le quartier. Des flyers et des autocollants sont apparus dans les bars et sur les murs du quartier, les premières réunions ont été organisées, les activistes ont fait du porte-à-porte dans les commerces alentour. Les mobilisations ont pris de l'ampleur en 2017, portées par une coalition qui a pris le nom de « Fuck Off Google » et dans laquelle se retrouvaient à la fois des militants anarchistes, des associations de quartier et des activistes de l'Internet libre.

Début 2018 ont commencé les « manifestations de bruit », tous les premiers vendredis du mois. *« Elles ne sont pas déclarées à la police, les membres des deux associations de quartier étaient hésitants à y participer au début, et puis ils sont venus eux aussi, rapporte un des activistes du groupe (qui souhaite rester anonyme). En deux ans de lutte, nous nous sommes tous plus ou moins accordés sur le consensus de ne pas aller parler aux politiques, et surtout de ne pas parler à Google. »* En septembre 2018, ils parvinrent à occuper le site, encore en travaux, pendant quelques heures, avant d'être délogés par la police.

Mais la lutte a fini par payer. Google a bel et bien effectué des travaux sur le bâtiment, mais a finalement annoncé à l'automne 2018 l'abandon de son projet de campus. Le bâtiment sera loué pendant les cinq prochaines années à deux entreprises sociales actives dans l'aide aux personnes sans domicile. *« La victoire est symbolique »,* tempère l'activiste. Car Google a acheté des bâtiments dans un autre quartier de Berlin, qui est déjà largement une zone de bureaux.

Ici, l'enjeu de la gentrification par l'économie des nouvelles technologies et des sites de grandes multinationales rejoint celui de la surveillance de masse et des ambitions totalitaires de Google et de sa maison mère, Alphabet. *« Dès la première*

Alphabet (Google)

Chiffre d'affaires : 136,8 milliards de dollars US (2018)

Dirigeant : Sundar Pichai (DG)

Principaux actionnaires : Larry Page et Sergey Brin (fondateurs), et grands fonds d'investissement comme BlackRock et Vanguard

Siège social : Mountain View, États-Unis

Fondé en : 1998 (pour Google, 2015 pour Alphabet)

Secteur d'activité : numérique

Employés : 103 549 (2018)

À savoir :

- * De nombreuses activités développées par Google et sa maison mère ciblent directement les villes : les projets à Toronto de Sidewalk Labs, mais aussi les services Google Maps et Waze, ainsi que les projets de Google dans la voiture autonome.
- * Google, comme les autres géants du numérique, est de plus en plus contesté pour ses visées monopolitistiques. La firme est comme ses homologues adepte de l'optimisation fiscale à grande échelle qui prive les autorités publiques des fonds nécessaires pour assurer les services publics et les dépenses sociales.
- * Ses bureaux et « campus », comme celui qui a été contesté à Berlin, sont porteurs d'une vision technologisée et privatisée de l'espace urbain.

semaine du mouvement, nous avons reçu des messages de soutien de collectifs de San Francisco, de San José, de Toronto... », signale le militant berlinois. Autant de groupes qui luttent contre la mainmise de Google-Alphabet dans les villes où elle s'implante. Dans la métropole canadienne, Alphabet veut construire un quartier entier via sa filiale Sidewalk Labs. Une « *smart city de la surveillance* » (comme l'a titré *The Intercept*¹) qui suscite une forte opposition des habitants de Toronto. À Berlin, la lutte contre le projet de Google Campus a aussi été « *un terrain de partage des connaissances sur la décentralisation des communications et des données* », note l'activiste. Et ce n'est pas terminé. Les rencontres des « anti-Google café » se poursuivent, mais dans le quartier de Mitte, à quelques rues de là, où la firme a finalement installé ses bureaux.

[1] <https://theintercept.com/2018/11/13/google-quayside-toronto-smart-city/>



RELOCALISER

Le « modèle de Preston »

Comment une ville britannique est devenue la pionnière d'une politique progressiste des marchés publics

HAZEL SHEFFIELD

Fortement touchée par la désindustrialisation, puis par l'austérité imposée suite à la crise financière, Preston, dans le nord de l'Angleterre, a choisi de ne plus dépendre des investisseurs extérieurs pour son « développement ». La ville a réorienté radicalement ses achats publics pour favoriser le tissu économique et social local, plutôt que les grandes entreprises. La démarche fait désormais figure de modèle dans tout le pays, et même au-delà.

Un soir de printemps en 2013, deux conseillers municipaux de gauche ont franchi la porte du Grey Friars, un pub caverneux de Preston, ville post-industrielle du nord de l'Angleterre, pour une réunion autour d'une pinte de bière. Matthew Brown et son collègue Martyn Rawlinson étaient à la recherche d'idées nouvelles pour leur ville, où la pauvreté explosait dans un contexte de coupes budgétaires brutales. Ils n'avaient encore jamais rencontré Neil McInroy et Matthew Jackson, qui avaient fait le déplacement depuis Manchester où ils travaillaient pour un groupe appelé le Center for Local Economic Strategies (CLES), « Centre pour des stratégies économiques locales ». Mais Brown avait une idée de leur physionomie grâce aux portraits dessinés publiés en marge d'articles de magazine sur la régénération économique écrits par les deux visiteurs. Les quatre hommes se sont retrouvés et se sont serrés la main. Ce soir-là, dans le pub, ils ont esquissé les principes d'une nouvelle manière d'organiser les dépenses publiques urbaines, qui puisse protéger une petite ville comme Preston de l'extraction de richesses locales (ce à quoi se résume souvent la mondialisation), tout en imposant de nouvelles normes environnementales et sociales pour toutes les entreprises souhaitant bénéficier de contrats publics.

Le « modèle de Preston », nom sous lequel cette démarche viendrait plus tard à être connue, comportait deux volets complémentaires. McInroy et Jackson avaient consacré de nombreuses années à argumenter que davantage d'argent pouvait être conservé dans l'économie locale si les écoles, les municipalités, les hôpitaux et autres institutions utilisaient leurs budgets pour acheter des biens et des services auprès de firmes locales plutôt que d'entreprises multinationales qui emporteraient leurs bénéfices ailleurs. Matthew Brown pensait quant à lui que ces firmes locales devaient être des coopératives de travailleurs, où les profits iraient dans les poches des salariés plutôt que dans celles d'actionnaires. D'un point de vue opérationnel, le modèle de Preston repose sur des outils et des approches éminemment techniques, comme l'analyse des dépenses publiques, l'ajustement des contrats d'achat public, la formation de nouveaux fournisseurs ou la création d'entreprises coopératives. Mais en son cœur, il y a un propos politique radical : que l'économie n'est pas une sphère technocratique séparée ni un ensemble de forces étrangères qui se jouent du lieu où elles s'affrontent et interagissent, mais qu'elle est façonnée par les décisions de gens ordinaires, qui peuvent l'utiliser pour créer le type de société dans laquelle ils veulent vivre.

Pour Martin O'Neill, maître de conférences en philosophie politique à l'Université de York, cette approche transforme la politique d'approvisionnement d'une ville d'un simple processus financier en un levier qui peut être utilisé par les élus pour promulguer certaines valeurs, d'une manière un peu similaire à la redistribution des richesses via la fiscalité. *« C'est l'idée que les marchés publics, qui sont en apparence une question ennuyeuse et technocratique, sont en fait un enjeu éminemment politique. En ne voyant pas ce rôle potentiel de l'achat public, nous avons massivement sous-estimé un moyen important dont disposent les élus pour améliorer la vie des gens, explique-t-il. Nous avons besoin de meilleurs mots pour le décrire. »*

Le précédent de Cleveland

Aux États-Unis, le terme de « *community wealth building* » ou « création de richesse collective locale » a été inventé par un think tank appelé Democracy Collaborative. Il désigne une stratégie pour attirer et conserver les dollars au sein des communautés locales : d'abord, en empêchant les ressources financières locales de « s'échapper » ; et ensuite en tirant parti des contrats d'achats et des investissements des « institutions de référence » locales que sont les hôpitaux, les universités, les fondations, les institutions culturelles et les administrations municipales pour développer des activités bénéfiques à la communauté. En 2007, le think tank, basé à Washington, a été mandaté par la Cleveland Foundation pour effectuer une analyse des dépenses dans la ville de Cleveland. Celle-ci était confrontée à de nombreux problèmes communs aux villes post-industrielles : sa population se réduisait, et de nombreuses entreprises cotées en bourse faisaient leurs valises en raison d'années de désinvestissement et du déclin des industries traditionnelles. Mais Cleveland possédait toujours un grand nombre d'institutions enracinées dans la ville comme

la Cleveland Clinic, la Case Western Reserve University et les hôpitaux universitaires. Democracy Collaborative a constaté que ces « institutions de référence » dépensaient 3 milliards de dollars par an, mais que seule une proportion infime de cet argent demeurait dans l'économie locale. L'hôpital de Cleveland et plusieurs autres établissements de santé étaient entourés de quartiers où 40 % des habitants vivaient en-dessous du seuil de pauvreté. « *Comment pouvait-il y avoir 3 milliards de dollars en circulation, et que tout le monde soit pauvre ?* », s'est demandé Ted Howard, directeur général de Democracy Collaborative.

Le think tank a effectué une analyse pour repérer les produits et services que ces institutions achetaient au Mexique ou à Chicago, et dans quelle mesure ils pourraient être retransférés à des fournisseurs basés à Cleveland. Il a également identifié les lacunes dans l'offre locale qui pourraient offrir des opportunités à de nouveaux fournisseurs. Sur plusieurs années, il a soutenu la création d'une buanderie et d'une ferme urbaine structurées sous la forme de coopératives d'employés, afin que ces derniers puissent se partager les bénéfices de leur entreprise. Il a également rendu ces coopératives aussi vertes que possible pour aider les institutions de référence à atteindre leurs objectifs environnementaux, et les a poussées à recruter dans des quartiers où de nombreuses personnes avaient du mal à trouver du travail après un séjour en prison (jusqu'à 50 % de la population de certains quartiers). « *Il s'agit d'une stratégie de transformation communautaire, explique Howard. Chacune de ces entreprises contribue dans son principe même à l'économie locale, et les coopératives sont le véhicule que nous avons choisi pour y parvenir.* »

Une alternative à l'austérité

En 2013, au moment où nos quatre protagonistes discutaient dans le pub, Preston avait désespérément besoin de changement. Les effets de la crise financière de 2008 ont été encore aggravés au Royaume-Uni par le programme d'austérité initié par le gouvernement conservateur arrivé au pouvoir en 2010. Au nom de l'austérité, celui-ci a réduit le financement des conseils municipaux en vue d'imposer un réalignement radical des relations entre l'État et ses citoyens, dans la droite ligne du programme néolibéral de Margaret Thatcher dans les années 80. Entre 2010 et 2016, les conseils municipaux d'Angleterre auraient perdu 60 % de leurs financements issus du gouvernement central¹. Avec des budgets réduits, ils ont d'abord réduit leurs dépenses en licenciant du personnel bien rémunéré ou en vendant des bâtiments désaffectés. Mais les coupes budgétaires ont encore empiré. Depuis 2018, le conseil de Preston a dû annuler 1,25 million de livres sterling de dépenses pour les services à l'enfance et à la famille, plus 1 million du budget pour l'apprentissage, le handicap et l'autisme². Le prix réduit du bus pour les personnes âgées a doublé.

[1] <https://www.theguardian.com/society/2019/jul/02/one-in-five-councils-face-drastic-spending-cuts-within-months>

[2] <https://www.lancashiretelegraph.co.uk/news/15823928.council-under-fire-as-proposed-11m-cuts-branded-savage/>

Les signalements d'infestations de rats ont augmenté après la réduction de moitié du personnel municipal dédié au problème³.

Dans le même temps, les petites villes comme Preston ont eu énormément de mal à attirer des investissements extérieurs. En 2008, la municipalité de Preston avait signé un projet de renouvellement urbain de 700 millions de livres baptisé Tithebar. Les développeurs immobiliers Grosvenor et Lendlease étaient censés réinventer 13 hectares de la ville avec des restaurants, des cafés, des cinémas, des magasins et des rues piétonnes. Mais les enseignes commerciales se sont désengagées du projet qui a fini par s'effondrer en 2011, peu de temps après le retrait de John Lewis, une importante chaîne de grande distribution.

La même année, le Center for Local Economic Strategies invitait Ted Howard à venir présenter ses idées et ses réalisations à un public principalement issu de ses réseaux à Londres. *« Nous avons été énormément inspirés par les concepts et les idées [du Democracy Collaborative], se souvient McInroy. Mais il y avait des différences de contexte qui signifiaient que le modèle de Cleveland devait être adapté. »* Aux États-Unis, si une université ou une autre institution locale veut confier un contrat pour son linge de lit à une coopérative locale, il n'y a rien pour les arrêter. Au Royaume-Uni, comme dans le reste de l'Europe, la législation sur les marchés publics exige que les contrats de fourniture pour les collectivités locales d'une valeur supérieure à 181 302 livres et les contrats de travaux de plus de 4 551 413 livres soient mis en concurrence sur le marché européen, afin de garantir un processus aussi transparent et aussi compétitif que possible⁴.

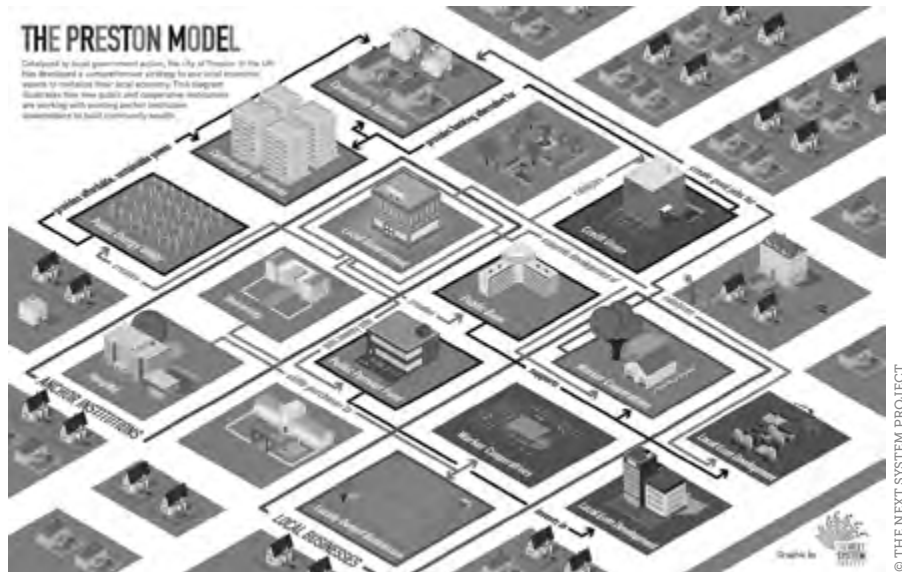
À ce moment, McInroy et le CLES avaient déjà testé de nouvelles idées sur les marchés publics pendant plusieurs années en partenariat avec des villes comme West Lothian et Swindon. Ils voulaient se lancer dans une analyse des dépenses publiques, mais se sont rendus compte que Manchester, la ville où le CLES est basée, était trop grande. Preston, avec une population de 141 000 habitants, était d'une taille idéale, avec un grand nombre d'institutions publiques dont deux collectivités locales, une université, un hôpital et plusieurs institutions d'enseignement supérieur, pour se lancer dans une analyse ambitieuse et identifier par où l'argent « s'échappait » de l'économie locale. En outre, après l'échec du projet Tithebar, il y avait un fort appétit parmi les conseillers municipaux pour essayer quelque chose de radicalement nouveau.

Comment relocaliser l'argent public

Après leur première réunion dans le pub, Brown et Rawlinson ont convaincu la municipalité de Preston de missionner le CLES pour procéder à une analyse des

[3] <https://www.lep.co.uk/news/funding-cuts-leave-preston-s-rat-catchers-struggling-to-cope-1-9017491>

[4] <https://www.ojec.com/thresholds.aspx>; https://ec.europa.eu/growth/single-market/public-procurement_en.



dépenses publiques. Le CLES a identifié les plus importantes institutions ancrées dans la ville, notamment les conseils municipaux et de comté, l'Université du Central Lancashire (UCLan), la police et une association locale de logement. Ensemble, ces six organisations avaient un pouvoir d'achat annuel cumulé de 750 millions de livres sterling. Mais en 2012/2013, sur 20 livres qu'elles dépensaient, une seule restait à Preston. Le CLES a donc travaillé avec les institutions locales pour repenser tout le système. En 2013, elles ont dépensé 38 millions de livres sterling à Preston et 292 millions de livres sterling dans l'ensemble de la région environnante du Lancashire. En 2017, ces chiffres étaient passés à 111 millions et 486 millions de livres sterling respectivement, malgré une réduction globale du budget du conseil municipal. Les institutions de référence ont également été soutenues pour assurer à tout leur personnel et celui de leurs fournisseurs un salaire décent.

Tout ceci a été réalisé dans le cadre du droit des marchés publics de l'Union européenne. « Il n'y a pas eu de problème majeur, expliquait Matthew Brown en 2019. Pour les marchés de travaux, [les seuils] sont assez élevés. Ils pourraient potentiellement entraver ce que nous essayons de faire, mais [pour le moment] c'est marginal. » Preston a divisé les plus gros contrats, comme celui de 1,6 million de livres sterling pour la cantine de l'administration municipale, en lots plus petits permettant aux petits agriculteurs du Lancashire de faire une offre pour fournir, par exemple, les yaourts. Le conseil a désigné Conlon, une entreprise de construction locale, pour réaménager le marché de Preston, parmi neuf candidats locaux et nationaux, car l'entreprise s'était engagée sur des conditions d'emploi plus favorables. Il a utilisé à cette fin le « Social Value Act », une loi de 2013 qui oblige les personnes qui passent des contrats publics à réfléchir à la manière dont elles peuvent également obtenir de manière innovante des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux

plus larges, par exemple en embauchant des fournisseurs qui ont moins de distance à parcourir, ce qui réduit leurs émissions de carbone. Les modifications apportées en 2014 à la législation européenne sur les marchés publics ont également renforcé la capacité des donneurs d'ordre publics à hiérarchiser les fournisseurs affichant de meilleures performances sociales et environnementales.

Dans le même temps, le conseil municipal de Preston a réfléchi aux moyens de mobiliser d'autres sources de capitaux pour investir dans des projets locaux. Il a décidé d'utiliser les 5,5 milliards de livres sterling du fonds de pension du comté du Lancashire pour investir 100 millions de livres à Preston et 100 millions dans le Lancashire, dans des projets comme la réouverture du Park Hotel et la construction d'une résidence étudiante pour 18 millions de livres. 100 millions de livres ont été placés dans un fonds d'investissement local qui servira à capitaliser une banque communautaire. Le conseil a eu l'idée de cette banque après avoir travaillé avec la Hampshire Community Bank, laquelle s'inspire du réseau des Sparkassen, des caisses d'épargne publiques locales en Allemagne. Ils prévoient de promouvoir ensemble le réseau de banques régionales du Lancashire, afin de stimuler et soutenir la création et la pérennité de petites entreprises.

Les premiers résultats de tous ces changements sont prometteurs. Preston a enregistré l'une des plus importantes améliorations de son « indice de privation multiple », un indice officiel utilisé par le gouvernement britannique, entre 2010 et 2015 (LCRCA 2018). En novembre 2018, elle a été désignée comme la ville « s'étant le plus améliorée » du Royaume-Uni selon le Good Growth for Cities Index, qui mesure l'emploi, le salaire des travailleurs, les prix des logements, les transports, l'environnement, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et les inégalités. En septembre 2019, le conseil municipal de Preston avait presque rassemblé les 20 millions de livres nécessaires pour demander une licence bancaire et ouvrir sa banque communautaire régionale pour la région

Lendlease

Chiffre d'affaires : 10,2 milliards d'euros (2018/2019)

Dirigeant : Stephen McCann (DG)

Siège social : Sydney, Australie

Fondé en : 1958

Secteurs d'activité : BTP, immobilier, infrastructures

Employés : 13 000 (2018/2019)

À savoir :

* Lendlease, firme australienne de BTP et d'immobilier, s'est spécialisée dans les projets de « régénération urbaine » basés sur des partenariats public-privé, comme le projet avorté Tithebarn à Preston. Plusieurs de ces projets sont l'objet de critiques parce qu'ils reposent sur la gentrification des quartiers ainsi « régénérés » et la hausse du prix du logement, comme dans les quartiers de Haringey et Elephant & Castle à Londres.

* Également présente aux États-Unis, Lendlease a été l'un des principaux partenaires de Donald Trump pour ses projets immobiliers.

Nord-Ouest. « Nous avons fait l'hypothèse que si 2 % des gens transfèrent leurs comptes vers la nouvelle banque ou ouvrent leurs premiers comptes chez nous, nous pourrions prêter un demi-milliard de livres aux populations locales, déclare Brown. Mais si on pouvait susciter une réelle mobilisation sur le terrain et encourager 10 % des gens à faire affaire avec nous, alors nous pourrions faire recirculer 4 milliards de livres sterling dans l'économie locale. »

Effet tâche d'huile

Brown, qui est depuis 2018 le président du conseil municipal de Preston, considère la banque communautaire comme un autre pilier de la stratégie de démocratisation de l'économie, aux côtés des marchés publics et d'autres mesures politiques. « Les achats publics des institutions locales ne sont pas tout, explique-t-il. La banque communautaire est une autre pièce du puzzle. Le principe reste le même : relocaliser l'investissement et permettre à la communauté de mieux contrôler l'économie locale. » Brown tourne désormais ses regards vers la prochaine phase du modèle de Preston, un centre d'éducation pour les coopératives et un financement de démarrage octroyé par l'Open Society Foundation⁵ pour soutenir la création de dix start-ups appartenant à leurs propres salariés.

McInroy et le CLES ont présenté leur approche de « *community wealth building* » à plus de 40 conseils municipaux au Royaume-Uni, de Birmingham à Wigan, de Southampton à South Ayrshire en Écosse, en passant par certains conseils locaux à Londres, comme celui d'Islington, où les principes de la démarche devront être fortement adaptés pour répondre à un contexte économique radicalement différent. « Ce sont à chaque fois des cas spécifiques, explique McInroy. À Preston, nous avons commencé par rediriger les achats publics, mais nous avons fait de nombreux travaux sur le foncier, les biens et les actifs, et maintenant ils se concentrent sur la démocratisation de la main-d'œuvre. À Islington, nous travaillons moins sur les achats publics et davantage sur la propriété coopérative de l'économie et du foncier. » Il considère que son travail s'inscrit dans un réseau mondial en pleine croissance de villes pionnières porteuses d'un type nouveau de municipalisme. Ces autoproclamées « villes sans peur » croient en l'appropriation démocratique des services publics par des organisations qui pourraient un jour remplacer même les autorités locales. Ils ont trouvé dans la ville l'échelle idéale pour expérimenter leurs nouvelles idées.

Matthew Jackson, quant à lui, a quitté le CLES et travaille désormais avec le conseil municipal de Preston, laquelle dirige un réseau de sept villes dans le cadre du programme URBACT de l'Union européenne sur le thème « Making Spend Matter » (« Faire compter la dépense »). L'objectif est de développer le recours à l'analyse des dépenses publiques comme un outil pratique pour améliorer l'impact des achats des institutions publiques ou de référence afin d'apporter des bienfaits

[5] <https://www.blogpreston.co.uk/2019/03/what-next-for-the-preston-model-investing-in-worker-owned-co-operatives-in-the-city/>

économiques, sociaux et environnementaux additionnels à l'économie locale et aux citoyens. Concrètement, il s'agit principalement de transférer les bonnes pratiques développées par Preston dans ce domaine. Les villes partenaires, dont Pampelune en Espagne, Kavala en Grèce, Bistrita en Roumanie et Koszalin en Pologne, ont passé six mois à travailler sur des critères sociaux et environnementaux et douze autres sur leur propre analyse des dépenses de leur ville. Ils s'intéressent désormais à la façon dont les stratégies d'achat public peuvent évoluer et s'adapter à différents contextes. « *C'est une période vraiment intéressante*, dit Jackson. *Le seul petit problème que nous avons est ce qui se passera après notre départ de l'UE : si la municipalité de Preston peut continuer à diriger le projet et si je peux toujours travailler avec eux en tant qu'expert.* »

L'Union européenne ou le gouvernement britannique, quel est le principal obstacle ?

Les militants anti-UE ont toujours affirmé que les décisions sur les marchés publics seront plus faciles pour les conseils municipaux britanniques quand le pays aura quitté l'Union, dès lors que le Royaume-Uni n'aura plus à se conformer à la législation européenne. Pourtant, des chercheurs estiment que ce n'est pas tant le droit communautaire européen que les attitudes au sein des administrations locales et des institutions de référence qui entravent un déploiement plus large des politiques de création de richesse communautaire. Tom Sasse, chercheur senior au sein de l'Institute for Government, affirme que contrairement à certaines fausses déclarations dans la presse, tant que les autorités assurent une procédure équitable, elles peuvent déjà sélectionner les fournisseurs en fonction d'une série de critères dont le prix, mais aussi la qualité, le risque, la valeur sociale et d'autres facteurs. « *Le prix le plus bas ne gagne pas toujours⁶, et correspond souvent à une offre médiocre* », explique-t-il.

Une étude⁷ de l'Institute for Government montre que le gouvernement britannique avait initialement réussi à augmenter ses achats auprès de petites entreprises grâce à des mesures telles que la suppression des questionnaires préalables aux appels d'offres. Cependant, cette tendance a atteint son pic en 2014/15 et a diminué depuis. Au cours des cinq dernières années, les gros fournisseurs qui reçoivent plus de 100 millions de livres sterling de revenus par an du gouvernement ont obtenu une part croissante des contrats de marché public. « *Il est facile de rejeter la faute sur les règles de l'UE, mais le véritable obstacle est de changer le comportement des donneurs d'ordres* », estime Sasse.

Un gouvernement travailliste au Royaume-Uni pourrait jouer un rôle critique pour soutenir la création de richesse communautaire et aider d'autres villes à adopter

[6] <https://www.instituteforgovernment.org.uk/publications/government-outsourcing-reform>

[7] https://www.instituteforgovernment.org.uk/sites/default/files/publications/IfG_procurement_WEB_4.pdf#page=23



CLIVE VARLEY, CC BY

des politiques d'achat public plus radicales. Selon Martin O'Neill, pour l'instant, Preston a démontré ce que cette approche pouvait apporter pour réintroduire des valeurs dans la régulation de l'économie même dans un contexte où le gouvernement national pousse dans le mauvais sens. « Ces stratégies ont été importantes pour protéger des endroits relativement vulnérables dans des contextes très durs, lorsque le gouvernement ne contribue pas à créer des conditions économiques plus vivables, explique-t-il. Mais dans ces politiques qui sont une sorte de défi à l'austérité dominante, il y a aussi les germes d'un programme qui, avec le soutien d'un gouvernement national, pourrait être encore plus ambitieux. »

Depuis 2018, Neil McInroy siège aux côtés d'élus locaux et députés travaillistes ainsi que de Ted Howard du Democracy Collaborative, dans l'unité consacrée à « *Community Wealth Building* » du Labour, qui a cherché à en intégrer les principes dans son programme politique. Et bien qu'ils aient jusqu'à présent pu faire beaucoup « *en marge* », selon les termes de Matthew Brown, certains pensent que des réformes plus radicales se heurteraient inévitablement au droit européen. Costas Lapavistas, ancien député de Syriza en Grèce et professeur d'économie à la School of Oriental and African Studies, affirme que si un futur gouvernement travailliste voulait pleinement appliquer les principes du modèle de Preston, « *il serait confronté à la législation européenne sur les marchés publics. La façon dont les entreprises sont sélectionnées serait directement affectée par la réglementation européenne, c'est clair, juge-t-il. Le seul véritable critère est le degré de radicalité que souhaite le Labour. S'ils veulent être vraiment radicaux, ils ne peuvent pas le faire au sein de l'UE.* »

Jackson, de son côté, estime que les directives de l'UE sur les marchés publics continueront d'influencer la législation britannique même après son départ de l'Union. Cependant, il pense qu'une sortie pourrait encourager les villes à intégrer de manière plus volontariste les principes du Social Value Act. *« Il sera possible d'intégrer les valeurs sociales beaucoup plus efficacement que [les autorités locales] ne l'ont fait jusqu'à présent, dit-il. Je pense que les autorités locales britanniques ont toujours un peu peur de le faire actuellement en raison du droit de l'UE. »*

Avec le Social Value Act, le Royaume-Uni fait figure de pionnier en Europe dans ses efforts pour incorporer les valeurs sociales et environnementales dans les marchés publics, poursuit Jackson. Il pense que l'Union européenne pourrait en faire bien davantage pour faire appliquer les normes énoncées dans les directives de 2014 sur les marchés publics. *« Les directives de 2014 devaient être transposées dans la législation sur les marchés publics des États membres, mais ce qui manque de mon point de vue, c'est la mise en œuvre effective, la flexibilité pour les PME et les objectifs sociaux et environnementaux pour les villes, dit-il. Il y a toujours des obstacles avec l'obligation d'être en conformité avec les règles, de ne pas être anticoncurrentiel, mais il n'y a pas encore de prise de conscience que l'achat public peut être utilisé pour s'attaquer à de nombreux défis sociaux et environnementaux. »*

Jackson estime que de nombreuses villes européennes sont réticentes à aller trop loin en matière de critères sociaux et environnementaux, notamment du fait du manque d'études de cas positifs sur la mise en œuvre de politiques progressistes de marchés publics. *« Il est plus facile de choisir sur la base du prix, conclut-il. L'intégration d'une politique d'achat public progressiste dans les pratiques de sept villes n'est qu'un début. Il faut investir beaucoup plus dans le renforcement des capacités et la diffusion des exemples de bonnes pratiques au sein de l'Union européenne. »*

Loos-en-Gohelle, du charbon à la transition énergétique

Y a-t-il un avenir pour une petite ville sans ressources ?

MAXIME COMBES

Ancienne cité charbonnière du nord de la France, Loos-en-Gohelle montre comment une ville peut s'affranchir progressivement de sa dépendance aux énergies fossiles. La clé ? Miser sur la participation démocratique et partir des besoins réels des populations locales.

On parle beaucoup de la fin des énergies fossiles. Peu en ont fait l'expérience concrète.

Mais la plupart des villes charbonnières, comme Loos-en-Gohelle, ont fait cette expérience. Loos est une petite ville initialement rurale de 7000 habitants, située dans le nord de la France. Du charbon y a été découvert en 1855. Depuis cette date, les activités minières ont fa-



© MAXIME COMBES

çonné la ville, son habitat, ses habitants, ses structures sociales et économiques, et même ses paysages. Loos était entièrement vouée au charbon. Trente ans après la fermeture de sa dernière mine, c'est aujourd'hui un cas d'école de la façon dont une ville peut essayer de se libérer de sa dépendance aux énergies fossiles. Jadis

l'un des plus importants centres de production de charbon du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, Loos est devenu un pôle d'expérimentation de la transition énergétique aujourd'hui largement, et même internationalement, pris en exemple. Au lieu de chercher à effacer son histoire minière, Loos a appris à vivre avec : des panneaux solaires sont désormais installés sur les terrils.

Dépendance au charbon et déclin urbain

Avant d'examiner ce qui a été accompli à Loos, il est nécessaire de rappeler ce que signifie la dépendance envers l'extraction du charbon. Dans une cité charbonnière, le charbon est le facteur déterminant de tout. Il donnait du travail à des milliers de personnes. La mine était le principal employeur de la région, autour duquel toute l'économie était organisée. Le charbon façonnait également le tissu social, aussi bien en termes de classes que des modes de vie qu'il générait. La politique elle-même était organisée autour du charbon, toute activité politique et syndicale étant censée incarner les intérêts

des mineurs et de leurs familles. Le charbon déterminait également les espaces publics aussi bien que privés : routes, logements, églises, écoles, hôpitaux, jardins ouvriers et installations sportives étaient conçus pour maintenir les mineurs en bonne santé et à proximité des mines. L'extraction du charbon a



© MAXIME COMBES

remodelé les paysages : les terrils et les bâtiments désaffectés de l'industrie minière strient l'horizon, transformant ce qui était naguère une campagne froide et humide. Le charbon était la principale source d'énergie : les logements des mineurs étaient généralement chauffés au charbon gratuitement ou presque, et pour cette raison, ils n'étaient pas bien isolés. L'extraction du charbon est enfin devenue le principal facteur déterminant de la qualité de l'environnement, l'eau et la terre étant polluées pour des décennies par ses résidus et déchets. Et ainsi de suite.

La fin de l'extraction du charbon dans la région a donc été, littéralement, un effondrement : un effondrement économique, social, politique, urbain. On le résume souvent, à la fois dans la réalité et dans l'imaginaire collectif, à l'image de villes en déclin : fermetures d'usines, pertes d'emplois, détresse sociale, chômage de masse, pauvreté, quartiers défavorisés, pollution des sols et des eaux, épuisement des ressources publiques, déclin démographique, et aucune perspective d'amélioration. La fin du charbon a été un énorme défi, à la fois pour éviter la catastrophe sociale et économique qui se profilait et maintenir l'état d'esprit nécessaire pour imaginer qu'une alternative était réellement possible. L'exemple de Loos montre que les villes minières ne sont pas vouées à la pollution et au chômage de masse, autrement dit à ne survivre que sous la forme de villes fantômes. Vivre un tel effondrement

est-il nécessaire pour lancer la transition énergétique ? L'histoire de cette cité qui s'est affranchie de la dépendance au charbon peut-elle nous livrer des leçons sur la manière de libérer nos villes de leur dépendance à l'égard de toutes les énergies fossiles ? L'exemple de Loos peut-il être reproduit ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cet article se propose de répondre.

Une ville façonnée par le charbon

Loos-en-Gohelle n'a pas été épargnée par l'histoire. La ville a été dévastée à plusieurs reprises par des guerres entre le XIII^e et le XVII^e siècles. Située à cinq kilomètres au nord-ouest de Lens, Loos a de nouveau été complètement détruite pendant la Première guerre mondiale : la première bataille de Loos en 1915 a été un massacre, et plus de 20 000 soldats britanniques y ont été tués entre 1915 et 1918. Mais Loos a connu une renaissance rapide dans les années 1920 grâce à l'extraction du charbon. Reconstruire, réinventer, se remodeler... tout ceci fait partie de l'histoire de la ville.

Où que l'on regarde, il y a partout des traces du passé minier de Loos. Le sol s'est affaissé de plus de 15 mètres depuis les débuts de l'exploitation du charbon. Une grande partie des logements de la ville sont d'anciennes maisons de mineurs, certaines en très mauvais état. En levant les yeux, on aperçoit les terrils qui scandent l'horizon, à 185 mètres au-dessus du niveau de la mer. L'autoroute qui divise la ville en deux a été construite sur une ancienne voie ferrée utilisée pour le transport du charbon. En venant du centre-ville, il faut la traverser pour atteindre les puits 11 et 19, datant respectivement de 1891 et 1954. Le premier est couronné d'un chevalement, le second d'une tour d'extraction en béton de 66 mètres de haut, pesant 10 000 tonnes. La production de nombreux puits environnants convergeait vers cette unité, beaucoup plus puissante. La plupart des bâtiments miniers sont toujours là. Partant de la « Base 11/19 », les visiteurs peuvent se promener sur les terrils ou visiter les centres de ressources dédiés au développement durable qui ont été installés dans des bâtiments administratifs rénovés.



« On ne peut pas construire l'avenir si on rejette le passé. »

Le 31 janvier 1986, 113 années d'extraction de charbon ont pris fin avec la fermeture du puits 19. En 1966, 5000 des 8000 habitants de Loos travaillaient dans le charbon.

La fin de son exploitation a été un traumatisme économique, mais aussi social et culturel : un chômage massif s'est installé, accompagné d'un sentiment d'abandon et d'une remise en cause des modes de vie et des pratiques hérités d'un siècle et demi de mine, dans le contexte d'une culture sociale et politique plutôt paternaliste. Le dilemme était le suivant : cet héritage minier devait-il être effacé afin de pouvoir aller de l'avant, ou devait-il être pleinement réapproprié pour emprunter une autre voie ? La première option était tentante. De nombreuses villes ont voulu fermer la porte sur leur passé minier, mais souvent en conservant l'état d'esprit économique et social dont elles en avaient hérité. Les dirigeants politiques locaux se faisaient concurrence pour attirer les quelques grandes entreprises qui pouvaient vouloir venir dans leur ville, tandis que les travailleurs gardaient l'espoir de voir arriver un nouvel employeur de masse.

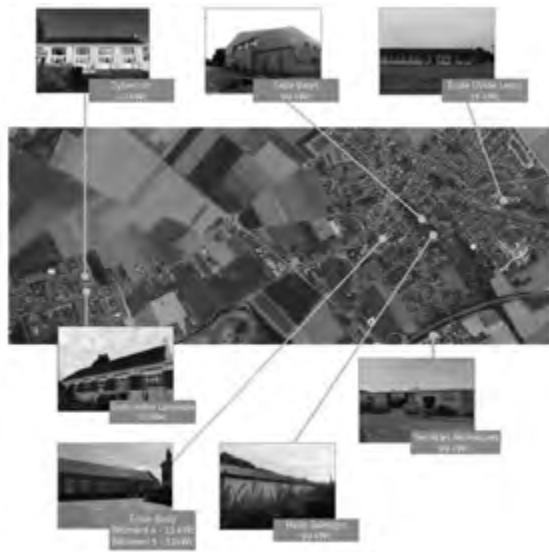
Ce ne fut pas le chemin emprunté à Loos. L'ancien maire Marcel Caron a décidé de préserver le patrimoine minier et de l'utiliser pour restaurer un sentiment de fierté collective. La « Base 11/19 », acquise par le conseil municipal dans les années 1990, a rapidement accueilli une scène théâtrale nationale, Culture commune, et après, des activités liées au développement durable et à la transition écologique. L'association Chaîne des terrils, fondée en 1989 et établie depuis 1995 dans la Base 11/19, se consacre à la protection et à la mise en valeur du patrimoine charbonnier. Grâce à ses efforts et à l'action des élus de Loos, celui-ci a même été inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco en 2012. « *On ne peut pas construire l'avenir si on rejette le passé* », fait valoir Jean-François Caron, qui a succédé à son père en tant que maire de Loos en 2001. Faire du patrimoine minier un facteur d'estime de soi collective est probablement l'une des clés des succès de Loos.

Partir des usages, des besoins et des habitants

« *Nous n'avons pas succombé au syndrome de Toyota* », explique Jean-François Caron lorsqu'on lui demande comment lutter contre le chômage de masse (environ 20 % de la population active). Loos n'a pas créé ou étendu de « zone d'activité économique » en attendant qu'une grande entreprise industrielle s'y installe, comme Toyota l'a fait à Valenciennes, à 70 kilomètres à l'est. Alors que la majorité des habitants de Loos travaille dans l'automobile (à Douvrin, une ville voisine), dans le secteur hospitalier (Lens) ou dans les services de l'agglomération lilloise, Caron privilégie les activités qui peuvent être développées au sein même de la commune : « *Je suis les principes de l'économie de la fonctionnalité, qui implique de partir des besoins des gens, et des pratiques et activités locales.* »

Avec la fin de la mine, des centaines de familles se sont retrouvées dans des maisons mal isolées, sans le charbon gratuit qui leur était octroyé pour se chauffer. Une des premières actions du conseil municipal a été de mettre en place un plan de rénovation énergétique. Dans l'un des quartiers emblématiques de la ville, les logements ont été entièrement rénovés selon les nouvelles normes énergétiques, isolés et équi-

pés de panneaux solaires, de chauffe-eau solaires, etc. Pour les habitants, cela fait une différence : leur facture d'énergie a été réduite au moins de moitié. De nouveaux logements ont également été construits avec une performance énergétique élevée (45 kWh/m² par an contre 240 kWh/m² en moyenne en France) et des frais de chauffage réduits (200 euros par an). En 2019, 15 % des logements de la ville ont été éco-rénovés ou construits selon les nouvelles normes. Les bâtiments publics, l'éclairage public et le parc automobile de la mairie ont été repensés pour réduire les besoins en chauffage et les factures d'énergie. La consommation d'électricité de la ville a été divisée par 4, ce qui conduira, une fois les investissements amortis, à une économie opérationnelle de 100 000 euros par an. Pour un budget municipal d'environ 6 millions d'euros, c'est significatif.



Des avancées concrètes, une approche systémique

« Si je commence à parler du réchauffement climatique, nous serons quatre réunis dans une salle, moi et trois bons amis. Alors que si l'on parle des économies qui peuvent être réalisées sur le chauffage, il sera évident pour beaucoup de gens qu'ils ont intérêt à participer. » Ces mots de Caron résument toute l'approche politique de son équipe municipale : partir des besoins concrets des gens pour les mobiliser. Ne pas faire en leur nom et sans eux, mais faire avec eux pour résoudre leurs problèmes. 220 réunions publiques ont été organisées dans la ville au cours de leur premier mandat (2001-2008), et près de 150 au cours du second (2008-2014). Cet accent mis sur les processus participatifs et sur le fait de mettre les gens au cœur de la prise de décision politique et de l'action publique est une rupture délibérée avec les approches technocratiques.

Un autre aspect crucial de sa méthode est que des « avancées concrètes » sont nécessaires pour s'assurer que vous puissiez poursuivre un objectif politique plus large : transformer un territoire dévasté par le développement insoutenable de l'extraction du charbon en un modèle de développement soutenable. Commencer par des actions qui prouvent que « c'est possible » montre la voie à suivre, rend les gens fiers et change les attitudes, dans un processus d'apprentissage collectif. Le défi est, en un mot, le suivant : chaque année, la ville, les ménages, les commerces

et les entreprises locales dépensent 14 millions d'euros pour le chauffage, l'éclairage et les transports. C'est deux fois plus que le budget de fonctionnement total de la municipalité. L'idée est donc d'en détourner une partie pour financer des activités locales dans des secteurs émergents, en créant des emplois et de la richesse pour le territoire tout en protégeant la planète.

Le plan solaire

Qu'une petite ville pauvre du nord de la France, fortement dépendante du charbon pendant des décennies, se soit fixé un objectif de 100 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2050 pourrait faire sourire. Les élus locaux ont commencé par renverser les clichés dominants, en démontrant qu'on pouvait très bien produire de l'énergie solaire dans le Nord. Le toit de l'église de Loos, en mauvais état, devait être réparé après chaque tempête. Après avoir

étudié plusieurs options, il a été décidé d'y installer des panneaux solaires. Ainsi, depuis 2013, le toit de l'église compte plus de 200 m² de panneaux solaires produisant 32 MWh d'électricité, l'équivalent de la consommation de 12 ménages. Il permet à la ville de gagner 5000 euros par an. Pas grand chose, dira-t-on. Mais quel symbole pour une petite ville comme Loos.

Ce manifeste grandeur nature n'est pas resté isolé. Une plate-forme solaire, appelée LumiWatt, a été installée au pied d'un terri¹. Elle se compose de 22 lots de cellules photovoltaïques de 3 kW chacune, qui testent actuellement dix technologies différentes. Des études sont menées pour tester leurs performances, leur résistance et leur adaptation au terrain afin de déterminer celles qui sont les mieux adaptées à la

EDF

Chiffre d'affaires : 69 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Jean-Bernard Lévy (PDG)

Siège social : Paris, France

Principal actionnaire : État français

Fondé en : 1946

Secteur d'activité : énergie

Employés : 154 845 (2017)

À savoir :

* EDF, ancienne entreprise publique nationale de l'électricité, appartient encore à 84 % à l'État français, mais a développé des activités importantes à l'international.

* L'entreprise a historiquement misé énormément sur l'énergie nucléaire, dont elle est le premier producteur mondial. On considère que cette stratégie du « tout nucléaire » a nui au développement des énergies renouvelables en France, en détournant les investissements. Le nucléaire explique aussi l'usage massif en France du chauffage électrique, peu efficient, et les retards de la rénovation énergétique.

* Même si EDF déclare désormais vouloir développer les énergies renouvelables y compris en France, elle n'en abandonne pas pour autant le nucléaire et continue à promouvoir un système énergétique très centralisé, à l'encontre du désir de nombreuses villes de développer des stratégies énergétiques décentralisées.

[1] Le projet a été initialement financé par la ville, l'agglomération de Lens-Liévin, CD2E (Centre pour la création et le développement d'éco-entreprises), et des investisseurs privés (EDF par exemple).

région : LumiWatt a permis de sensibiliser les citoyens, de diffuser les connaissances et l'expertise, et de collecter des données réelles sur la production photovoltaïque sur le terrain. Loos-en-Gohelle est ainsi devenue une vitrine technologique pour les énergies renouvelables, démontrant que ce qui était autrefois le cœur de la région charbonnière est encore capable d'innover.

Loos a alors pu adopter un plan solaire pour « faire un pas en avant dans la transition énergétique » et faire de la ville un « territoire à énergie positive »². Douze bâtiments publics à fort potentiel ont été identifiés, certains nécessitant des travaux de rénovation. La première phase du plan solaire (2017-2020) est douze fois plus importante que la production du toit de l'église : 440 MWh pour les huit premiers toits équipés (2500 m² de panneaux photovoltaïques), ce qui couvre plus de 90 % de la consommation d'électricité des bâtiments municipaux³.

Avec ou contre les grandes entreprises ?

Le niveau d'investissement requis pour la rénovation de l'éclairage public, des bâtiments publics, l'installation de cellules photovoltaïques, les aides financières aux projets individuels, mais aussi le développement des compétences nécessaires à une ambitieuse feuille de route vers un « territoire à énergie positive » excède les ressources financières et les capacités d'une petite ville de 7000 habitants. La municipalité souhaitait impliquer EDF (l'opérateur historique de l'électricité en France) dans ses projets et les rendre encore plus ambitieux, par exemple avec des dispositifs de stockage d'énergie dans les puits miniers. Mais EDF a finalement refusé de participer, sans donner d'explication. Est-ce parce que la direction de l'entreprise ne s'intéresse pas vraiment aux expérimentations locales et citoyennes alliant économies d'énergie et développement photovoltaïque ? En tout cas, la ville a dû se passer d'EDF.

Renforcer les capacités de l'équipe municipale et les faire passer à une échelle supérieure sont devenus un défi majeur. Le maire a recruté des employés supplémentaires et fait appel à de (petites) entreprises privées pour une assistance à la gestion de projet. Pour mettre en oeuvre le plan solaire, une société d'économie mixte (SEM) semblait la solution la plus appropriée, mais cela aurait nécessité que la ville détienne plus de 50 % de son capital. La municipalité a finalement décidé d'opérer en concession : le concessionnaire, sélectionné selon les règles des marchés publics, devra mettre en oeuvre le plan solaire, y compris l'exploitation et la maintenance des panneaux photovoltaïques. Mais ce sera un concessionnaire pas comme les autres. Il s'agit d'un consortium composé d'une entreprise privée locale, d'une société mixte régionale, de la ville de Loos et de citoyens locaux. 80 % des 560 000 € nécessaires au projet seront empruntés et les 20 % restants seront

[2] <https://www.loos-en-gohelle.fr/wp-content/uploads/2019/07/Mise-en-page-Tepos-2019-07Web.pdf>

[3] Pour ce type de projets, l'autoconsommation étant très rare en France, l'électricité produite est injectée dans le réseau électrique et achetée par EDF à un prix fixé par les pouvoirs publics et garanti 20 ans.

autofinancés, dont 10 % par la ville et 35 % par les citoyens et les acteurs locaux. L'implication des citoyens est la clé du succès du projet, d'autant plus que la nouvelle société, SAS Mine de Soleil, espère s'étendre à d'autres villes de la région.

Faire en sorte que les gens se préoccupent de rénovation énergétique dans le but de réduire leurs factures est une chose. Impliquer une population plutôt pauvre dans le développement des énergies renouvelables est un tout autre défi. La mairie a essayé de travailler très en amont avec les citoyens. Ils ont été impliqués à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre, et le plan solaire est aujourd'hui géré par une équipe mixte composée d'élus, de citoyens et de professionnels⁴. Les citoyens peuvent désormais devenir actionnaires directs de SAS Mine de Soleil, et il y a des signes d'intérêt significatif⁵. « *Les citoyens et les employés municipaux deviennent les premiers ambassadeurs de la transition énergétique locale* », explique Jean-François Caron. Un programme d'aide financière à l'achat de matériel a également été mis en place, permettant à 31 ménages de devenir autonomes en électricité. Le principe d'un panneau photovoltaïque pour tous les nouveaux-nés de la ville a également été voté par le conseil municipal. Tout cela, sans EDF ni aucune autre grande entreprise.

Mettre de l'énergie dans ce qui peut être fait au niveau municipal

Le maire reconnaît volontiers que les transports publics, et donc la réduction de la consommation d'énergie liée à la voiture individuelle, constituent une difficulté majeure. Le bassin minier n'a pas de hiérarchie urbaine, ce qui rend extrêmement difficile la mise en place d'un système de transport en commun efficace. De plus, c'est l'agglomération, et non la ville, qui a compétence sur les transports, et elle a délégué ce service à l'entreprise privée Transdev. Caron n'a jamais obtenu ce qu'il demandait (des bus avec porte-vélos) pour réduire les déplacements en voiture de ceux qui n'ont pas d'arrêt de bus près de leur domicile ou de leur lieu de travail. Il n'a pu aménager que 10 kilomètres de pistes cyclables, 15 kilomètres de voie verte et acheter 7 véhicules utilitaires GNC pour la ville.

La mairie s'efforce d'intervenir de façon systémique dans les domaines où elle le peut. Par exemple structurer et développer le secteur de la transition énergétique en créant des emplois, faciliter la création de petites entreprises et former les gens. La « Base 11/19 » abrite plusieurs centres de R&D : un centre de ressources pour le développement durable (CERDD), un centre de création et de développement des éco-entreprises (CD2E), et désormais un centre de formation et d'apprentissage pour les nouveaux métiers de l'éco-construction. Environ 150 emplois ont été créés. « *Le centre de recherche et développement sur les éco-matériaux et les énergies*

[4] <https://plansolaire.loos-en-gohelle.fr/site/>

[5] Bulletin d'intention de souscription à « Mines de soleil » : <https://energethic-asso.fr/appel-a-financement-loos-en-gohelle/bulletin-dintention-de-souscription-mine-de-soleil/>



renouvelables est une référence nationale, selon Caron. Notre constance et notre cohérence ont uni autour de nous de nombreux partenaires techniques et financiers, État, région, Europe, tout en renforçant l'attractivité de notre territoire. » Principalement tertiaire, avec une zone d'activité légère et une centaine de commerces et artisans, l'activité économique de Loos est dynamisée par ces nouveaux secteurs verts, permettant à des activités traditionnelles (comme les restaurants) de survivre.

Il y a huit ans, moins de 2 % de la surface agricole du vaste territoire de Loos était cultivée en agriculture biologique. La plupart des agriculteurs, spécialisés dans les cultures de plein champ (pommes de terre, betteraves, citrouilles et carottes), généralement avec des pesticides et pour de grands groupes agroalimentaires tels que McCain ou Bonduelle, étaient réticents envers les projets de transition écologique du maire. En 2010, la ville a récupéré une dizaine d'hectares et lancé un appel à projets avec trois conditions : des méthodes biologiques, des projets collectifs, et pour chaque hectare reçu, l'agriculteur devait convertir un hectare de ses terres en bio. Grâce à cette troisième condition, les agriculteurs ont progressivement questionné leurs propres pratiques. Aujourd'hui, 100 des 800 hectares de la ville sont en cours de conversion, et plusieurs autres grandes exploitations envisagent de le faire.

« L'innovation est la désobéissance qui a rencontré le succès. » Grâce à une volonté politique clairement identifiée, Loos-en-Gohelle apparaît désormais comme l'un des fleurons de la transition énergétique en France. « *L'innovation est la désobéissance qui a rencontré le succès* », fait valoir Caron, qui reconnaît cependant que « *la difficulté est de changer d'échelle* » et qu'étendre les innovations sociales ou environnementales est un défi au quotidien. L'agence française de transition énergétique Ademe a fait de Loos un « démonstrateur de la conduite du changement vers une ville durable », pour tirer des leçons de cette expérience qui pourraient à terme enrichir les politiques nationales de transition énergétique et écologique⁶.

[6] https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/demonstrateur_loos-en-gohelle_8709.pdf

Identifier des méthodes et des pratiques permettant aux villes et territoires de prendre ou reprendre le contrôle de leur politique énergétique est essentiel. Néanmoins, il ne s'agit probablement pas d'une simple question de « copier-coller ». L'exemple de Loos le montre : la transition ne peut se réduire à la mise en œuvre de procédures et de bonnes idées. C'est avant tout un projet politique, qui doit tenir compte de l'histoire de la ville, de la réalité sociale et économique de la région et de ses habitants. « *Montrer que vous pouvez faire tout ça tout en étant pauvre a un énorme pouvoir de démonstration* », explique le maire de Loos-en-Gohelle, qui a fait de sa cité un laboratoire de ce qu'une petite ville sans ressources peut faire en termes de transition écologique. « *Il n'y aura pas de transition écologique et sociale sans transition économique et sans renouveau démocratique.* » Là est peut-être le défi : ne plus séparer et cloisonner les politiques publiques mais les articuler autour d'une vision d'émancipation individuelle et collective en faveur de la transition écologique.

Quand la protection de l'eau se transforme en repas de qualité pour les écoliers

BARNABÉ BINCTIN

La ville française de Rennes, comme beaucoup d'autres, s'est retrouvée confrontée à la contrainte du droit des marchés publics, et à l'impossibilité d'introduire une clause « localiste » dans l'approvisionnement de ses cantines scolaires. Un comble dans une région aussi agricole, première productrice laitière de France, où les records de production porcine et de volaille sont régulièrement battus. Mais si l'agriculture bretonne est si productive, ce n'est pas tout à fait le fruit du hasard, et les méfaits de cette production intensive sont désormais largement connus. Notamment ses conséquences sur les ressources en eau, saturées de nitrates et de produits phytosanitaires, et dont les coûts de traitement pour assurer sa potabilité ne cessent d'augmenter. De ce double défi, la municipalité a décidé de faire une opportunité de contourner l'interdiction du critère géographique dans les marchés publics d'approvisionnement.

Comment ? En déguisant la finalité en un simple moyen. Une collectivité ayant la compétence et les pouvoirs juridiques nécessaires pour oeuvrer à la protection de son environnement, et notamment de sa ressource en eau, l'achat d'aliments peut être mis au service de cet objectif. On n'écrit alors plus « achat d'un yaourt issu du territoire rennais », formulation illégale au regard du Code européen des marchés publics, mais « achat d'un yaourt garantissant la qualité d'eau du bassin rennais ». Dès lors, le statut du marché public change. « *On demande aux producteurs de nous vendre une garantie de qualité de l'eau plutôt que de nous vendre une denrée alimentaire. Et donc, au lieu d'acheter un produit, on achète un service qui peut, lui, être localisé* », explique Nadège Noisette, adjointe déléguée aux approvisionnements à la mairie de Rennes. Une innovation juridique qui permet de faire coup double : l'aliment, de fait, est bien produit localement, mais il participe également à une transformation en profondeur des pratiques de la filière agricole.

Cela sous-entend, bien sûr, que les agriculteurs sont considérés comme responsables de cette dégradation de l'eau. « *On a fait faire une expertise juridique, qui sera valable en cas de contentieux, si jamais ce marché était contesté* », assure Daniel Helle, de la collectivité Eau du Bassin Rennais (EBR), le syndicat mixte regroupant 56 communes qui gère la production de l'eau pour l'agglomération rennaise (environ 500 000 habitants au total). Pour autant, l'ingénieur n'a pas l'intention d'en faire un argument supplémentaire pour stigmatiser les agriculteurs, au contraire. Il

parle d'une démarche de société globale : « *On demande certes aux agriculteurs de changer leurs pratiques, mais en échange, on leur garantit un débouché. C'est une démarche de partenariat, et c'est en cela que c'est un changement de paradigme. L'idée n'est absolument pas de laisser la profession agricole se dépêtrer seule avec cette transformation, mais d'impliquer également le citoyen-consommateur. Les arrêtés de limitation des épandages de pesticides, c'est très bien, parce que ça crée du rapport de force, mais pourquoi ne prendrait-on pas également des arrêtés pour obliger les gens à manger bio ?* ».

C'est autour de cette notion de « gagnant-gagnant » que s'est construit le dispositif. Un processus vertueux à tous les niveaux : « *Cette incitation à l'écoulement de leur stock, c'est ce qui nous permet d'assurer du local et du durable pour nos cantines, car on a mis des critères précis, avec un cahier des charges spécifique en matière de protection de l'eau, qui obligent à modifier les façons de produire* », poursuit Nadège Noisette. Évidemment, seuls les agriculteurs ayant un impact sur les captages sont éligibles au partenariat. Mais avec 2000 exploitations sur les 1500 km² des bassins versants rennais – une aire d'alimentation en eau aussi grande que celle de Paris – les candidats ne manquent pas pour répondre aux besoins des cantines rennaises, maternelles et primaires, et leur 11 000 repas/jour. Au passage, c'est aussi tout l'intérêt de garder la main sur ses cantines, en régie : à Rennes, les repas sont fabriqués chaque jour par une armée de 37 cuisiniers, fonctionnaires municipaux. Si les cantines avaient été déléguées à une entreprise, la question de travailler sur la provenance du fournisseur ne se poserait même pas...

La ville de Rennes travaille depuis près de 10 ans sur ce projet. En 2009, Eau du Bassin Rennais intègre le Réseau du Grand Ouest, qui regroupe tous les acheteurs publics de la région souhaitant réfléchir aux moyens de rendre plus responsable leur commande publique. Parmi tous les types d'achat (de la fourniture de bureau au bâtiment, en passant par la prestation d'entretien), un groupe se crée sur la restauration collective, au sein duquel germait ce dispositif pionnier. Travaillé avec des avocats et des experts des marchés publics, le modèle est expérimenté une première fois dans le cadre d'un petit marché public en 2015 : 50 000 euros d'achats auprès de 3 producteurs – uniquement du porc et du lait. Le test s'étant vite révélé concluant, la municipalité est passée à la vitesse supérieure en 2018 à l'occasion d'un deuxième marché public, intégrant d'autres collectivités au passage : 300 000 euros auprès de vingt agriculteurs différents, avec une gamme de produits élargie aux maraîchers et aux paysans-boulangers. Désormais, pommes, pain, jambon et lait servis dans les cantines peuvent provenir de ces fameux bassins versants. Concrètement, cela représenterait environ 60 % des yaourts servis et une dizaine de repas en porc par an. Une nouvelle étape doit maintenant faire passer le système à une tout autre échelle. À travers le développement de la marque « Terres de sources », récemment lauréate d'un plan d'investissement de l'État¹, l'ambition est désormais

[1] Plus d'infos ici : <https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/medias/pia/fiche-projet-terres-de-sources.pdf>

de rendre accessible ces produits au plus grand nombre, en les intégrant dans des chaînes de distribution classiques, autrement dit les supermarchés de la région.

Le modèle rennais se distingue des nouvelles « fermes municipales » qui émergent en France (voir l'article qui leur est consacré ailleurs dans cette publication), mais les objectifs sont les mêmes. Choisir entre les deux options dépend bien entendu des volumes à fournir, mais aussi des conditions de ressources de la commune. Les deux ne sont pas forcément incompatibles. « *Nous menons actuellement une réflexion sur la faisabilité d'une régie agricole sur les quelques terres agricoles dont nous disposons, explique Nadège Noisette. Pourrait-on y produire des denrées qu'on ne trouve pas sur le marché, autour de nous ? Par exemple, y planter des fruitiers, des légumineuses ou des céréales qu'on ne cultive plus spécialement dans le coin ? En cela, il pourrait y avoir une complémentarité intéressante.* » Une chose est sûre, l'élue écologiste ne voit pas pour autant la régie comme une solution miracle pour les municipalités : « *Les villes étant très contraintes sur leur dépense de fonctionnement et leur masse salariale, je ne suis pas convaincue qu'embaucher le producteur soit le plus intéressant, d'un point de vue économique. Travailler avec l'existant, cela permet aussi d'encourager et de valoriser la transition agricole.* »

« *D'un côté, la commande publique est un levier puissant pour structurer des filières agricoles, de l'autre la régie agricole permet de sécuriser le métier et d'offrir d'autres débouchés aux agriculteurs, résume Daniel Helle. Ce sont deux véritables outils pour les collectivités pour reprendre la main sur l'alimentation et l'orientation des politiques agricoles !* »

Ville vitrine, ville agora

Une vision pour Barcelone depuis le secteur de l'économie solidaire

GUERNICA FACUNDO

Une ville mondialisée comme Barcelone est face à un choix : devenir de plus en plus une ville « vitrine », soucieuse de plaire aux touristes et aux investisseurs, ou (re)construire une ville « agora » centrée sur les besoins et les aspirations de ses habitantes et habitants. Le secteur de l'économie sociale et solidaire a des idées pour la faire pencher dans le bon sens...

Récemment, un groupe de travail a élaboré un document mettant en contexte le secteur de l'économie solidaire à Barcelone et les tendances mondiales auxquelles il est soumis, dans le but de proposer des pistes stratégiques pour les dix prochaines années. La première esquisse de ce document, élaborée par Jordi Estivill¹, avançait l'idée qu'une ville comme Barcelone pouvait être considérée comme oscillant entre une « ville vitrine » et une « ville agora ».

Partant de cette idée, et dans l'optique d'aborder le rôle de l'économie solidaire face à la mondialisation de la capitale catalane, les modestes réflexions qui suivent tournent autour de la question de savoir dans quel type de ville nous souhaitons vivre : une « ville vitrine », développée, tournée vers et très sensible aux décisions et actions de celles et ceux qui n'y vivent pas ; ou bien une « ville agora », capable de générer une vie sociale et économique fondée sur la proximité, et centrée sur les besoins et les aspirations des gens qui y vivent et y travaillent ?

Nous aborderons ensuite les effets que la « Barcelone vitrine » entraîne sur les vies de ses citoyennes et citoyens, en particulier les dynamiques provoquées par la pré-

[1] *Invitació a l'economia solidària. Una visió des de Catalunya*. Jordi Estivill. Col·lecció Eines 2, Xarxa d'Economia Solidària. Pol·len Edicions, 2019.



SONSE, CC BY

sence écrasante des multinationales et, bien sûr, du tourisme. Enfin, pour conclure notre réflexion, nous décrirons les stratégies qui guident le réseau d'économie solidaire de Catalogne, la XES, dans l'optique du développement d'une ville agora.

Villes vitrine, villes agora

Parfois, je vis dans ma ville et je m'en sens fière, elle me rend heureuse, et j'en ai la chair de poule ; parfois aussi, je la subis et elle me donne des nausées, elle me rend triste ou me révolte.

Je me sens fière et heureuse lorsque les avenues et les places se remplissent de musiciens et d'artistes ; lorsque des personnes que j'admire prennent la parole et échangent dans des espaces ouverts ; lorsque j'occupe la rue avec des inconnues pour porter de façon festive des revendications – n'importe quelle revendication ; lorsque des gens très différents luttent sous un drapeau de quelque couleur que ce soit et avec des slogans de toutes sortes ; lorsque le bord de la route est aussi à moi quand je suis à vélo ou en train de courir, ou encore quand je marche, je crie et je chante à pleins poumons là où en temps normal ne passent que des véhicules motorisés ; lorsque je vais au marché le samedi, et qu'au quotidien la boulangère, le facteur et le gardien me reconnaissent et me disent bonjour.

Je suis en colère et très triste lorsque je vois des gens, et ils sont nombreux, qui vivent dans la rue, dorment devant les bureaux d'une banque ; lorsqu'on rebaptise Ciudad Meridiana la « cité des expulsions » et La Mina (ce quartier abandonné par le capital) « la cité sans loi » ; lorsque je vois un immeuble transformé en hôtel ou un local vide en comptoir de jeux de hasard ; lorsque j'entends parler à la

radio des embouteillages de sept heures du matin et que je vois des trottoirs qui débordent d'objets en tout genre et t'empêchent d'avancer ; lorsque je me souviens des endroits où je ne vais plus me promener parce qu'il y a trop de monde et de touristes ; lorsque les violences policières s'abattent sur celles et ceux qui peuvent le moins se défendre ; lorsque le classisme se drape de racisme ; lorsque les places sans bancs publics sont occupées par des dizaines de terrasses.

La forme des espaces physiques est fonction des pratiques qui s'y développent ; ainsi, les relations sociales qui ont lieu dans une ville sont en même temps les forces créatrices de cette ville qui les rend possibles. Et dans cette ville, il y a des gens qui en font un lieu de rencontre, et d'autres qui en font un lieu d'extraction économique.

Dans une interview récente avec l'Observatoire du changement rural en Équateur², David Harvey expliquait que les villes sont créées par leurs habitants, mais dans le cadre de dynamiques de circulation du capital lequel, de plus en plus et de façon exponentielle, a besoin de « bouger », d'acheter et de vendre du foncier, de construire des immeubles, de générer de nouvelles infrastructures, de décider des standards de mobilité ou de rassembler des données pour les vendre plus tard. Ces dynamiques interagissent avec nos vies, bien qu'elles n'aient aucun sens économique, social ni évidemment environnemental, puisqu'elles ne servent qu'à spéculer et à « *perpétuer les relations capitalistes de classe* ». Pour lui comme pour Henri Lefebvre, le droit à la ville (défini dès 1968³) exige un combat théorique et pratique contre l'urbanisation capitaliste, et plus encore, contre le mode de production que celle-ci contribue à perpétuer.

Ma ville agora me rend heureuse ; ma ville vitrine me révolte. C'est au sein de cette contradiction permanente que vit la majorité des habitants de Barcelone, tout en essayant d'exercer leur droit à la ville. Un droit qui, comme le rappelle Harvey, n'est ni matériel ni historique, mais bien politique : le droit à décider et à transformer l'environnement dans lequel nous vivons. Pour lui, la question qu'il faut se poser est : « Quel type de ville voulons-nous ? » Une question inséparable des suivantes : « Quel type de personnes voulons-nous être ? » et « Quels types de relations sociales voulons-nous rendre prioritaires ? »

Barcelone : radiographie de la ville vitrine

Barcelone, l'une des dix villes les plus « instagramées » d'Europe en 2018, est perçue par beaucoup comme une ville-souvenir, une ville-profits ou une ville-spéculation. Ainsi, pour procéder à une courte radiographie de la « Barcelone vitrine » au service des multinationales, je me concentrerai sur la triade technologie-tourisme-urbanisme, trois secteurs intimement liés entre eux.

[2] <https://www.youtube.com/watch?v=ySFWeukQJy8>

[3] *Le droit à la ville*. Éditions Anthropos, 1968.

En février 2018, l'étude « Barcelone aux yeux du monde 2018 »⁴ concluait que la capitale catalane bénéficie aujourd'hui de l'image positive d'une ville riche en potentialités pour se développer, investir et faire des affaires, une ville avec une industrie technologique et biomédicale innovante, ancrée dans la créativité, vibrante et idéale pour les « urbains inquiets » d'un point de vue culturel.

Cette image projetée de Barcelone, où « *le développement personnel est compatible avec la réussite professionnelle, tout en permettant de jouir d'une vie épanouie dans tous les sens du terme et à chaque moment* »⁵, est basée sur six piliers : connexion, initiative, âme, contrastes, talent, et engagement. Je voudrais m'arrêter sur le pilier de la connexion, qui me semble le plus illustratif de certaines inégalités provoquées par la ville vitrine. À ce sujet, il est affirmé en premier lieu que « *la localisation privilégiée de Barcelone ainsi que ses infrastructures en font une ville parfaitement connectée avec le reste du monde* », et j'ajouterais : séduisante pour les grands investisseurs privés.

La déesse Technologie

En 2017, Barcelone était le leader mondial de l'accueil de congrès internationaux. Cette année-là, la ville a hébergé 195 congrès et 2134 réunions d'affaires⁶, avec un total de 674 890 participants. Tout cela sans compter le « super congrès » de la téléphonie mobile, le World Mobile Congress, qui réunit les plus grandes multinationales du secteur et accueille un nombre énorme de participants (109 000 en 2018).

En 2017 encore, la ville concentrait 18,3 % des entreprises de technologie de Catalogne, et 48,8 % des emplois du secteur⁷. Mais alors même que Barcelone est reconnue pour ses nombreuses entreprises technologiques, les fractures numériques persistent entre les quartiers, en fonction de l'âge et du niveau d'instruction⁸ : 16 % des logements de la ville n'ont pas accès à internet (et jusqu'à 38,8 % à Torre Baró, Ciutat Meridiana et Vallbona), et 3,7 % des habitants ne peuvent pas se le permettre.

Au même titre qu'Amsterdam, Bristol, Paris, San Francisco ou Séoul, Barcelone est considérée comme l'une des villes les plus collaboratives du monde, où « *se développent des initiatives publiques et privées qui favorisent l'économie collaborative,*

[4] *L'étude 'Barcelona als Ulls del Món 2018'* (https://ajuntament.barcelona.cat/premsa/wp-content/uploads/2019/01/Barcelonaalsullsdemon_sintesi.pdf) se fonde sur des enquêtes auprès de personnes de passage pour le tourisme ou les affaires (sur Internet et en présentiel), auprès d'habitants de Barcelone, de journalistes de principaux pays d'origine des touristes, d'experts en création de marque, et d'hommes et de femmes d'affaires. Au total de plus de 3000 entretiens entre fin 2017 et début 2018, complétés par l'analyse de plus de 260 000 conversations sur Twitter sur Barcelone, Amsterdam, Singapour ou Miami.

[5] AlwaysBarcelona, <https://www.always.barcelona/identitat-posicionament-barcelona-un-relat-coral-brand-book.pdf>

[6] http://bcb_development.barcelonaturisme.com/es/section/news-room/6.html

[7] « Barómetro del sector tecnológico en Cataluña 2018 », <http://www.ctecno.cat/wp-content/uploads/2018/07/Bar%C3%B3metro-sector-tecnol%C3%B3gico-2018-castell%C3%A0.pdf>

[8] « La brecha digital en la ciudad de Barcelona », <https://mobileworldcapital.com/es/cletxa-digital/>



FESC, CC BY-SA

donnent du pouvoir aux gens, s'attaquent aux inégalités sociales et permettent une amélioration de la qualité de vie »⁹.

Jusqu'ici, tout va bien. Le problème apparaît quand on mélange les torchons et les serviettes, en mettant dans le même sac des modèles socialement respectueux, qui promeuvent l'innovation et le bien-être collectif à partir de principes de partage (espaces de coworking, coopératives de consommation, banques de temps, monnaies complémentaires, échanges de biens de seconde main, etc.) avec les grandes plateformes technologiques de services (tourisme, transport, logement...) qui extraient des profits de l'échange entre personnes.

Ces dernières sont des entreprises agressives et énormes, qui spéculent sur les données, qui font des investissements astronomiques... non rentables¹⁰ ! Des entreprises qui font tout pour échapper aux régulations nationales et locales, et dont l'impact est clairement négatif sur la vie des gens. Et on les appelle des « licornes »... Quarante deux villes du monde se sont donné rendez-vous à Barcelone en 2018 pour signer la Déclaration des « Shared Cities »¹¹, dans le but de mettre des limites aux atrocités que vivent les citoyens du fait du « capitalisme de plateforme », pour reprendre les mots de Nick Srnicek¹².

Le dieu Tourisme

Saida Palou, dans sa thèse « Barcelona, destinació turística »¹³, explique comment, depuis le début du XX^e siècle, la ville a construit son image de marque à travers la

[9] <https://blogs.20minutos.es/capeando-la-crisis/tag/compartir/>

[10] <https://www.eleconomista.es/mercados-cotizaciones/noticias/9878444/05/19/Jose-Cobos-NYSE-El-mercado-se-siente-comodo-invirtiendo-en-tecnologicas-no-rentables-porque-apuestan-por-su-potencial.html>

[11] <http://www.share.barcelona/declaration/>

[12] Nick Srnicek, *Platform Capitalism*, Polity, 2016

[13] <http://hdl.handle.net/10803/21771>

projection d'un imaginaire et de valeurs, tout en se regardant et se racontant telle qu'elle était perçue par le monde extérieur. Ce récit n'est pas gratuit : il est le résultat d'une collusion (ou d'un conflit, selon les époques) entre les modèles politiques proposés pour la ville et les intérêts économiques privés de ses classes dominantes. C'est probablement pour cette raison que tous les gouvernements locaux sans exception ont repris à leur compte (ou se sont soumis à) la « nécessaire » promotion (pour ne pas dire vente) économique de la ville, confiée à des organismes paramunicipaux. Ces institutions de promotion touristique, économique, et d'attraction des investissements sont souvent devenues des bastions de contre-pouvoir qui s'opposent même à certaines politiques municipales.

La connectivité permet de vanter une « *Barcelone [qui] dispose de l'un des ports les plus importants de la mer Méditerranée, un des systèmes de transport ferroviaire les plus rapides [...] et un des aéroports internationaux connaissant la plus forte croissance, en termes de nombre de vols, de passagers et de connexions, au cours des dernières années* » (50 millions de passagers en 2018 et 70 millions prévus pour 2026¹⁴). Et ainsi de suite. Entre autres succès, on peut noter l'entrée dans le vocabulaire international du néologisme *barcelonisation*¹⁵ pour parler de la mort d'une ville par excès de succès touristique. Selon Carlos García¹⁶, cela fait longtemps que Barcelone apparaît dans les publications internationales comme l'un des exemples les plus flagrants de *l'overtourism*. L'Organisation mondiale du tourisme l'a choisie, avec sept autres villes, pour étudier le phénomène et proposer des mesures de remédiation¹⁷.

Le dieu Urbanisme

« Barcelone aux yeux du monde 2018 » poursuit en expliquant que la ville stimule la connexion « *grâce à un tissu social dans les quartiers et avec le reste des villes de sa région métropolitaine* », « *dispose d'espaces mixtes où cohabitent des commerces, des logements et des centres d'affaires, et promeut des initiatives et des plateformes qui en font une ville intelligente et avancée* ». Gerardo Pisarello, conseiller municipal du mouvement municipaliste Barcelona en Comú, affirmait lors de la présentation de cette étude que « *Barcelone n'est pas une ville sur laquelle on peut spéculer* ». Mais les multinationales savent bien que si.

Blackstone¹⁸, qui est à l'heure actuelle la plus importante entreprise de spéculation immobilière au monde, profite de la disponibilité à Barcelone de logements vides de vie et remplis de dettes. L'entreprise bénéficie également de l'effet d'attraction

[14] https://www.viaempresa.cat/economia/aeroport-barcelona-passatgers-inversio_209668_102.html

[15] « *Non, je ne crois pas qu'ait vraiment lieu cette barcelonisation [...] à Madrid, le tourisme n'est pas aussi envahissant qu'à Barcelone. Ici, il n'y a pas d'invasion à chaque coin de rue* ». Déclaration de Manuela Carmena au journal *La Vanguardia* 23/02/2019

[16] <https://www.carlosgarciaweb.com/overtourism-o-masificacion-turistica/>

[17] https://www.e-unwto.org/pb-assets/unwto/Overtourism_Factsheet.pdf

[18] https://www.metropoliabierta.com/el-pulso-de-la-ciudad/en-la-calle/tupida-red-mayor-fondo-buitre-espana-1_14188_102.html

que la ville exerce sur les acheteurs du monde entier, dont l'important pouvoir socio-économique n'a d'égal que le désir d'une ville cosmopolite – des acheteurs aux référents culturels globalisés, pour qui les bars et les restaurants doivent tourner 24h/24 à chaque coin de rue. Et c'est ainsi que Barcelone, la ville qui héberge la deuxième rue la plus chère d'Europe au mètre carré¹⁹, est également une ville où la principale préoccupation des habitants est le problème du logement²⁰.

Cette préoccupation n'est pas infondée, Blackstone n'étant que la partie émergée de l'iceberg. Barcelone connaît une très forte présence d'investisseurs en achat et revente immobilière. *« La faible rentabilité qu'offrent d'autres produits d'investissements, la chute des cours de la bourse au cours des douze derniers mois, et la bonne santé du marché de l'immobilier, dont les prix ne cessent d'augmenter, tant au niveau de l'achat que des loyers, ont poussé les investisseurs à se déplacer presque massivement vers les actifs immobiliers. Ces opérations ne requièrent presque pas de financement et contribuent à alimenter la hausse des prix²¹. »* Le logement à Barcelone n'est pas fait pour loger, il est fait pour générer des profits, et cela n'est pas sans conséquences : une étude du Centre d'Estudis Sociològics de 2018 montrait que 27 % des Barcelonais ont quitté ou pensent quitter Barcelone, dans la grande majorité des cas pour des raisons économiques²².

Et bien qu'aujourd'hui, Barcelone cherche à être un *« modèle progressiste où le développement personnel est compatible avec la réussite professionnelle, tout en permettant de jouir d'une vie épanouie dans tous les sens du terme et à chaque moment »*²³, la capitale catalane est également une ville aux inégalités socio-économiques criantes (par exemple, le problème de l'accès au logement que connaît la ville depuis la fin du siècle dernier), et où l'arrivée des multinationales (que la ville elle-même cherche à attirer, en particulier depuis 1992) a généré de nouvelles inégalités.

Propositions de l'économie sociale et solidaire pour le développement de villes agora

Le siège du XES, le réseau d'économie solidaire de Catalogne, se trouve à Barcelone. Ce réseau fait la promotion d'un modèle de ville agora dans laquelle les liens socio-économiques entre citoyennes et citoyens seraient tournés non pas vers la satisfaction du capital, mais vers leurs propres besoins, en prenant appui sur les liens locaux et en générant un marché social.

[19] <https://www.lavanguardia.com/economia/20190820/464187796214/calles-caras-espana-vivienda-comprar-barcelona-madrid.html>

[20] Enquesta de serveis municipals 2018, Municipalité de Barcelone. https://ajuntament.barcelona.cat/premsa/wp-content/uploads/2018/10/r18021_ESM_Encreuaments_Evolucio_1989_2018_v1_0.pdf

[21] https://www.metropoliabierta.com/el-pulso-de-la-ciudad/nueva-burbuja-inmobiliaria-en-barcelona_11708_102.html

[22] https://www.metropoliabierta.com/el-pulso-de-la-ciudad/barcelona-gente-ido-gente-ira_11663_102.html

[23] AlwaysBarcelona, <https://www.always.barcelona/identitat-posicionament-barcelona-un-relat-coral-brand-book.pdf>

Dans cette perspective, le XES met en place une stratégie de sensibilisation, de cartographie, d'auto-reconnaissance et de mise à disposition d'outils pour améliorer notre environnement et influencer les politiques publiques afin qu'elles encouragent au maximum l'économie solidaire et intègrent elles-mêmes ses valeurs.

En matière de sensibilisation et de cartographie, les deux outils principaux que le XES mobilise sont la Foire de l'économie solidaire de Catalogne (FESC)²⁴ et le site web PamaPam²⁵. La FESC n'est pas seulement un moment fort de promotion de l'économie solidaire à Barcelone ; c'est aussi un moment de rencontre entre les différentes initiatives. PamaPam est un outil collectif de recensement et de cartographie des initiatives d'économie solidaire qui permettent à la population de pouvoir choisir un mode de consommation critique et responsable.

De la même manière, le bilan social²⁶, avec le rapport annuel sur le « Marché Social en Catalogne » qui en découle et les réseaux locaux d'économie solidaire, sont au cœur de notre stratégie d'auto-reconnaissance et de soutien mutuel.

Le bilan social est un outil qui permet de rendre des compte et mesurer l'impact social, environnemental et de bonne gouvernance des organisations de l'économie solidaire, utilisé depuis 2007 (mais qui a connu une forte évolution depuis en termes de complexité, de programmation technologique et de rigueur technique). Aujourd'hui, le bilan social est devenu un outil de référence. En 2018, 188 entreprises et entités catalanes l'ont utilisé (450 sur l'ensemble du territoire espagnol), et 231²⁷ en 2019.

La construction d'un marché social signifie la « mise en œuvre concrète d'un circuit économique tourné vers la satisfaction des besoins, sur la base des principes de l'économie sociale et solidaire [...] où se rencontrent, se connectent, s'articulent et entrent en interrelation et en intercoopération les pratiques économiques fondées sur les valeurs de l'économie solidaire. [...] La construction d'un marché social s'appuie sur la création de cercles vertueux de l'économie solidaire à partir de la stimulation endogène des échanges et des flux économiques entre entreprises gérées avec et par les personnes qui y travaillent, les consommatrices et les épargnantes, et avec le soutien d'entités de financement afin que l'investissement soit fluide. »

En parallèle, les réseaux locaux de l'économie solidaire en Catalogne constituent eux aussi un outil fondamental d'auto-reconnaissance et de soutien mutuel entre organisations d'un même territoire (quartier, commune, canton). Onze réseaux de ce type existent à ce jour : quatre à Barcelone et sept dans le reste de la Catalogne. Huit autres sont en cours de constitution, dont trois dans des quartiers barcelonais.

[24] <http://fesc.xes.cat/fira>

[25] <https://pamapam.org>

[26] <http://mercatsocial.xes.cat/ca/eines/balancsocial/>

[27] <http://mercatsocial.xes.cat/noticies/231-entitats-participen-al-balanc-social-2019/>

Ces réseaux locaux sont un excellent exemple de construction de villes et de villages agora, au sens où ils articulent et donnent un sens collectif au travail « *entre initiatives coopératives, initiatives populaires communautaires, médias locaux et alternatifs, organisations transversales (comme Som Energia, Fiare ou Coop57), mouvements sociaux et de quartier (comme la PAH, les associations de voisinage, le mouvement agroécologique ou l'économie pour le bien commun)* », espaces d'autogestion culturelle (universités populaires, « *casal* »..) et plans communautaires. Ces réseaux représentent dès lors de véritables archipels de résistance face aux affaires juteuses des multinationales, et de promotion du travail autogéré, de la consommation collective, de la défense du droit des citoyens, des dynamiques de soutien mutuel, etc.

D'autres propositions relèvent de la pression politique directe. Le XES met en avant deux outils : le bilan communautaire²⁸, qui permet de rendre des comptes et d'améliorer de façon permanente les processus de gestion communautaire des équipements et des espaces publics ; et la déclaration des « 15 mesures pour une Économie sociale et solidaire dans les mairies »²⁹. Le bilan communautaire (qui recoupe partiellement le bilan social) se veut un outil pour favoriser et faciliter la justification de la politique locale de patrimoine citoyen, dans la mesure où il permet de mesurer l'impact et le retour social à la communauté. Les « 15 mesures » sont un axe de travail plus récent du XES, visant à impulser des politiques locales de développement de l'économie sociale et solidaire dans toute la Catalogne.

Au début de cet article, nous expliquions que face à la mondialisation de la capitale catalane, l'économie solidaire faisait le pari d'un modèle de ville agora. Au-delà de la dénonciation des impacts et du poids des multinationales dans notre ville, ce pari se fonde sur la praxis : des propositions concrètes d'alternatives autogérées, de consommation consciente et de production démocratique, la construction d'outils pour améliorer les organisations de l'économie solidaire elles-mêmes, une pression sur les politiques publiques, en particulier au niveau local. Partant de la dimension personnelle et collective, l'économie solidaire propose une manière d'être et de nouer des relations sociales pour vivre dans une « Barcelone agora ». Un modèle de relations sociales radicalement opposé à celui de la « Barcelone vitrine » des multinationales, qui nous parle du type de ville dans laquelle nous voulons vivre et, surtout, de quel type de personnes nous voulons être.

[28] <http://mercatsocial.xes.cat/ca/eines/el-balanc-comunitari/>

[29] http://xes.cat/wp-content/uploads/2019/04/15mesures_2019.pdf

Bonne nouvelle du bord de l'abîme

L'histoire de Horní Jiřetín, petite ville de Bohême qui a défié l'industrie charbonnière

RADEK VRABEL

Horní Jiřetín, une petite ville de République tchèque, devait disparaître des cartes et céder la place à une mine de charbon. La lente restauration d'une société civile locale et des liens de citoyenneté ont fini par la sauver. Aujourd'hui, la ville va de l'avant avec des projets de transition énergétique, afin de se débarrasser non seulement de l'exploitation du charbon sur son territoire, mais aussi de la dépendance aux énergies fossiles en général.

Avant la « révolution de velours » de 1989 en Tchécoslovaquie, Horní Jiřetín était une ville destinée, malgré son statut historique important et sa localisation dans la région royale, à disparaître complètement pour céder la place à l'exploitation à ciel ouvert du charbon brun, ou lignite. Habitée par environ 2 500 habitants, la ville devait être effacée par le régime communiste, davantage intéressé par la quantité de matières premières extraites que par la préservation du patrimoine et des valeurs culturelles historiques de ses prédécesseurs.

Malgré toutes les difficultés, dans la période difficile des années 1970 où plus de quarante villages et villes ont disparu de la carte dans la seule région de Bohême du Nord, Horní Jiřetín et la bourgade voisine de Černice ont été préservées de la destruction. Ce fut le résultat des efforts conjugués d'innombrables personnalités, dirigeants politiques locaux, géologues, professionnels et aussi d'associations et d'organisations à moitié clandestines, qui, à une époque de répression, en particulier

durant la période de la « normalisation » (à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968), n'avaient pas beaucoup de moyens pour se défendre contre la propagande venue d'en haut.

Après la révolution de velours : du charbon public au charbon privatisé

En novembre 1989, la Tchécoslovaquie est redevenue une nation libre après plus de quarante ans d'ingérence soviétique, mais les malheurs de Horní Jiřetín n'ont pas cessé pour autant. La compagnie charbonnière qui menaçait l'existence de la ville a été privatisée, sous le nom de Mostecká uhelná společnost a. (« Société charbonnière de Most »). Moins d'un an après la création d'un État tchèque indépendant en 1992, l'entreprise a réussi à raser un autre village de Bohême du Nord, Libkovice. Le site de ce village, victime de l'extraction et de la combustion du charbon brun, n'a même pas encore été exploité à ce jour.

En l'occurrence, la nouvelle entreprise charbonnière privée n'a rencontré absolument aucun problème pour étendre ses activités destructrices au-delà des « limites minières » censées protéger Libkovice. Ces limites, établies par le premier gouvernement démocratique après la fin de l'ère communiste, protègent encore une partie importante de la Bohême du Nord de l'extraction du lignite, y compris le territoire cadastral de Horní Jiřetín et Černice. Elles devaient être une garantie permanente de sécurité pour une région dévastée par l'industrie lourde, dont les habitants avaient été contraints durant les décennies précédentes de se déplacer d'un endroit à un autre, condamnés à vivre dans l'incertitude quant à la permanence d'un toit au-dessus de leur tête.

La société charbonnière Mostecká uhelná (absorbée plus tard par Czech Coal, devenue Sev.en Energy) appartient depuis 2006 au sulfureux milliardaire Pavel Tykač. Elle jouit d'une influence considérable sur la politique énergétique du gouvernement et sur sa décision d'étendre l'exploitation du lignite. Mostecká uhelná a par exemple publié de nombreux rapports d'experts qui ont ensuite été repris par le secteur public comme des documents officiels, bien qu'il s'agisse désormais d'une entreprise privée uniquement intéressée à assurer sa propre croissance économique et ses bénéfices. Les activités de Mostecká uhelná ont été présentées dans les médias comme nécessaires à l'indépendance énergétique et à la sécurité de la République tchèque, malgré le fait que la majeure partie de ce charbon est exportée, qui plus est à un prix inférieur au marché.

Toute la lumière n'a d'ailleurs pas encore été faite sur le processus de privatisation de l'entreprise. Plus d'une décennie après le début des procédures, l'affaire est encore en cours d'instruction par les tribunaux tchèques. Certains personnages clés de la privatisation ont été condamnés entre-temps à des sentences de prison pour corruption et fraude en Suisse.

Sauvé par la société civile

Dans le même temps, la communauté et les citoyens de Horní Jiřetín ont profondément changé. Avant 1989, il y avait un sentiment général d'abandon et de résignation. Le constat était certes vrai dans une large mesure pour la société tchèque dans son ensemble, mais ce sentiment était d'autant plus puissant pour les habitants de Horní Jiřetín qu'ils avaient été persuadés que l'extension de la mine de charbon était une « nécessité ». Pourtant, entre 1989 et 2003, la majorité de la population locale a fini par comprendre que s'attaquer au pouvoir politique et économique des sociétés charbonnières non seulement avait du sens, mais qu'il était même possible de gagner ce combat.

Les habitants de la ville ont regardé d'un œil de plus en plus favorable les personnalités politiques et les militants qui défendaient courageusement leurs maisons, leur environnement, leur espace de vie, et plus généralement leur dignité. Les projets de démolition de Horní Jiřetín ont provoqué une véritable transformation sociale et politique. Les gens ont trouvé un terrain d'entente dans la défense de leur ville, ce qui a conduit à une restauration du tissu social et à l'émergence d'une société civile locale dynamique. Bientôt, les habitants ont coopéré avec des organisations non gouvernementales telles que Greenpeace et les groupes environnementaux tchèques Hnutí Duha (Amis de la Terre, République tchèque), Brontosaurus ou plus récemment Limity Jsme My (« Nous sommes les limites »). Ce dernier, homologue des mouvements d'action directe pour le climat essentiellement animés par des jeunes qui ont fleuri en Europe et dans le monde, a été constitué spécifiquement pour lutter contre l'expansion de l'extraction du charbon brun en République tchèque.

La clé du renouveau a été l'instauration de relations de confiance entre les habitants et les organisations non gouvernementales. La perception qu'avaient les gens du militantisme environnemental et des droits humains s'en est trouvée changée. Les gens du cru ont commencé à respecter et à apprécier l'énorme aide apportée par ces groupes. En retour, ces relations ont permis de revivi-

Sev.en Energy (Czech Coal)

Chiffre d'affaires : 789 millions d'euros (2018)

Dirigeant : Lubos Pavlas (DG)

Principal actionnaire : Pavel Tykač

Siège social : Schaan, Liechtenstein

Fondé en : 2005

Secteurs d'activité : énergie, mines

Employés : 3200 (2018)

À savoir :

- * Sev.en Energy est dirigée par un milliardaire à la réputation sulfureuse, Pavel Tykač.
- * Le groupe contrôle la majorité des réserves de lignite de République tchèque et milite pour la continuation de son exploitation au-delà des « limites minières » établies en 1991.
- * Sev.en Energy s'est lancé en 2018 dans une expansion internationale, avec l'acquisition de centrales gaz au Royaume-Uni et en Australie.

fier le tissu social et de restaurer un sens d'estime de soi dans la communauté de Horní Jiřetín, bien au-delà de la seule cause de la lutte contre l'extraction du charbon. Les événements culturels, le sport, les groupes de loisirs sont devenus tout aussi importants pour connecter les gens entre eux et avec la sphère publique. De nombreuses associations formelles et informelles ont commencé à se créer dans la ville, entretenant un espace de compréhension commune à partir duquel il est devenu possible d'agir pour le bien social et municipal. Un seul exemple : la formation d'un club de théâtre local indépendant appelé « SchachTa » (qui est un jeu de mots avec les termes tchèques pour la « mine ») produisant ses propres pièces couvrant des problèmes sociaux brûlants dans la communauté et la société en général. Les habitants ont même restauré certaines traditions et événements qui s'étaient éteints à l'époque communiste.

Nul n'incarne mieux cette transformation que le militant politique et activiste local Vladimír Buřt, aujourd'hui maire de Horní Jiřetín et de Černice. Il est né dans le village d'Albrechtice, qui n'existe plus aujourd'hui, car comme quarante autres bourgades il a été effacé par les mines à ciel ouvert pendant le régime communiste. Il est devenu politiquement actif en 1998 contre le lobby du charbon, et a joué depuis lors un rôle majeur dans la transformation politique de sa ville. Certes, il n'était pas seul, car de nombreux autres habitants de Horní Jiřetín ont été confrontés au même destin de déplacements forcés et d'exploitation. Mais il est devenu le porte-parole de la majorité des citoyens locaux indignés par les procédés de l'entreprise charbonnière. La confiance placée dans sa personnalité reflète sans doute également un besoin de continuité politique, dans un contexte de négociations compliquées et de lutte sans fin pour le droit à l'existence même de la ville.

Une voie d'avenir pour Horní Jiřetín

Au cours de l'année charnière de 2015, un grand nombre de manifestations et d'événements ont été organisés dans la ville de Horní Jiřetín, à l'échelle de la région, de la République tchèque, mais aussi à l'étranger dans des villes comme Bratislava, Vienne ou Bucarest. Il s'agissait de mobilisations contre la démolition programmée de la ville, mais aussi d'événements commémoratifs pour les villes, les villages et les destins humains individuels qui avaient déjà été broyés par le charbon. Surtout, ces actions visaient également à promouvoir dans le débat public et dans les médias des solutions alternatives en vue de l'autosuffisance énergétique.

Même si leurs relations sociales ont été longtemps entravées, en raison de l'histoire politique puis des efforts éhontés des lobbyistes des firmes charbonnières, les populations locales ont clairement redéfini leurs intérêts communs autour de valeurs de création plutôt que d'extinction, et elles se sont relevées pour défendre ces valeurs ensemble. Suite à cette remobilisation de la communauté locale, de nombreuses personnalités publiques nationales, acteurs, musiciens, géologues, spécialistes de l'énergie, hommes politiques et experts de toutes sortes ont commencé à apporter



PETER TRAC, CC BY-NC-SA

leur soutien, appelant le grand public et le gouvernement de la République tchèque à préserver la ville. Le charbon étant encore aujourd’hui la pierre angulaire de la politique énergétique nationale tchèque, ce soutien externe a été crucial.

Après vingt ans de luttes éprouvantes pour la préservation de Horní Jiřetín et Černice, les élections municipales de 2018 ont montré qu’il était possible de gagner contre une force apparemment beaucoup plus forte, au moins d’un point de vue financier. Les partisans politiques de l’entreprise charbonnière n’ont même pas présenté de candidat. Le parti communiste, qui préconise toujours une démolition totale de la ville à cause du charbon gisant sous ses pieds, a lui aussi disparu du conseil municipal.

Puisque le gouvernement n’a pas légalement abandonné les gisements de charbon sous la ville, le conseil municipal de Horní Jiřetín a proposé son propre plan pour se débarrasser de la dépendance au charbon. Comme le changement ne venait pas d’en haut, la communauté locale a pris l’initiative d’en bas, à travers un programme de développement des énergies vertes. Bien sûr, l’activisme politique des écologistes a joué un rôle majeur pour rendre possible cette évolution. Mais c’est aussi parce que la ville ressentait le besoin existentiel de devenir « sans énergies fossiles » (sinon elle cesserait d’exister) qu’un consensus a été atteint.

La fin de l’exploitation du charbon qui menace l’existence de Horní Jiřetín et Černice est prévue pour 2024 au plus tard. Le gouvernement actuel a promis de commander des études pour transformer les terres dévastées par les mines et les zones environnantes via des projets de restauration contribuant à élever le niveau de vie dans la région. L’alimentation en électricité continuerait d’être assurée, car les mines doivent être inondées et converties en centrale hydroélectrique de stockage. Si ces promesses étaient tenues, cela contribuerait à renforcer l’attractivité d’une



© IBBRA IBRAHIMOVIC

région autrefois internationalement connue pour sa beauté exceptionnelle, tout en lui fournissant une énergie renouvelable et propre.

Dans le même temps, Horní Jiřetín et Černice cherchent à se libérer des énergies fossiles, étape par étape. La municipalité actuelle, dirigée par le maire Vladimír Buřt, a adopté un plan de développement stratégique avec l'ambition de rendre toutes les propriétés immobilières de la ville « sans énergies fossiles » d'ici 2023, et de développer les énergies propres pour les ménages avec l'aide de subventions régionales, nationales et européennes. Le plan comprend également toutes sortes de projets environnementaux sur le territoire de la ville. Installation de toits verts, réduction de l'intensité énergétique ou isolation thermique des bâtiments... Ce ne sont que quelques-unes des mesures que la ville prend actuellement pour devenir autosuffisante. Horní Jiřetín souhaite également ajouter des centrales éoliennes à son mix énergétique.

Ces développements reflètent une tendance plus large. Alors que le besoin d'un environnement plus propre et de solutions durables se fait chaque jour plus pressant, de nombreuses communautés locales choisissent de prendre leur destin en main. Le cas de Horní Jiřetín montre que la transition vers les énergies renouvelables est à la fois une nécessité existentielle et un objectif réalisable quel que soit le contexte, qui peut unir les communautés par delà les opinions politiques. Il ne s'agit pas de révolution politique au sens classique du terme. Il s'agit plutôt d'une transformation sociale organique qui vient de l'intérieur même d'une communauté. Au lieu de la politique descendante traditionnelle, des solutions politiques peuvent émerger depuis le terrain, entraînant un changement massif des discours politiques et une transformation des mentalités. « Penser globalement, agir localement » peut être la base d'un changement social transformateur.

Transitionner à l'échelle locale

Une petite ville au nord de Berlin montre la voie

DÉBORAH BERLIOZ

Alors que l'Allemagne échoue à atteindre ses objectifs climatiques, et face à des groupes énergétiques qui s'accrochent au charbon, un canton au nord de Berlin donne l'exemple. À Barnim, grâce à l'engagement des autorités locales et des citoyens, les énergies renouvelables couvrent déjà 133 % des besoins en électricité.

En septembre 2019, plus de 200 000 personnes ont défilé dans les rues de Berlin contre le réchauffement climatique. Pour les manifestants, le gouvernement fédéral reste trop timide sur les questions environnementales. Et les chiffres leur donnent raison : l'Allemagne peine à tenir ses engagements climatiques. Alors que le pays s'est fixé de réduire ses émissions de CO₂ de 40 % en 2020 par rapport à leur niveau de 1990, la baisse n'est que de 32 %. Si rien n'est fait, l'objectif de 55 % pour 2030 restera également un vœu pieux. Les groupes énergétiques qui exploitent les centrales et les mines de charbon du pays, RWE, EnBW, et le groupe du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky EPH, n'ont aucun intérêt à accélérer la sortie des énergies fossiles. En 2018, une commission nationale a acté la date de 2038 pour la fin du charbon en Allemagne. Pour les militants écologistes, c'est bien trop tard. D'autant que des villes et des collectivités localement montrent qu'une transition rapide vers les énergies renouvelables est tout à fait possible.

Le canton de Barnim, au nord de Berlin, en est la preuve. Ici, la baisse de 40 % des émissions de gaz à effet de serre a été atteinte dès 2011. Cet arrondissement de 180 000 habitants a mis en place dès 2007 une stratégie zéro émission. « *Tout*

est parti d'une étude sur les ressources énergétiques de la région, se rappelle Ina Bassin, qui travaille au développement des énergies renouvelables pour le canton. *Nous avons constaté qu'en théorie, Barnim pouvait atteindre l'autarcie énergétique.* » Dotée de grandes plaines favorables à l'éolien et d'espaces vides pour installer des panneaux solaires, la région produit déjà 44 % de son électricité grâce aux énergies renouvelables en 2008, soit largement plus que la moyenne nationale de l'époque, à 13 %. Le canton décide alors d'accompagner la tendance et obtient un financement fédéral de presque un million d'euros. Un bureau est créé pour étudier le sujet, puis le canton fonde en 2013 sa propre entreprise à responsabilité limitée, la Barnimer Energiegesellschaft mbH (BEG), où travaille Ina Bassin. La structure conseille communes et entreprises locales et développe des projets pour les aider à réduire leurs émissions de CO2.

Les énergies vertes couvrent 133 % des besoins en électricité

Visiblement, la stratégie paie. Entre les éoliennes, les panneaux solaires et les centrales de biogaz, quelques 2 300 installations produisent de l'électricité verte dans le canton et couvrent aujourd'hui 133 % des besoins des habitants. En 2017, les autorités locales ont même fondé une société, les « Kreiswerke Barnim », pour aller au-delà du simple conseil et de développer leurs propres projets. Il faut dire que cela peut être lucratif de ce côté du Rhin. Depuis l'an 2000 et l'adoption de la loi sur les énergies renouvelables, l'électricité verte bénéficie d'un prix d'achat avantageux, garanti sur 20 ans. Certes, ce prix baisse au fil des ans et des réformes législatives, mais en 2018 les installations de Barnim ont encore vendu leur électricité pour 85,2 millions d'euros.

« Dans le passé, les éoliennes étaient en général gérées par des personnes ou entreprises extérieures au canton, explique Thomas Simon, le directeur général de la BEG. Ils utilisaient – on peut même dire exploitaient – notre espace sans payer d'impôts locaux. Cela ne favorisait pas l'acceptation des énergies renouvelables. Mais quand les projets sont menés par les autorités locales, les bénéfices reviennent aux contribuables. Cet argent est utilisé par les communes pour construire des infrastructures comme des écoles ou des gymnases. » Sans compter que pour réaliser les travaux, les communes privilégient les entreprises locales. Un réseau d'artisans a ainsi été créé et des formations ont été offertes pour ceux qui voulaient se spécialiser dans les énergies vertes.

La stratégie du canton va bien plus loin que la simple production électrique. Par exemple, les Barnimer Kreiswerke modernisent l'éclairage public de plusieurs communes en installant des lampes LED qui consomment beaucoup moins que des ampoules classiques. L'un des chantiers les plus difficiles reste sans conteste celui de la chaleur. Seuls 22 % des besoins en chauffage du canton sont aujourd'hui couverts par les énergies renouvelables. La chaleur se transporte mal, et les installations thermiques nécessitent de gros investissements. Malgré tout, l'administration



© TORSTEN STAPEL

locale est décidée à donner l'exemple. En 2007, tous les services du canton ont déménagé dans la maison Paul Wunderlich, à Eberswalde, le chef-lieu. Outre des façades en bois et une excellente isolation, ce bâtiment utilise la géothermie pour son chauffage et sa ventilation. Il consomme ainsi 70 % de moins d'énergie qu'un immeuble de bureaux comparable.

Des voitures électriques en partage

En ce qui concerne la mobilité, le canton tente de favoriser les véhicules électriques en multipliant les bornes de rechargement, financées par des subventions du ministère fédéral des Transports. Une partie du parc automobile de l'administration du canton est d'ailleurs déjà électrique. Cependant ces voitures de fonction ne sont pas utilisées en dehors des heures de bureau. Pour maximiser leur usage, une offre de partage de voitures électriques a été lancée en juin 2019 : BARshare. Grâce à une application sur leur téléphone portable, les habitants d'Eberswalde peuvent louer ces voitures électriques les soirs et les weekends. « *Nous avons déjà 300 inscrits* », se réjouit Ina Bassin.

Montrer aux habitants les bénéfices de cette politique énergétique n'est cependant pas suffisant pour le canton. Il veut les faire participer directement. C'est pourquoi les autorités locales ont soutenu l'année dernière la création d'une coopérative énergétique, Barnimer Energiewandel eG. La structure a reçu 45 000 euros, ce qui permet de financer deux emplois à temps partiel, dont celui de Madlen Haney. « *Le démarrage d'une coopérative est compliqué et très chronophage. Une structure purement bénévole a du mal à gérer ce processus et à lancer des projets* », assure la jeune femme.

La coopérative va s'associer aux Kreiswerke en permettant à ses membres de participer au financement de certains projets et d'obtenir un retour sur investissement. Mais il ne s'agit pas que d'argent : la coopérative veut aussi être active directement. Par exemple, la structure va bientôt installer des panneaux solaires sur le toit d'un petit commerce dans un village de la région. Elle vend également des modules solaires pour balcons. Équipés d'un petit onduleur et d'un câble, ces petits panneaux photovoltaïques produisent de l'électricité directement pour le foyer. « *Cela coûte 333 euros pour nos membres, explique Madlen Haney. Nous en avons déjà vendu une petite dizaine. Cela permet d'économiser sur la facture d'électricité et d'être indépendant des gros fournisseurs.* »

Une politique fédérale parfois inconfortable

Cette fervente partisane de la transition énergétique aspire à davantage de soutien de la part du gouvernement fédéral. Elle regrette notamment la baisse drastique des subventions pour le solaire suite à la réforme de la loi sur les énergies renouvelables en 2012. À l'époque, face à l'explosion du solaire et donc des dépenses publiques associées, le gouvernement décide d'accélérer la dégression des subventions. Chaque mois, la rémunération garantie de l'électricité produite par des panneaux photovoltaïques diminue de 0,5 à 1 %. Résultat : une installation solaire construite aujourd'hui rapporte 10,18 centimes du kW/h contre 28,74 centimes en 2011.

Dans le même temps, les prix des panneaux solaires ont largement baissé. À tel point que le groupe énergétique EnBW (qui appartient au Land du Bade-Wurtemberg) prévoit de construire un grand parc solaire dans le canton de Barnim sans demander aucune subvention à l'État. Exploitant de plusieurs centrales nucléaires et au charbon, EnBW cherche à se diversifier dans les énergies renouvelables. « *Ils peuvent acheter les panneaux solaires en gros, ce qui leur permet d'avoir des prix plus intéressants qu'une petite coopérative qui doit passer par un détaillant, indique Madlen Haney. De plus les différentes réformes de la loi sur les énergies renouvelables ont créé une réelle insécurité pour les entreprises du renouvelable. Il reste donc difficile de trouver des artisans spécialisés dans le montage des panneaux solaires. Par conséquent, si les prix des modules ont baissé,*

EnBW

Chiffre d'affaires : 20,6 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Frank Mastiaux (DG)

Siège social : Karlsruhe, Allemagne

Fondé en : 1997

Secteur d'activité : énergie

Employés : 21 775 (2018)

À savoir :

* EnBW est avec RWE et E.ON le troisième des géants allemands de l'énergie. Comme ses homologues, le groupe est historiquement orienté vers le nucléaire et le charbon, et se trouve fortement affecté par la transition énergétique allemande. Il a exercé un lobbying massif au niveau allemand et européen pour protéger ses intérêts.

ceux de l'installation n'ont pas suivi. » Malgré tout, 31 personnes ont rejoint la coopérative à ce jour.

Pour assurer la postérité de la stratégie zéro émission, le canton ne doit pas convaincre que les adultes, il doit aussi embarquer les jeunes générations. « *Les enfants sont l'avenir* », insiste Ina Bassin. La BEG a donc très vite développé une « *caisse environnement* », distribuée dans toutes les crèches de la région afin de sensibiliser les plus petits, et les éducateurs ont été formés sur le sujet. Un centre a également ouvert à Eberswalde pour accueillir les groupes scolaires et une exposition interactive les initie au fonctionnement des éoliennes ou à la gestion des déchets.

Une université en phase avec les objectifs du canton

Si jamais cela éveille des vocations, les jeunes n'auront pas à aller bien loin. Un institut supérieur de développement durable a ouvert ses portes à Eberswalde en 1992. Les étudiants peuvent y suivre différents cursus allant de l'agroécologie au tourisme durable en passant par l'aménagement du territoire. Ses étudiants apportent d'ailleurs une contribution non négligeable à l'innovation écologique. Trois diplômés ont créé l'entreprise Öklo, spécialisée dans la construction et la location de toilettes sèches mobiles. La nouveauté ici est que ces toilettes doivent permettre de récupérer certaines substances dans les déjections, comme le phosphore, très présent dans l'urine, afin de le réutiliser.

Les Kreiswerke de Barnim se sont d'ailleurs associées à cette entreprise ainsi qu'à plusieurs universités et instituts afin de développer une nouvelle forme de toilettes sèches pour les foyers, qui récupérerait aussi le phosphore. « *Une chasse d'eau utilise entre 6 et 9 litres d'eau potable, insiste Thomas Simon. Cette ressource devenant de plus en plus rare, il faut absolument arrêter ce gaspillage.* » Mais le gros projet du moment, c'est l'hydrogène. « *Nous produisons plus d'énergie verte que nous n'en utilisons et nous devons trouver une utilisation intelligente de ce surplus, commente Thomas Simon. Nous allons donc installer des électrolyseurs sur quelques éoliennes, qui vont transformer le courant électrique en hydrogène. Ce gaz sera ensuite utilisé pour faire rouler les bus et les trains de la région.* » Les premiers trains à hydrogène devraient relier Eberswalde à Berlin d'ici deux ou trois ans.

Pendant ce temps, le gouvernement fédéral adopte un plan climat pour tenter de rectifier le tir sur ses objectifs climatiques. Ina Bassin, Thomas Simon et Madlen Haney sont unanimes : ce plan est trop timide pour permettre à l'Allemagne de réduire suffisamment ses émissions de CO₂. Toutefois il en faudrait plus pour les décourager. « *Nous espérons que de nombreux cantons vont suivre notre exemple* », conclut Thomas Simon.

Quand les villes défendent leurs valeurs

Les règles européennes sont-elles un obstacle à l'essor de politiques progressistes de marché public au niveau local ?

OLIVIER HOEDEMAN

Certaines villes européennes s'efforcent aujourd'hui d'utiliser leur pouvoir d'achat – via les marchés publics – pour promouvoir la justice sociale et la protection de l'environnement. Elles doivent cependant opérer dans le cadre de directives européennes d'inspiration néolibérale.

Depuis quelques années, de plus en plus de villes européennes s'efforcent d'utiliser leur pouvoir d'achat – via les marchés publics – de manière plus proactive et plus stratégique pour promouvoir la justice sociale et poursuivre des objectifs environnementaux. À la pointe de ce mouvement se trouvent les villes dont les élus se définissent comme municipalistes, engagés en faveur de la démocratie urbaine et rejetant l'idéologie néolibérale pour mettre en oeuvre des changements à la fois concrets et radicaux. Dans ces villes, les politiques de marchés publics sont réorientées pour réduire leur dépendance à l'égard des grandes entreprises et stimuler un développement économique local plus soutenable. Il en résulte fréquemment des conflits avec les multinationales. Les achats de services, de travaux et de fournitures des villes de l'Union européenne représentent près de 2 000 milliards d'euros par an, soit environ 14 % du PIB de l'Union. Le potentiel de transformation de ces nouvelles politiques progressistes de marchés publics est donc énorme¹.

[1] Ces chiffres sont des estimations de la Commission européenne, voir par exemple : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/618990/IPOL_BRI\(2018\)618990_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/618990/IPOL_BRI(2018)618990_EN.pdf)



SEBASTIEN BERTRAND, CC BY

Toutefois, ces nouvelles politiques d'achat public qualitatif se développent dans le cadre d'une législation européenne d'inspiration néolibérale, conçue pour créer un marché unique où les contrats iraient naturellement au soumissionnaire proposant le prix le plus bas. Cette législation favorise les grandes entreprises multinationales au détriment des firmes locales, tout en contribuant au dumping social et à d'autres problèmes. Même si les directives européennes pertinentes ont récemment été améliorées, de nombreux obstacles demeurent pour le développement de politiques municipalistes ambitieuses d'achat public. Les villes doivent faire preuve d'inventivité pour contourner ces obstacles.

Le processus d'unification européenne s'est accéléré dans les décennies 1980 et 1990 avec la création du marché unique. Initialement, cela a eu pour conséquence de restreindre considérablement les possibilités d'utiliser les marchés publics pour mettre en œuvre des politiques progressistes. Les marchés publics ont été ouverts à la concurrence transfrontalière, notamment par le biais d'appels d'offres obligatoires à l'échelle de l'Union pour tous les marchés supérieurs à un certain seuil. La Cour de justice européenne (dans l'affaire *Telaustria*) a par ailleurs jugé que les règles fondamentales des traités européens s'appliquent à tous les marchés publics, y compris le principe de non-discrimination (sur la base de la nationalité des

entreprises soumissionnaires). Les directives européennes de 2004 sur les marchés publics, dans une approche très néolibérale, ont mis fortement l'accent sur « *le prix le plus bas uniquement* » et « *l'offre économiquement la plus avantageuse* » comme critères principaux, limitant les marges de manoeuvre pour mettre en œuvre des politiques progressistes. Ce qui a eu pour effet de doper les parts de marché des multinationales, qui bénéficient d'économies d'échelle, au détriment des petites entreprises locales. Ces directives ont également encouragé le dumping social et environnemental, car les entreprises les moins-disantes ont pu remporter les appels d'offres en rognant sur les normes. Heureusement, leur révision en 2014 a renforcé la possibilité d'inclure des critères sociaux et environnementaux dans les appels d'offres. Mais 55 % des achats publics se basent toujours sur le prix le plus bas comme unique critère d'attribution².

Avant de présenter quelques exemples de politiques progressistes de marchés publics au niveau municipal, et les obstacles auxquels ces politiques se heurtent, il faut mentionner le mouvement étroitement lié de la remunicipalisation des services publics. De plus en plus de villes décident aujourd'hui de mettre fin à la privatisation ou à l'externalisation (par le biais de contrats de marché public avec des entreprises privées) et de reprendre les services collectifs en interne, dans le cadre d'une gestion publique directe. La remunicipalisation est particulièrement répandue dans les secteurs de la distribution de l'eau, de l'approvisionnement en énergie, de la gestion des déchets et des transports, comme le montrent le Transnational Institute et ses partenaires dans le rapport *Reclaiming public services: How cities and citizens are turning back privatisation* (« Reconquérir les services publics. Comment villes et citoyens tournent le dos à la privatisation »)³. Lorsque les services publics sont ainsi repris en interne, les municipalités échappent à l'obligation de lancer des appels d'offres (à l'échelle de l'UE). La législation européenne sur les marchés publics permet en principe la gestion publique en interne, mais dans la pratique, il existe des obstacles pour les municipalités qui choisissent cette voie⁴.

Preston, ou la « création de richesse collective locale »

Preston, dans le nord-ouest de l'Angleterre, offre l'un des exemples les plus intéressants d'utilisation des marchés publics comme outil stratégique par une administration locale d'inspiration municipaliste (voir l'article consacré à cette expérience ailleurs dans cette publication). Cette ville de 140 000 habitants met en œuvre un « *approvisionnement progressiste en biens et services* » dans le cadre de son approche de « *création de richesse collective locale* ». Preston, qui fait partie des

[2] Chiffre tiré de la stratégie sur les marchés publics de la Commission européenne d'octobre 2017 (page 5) : <https://ec.europa.eu/docsroom/documents/25612/attachments/1/translations/en/renditions/native>

[3] Version anglaise en ligne : <https://www.tni.org/en/collection/remunicipalisation>. Présentation et résumé en français : <https://multinationales.org/Remunicipalisation-comment-villes-et-citoyens-tentent-malgre-l-austerite-d>

[4] Voir par exemple le rapport de séminaire « Limitations of progressive municipalism within a neoliberal EU », https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/progressive_municipalism_within_a_neoliberal_eu_-_report_final.pdf

20 % des collectivités les plus pauvres d'Angleterre, oriente ses budgets d'achat public vers les petites firmes locales et les entreprises à vocation sociale. Les gros contrats, par exemple pour la rénovation du marché de Preston, sont divisés en lots plus petits pour permettre aux PME de répondre aux appels d'offres, et des clauses sociales y sont attachées (comme de garantir aux travailleurs des salaires décents). Cette politique a donné un coup de fouet à l'économie locale et réduit la dépendance de Preston à l'égard des multinationales.

Certains critiques ont accusé le modèle de Preston de représenter une forme de « protectionnisme municipal », ce que la municipalité conteste. Elle assure se conformer pleinement au droit des marchés publics de l'Union européenne et du Royaume-Uni, via un système de « pondération » pour l'attribution des contrats qui inclut d'autres critères que le prix : « *qualité, engagement en matière d'apprentissage, gestion des compétences et formations, recrutement d'une main-d'œuvre locale, gestion des sous-traitants et taille des chaînes d'approvisionnement* », sans oublier l'empreinte carbone. « *L'argent relocalisé par Preston allait à 80 % à des multinationales basées à Londres. Ce n'est pas le comté voisin qui a perdu, mais de grandes entreprises privées* », explique Sarah McKinley du think tank Democracy Collaborative⁵. Le modèle de Preston est l'une des expériences municipalistes les plus visionnaires d'Europe, qui utilise courageusement les marges de manoeuvre existant dans l'interprétation du droit européen. Jusqu'à présent, cela fonctionne, avec des résultats impressionnants. Le Center for Local Economic Strategies (CLES) promeut activement l'approche de la « création de richesse collective locale » dans d'autres régions du Royaume-Uni, et un nombre croissant de villes adoptent la démarche ou des démarches similaires.

Naples résiste aux multinationales et à la mafia

Le gouvernement municipaliste de Naples est confronté au double défi de « *l'ingérence non seulement des multinationales, mais aussi du crime organisé* » dans les marchés publics de la ville, explique Eleonora de Majo, élue au conseil municipal (voir aussi son article dans cette publication). La réalité des villes progressistes du sud de l'Italie « *est celle d'un parcours d'obstacles, entre le pouvoir des multinationales qui veulent investir dans ces villes en mutation rapide, et les risques de corruption* ». La législation sur les marchés publics rend difficile d'exclure les « *exploiteurs, légaux ou illégaux* », mais la ville s'est attelée à la tâche depuis 2011, lorsque la coalition municipaliste est arrivée au pouvoir, et a développé des bonnes pratiques. Comme à Preston, elle construit ses appels d'offres de manière à offrir de réelles opportunités pour les entreprises locales et les projets locaux, tout en évitant ceux et celles qui sont liés au crime organisé. Dans certains appels d'offres, la ville a introduit des clauses sociales, comme l'obligation de recruter un pourcentage important de personnel local.

[5] Source : "Progressive Protectionism – An Oxymoron or a Viable Development Strategy for Europe?" Julia Eder, Department of Politics and Development Research, Institute of Sociology, Johannes Kepler University Linz - <https://afep-ippe2019.sciencesconf.org/248892/document>

L'administration municipale souhaiterait également exclure les multinationales impliquées dans des guerres ou d'autres violations des droits humains. Eleonora de Majo cite l'exemple de Pizzarotti, une entreprise de construction complice de violations des droits en Palestine. Cela nécessiterait la mise en place d'une « liste noire » des firmes qui ne peuvent pas remporter de marchés publics municipaux. Mais une telle démarche est probablement en contradiction avec la législation européenne en matière de marchés publics, qui constitue clairement un obstacle à la prise en compte de valeurs de ce type dans la passation des marchés publics.

Barcelone – le défi de mettre en œuvre une politique d'approvisionnement basée sur des valeurs

Le gouvernement municipaliste de Barcelone, dirigé par la maire Ada Colau de Barcelona en Comú, élue pour la première fois en 2015 et réélue en 2019, a une stratégie très ambitieuse d'utilisation des marchés publics (19 % du budget de la ville) comme outil stratégique de changement. Allant bien au-delà des seuls critères écologiques, la municipalité a également introduit dans ses contrats d'achat des critères d'égalité entre les sexes, de droit du travail, d'objectifs d'économie sociale, de droits des groupes vulnérables et d'autres clauses éthiques. Mais comme le dit Alvaro Porro González, commissaire à l'économie sociale, « *ce n'est que du papier : le défi est de rendre tout cela opérationnel* ». La ville signe des milliers de contrats de marchés publics, et des centaines de fonctionnaires sont chargés de préparer les appels d'offres. Pour que sa nouvelle politique fonctionne, la municipalité mise sur la création d'une nouvelle culture au sein de l'administration et sur le développement d'outils pour aider les fonctionnaires. Afin d'accélérer le changement, elle a par exemple élaboré un guide sur les clauses sociales à usage des fonctionnaires pour la préparation des appels d'offres, et organisé des centaines de formations. Elle a également mis en place un service d'évaluation interne pour suivre la mise en œuvre de la dimension sociale et environnementale des marchés publics. Comme à Preston, les grands appels d'offres sont divisés en plus petits lots afin que les PME aient davantage de chances. Et bien que le prix reste un critère important pour choisir les offres, d'autres critères bénéficient d'une pondération bien plus élevée qu'auparavant.

Les politiques progressistes de Barcelone en matière de marchés publics se sont toutefois heurtées à une série d'obstacles liés à la fois aux droits européen et national. L'exemple le plus frappant est sans doute le recours du géant de l'énergie Endesa, qui a poursuivi la ville en justice à propos d'une clause sur la précarité énergétique incluse dans un appel d'offres. Sur la base de la directive européenne recours de 2007, Endesa a contesté l'obligation de protéger les consommateurs les plus pauvres contre les coupures de courant, et le tribunal a jugé que cette condition était effectivement contraire au droit des marchés publics.

Une justice biaisée

Alors que la ville préparait le lancement de sa nouvelle entreprise de service public de l'énergie, Barcelona Energia, son contrat avec Endesa était arrivé à expiration, et la municipalité avait besoin d'un contrat temporaire à court terme pour assurer ses besoins énergétiques. L'appel d'offres de la ville comprenait deux clauses sur l'énergie verte et sur la précarité énergétique. La clause de précarité énergétique obligeait simplement l'entreprise adjudicataire à respecter la loi catalane sur la précarité énergétique et à signer « un accord sur la précarité énergétique » avec la commune. Le dernier jour de la procédure d'appel d'offres, GasNatural et Endesa ont déposé un recours auprès du tribunal spécial sur les marchés publics. Celui-ci s'est rangé de leur côté. Barcelone a dû recommencer la procédure, et Endesa a remporté le contrat. Pour la ville, le problème est désormais résolu : depuis la création de son entreprise municipale d'énergie, il n'y a plus besoin de passer des appels d'offres. Mais pour d'autres marchés, le problème demeure. La façon dont les tribunaux interprètent la législation sur les marchés publics constitue un obstacle majeur pour les politiques municipales progressistes. Dans beaucoup de cas, ils se focalisent exclusivement sur l'objet principal du contrat, et n'autorisent pas de conditions supplémentaires.

Où alors ils sont erratiques à leurs décisions. Alors que Madrid avait obtenu le feu vert pour un appel d'offres exigeant que les candidats soient à 100 % des fournisseurs d'énergie verte, Valence a perdu un cas identique. La procédure d'appel est gratuite et les tribunaux se rangent très souvent du côté des sociétés plaignantes. En conséquence, les candidats malheureux y recourent presque systématiquement. Cela rend les procédures d'appel d'offres très longues, et oblige les villes à les lancer très longtemps à l'avance.

Cette possibilité de poursuivre les municipalités en justice est une conséquence de la directive européenne sur les recours. Cette directive de 2007 ouvre à toute entreprise qui estimerait avoir fait une meilleure offre pour un appel d'offres qu'une autorité publique a octroyée à un concurrent l'accès à une procédure rapide de recours, via des tribunaux administratifs ou de contrôle dans tous les pays de l'UE.

Grenoble : une alimentation bio et locale dans les cantines scolaires

Une autre ville qui s'est heurtée à des obstacles juridiques pour ses politiques de marchés publics est Grenoble. Les citoyens souhaitaient des aliments biologiques et locaux dans les cantines scolaires, et la municipalité voulait revitaliser l'économie locale en soutenant les agriculteurs. « *Nous essayons de nous rapprocher de cantines scolaires 100 % bio et locales* », explique la conseillère municipale Anne-Sophie Olmos. Mais la législation européenne sur les marchés publics interdit de choisir des produits sur la base de leur origine. L'inclusion de critères géographiques dans les appels d'offres est interdite, ce qui rend difficile pour les autorités locales de

répondre aux souhaits démocratiques des citoyens. Mais Grenoble n'a pas renoncé, et tente de contourner ces obstacles. « À Grenoble, nous avons décidé de mettre en œuvre une politique de marchés publics qui soit véritablement publique, poursuit Olmos. Cela signifie acheter des produits et des services non seulement en fonction du prix, mais avec des critères environnementaux et sociaux robustes, d'une manière qui permette aux petites entreprises, souvent locales, de décrocher des contrats. »

Ces trois dernières années, la ville a organisé un événement annuel où les acheteurs publics informent les candidats potentiels de leurs exigences sociales et environnementales, et présentent leurs plans d'approvisionnement pour l'année à venir. Ceci permet aux entreprises, dont de nombreuses entreprises locales, de mieux comprendre leurs besoins. Un autre obstacle à l'objectif de 100 % d'aliments biologiques et locaux dans les cantines scolaires est le fait que la politique agricole commune de l'Union européenne a compromis l'autosuffisance alimentaire locale. La concurrence des grands producteurs industriels, qui reçoivent une proportion importante des subventions agricoles européennes, a détruit d'innombrables petites exploitations locales, en particulier dans les régions montagneuses. « Nous utilisons des outils complémentaires, comme des projets de culture vivrière ou la politique de zonage, pour protéger les terres agricoles et reconstruire progressivement un secteur alimentaire local. »

Mettre sur liste noire les entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale ?

Une autre manière d'utiliser les marchés publics pour s'attaquer à certains des grands problèmes de notre temps est de cibler l'évasion fiscale. Les entreprises et les grandes fortunes qui cachent de l'argent dans les paradis fiscaux contribuent à saper l'État social et suscitent un profond sentiment d'injustice dans les pays européens. Selon une étude de Datlab, « les entreprises basées dans les paradis fiscaux ont remporté 5 %, en valeur, des appels d'offres publics dans les pays de l'UE en 2006-2017 », soit environ 100 milliards d'euros sur un an⁶.

Le conseil municipal de Barcelone a adopté en mai 2016 un décret interdisant de nouer des contrats avec des entreprises liées à des paradis fiscaux. Le conseiller municipal Gerardo Pisarello le justifie ainsi : « Le municipalisme est un outil pour regagner une souveraineté fiscale, et aujourd'hui la souveraineté fiscale est impossible sans une lutte déterminée contre l'évasion, qui est une véritable fraude à la démocratie. » Barcelone a été l'une des 37 villes de toute l'Espagne à se déclarer « zone libre de paradis fiscal ». Elle inclut aujourd'hui dans tous ses marchés publics une clause relative aux paradis fiscaux, mais malheureusement cela n'a qu'une valeur symbolique. Aucun contrat à ce jour n'a été bloqué pour des faits d'évasion fiscale, parce que les villes n'ont pas le pouvoir de faire appliquer ce type de clause.

[6] Source : <https://blog.datlab.eu/eu-tenders-to-tax-havens/>



ARTUR LUIZ, CC BY

Il suffit que les entreprises candidates déclarent qu'elles n'ont pas d'argent dans les paradis fiscaux et aucune activité illégale, et la municipalité n'a aucun moyen d'en exiger la preuve.

À Copenhague aussi, le conseil municipal voulait exclure de ses achats les entreprises qui échappent délibérément à l'impôt, mais l'administration de la ville chargée des affaires économiques a jugé que cela violerait la législation danoise et européenne sur les marchés publics. La loi autorise uniquement les villes à exclure des entreprises qui auraient été reconnues coupables d'évasion fiscale par les tribunaux et, malheureusement, le recours aux paradis fiscaux et l'évitement fiscal ne sont dans la plupart des cas pas illégaux. À Malmö et à Helsinki, les élus progressistes du conseil municipal se sont heurtés aux mêmes obstacles lorsqu'ils ont exigé que la politique d'achat de la ville exclue les paradis fiscaux et récompense les fournisseurs qui pratiqueraient le reporting public pays par pays (révélant le montant des impôts qu'une entreprise paie dans chaque pays où elle opère, mettant ainsi en lumière les potentielles manipulations fiscales). D'autant plus qu'il n'existe pas de base de données officielle des fraudeurs fiscaux condamnés à laquelle pourraient se référer les responsables des achats.

Il est donc clairement nécessaire de faire évoluer le cadre juridique, en rendant obligatoire pour les entreprises de prouver qu'elles ne recourent pas aux paradis fiscaux. Au printemps 2019, le rapport Tax3 du Parlement européen invitait la Commission, entre autres, à réévaluer à cette aune la directive de l'UE sur les marchés publics et à faire en sorte que « *la prise en compte de considérations fiscales comme critères d'exclusion ou même comme critères de sélection dans les marchés publics* » devienne possible⁷.

[7] Le rapport Tax3 souligne également que les États membres devraient surveiller les entreprises et les autres entités légales impliquées dans les appels d'offres et les contrats d'achat publics afin de s'assurer qu'elles ne s'adonnent pas à la fraude fiscale, l'évasion fiscale ou la planification fiscale agressive. Le rapport demande à la Commission de mettre sur la table une proposition qui obligerait les États membres à s'assurer que les opérateurs économiques qui participent aux procédures de marchés publics respectent un niveau minimum de transparence en matière fiscale, en particulier le reporting pays par pays public et une structure actionnariale transparente. http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/161562/TAX3%20Final%20Report_A8-0170_2019_EN.pdf

Lutter contre le dumping social

La législation européenne sur les marchés publics a engendré un problème généralisé de dumping social, dès lors que les entreprises remportaient des contrats avec des offres moins chères en payant des salaires plus bas et en rognant sur la protection de leurs employés. Cette prime aux atteintes aux droits des travailleurs a provoqué une colère justifiée. La révision des directives en 2014 a élargi la possibilité d'introduire des clauses sociales. Penny Clarke, de la Fédération européenne des syndicats des services publics, la FSESP, regrette toutefois que de nombreuses villes restent prudentes quant à l'utilisation de ces nouvelles opportunités, aussi bien pour assurer les services elles-mêmes en interne au lieu de les externaliser, que pour adopter une politique de marchés publics plus progressiste basée sur des clauses sociales.

Certaines villes sont néanmoins allées de l'avant en introduisant des clauses sociales ambitieuses dans leurs appels d'offres. C'est le cas de villes espagnoles comme La Corogne, Saragosse, Palma, Madrid et bien sûr Barcelone⁸. Copenhague offre un bon exemple d'utilisation des marchés publics comme outil de protection des droits des travailleurs. L'approche de la capitale danoise est double : l'introduction de clauses sur le droit du travail dans les contrats de marchés publics, et une démarche proactive pour garantir que les entreprises bénéficiant de marchés offrent un salaire et des conditions de travail équitables à leurs salariés. En 2017, le conseil municipal a décidé de mettre en place une équipe dédiée à la lutte contre le dumping social au sein du service des achats de la ville. Pour faire respecter les clauses sociales, cette équipe effectue des « vérifications approfondies et basées sur le dialogue » auprès des fournisseurs, y compris en allant visiter les lieux de travail. La violation des clauses peut entraîner des sanctions allant jusqu'à la résiliation du contrat. Un autre aspect intéressant de cette politique est l'obligation d'installer de manière bien visible sur les chantiers de construction des panneaux d'information sur la « hotline » de la ville contre le dumping social.

Comment avancer ?

Tous ces exemples émanant de villes de toute l'Europe démontrent l'énorme potentiel d'une utilisation des marchés publics comme outil politique progressiste. Il est possible de faire beaucoup de choses au niveau municipal si la volonté politique est là. Mais il est tout aussi clair que ces efforts se heurtent à des obstacles juridiques majeurs, et qu'un environnement juridique et politique beaucoup plus favorable est nécessaire. La révision de la directive de l'UE en 2014 a élargi le champ du possible, mais le cadre de base, d'inspiration néolibérale, reste en place.

À l'approche des élections européennes de mai 2019, Barcelona en Comú a publié une brochure avec des propositions pour « municipaliser l'Europe ». L'un des chapitres est consacré à la promotion de marchés publics municipaux fon-

[8] Voir "Atlas del Cambio", <http://ciudadesdelcambio.org/politica-publica/clausulas-sociales-de-contratacion>



CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES, CC BY-ND

dés sur des valeurs : « *Nous voulons une économie locale équitable et plurielle, mais aujourd'hui l'Union européenne limite la capacité des institutions publiques à inclure ces critères dans les marchés publics. Nous demanderons une révision des directives relatives aux marchés publics en vue de différencier entre les marchés publics nationaux et municipaux, et de donner aux municipalités une plus grande flexibilité pour inclure des clauses sociales et environnementales*⁹. »

Certains des changements nécessaires pour créer un environnement plus propice à des achats municipaux qualitatifs nécessiteraient effectivement une nouvelle révision de la directive sur les marchés publics, mais d'autres non. La Commission européenne pourrait et devrait faire preuve de plus de clarté dans les lignes directrices et les guides qu'elle produit régulièrement sur diverses questions relatives aux marchés publics. Cela donnerait aux municipalités l'assurance qu'elles peuvent mettre en œuvre une politique qualitative de marchés publics sans craindre de sanctions. La préparation de ces documents d'orientation devrait se faire en consultation avec les municipalités progressistes ainsi qu'avec les syndicats et les organisations de la société civile, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas. Et ils devraient aller bien au-delà des seuls critères écologiques et sociaux, pour inclure également la mise en liste noire d'entreprises coupables d'évasion fiscale ou impliquées dans des violations des droits humains.

Outre celle sur les marchés publics, la directive européenne sur les recours doit également être révisée. Elle est actuellement instrumentalisée par des entreprises pour menacer les villes et, notamment en Espagne, pour contester systématiquement les décisions relatives aux appels d'offres. Cette directive doit être modifiée pour empêcher les recours mal fondés et éviter que la menace judiciaire soit utilisée comme outil de pression par les multinationales.

[9] Barcelona en Comú a organisé une série de six débats publics dans différents quartiers de la ville sous le titre « Du quartier à l'Europe: Municipalisons l'Europe! » (novembre 2018). https://barcelonaencomu.cat/sites/default/files/document/municipalize_europe.pdf

La conseillère municipale de Grenoble, Anne-Sophie Olmos, résume sa vision ainsi : *« Pour moi, l'Europe doit avant tout assurer aux collectivités locales et régionales leur autonomie en matière de besoins fondamentaux tels que l'alimentation, l'eau ou l'énergie. Dans ces domaines, les pouvoirs publics devraient pouvoir décider de favoriser le niveau local s'ils démontrent que c'est pour préserver l'autonomie des populations. »* Ceci implique de réévaluer l'un des principes fondamentaux des directives européennes, qui interdisent la promotion du développement économique local via les marchés publics. Cette interdiction empêche les municipalités d'utiliser leur politique d'achats pour poursuivre des objectifs politiques tout à fait légitimes, ou les force à rivaliser d'inventivité pour trouver des moyens détournés d'atteindre ces objectifs.

Mais en même temps que des élus locaux et des militants progressistes réclament un espace démocratique plus large pour les politiques municipales de marchés publics, des forces puissantes font pression en un sens exactement inverse. BusinessEurope, la fédération européenne des employeurs et des grandes entreprises, estime que *« les marchés publics devraient devenir plus favorables aux entreprises »*. Le lobby a demandé à la Commission européenne d'intervenir contre *« les dangers [...] de l'utilisation stratégique des marchés publics »*, comme les clauses environnementales et sociales. BusinessEurope prétend que *« des barrières supplémentaires injustifiées »* pourraient *« entraver l'accès aux marchés publics »* et met en garde contre *« des exigences et des critères d'attribution trop normatifs dans les appels d'offres »* et contre *« la poursuite d'objectifs sociétaux non liés »*. *« Le non respect des règles relatives aux marchés publics, conclut-il, doit être rigoureusement sanctionné. »*

Clairement, les municipalités progressistes et le mouvement municipaliste devront exercer une forte pression à l'échelle européenne pour défendre l'espace démocratique qu'ils construisent. Il est peu probable qu'une révision des directives sur les marchés publics ait lieu à court terme : certains pays n'ont effectué la transposition de la directive de 2014 dans leur droit national que très récemment, comme l'Espagne en 2018. Il est pourtant clair que la directive doit encore être modifiée pour supprimer les obstacles à la mise en œuvre d'une politique progressiste de marchés publics. En plus d'éliminer ces obstacles, une future révision devrait aussi soutenir une transition radicale vers des politiques de marchés publics visant à promouvoir des économies locales plus justes, plus dynamiques, et neutres sur le plan climatique.

Les marchés publics de Barcelone : propositions pour une responsabilité extraterritoriale vis-à-vis des pays du Sud¹

MÓNICA VARGAS (TNI), LINA MARÍA GONZÁLEZ (NOVACT)

Les marchés publics sont l'un des espaces à partir duquel il est possible d'obtenir des progrès en matière de responsabilisation des multinationales, particulièrement dans la perspective d'une mise en cohérence des politiques publiques. Les villes peuvent jouer ici un rôle fondamental². En Europe, depuis la révision des directives sur les marchés publics, il y a eu de nombreux exemples de politiques et de pratiques de marché public socialement et écologiquement responsables, comme l'illustrent les cas de l'Accord-cadre pour l'approvisionnement énergétique 2018 établi par le conseil municipal de Madrid³, ou le règlement de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (Belgique). Ce dernier stipule que le droit international des droits humains, le droit humanitaire et le droit des peuples à l'autodétermination ont un caractère *erga omnes* (elles doivent être appliquées à tous les acteurs sans exception). Par conséquent, si une entreprise contribue à des activités qui violent ces droits, elle commet une faute professionnelle grave et peut être exclue du processus de passation de marchés⁴.

La ville de Barcelone peut être considérée comme pionnière en Europe de la reconnaissance de la responsabilité extraterritoriale du métabolisme social urbain, en particulier dans la mesure où il affecte les pays du Sud. En plus d'un degré important de transparence en matière de dépenses publiques, la ville s'est dotée d'une réglementation innovante dans ce domaine depuis 2016, sous la forme de décrets municipaux ainsi que de guides et d'instructions applicables aux différents secteurs de passation des marchés. Néanmoins, il existe encore une importante marge de progrès pour assurer le suivi des contrats de marché public et de leur impact sur les droits humains et l'environnement.

[1] Cet article est basé sur le rapport « Marchés publics de la mairie de Barcelone, une analyse de la responsabilité extraterritoriale, des violations des droits humains et de l'environnement dans les pays du Sud », Direction de la Justice globale et de la coopération internationale de la Mairie de Barcelone, 2019 (en cours de publication).

[2] Le rapport comprend une analyse comparative des différents pays et villes qui se sont distingués en Europe par leur caractère innovant en matière de marchés publics.

[3] Setem y Opcions. La inclusió d'aspectes ambientals, socials i de bon govern a la contractació pública. 2018 (http://www.setem.org/setem_ftp/catalunya/casos-compra-publica.pdf).

[4] Commune de Molenbeek-Saint-Jean. Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal. Séance du 26 avril 2017. (<http://www.molenbeek.irisnet.be/fr/fichiers/conseil/motion/2017/motion-marches-publics-fr.pdf>).

En 2017, le Groupe municipal (comprenant la Mairie et d'autres entités) a enregistré des dépenses de marchés publics de plus de 1,265 milliard d'euros. Si l'on considère le profil des fournisseurs sur la base des données de la Mairie (sans les entités municipales) pour 2017, sur un total de 5 381 fournisseurs, 87,79 % avaient leur siège social dans la province de Barcelone. 68,96 % étaient des travailleurs indépendants, des micro et petits entrepreneurs, et 17,28 % étaient des organisations à but non lucratif⁵.

Si l'on examine cette fois la répartition par volume de ces dépenses de marché public, on constate qu'elles bénéficient en réalité à une poignée de grandes entreprises :

- Parmi ces plus de 5 000 fournisseurs, les cinq qui ont reçu le plus d'argent représentent 49 % des dépenses totales du conseil municipal⁶.
- Une seule société, FCC, a bénéficié de 20 % de la dépense totale.
- Quatre de ces sociétés sont des multinationales ou des filiales de groupes multinationaux : le groupe FCC, le groupe Ferrovial, le groupe ACS et le groupe ENEL (Endesa).

L'examen des fournisseurs qui ont bénéficié des 22 564 contrats attribués par l'ensemble du Groupe municipal en 2017, pour plus de 1,068 milliard d'euros, révèle que 152 sont des multinationales ou appartiennent à des groupes transnationaux qui ont été dénoncés par la société civile pour des violations des droits humains et/ou la destruction de l'environnement, ce qui représente un volume de 20 % du total des contrats attribués (plus de 211 millions d'euros)⁷. Ces sociétés appartiennent à 81 groupes transnationaux.

L'organisme qui a attribué le plus de ressources à des entreprises liées à des violations des droits humains ou à la destruction d'écosystèmes dans le Sud est la Mairie de Barcelone. Dans certaines entités municipales, comme Mercabarna (marchés de gros et approvisionnement alimentaire de Barcelone), plus de la moitié des marchés attribués ont bénéficié à ce type d'entreprises.

Si une entreprise qui bénéficie de marchés publics fait partie d'un groupe dont les pratiques ne sont pas compatibles avec les droits humains, les droits du travail ou le respect de l'environnement – principes considérés par la municipalité comme des piliers de sa politique d'achat –, il y a à la fois une incohérence et une possibilité de faire progresser la responsabilisation des multinationales. Bien que la législation sur les marchés publics ne permet pas qu'on tienne pour responsable le groupe d'entreprises auquel appartient une société, d'autres autorités locales ont exploré

[5] Ayuntamiento de Barcelona. Memòria 2017. Contractació Pública. Grup Municipal de l'Ajuntament de Barcelona. 2018. (https://ajuntament.barcelona.cat/contractaciopublica/sites/default/files/2017_memoria_contractacio_aj_bcn_i_grup_mpal.pdf).

[6] Les cinq premiers fournisseurs par montant exécuté en 2017 sont FCC, CESPAS S.A., URBASER S.A., Corporación CLD Servicios Urbanos et Endesa Energía.

[7] Aux fins de l'étude, une base de données des entreprises ayant été signalées comme liées à une violation quelconque des droits humains ou de l'environnement a été élaborée à partir de différentes bases de données.

cette voie en vue de parvenir à une passation de marchés publics socialement et écologiquement responsable.

Toutes mesures prises pour mettre en cohérence les marchés publics avec les objectifs et valeurs municipales peuvent avoir un impact potentiel significatif, en influençant les conditions commerciales et le comportement des entreprises, de leurs sous-traitants et de leurs fournisseurs dans les chaînes d'approvisionnement. Pour cette raison, et afin de progresser dans l'inclusion de critères de respect des droits humains et de l'environnement dans les marchés publics, nous recommandons la mise en œuvre des trois mécanismes suivants :

1. Création d'un **organisme complémentaire de recherche, de soutien et de formation**, chargé d'élaborer des lignes directrices pour l'introduction de clauses sociales, environnementales et d'innovation dans les marchés publics, et y inclure des critères d'évaluation de l'extraterritorialité et des droits humains.
2. L'administration doit se doter **d'outils pour le suivi adéquat des contrats**, avec des mécanismes qui permettent d'évaluer la chaîne d'approvisionnement, et qui pourraient être intégrés comme critères de solvabilité dans le processus de passation de contrats.
3. Nous recommandons que les entreprises soient tenues **d'accroître leur transparence** afin de mieux contrôler les contrats, y compris en fournissant des informations sur le groupe dont elles font partie. Les informations trompeuses qui seraient éventuellement identifiées dans celles fournies par les entreprises pourraient être qualifiées d'infraction grave et, par conséquent, entraîner une sanction, voire la résiliation du contrat et une interdiction de contracter à l'avenir.



(RE)MUNICIPALISER

Adieu à la privatisation

Paris, Grenoble, et le mouvement de remunicipalisation de l'eau en France

OLIVIER PETITJEAN

Comment la France, bastion historique de la privatisation de l'eau, est-elle devenue en quelques années un vivier de remunicipalisation de ce service public vital ? Des villes comme Paris et Grenoble ont mis fin à la domination des géants privés du secteur et surtout, ce faisant, contribué à l'émergence d'une nouvelle génération de services publics de l'eau, plus démocratiques. Mais le combat est loin d'être terminé.

En 2019, Paris a célébré le dixième anniversaire de la remunicipalisation de son eau, lorsque la gestion et l'exploitation du service ont été reprises des mains du secteur privé et une nouvelle société municipale, Eau de Paris, a été créée pour prendre le relais. À bien des égards, la fin de la privatisation de l'eau à Paris aura été un tournant. D'abord, bien sûr, à cause de la taille de la ville et de son importance symbolique. Ensuite parce que c'était la ville où les deux leaders mondiaux du secteur privé de l'eau, Veolia et Suez, qui se partageaient jusqu'alors le marché parisien, avaient leur siège. Enfin, et peut-être surtout, en raison de la manière dont cette remunicipalisation a été conçue et mise en œuvre : non seulement de manière négative, pour se débarrasser d'opérateurs privés qui ne donnaient pas satisfaction, mais comme une affirmation positive. L'affirmation du service public, de ses valeurs, et de sa capacité à être tout aussi efficace et innovant que les entreprises privées, ainsi qu'à relever les défis sociaux et environnementaux auxquels les opérateurs d'eau sont de plus en plus confrontés.

Dix ans après la fin de la privatisation, il est devenu difficile de trouver quelqu'un pour contester l'existence et le succès du nouvel opérateur public Eau de Paris. En 2017, celui-ci a d'ailleurs reçu le prestigieux Prix du service public des Nations unies. Lors de la remunicipalisation, le prix de l'eau a baissé de 8 % grâce aux économies

réalisées sur les transferts financiers vers les entreprises privées et leurs actionnaires. En 2019, il était toujours inférieur à ce qu'il était avant la remunicipalisation, et le plus bas de toute la région parisienne. Eau de Paris a également introduit des mécanismes innovants de transparence et de gouvernance démocratique, comme l'Observatoire parisien de l'eau, une commission de citoyens et de représentants de la société civile dotée d'un rôle consultatif important dans le fonctionnement de l'opérateur. L'opérateur a poursuivi une politique active de facilitation de l'accès à l'eau pour les ménages les plus pauvres et les sans-abri (y compris, ces dernières années, les migrants). Le nombre de fontaines publiques a augmenté dans toute la ville. Il a lancé des programmes pour encourager les économies d'eau. Enfin, comme d'autres villes de France et d'ailleurs, Paris a également noué des partenariats avec le monde agricole afin de protéger ses captages d'eau. Un soutien financier et technique est proposé aux agriculteurs pour passer en bio, ce qui réduit le niveau de pesticides et de nitrates dans les eaux souterraines et de surface, et donc les coûts de traitement nécessaires pour rendre l'eau potable.

Autant de réalisations qui distinguent plutôt flatteusement Eau de Paris de son grand rival le Sedif (Syndicat des eaux d'Ile-de-France), le syndicat intercommunal de l'eau d'une grande partie de la banlieue parisienne, qui est également le plus important contrat de Veolia dans le monde. En plus de facturer un prix de l'eau plus élevé qu'Eau de Paris, le Sedif est régulièrement critiqué, y compris par la chambre régionale des comptes, pour son manque de transparence. Une autre différence clé entre Eau de Paris et les entreprises privées est l'accent mis sur la technologie. Les multinationales comme Suez ou Veolia ont tendance à privilégier les solutions technologiques pour rendre l'eau potable ou pour traiter les eaux usées, parce qu'elles sont plus lucratives et parce qu'elles verrouillent leur contrôle sur les services de l'eau et de l'assainissement (car il s'agit évidemment de technologies propriétaires). Eau de Paris, de son côté, a délibérément choisi de privilégier la prévention avant la dépollution *a posteriori*, et de limiter les investissements à ce qui est réellement nécessaire.

Mais Paris n'a pas été la seule pionnière de la remunicipalisation de l'eau en France. Elle a été précédée par une autre ville, Grenoble. Tout comme Paris et avant Paris, Grenoble a choisi non seulement de mettre fin à un contrat de privatisation de l'eau entaché de corruption, mais de construire activement un service public de l'eau adapté aux besoins et aux défis futurs de la ville et de ses citoyens. Une eau de meilleure qualité a été fournie aux usagers à un prix moins élevé, et des mécanismes de gouvernance démocratique ont été introduits. Le succès du nouvel opérateur public de l'eau a ensuite inspiré un programme politique plus large de remunicipalisation et de « verdissement » des services publics.

Grenoble et Paris ont quelque chose d'autre en commun. Les promoteurs de la remunicipalisation ne s'y sont pas contentés de donner le coup de grâce à la privatisation et de construire un service public performant et démocratique sur leur

propre territoire ; ils se sont également engagés activement pour soutenir la remunicipalisation de l'eau ailleurs en France et dans le monde. Des acteurs grenoblois ont aidé Paris à mener à bien sa propre remunicipalisation. À leur tour, les experts et les dirigeants d'Eau de Paris ont aidé d'autres élus, des groupes de citoyens et des syndicats à s'opposer à des projets de privatisation dans leurs villes ou à entreprendre leur propre remunicipalisation. C'est ainsi, par exemple, que les mécanismes de gouvernance participative mis en place à Grenoble lors de la remunicipalisation ont inspirés ceux d'Eau de Paris, lesquels ont ensuite été imités par d'autres villes.

Les lobbyistes du secteur privé cherchent souvent à présenter cette « campagne » pour la remunicipalisation comme purement idéologique. Certes, les acteurs de la remunicipalisation à Grenoble et à Paris étaient convaincus des vertus et du potentiel du service public, et doutaient que la recherche de profits soit compatible avec une gestion responsable de l'eau. Mais s'ils ont choisi de dédier du temps et de l'énergie à promouvoir activement la remunicipalisation ailleurs, c'est aussi et surtout en raison

des nombreux obstacles auxquels ils ont été confrontés (et restent confrontés) lorsqu'ils ont tenté de s'opposer aux intérêts de puissantes multinationales comme Veolia et Suez. Ils étaient bien placés pour savoir que les villes doivent unir leurs forces si elles veulent réussir à construire une véritable alternative de service public sur le long terme.

Comment la vague mondiale de privatisation de l'eau s'est retournée

Les années 1990 ont été à bien des égards l'apogée de la privatisation de l'eau. Pendant un certain temps, l'idée a semblé régner que la gestion privée de l'eau était la seule voie à suivre. Les nouveaux contrats s'accumulaient partout dans le monde pour Veolia et Suez (et d'autres multinationales comme Bechtel, Thames Water ou RWE qui considéraient alors l'eau comme un secteur prometteur). Aux

Veolia

Chiffre d'affaires : 25,9 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Antoine Frérot (PDG)

Siège social : Paris, France

Fondé en : 1853 (Générale des eaux)

Secteurs d'activité : eau, déchets

Employés : 171 495 (2018)

À savoir :

- * Veolia est avec Suez le champion mondial de la privatisation de l'eau et des déchets. La France (notamment ses gros contrats du Sedif, de Lyon et de Marseille) représente encore presque la moitié de son chiffre d'affaires dans l'eau.
- * La firme a été pointée du doigt par les ONG pour sa politique de coupure d'eau aux ménages pauvres en France.
- * Veolia a eu régulièrement recours à l'arbitrage international d'investissement ou à la menace de l'arbitrage international contre les autorités publiques qui voulaient remunicipaliser leur service public.

États-Unis, en Europe et dans les pays du Sud, de l'Argentine à l'Indonésie et aux Philippines, les villes semblaient confier en masse leurs services de l'eau à des opérateurs privés, apparemment séduites par leurs promesses d'efficacité, d'innovation et d'argent liquide – et dans de nombreux cas sous pression des institutions financières internationales. Jusque-là, la gestion privée de l'eau était restée l'exception. Seules la France et dans une moindre mesure l'Espagne avaient accordé une place importante aux entreprises privées dans la gestion des services d'eau et d'assainissement. Puis est arrivée la vague néolibérale des années 1980, qui a vu le Chili sous le général Pinochet et le Royaume-Uni sous Margaret Thatcher privatiser entièrement leur secteur de l'eau. Pendant un temps, certains ont pu croire que le monde entier allait suivre la même voie.

Mais ce n'est pas ce qui a eu lieu. Il n'aura fallu que quelques années pour que la vague de privatisation s'arrête net. De nombreux contrats phares signés dans les années 1990 ont été annulés à Buenos Aires, La Paz, Atlanta, Berlin ou Dar es Salaam. Plusieurs facteurs expliquent cet échec. Le premier a été la crise financière en Asie et en Amérique du Sud, jusqu'à l'effondrement du système monétaire en Argentine en 2001-2002, qui a mis à nu l'insoutenabilité économique de nombreux contrats d'eau. Un second a été la résistance populaire à la privatisation, qui impliquait presque toujours des hausses du prix de l'eau. La « guerre de l'eau » de Cochabamba, en Bolivie, où des semaines de protestations ont conduit au départ forcé de la société états-unienne Bechtel et au retour à la gestion publique en 2001, reste le symbole de ce refus généralisé d'un service de l'eau dominé par les intérêts des grandes entreprises et de leurs actionnaires. À Cochabamba, à l'époque, tout comme dans les villes françaises comme Paris et Grenoble, ce refus s'est transformé en une force positive : le mouvement de « remunicipalisation », non plus seulement focalisé sur l'opposition aux multinationales et à la privatisation, mais aussi sur la réforme et la démocratisation des services de l'eau. Il ne s'agissait pas seulement d'en revenir à la situation antérieure à la privatisation, mais aussi et surtout d'aller de l'avant.

Depuis lors, le secteur mondial de l'eau est dominé par une sorte de guerre de position. D'une part, les multinationales (désormais à peu près uniquement Veolia et Suez) continuent à chercher de nouvelles conquêtes, toujours avec le soutien actif des bailleurs et des institutions internationales, mais avec un succès variable. Elles se heurtent quasi systématiquement à une coalition de syndicats, de mouvements sociaux, de groupes de la société civile et d'élus. La lutte contre les projets de privatisation de l'eau en Grèce, imposés par la tristement célèbre « troïka »¹ chargée de maintenir le pays sous le joug de l'austérité dans les années 2010, en est un bon exemple.

En France, le tournant de la vague a été plus radical encore. Outre Grenoble et Paris, des dizaines de villes françaises, petites ou grandes comme Rennes, Nice ou

[1] Formée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.



JEANNE MENJOULET, CC BY-ND

Montpellier, ont remunicipalisé leurs services d'eau au cours de la décennie 2005-2015. À ce jour, aucune n'a choisi de le re-privatiser, et il n'y a plus généralement pas un seul exemple de ville qui ait choisi de passer de la gestion publique à la gestion privée². Certes, plusieurs grandes villes françaises comme Lyon, Marseille, Toulouse et Bordeaux ont choisi, lorsque leurs contrats d'eau ont expiré, de renouveler la délégation du service à Suez et Veolia, malgré des campagnes citoyennes parfois actives pour la remunicipalisation. Ce choix a été justifié par les baisses importantes du prix de l'eau consenties par les entreprises privées pour préserver leur contrat (voir ci-dessous). Du fait de ces renouvellements, ainsi que des contrats en région parisienne comme le Sédif, les entreprises privées de l'eau couvrent encore une majorité de la population française (mais pas une majorité des communes françaises).

Le cas français

Qu'est-ce qui a fait de la France un tel vivier de remunicipalisation ? La réponse est simple : c'est le pays qui a l'expérience la plus longue et la plus profonde du recours au secteur privé dans ce domaine. Les élus et les citoyens français connaissaient de manière plus intime les problèmes de la privatisation de l'eau, et il y avait tout simplement plus de contrats à remunicipaliser. Les études menées par des organisations de consommateurs ont démontré, à maintes reprises, que le prix de l'eau était plus élevé dans les villes privatisées que dans les villes en gestion publique.

[2] Certains services publics de l'eau ont cependant été absorbés par des entités intercommunales plus vastes ayant confié le service au secteur privé.

Un déclencheur important de la vague française de remunicipalisations remonte en fait aux années 1990. Dans un contexte de scandales retentissants sur le financement illégal de partis politiques par des entreprises privées, une loi décisive, dite « loi Sapin », a été adoptée en 1993, améliorant significativement la transparence des marchés publics et des contrats de privatisation, et – autre point critique – limitant la durée de ces contrats. En un mot, la loi a obligé les maires et les autres responsables politiques locaux, qui jusque-là décidaient plus ou moins tout seuls, à conduire une procédure d'évaluation transparente avant d'attribuer ou de renouveler leurs contrats de service public. Tout à coup, la gestion privée de l'eau n'était plus un fait accompli.

À dire vrai, le mouvement contre la privatisation et pour la remunicipalisation de l'eau en France n'a jamais été un mouvement populaire de grande ampleur. Il y a toujours eu dans l'opinion publique, et plus encore dans la société civile (qu'il s'agisse d'associations anti-corruption, de consommateurs, d'habitants ou environnementales) un soutien de principe pour la gestion publique de l'eau. Mais c'était rarement l'enjeu prioritaire. De même pour beaucoup d'élus locaux, mais au moins était-ce un symbole politique fort, un « marqueur à gauche ». « *De manière générale, l'opinion est favorable à l'eau publique*, confirme Anne Le Strat, qui a mené à bien la remunicipalisation en tant qu'adjointe au maire et présidente d'Eau de Paris. *Mais ce soutien se concrétise surtout quand on peut montrer des exemples concrets de réussite, comme à Paris.* »

Dans chaque cas, il aura donc fallu que des acteurs prennent les choses en main et sachent tirer profit du soutien (même peu actif) de la société civile et de l'opinion publique, ainsi que de l'importance symbolique de l'eau et du service public, pour atteindre leurs objectifs. « *L'essentiel est de savoir construire des alliances* », explique Jean-Claude Oliva, de la Coordination Eau Ile-de-France, un groupe de la société civile qui promeut la remunicipalisation. Dans une ville comme Avignon, il y a eu un mouvement citoyen important pour la remunicipalisation, et le maire était plutôt favorable, mais ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord pour surmonter les oppositions. À Grenoble, la société civile locale a joué un rôle clé dans la lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau et la promotion de la remunicipalisation. À Paris, l'arrivée d'une majorité de gauche au conseil municipal en 2001 et de la militante écologiste Anne Le Strat en charge du portefeuille de l'eau a été décisive. À Nice, c'est la résistance des maires des villages montagnards appelés à être absorbés dans l'agglomération niçoise, qui souhaitaient garder leurs réseaux d'eau publics, qui a conduit à la remunicipalisation. Ceci malgré le fait que le service des eaux de la ville était géré par Veolia depuis le XIX^e siècle, et que le maire de Nice est un homme politique réputé très conservateur.

De manière significative, le mouvement de remunicipalisation en France a aussi été en partie impulsé par des personnalités au profil de techniciens, qui n'avaient pas nécessairement des opinions très marquées sur les mérites de la gestion publique



ITHMUS, CC BY-ND

et privée en elles-mêmes, mais qui n'étaient pas satisfaites des abus et de la position de pouvoir absolu de Veolia, Suez et d'une troisième société un peu plus petite, la SAUR. Ils voyaient surtout dans la remunicipalisation un moyen de réintroduire une saine concurrence dans le secteur, mais n'ont pas hésité à nouer alliance avec des élus et des militants plus engagés.

Les salariés du secteur de l'eau et leurs syndicats posaient un tout autre problème. Au début, certains d'entre eux se sont même opposés à la remunicipalisation. Ceci s'explique par le fait que les salaires et les conditions étaient historiquement meilleurs dans les entreprises privées. On peut comprendre que les travailleurs ne soient pas nécessairement enthousiastes face aux incertitudes liées à un changement d'employeur. Les partisans de la remunicipalisation ont parfois été peu diplomatiques dans leurs discours publics sur les entreprises privées, omettant de faire la différence entre les salariés, qui faisaient leur travail, et les dirigeants et actionnaires qui se focalisaient sur les profits. Au fil du temps, la perte ou le rétrécissement de leurs contrats les plus lucratifs ont forcé les entreprises de l'eau comme Veolia à supprimer des emplois, ce qui les a rendues un peu moins attrayantes par rapport aux opérateurs municipaux où, au moins, les travailleurs peuvent être fiers de leur travail et des valeurs du service public.

Contre-attaque

La remunicipalisation a toujours été impulsée depuis le niveau local. En France comme au niveau mondial, la vague de retour en gestion publique a souvent opposé des « villes » (élus et fonctionnaires locaux, mais aussi mouvements sociaux et

groupes de citoyens) aux gouvernements nationaux et aux institutions internationales, y compris l'Union européenne. Ces derniers ne promeuvent pas nécessairement la privatisation de manière ouverte et agressive ; mais, au-delà de leur posture de neutralité apparente, ils tendent à pousser ou adopter des politiques qui favorisent de fait le secteur privé.

Un premier domaine politique souvent favorable aux entreprises est celui du droit de la concurrence. Régissant l'attribution des contrats et des marchés publics, il tend à traiter les entreprises privées d'envergure nationale ou européenne comme les acteurs « normaux » du marché, et tous les autres – petites entreprises, firmes locales, et entités à capitaux publics (et les opérateurs remunicipalisés sont les trois à la fois...) – comme des exceptions devant être justifiées. Les règles et les lois relatives à la gestion de la ressource en eau en général, dans la mesure où elles influent les conditions dans lesquelles les services d'eau sont fournis, peuvent également se trouver instrumentalisées en faveur du secteur privé. Enfin, les politiques de coopération internationale et d'aide au développement sont elles aussi mises à profit pour favoriser l'expansion des entreprises d'eau françaises et européennes dans le reste du monde. Les programmes destinés à financer l'accès à l'eau dans les pays pauvres sont de plus en plus conçus sous la forme de « partenariats public-privé », ce qui revient à faire financer par les contribuables européens de nouveaux contrats pour des firmes comme Suez ou Veolia, tout en affichant hypocritement des objectifs humanitaires.

Il va sans dire que les multinationales de l'eau consacrent des efforts considérables de lobbying aux niveaux national et européen pour s'assurer que le cadre juridique et réglementaire continue de favoriser leurs intérêts. Mais même abstraction faite de ce lobbying, deux raisons fondamentales font que les décideurs nationaux et européens tendent de toute façon à privilégier leurs intérêts. La première est qu'ils suivent presque tous aveuglément le mantra de l'austérité budgétaire, qui incite à faire sortir l'eau des budgets publics. La seconde est qu'ils sont généralement soucieux de soutenir leurs « champions nationaux » (ou européens) aussi bien sur le marché domestique qu'à l'étranger.

Comment les entreprises privées de l'eau ont-elles réagi face à la menace de la remunicipalisation ? La perte de Paris a sans aucun doute été un choc d'importance mondiale pour Veolia et Suez, désormais obligées de répondre à des questions embarrassantes sur les raisons pour lesquelles leur ville d'origine leur avait tourné le dos. Elles ont généralement répondu en proposant des baisses spectaculaires du prix de l'eau, de l'ordre de 20 ou 25 % dans des villes comme Lyon, Marseille ou Toulouse. En pratique, cela signifie qu'elles ont opté pour un service de l'eau « *low cost* », dont beaucoup craignent qu'il se révélera rapidement insoutenable à la fois pour ces entreprises elles-mêmes et pour les services et infrastructures dont elles ont la charge. Jean-Claude Oliva estime d'ailleurs que leur communication autour du prix de l'eau est souvent trompeuse. « *Il faut regarder l'ensemble de la structure tarifaire, pas seulement le prix de l'eau pour 120 m³ d'eau, qui est la*

référence habituelle pour la consommation annuelle d'une famille, mais qui est sans doute trop élevé. Quand on consomme moins d'eau, les baisses de prix sont souvent beaucoup plus faibles qu'annoncées. »

Suez et Veolia tendent également à se recentrer sur des contrats de moindre envergure, tels que la construction ou l'exploitation d'usines de traitement, moins lucratives mais aussi moins risquées que la gestion de tout un service. On peut y voir une forme de privatisation insidieuse. Les deux multinationales ont recalibré leur stratégie en mettant en avant leur capacité à offrir aux élus locaux une gamme de services jouant sur les synergies potentielles entre l'eau, l'assainissement, les déchets, le chauffage ou la gestion des équipements publics, souvent avec un aspect « *big data* » ou « ville intelligente ». Elles ont désormais tendance à se présenter comme des fournisseurs intégrés de « solutions durables » pour les villes. Mais elles continuent à miser très fortement sur des solutions technologiques prêtes à l'emploi et sur la remédiation plutôt que sur des politiques de prévention telles que les approches « zéro déchet ». En ce sens, leurs nouveaux discours promotionnels consistent essentiellement à mettre de nouveaux vêtements sur leurs activités historiques.

« On peut aller encore plus loin et faire encore mieux »

Après des années de conquêtes pour la remunicipalisation, le secteur français de l'eau a-t-il atteint un nouvel équilibre entre gestion publique et gestion privée ? C'est ce que le secteur privé et ses alliés voudraient faire croire, en laissant entendre que l'opposition entre public et privé n'est plus pertinente. Les cas de remunicipalisation semblent bien avoir été moins nombreux ces dernières années, bien qu'en 2018, le contrat du Sedif ait été sérieusement entamé par le départ annoncé d'une vingtaine de communes pour construire des opérateurs publics. De toute évidence, la privatisation de l'eau sous sa forme la plus « pure » et la plus cynique n'est plus à l'ordre du jour. Mais quand bien même elles ont changé de discours et recalibré leurs stratégies, les entreprises privées de l'eau poursuivent toujours, en substance, les mêmes objectifs que naguère. La remunicipalisation reste une bataille difficile, comme elle l'a toujours été. *« Ce que nous avons gagné, nous ne l'avons pas reperdu, souligne Anne Le Strat. On pourrait dire que nous avons gagné la bataille des idées, mais seulement en partie la bataille politique. Les entreprises privées de l'eau restent puissantes, mais elles ne contrôlent plus entièrement le jeu. »*

Dans un contexte de crise climatique et face aux enjeux sociaux et écologiques de plus en plus pressants auxquels sont confrontées les villes, les efforts pour construire ou reconstruire des services de l'eau soutenables et démocratiques et pour défendre les valeurs du service public sont plus importants que jamais. *« On peut aller encore plus loin et faire encore mieux, conclut Anne Le Strat. La cause de l'eau publique a encore beaucoup de potentiel politique, en particulier dans un contexte où l'accès aux ressources naturelles et la satisfaction des besoins fondamentaux deviennent plus problématiques. Ce n'est pas le secteur privé qui apportera des solutions. »*

Une ville face aux pouvoirs établis

Le combat de Naples contre les intérêts économiques et le crime organisé

ELEONORA DE MAJO

Dans la foulée de la « crise des ordures » de 2008, Naples a élu un maire et un conseil municipal qui se sont lancés dans une politique ambitieuse de remunicipalisation et de démocratie urbaine. Mais les villes comme Naples restent isolées dans leur confrontation aux pouvoirs établis et à l'austérité qui leur est imposée par l'Union européenne et les gouvernements nationaux.

Naples a commencé son expérience municipaliste en 2011, et le maire Luigi de Magistris a été reconduit pour un deuxième mandat de cinq ans en 2016. Avec la coalition dont je suis membre en tant que conseillère municipale, il dirige la troisième plus grande ville d'Italie (après Rome et Milan) et la onzième d'Europe par le nombre d'habitants.

Pour comprendre ce que le municipalisme signifie dans une ville comme Naples et le type de confrontation qu'il implique avec les puissances établies, que ce soit au niveau national ou européen, il faut retracer l'histoire récente de cette ville du sud et le contexte qui a mené à cette expérience de gouvernement local radical.

Le point de départ de notre histoire est la période de trois années entre 2008 et 2011. Une période extrêmement déprimante et sombre pour la ville de Naples, en raison d'un mélange de corruption et de malfaisance de la part de tous les partis



JANNAKIS, CC BY

traditionnels, depuis ceux de la gauche modérée qui gouvernaient alors au niveau municipal et régional jusqu'aux partis de droite modérée qui gouvernaient à la même époque, avec Berlusconi, au niveau national. Ces partis politiques apparemment opposés étaient de fait complices dans la gestion de toutes les affaires locales et dans la protection constante des intérêts des puissances établies, y compris souvent le crime organisé.

Une expérience municipaliste dans la foulée de la « crise des ordures »

Cette complicité est apparue sans équivoque aux yeux de tous avec la prétendue « crise des ordures ». Les lobbies de la gestion des déchets, associés au crime organisé et à certains politiciens nationaux et locaux, ont créé une crise artificielle, en laissant des tonnes de déchets et des montagnes des sacs poubelles s'entasser dans les rues. Les images de Naples transformée en monceau d'ordures ont fait le tour du monde. Être Napolitain signifiait être le citoyen d'une ville dangereuse, sale et abandonnée, un otage de la mafia et de la corruption. Ce fut une période de forte augmentation du racisme dirigé contre la ville et ses habitants, où des dizaines de milliers de jeunes ont quitté Naples à la recherche d'une nouvelle vie dans le nord de l'Italie ou à l'étranger.

Dans un tel contexte, la défiance envers les partis traditionnels et les anciens élus était inévitable. La colère des citoyens empoisonnés par des décharges légales ou illégales, en particulier dans les banlieues, exigeait un changement radical, un nouvel élan démocratique pour la ville, une sorte de rédemption.

À l'approche des élections locales de 2011, une coalition de comités citoyens, d'associations et de groupes de la société civile a organisé plusieurs réunions pour discuter de la possibilité de participer aux élections et de présenter des candidats en dehors des partis politiques traditionnels. Luigi de Magistris, alors député au Parlement européen, a été élu avec des centaines de milliers de voix. C'était une personnalité populaire depuis l'affaire « Why not », une célèbre enquête qu'il a menée en tant que juge contre des politiciens italiens corrompus de gauche comme de droite.

Pendant la campagne électorale, aucun sondage n'envisageait la possibilité d'une victoire pour notre candidat « hors système ». Le lendemain du scrutin, cependant, les partis traditionnels se sont réveillés de leur long sommeil et se sont rendus compte que les citoyens, fatigués de leur arrogance, les avaient chassés ! De Magistris était maire de Naples. En 2016, il a été reconfirmé pour cinq années supplémentaires avec le soutien des neuf conseillers municipaux de DemA, une plateforme pour la démocratie et l'autonomie associant les groupes de la société civile et des partis de gauche radicaux.

Protéger les services publics contre les dogmes néolibéraux

La coalition municipaliste a hérité d'une ville sale, endettée et déprimée, de sorte que ses premières années au pouvoir ont été extrêmement difficiles. Le cœur de l'action de la coalition a toujours été de défendre les intérêts des citoyens contre ceux des pouvoirs établis et des entreprises privées. Dès lors, en ce qui concerne la gestion des ordures par exemple, nous avons immédiatement coupé toute relation avec toutes les entreprises privées, souvent liées au crime organisé. Nous avons centralisé la collecte et l'élimination des déchets au sein d'une entreprise municipale, de manière à éviter les infiltrations mafieuses.

La même recette a été appliquée à une autre grande entreprise privée, Romeo gestioni, qui gérait l'ensemble des actifs immobiliers de la commune, y compris les logements sociaux. Nous avons décidé de résilier le contrat entre cette entreprise et la municipalité et, comme pour les déchets, de centraliser la gestion et la maintenance et de les confier à un organe municipal. Au début, cela a entraîné de nombreuses difficultés, car Romeo gestioni avait accumulé au fil des ans des milliers de documents sur les actifs immobiliers. Nous avons dû les transférer un par un, papier par papier, dans nos archives, et tout réorganiser de zéro.

Le résultat positif de cette remunicipalisation de la gestion immobilière a été une baisse immédiate de coûts pour les citoyens, mais aussi la fin du clientélisme qui s'était développé autour de la gestion du parc immobilier. L'opération signifiait aussi une remise en cause radicale des dogmes néolibéraux poussant à la privatisation des actifs immobiliers publics, et a permis d'assurer la protection de nombreuses personnes en situation d'urgence du point de vue du logement.

Ces remunicipalisations de services privatisés ou infiltrés par des acteurs véreux ont été menées à bien dans le contexte d'une attaque frontale contre les collectivités locales liée au « pacte budgétaire » et aux autres mesures d'austérité impulsées par l'Union européenne. Le manque de fonds engendré par l'austérité a souvent entravé les interventions municipales et la fourniture des services publics. Un élément important de notre stratégie dans ce contexte aura consisté à approfondir nos relations avec les habitants à travers des assemblées publiques et des réunions avec les comités de citoyens. La démocratie participative est un instrument décisif pour le municipalisme pour combiner consensus et protection des services publics.

Un autre bon exemple de notre guerre locale contre les multinationales a été la décision de respecter strictement la décision du référendum italien sur la gestion de l'eau qui a eu lieu en 2011. Des millions d'Italiens ont alors voté pour que l'eau soit reconnue comme un droit humain fondamental, mais aussi pour la remunicipalisation de la toute la chaîne d'approvisionnement et de distribution de l'eau dans les villes. Nous avons transformé la société municipale de l'eau, auparavant une société mixte public-privé, en une société totalement publique appelée Acqua Bene Comune (« L'eau bien commun »). Dans le cadre de sa gestion participative, ABC s'est dotée d'un conseil de contrôle populaire, géré par des comités et des associations écologistes. Le résultat est un prix de l'eau parmi les plus bas du pays et une interdiction totale des coupures d'eau pour les pauvres.

La dette illégitime, bête noire des villes

Plus récemment, nous avons dû faire face à une autre bataille majeure, contre ce que nous appelons la « dette illégitime ». La plupart des budgets des villes italiennes sont obérés par une dette énorme – auprès du gouvernement national, d'entreprises privées, de fonds spéculatifs, etc. De fait, avant le pacte budgétaire de l'UE, toutes les villes étaient gérées et gouvernées grâce à la dette et au crédit. C'était le seul moyen de garantir les services, mais aussi la spéculation privée et le clientélisme. Après 2010 et la priorité donnée à l'austérité au niveau européen, les villes ont été obligées de changer de politique et de clôturer chaque année leur budget sans déficit. Pour mettre en œuvre le pacte budgétaire, la constitution italienne a été modifiée et les déficits municipaux sont désormais impossibles. Il en a résulté un dilemme pour les collectivités locales : soit réduire les services sociaux, soit désobéir.

Ce changement soudain a contraint de nombreuses collectivités locales à réduire leurs services sociaux, leurs aides et leurs politiques de protection des plus pauvres. Notre situation était particulièrement difficile car nous avions hérité d'une dette de centaines de millions d'euros des administrations précédentes, à quoi s'ajoutaient des dettes nouvelles générées par les lois financières approuvées au niveau national et par des produits financiers toxiques. Naples supportait en outre le fardeau de deux énormes prêts liés au tremblement de terre de 1980 et à la crise des ordures de 2008. Toutes ces dettes impliquaient des paiements massifs d'intérêts, amenant la ville au bord de la faillite.

Nous avons donc décidé de créer un comité consultatif permanent sur la dette municipale afin de mener un audit sur la dette illégitime. Nous espérons trouver d'autres villes désireuses de lutter elles aussi contre ce chantage financier, et construire avec elles une campagne européenne contre le pacte budgétaire, qui impose aux villes une austérité désastreuse, et contre la dette illégitime.

« Les villes sont complètement seules »

La lutte des villes contre les multinationales est une bataille interminable pour l'égalité et la justice. Entreprises et autres intérêts privés se cachent dans tous les recoins de notre vie administrative quotidienne.

C'est un défi en ce qui concerne les marchés publics, mais aussi pour des grands projets de régénération urbaine comme celui d'Ex Taverna Del Ferro. Ce célèbre quartier post-industriel était devenu une cible de spéculation pour une entreprise cimentière et des chaînes hôtelières. Le conseil municipal a heureusement pu intervenir et changer complètement le projet officiel de rénovation. Le plan de régénération urbaine a été réécrit après discussion avec les organisations sociales et les habitants. La même méthode a été réutilisée à plusieurs reprises pour bloquer d'autres opérations spéculatives dans différents lieux de la ville.

Le problème est que dans cette période historique, les villes sont complètement seules dans leur lutte. Les gouvernements nationaux ont transformé les collectivités locales en institutions dépourvues de pouvoir et d'autonomie financière. C'est la raison pour laquelle, pour être efficaces, nos villes doivent joindre leurs forces et organiser la bataille au niveau européen.

Il y a un besoin urgent que le Parlement européen se préoccupe des villes en tant qu'autorités locales, et qu'on ouvre en même temps la possibilité pour elles de gérer directement les programmes financiers de l'UE au niveau municipal, afin d'éviter la corruption et le gaspillage des deniers publics.

Prendre soin de la vie dans les villes

Féminisation de la politique et remunicipalisation en Espagne

BLANCA BLAYAS

Les activités de « soin » essentielles à la vie des villes, comme les services aux personnes ou le ménage, sont de plus en plus accaparées par des grandes entreprises offrant des salaires de misère et des conditions de travail draconiennes. Mais leurs employées – des femmes souvent discriminées en raison de leur origine, leur couleur de peau ou leur âge – relèvent de plus en plus la tête.

Le 5 mars 2007, des employées de l'entreprise Clece de la ville de Gérone – en charge du ménage dans des hôpitaux publics, des établissements scolaires et d'autres centres municipaux – se sont mises en grève illimitée. Cette grève marquerait les esprits pendant longtemps. Durant ces journées de mobilisation, des distributions de tracts ont été organisées dans les quartiers, ainsi que des réunions avec des enseignants, des associations de familles et de résidents. Les grévistes ont appelé à des rassemblements, des manifestations et même à des campements devant la porte de la mairie, portant une revendication qui allait trouver un écho durable à Gérone comme ailleurs : celle de la (re)municipalisation¹ de l'entretien des équipements publics. Cette grève, qui a duré 37 jours, leur a permis d'obtenir après de longues négociations un certain nombre de leurs demandes : entre autres, l'engagement de transformer les contrats temporaires en contrats à durée indéterminée, et celui d'augmenter le personnel permanent dans les centres.

[1] Dans cet article, nous utilisons le terme de (re)municipalisation pour parler tant des cas de services qui étaient auparavant gérés publiquement, et qui reviennent dans le giron public après une période de privatisation (remunicipalisation), que de cas de services qui n'ont jamais été publics, et que l'on cherche à municipaliser pour la première fois.

Plus de dix ans plus tard, les mobilisations et les dénonciations des travailleuses de Clece continuent sans relâche sur tout le territoire espagnol. Avec les mêmes revendications face aux mêmes abus – ou pires – de la part de l'entreprise.

Plusieurs cas ont été dénoncés publiquement au cours de l'année 2019. En septembre, par exemple, plusieurs travailleuses du Palacio Real portaient plainte contre Integra, une entreprise sous-traitante engagée par Clece, qui les obligeait à travailler plus longtemps que stipulé dans leur contrat : 11 heures par jour pour 545 euros par mois. Certaines n'ont signé leur contrat qu'au moment où on leur notifiait leur licenciement. Il s'agissait en outre de travailleuses affectées par différents handicaps qui auraient

dû avoir droit à une adaptation de leurs conditions de travail². En mai 2019, le personnel en charge du ménage dans l'hôpital de La Nueva Fe, à Valence, se mettait lui aussi en grève³. En juin, c'étaient les travailleuses de l'hôpital Servet à Saragosse⁴.

ACS/Clece

Chiffre d'affaires : 36,7 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Florentino Pérez (PDG)

Siège social : Madrid, Espagne

Fondé en : 1997

Secteurs d'activité : construction, infrastructures, services

Employés : 195 461 (2018)

À savoir :

* Ancré dans le secteur de la construction, le groupe ACS a prospéré depuis sa création grâce à sa proximité avec les dirigeants politiques locaux et nationaux en Espagne. Florentino Pérez est au centre de ces réseaux d'influence, avec souvent pour théâtre sa loge dans le stade du Real Madrid.

* À travers sa filiale Clece, le groupe profite de la privatisation croissante des services de maintenance ou de soins à la personne par les collectivités locales et nationales. La force de travail de Clece est majoritairement constituée de femmes discriminées en raison de leur origine ou de leur âge ; elles se retrouvent avec des salaires minimaux et des conditions de travail draconiennes.

Des profits sur le travail de care : le cas de Clece

Pour qui habite en Espagne, il est presque impossible de pas se retrouver en jour entre les mains de Clece et de son offre de « soin ». Cette entreprise multi-services opère dans le pays depuis 1992 et, ces dernières années, également au Royaume-Uni et au Portugal. C'est une filiale du groupe Actividades de Construcción y Servicios S.A. (ACS), propriété de Florentino Pérez, par ailleurs président du club de football du Real Madrid. Clece est présente dans les secteurs socio-sanitaire, hospitalier,

[2] https://elpais.com/ccaa/2019/09/26/madrid/1569526007_058174.html

[3] <http://rojoynegro.info/articulo/acci%C3%B3n-sindical/la-plantilla-clece-contrata-limpieza-la-nueva-fe-inicia-concentraciones-pro>

[4] https://www.elperiodicodearagon.com/noticias/aragon/empleadas-limpieza-servet-concentraran-diario-sobrecarga_1367493.html

https://www.elperiodicodearagon.com/noticias/aragon/clece-aumenta-presion-limpiadoras-servet_1368116.html

éducatif, hôtelier, sportif, industriel, financier et dans les aéroports. Concrètement, elle vend des services de soin ou de « *care* », d'entretien, de ménage, de restauration, de jardinerie, de logistique internet et de sécurité, à des hôpitaux, des écoles, des résidences, des centres d'accueil, des services sociaux, des hôtels, des aéroports, des banques, etc. Elle travaille avec différents types de populations victimes de contextes d'exclusion, depuis des personnes sans domicile fixe jusqu'à des femmes subissant des violences sexistes. Elle assure même des services de sécurité dans les Centres de résidence temporaire pour immigrés (CETI) de Ceuta et Melilla⁵.

Le travail du « *care* » est au cœur de ce qui fait tourner une ville ; c'est ce qui soutient la vie. Clece le sait très bien, et elle a développé un vaste réseau pour « couvrir » ces besoins. C'est exactement ce que dit son slogan : « *une entreprise de gens pour des gens* ». Florentino Pérez l'a lui-même d'ailleurs définie comme « *une ONG [...] dédiée à donner satisfaction aux gens qui en ont besoin* »⁶.

Clece gère la vie des gens : elle a progressivement pénétré tous les secteurs liés à la reproduction sociale. Elle s'est accaparée un grand nombre de contrats auprès d'administrations publiques locales, régionales et étatiques, qui représentaient environ 1,2 milliard d'euros en 2018, soit 80 % du chiffre d'affaires de l'entreprise⁷. Lorsqu'elle répond à des appels d'offres, elle propose des tarifs imbattables derrière lesquels se cachent des salaires extrêmement précaires pour les travailleuses. Ces dernières années, Clece a de plus en plus pris la place des ONG et associations du secteur social qui assuraient jusqu'ici les mêmes services. C'est le cas du Service de soins à domicile (SAD) à Barcelone depuis 2016, lorsque l'ONG Asociación Bienestar y Desarrollo (ABD), spécialisée dans le service aux groupes en situation de vulnérabilité, a perdu l'appel d'offres au profit de Clece et Valoriza (laquelle fait partie de Sacyr Facilities, une autre grande entreprise multi-services)⁸. Leur stratégie : s'approprier tous les services publics, et s'assurer ainsi une rentabilité élevée grâce aux fonds publics. De fait, c'est nous tous et toutes qui payons les bénéfices de Clece avec nos impôts.

L'« ONG » de Florentino Pérez est indéniablement très rentable, ayant transformé les soins à la personne en une marchandise très précieuse. En 2018, Clece a enregistré un chiffre d'affaires total de 1,5 milliard d'euros. Ses bénéfices ne cessent d'augmenter. Le personnel de l'entreprise, la même année, se chiffrait à 74 411 employés, dont 82 % sont des femmes, et 49 % entre 45 et 60 ans⁹. Autrement dit, un personnel très féminisé et proche de la retraite, qui s'occupe principalement de ménage et de services à la personne – des activités intensives en emploi qui représentent 77,6 % du personnel total.

[5] Au sein de Clece, on voit une nette progression du secteur de la sécurité, avec 38,7 % des employés en 2016. Au sujet des Centres de résidence temporaire pour immigrés de Ceuta et Melilla : <https://www.naciodigital.cat/noticia/185011/lucratiu/negoci/florentino/perez/amb/centres/immigrants/ceuta/melilla>

[6] Comparution devant la Commission d'enquête du Projet Castor, au Parlement de Catalogne, le 17 juin 2019.

[7] 80 % du chiffre d'affaires provient du secteur public et 20 % du privé, selon les chiffres de l'entreprise elle-même : <http://memoria2018.clece.es/>

[8] https://www.ara.cat/societat/Florentino-Sacyr-latencio-domiciliaria-Barcelona_0_1561643866.html

[9] <http://memoria2018.clece.es/>

Clece se vante d'embaucher des femmes qui ont subi des violences sexistes, des personnes présentant des handicaps divers ou ayant dépassé la cinquantaine, pour qui « *il est difficile d'intégrer le marché du travail* ». C'est ainsi que les travailleuses de cette entreprise et de ses semblables, déjà en situation d'exclusion dans un contexte de capitalisme néolibéral, voient leurs droits encore amputés par les abus récurrents et systémiques de leur entreprise. Clece, c'est une litanie de licenciements, de contrats précaires, de salaires de misère, de personnel et de moyens insuffisants, et donc une longue histoire de dénonciations publiques de la part de ses travailleuses.

Les femmes qui entretiennent les villes et qui entretiennent la vie

La plupart de celles qui lavent, nourrissent, prennent soin de, et par conséquent soutiennent et entretiennent la vie dans les villes européennes sont des femmes, précaires, migrantes et racialisées. Des femmes anonymes, souvent originaires de pays lointains, qui travaillent dans le secteur du soin à la personne, contre des salaires de misère. Pour venir ici, elles confient ce travail de soin à des femmes encore plus précaires dans leurs pays d'origine. Cette logique du modèle néolibéral, appelée « chaîne mondiale du travail reproductif » (*Global Care Chain* en anglais), reflète une division sexuelle et internationale du travail.

C'est particulièrement flagrant dans le cas du travail domestique et des soins en centre et en établissements dédiés, très féminisés en Espagne. 42 % de toutes les personnes affiliées au Système spécial pour les travailleuses domestiques sont des femmes de nationalité étrangère. Le salaire que perçoivent ces travailleuses est inférieur de 59 % au salaire moyen brut total, et leur cotisation moyenne à la caisse de retraite est également la plus basse de tout le système espagnol de sécurité sociale¹⁰.

En réalité, le constat vaut pour toute la main d'oeuvre précaire du secteur des services à la personne. Des firmes comme Clece, mais aussi Eulen, Ferrovial Servicios, Acciona, Sacyr Facilities, OHL Ingesan, Ilunion ou FCC – d'autres grandes entreprises du secteur – tirent des profits énormes des conditions de travail précaires et abusives qu'elles imposent. Ces entreprises, de dimension internationale, reproduisent une logique d'accumulation du capital et de mépris des droits du travail et de la qualité des services proposés dans tous les pays où elles opèrent.

Comment est-ce possible ? L'orientation politique dominante accorde la priorité au remboursement de la dette financière¹¹, ce qui implique de sévères mesures d'austérité et, par conséquent, un désinvestissement public de secteurs fondamentaux comme la santé, l'éducation ou encore la protection sociale. La population en est

[10] Chiffre tiré d'un rapport récent du syndicat UGT : <http://www.ugt.es/sites/default/files/informe-trabajo-domestico-y-de-cuidados-para-empleadores-particulares-ugt.pdf>

[11] Dans le cas espagnol, la base légale qui rend ce processus effectif a été l'approbation de la réforme de l'article 135 de la Constitution, en 2011, par le PSOE et le PP et de la loi Montoro de rationalisation et soutenabilité de l'administration locale (LRSAL) en 2013.



WORKING FAMILIES, CC BY-NC

fortement affectée, ce qui se traduit par des milliers d'heures de travail reproductif supplémentaires que les femmes doivent fournir pour « amortir » le choc de cette casse sociale. Pour celles qui peuvent se le permettre, le travail du « care » est externalisé et devient une marchandise, ce qui crée un secteur commercial très rentable. Pour celles et ceux qui ne peuvent pas se le payer, ce travail de soin est internalisé, augmentant encore davantage la pression sur celles qui l'assurent, avec plus d'heures de travail reproductif à effectuer. En somme, on assiste à une accumulation par dépossession¹² du temps et du travail de nombreuses femmes, qui ne fait que s'accroître depuis plusieurs années, débouchant sur une grave crise du travail du « care » dans le cadre du capitalisme financiarisé d'aujourd'hui¹³.

Ces dernières années, le conflit du « capital contre la vie » – qui ne date pas d'aujourd'hui, puisqu'il fait partie intégrante du système économique et social actuel – a donné lieu à des mobilisations des travailleuses du secteur du « care » et de la reproduction sociale pour l'amélioration de leurs conditions et pour un travail digne. Les luttes sont menées à travers des organisations de femmes sur leur lieu de travail, des associations et des syndicats. C'est le cas des Kellys¹⁴, une association au niveau de toute l'Espagne formée par des femmes de chambre d'hôtels et d'appartements touristiques dans le but de défendre leurs droits au travail.

[12] Concept proposé par le géographe et théoricien David Harvey, qui montre comment la pratique de prédation de l'accumulation primitive et, par conséquent, de la concentration du capital, est permanente, s'actualisant et même s'approfondissant dans des contextes de crise de suraccumulation, dépossédant de larges secteurs de la population.

[13] Pour plus d'information : https://odg.cat/wp-content/uploads/2017/09/odg_deute_de_cures_esp_def_0.pdf

[14] Le nom « Las Kellys » vient d'un jeu de mot populaire : « la Kelly, la que limpia » (« La Kelly, celle qui nettoie ») – dans ce cas précis, celle qui nettoie les hôtels.



GABARATA, CC BY-SA

Cette organisation s'est fait connaître en dénonçant de nombreux abus dans le secteur depuis sa fondation en 2016. Pour prendre un exemple récent, les 24 et 25 août 2019, environ 30 % des femmes de chambre d'Ibiza, soit environ 2000 femmes, se sont mises en grève – la première menée par ce collectif en Espagne – pour exiger de meilleures conditions de travail et la fin de la sous-traitance des services qu'elles réalisent, une revendication clé pour lutter contre la précarité¹⁵. En mettant en lumière leur réalité et leur lutte, les Kellys ont obtenu un large soutien de la société civile. Une autre organisation phare au niveau local dans la ville de Barcelone, le Sindihogar, est un syndicat indépendant des travailleuses domestiques et du « care » qui revendiquent le droit au chômage, à la retraite et la ratification par l'Espagne de la Convention 189 de l'OIT pour améliorer leurs conditions de travail.

Certaines grèves historiques dans le secteur du « care », menées par et avec une participation quasi exclusive de femmes, ont mené à des succès significatifs. C'est le cas des travailleuses des résidences du Pays basque, en grève pendant 378 jours en 2016 et 2017, qui ont obtenu des améliorations importantes, notamment en termes d'horaires de travail et de salaires. Leur mobilisation, selon les termes de l'une des porte-paroles des travailleuses lisant un communiqué à la conclusion de l'accord, a été une « grève de femmes » : « *En toute humilité, nous croyons sincèrement que nous écrivons une page de l'histoire du mouvement syndical* », à travers ce qui aura été « *plus qu'un conflit du travail, mais aussi une lutte sociale et féministe.* »

[15] <http://www.izquierdadiario.es/Historica-huelga-de-Las-Kellys-en-Ibiza-al-grito-de-No-somos-de-hierro>

Grèves féministes en défense de la vie

Face aux grandes entreprises et à leurs profits, là où la vie se reproduit, là se livrent les batailles : tel est l'enjeu des grèves féministes qui se sont multipliées ces dernières années. En 1975, les femmes islandaises ont initié une grève qui a mobilisé plus de 90 % d'entre elles, paralysant complètement le pays. Au lieu d'aller travailler hors de chez elles ou d'assurer les tâches domestiques, elles sont sorties dans les rues pour manifester. Cette grève avait pour but de montrer que sans le travail des femmes, productif ou reproductif, la société ne pouvait pas fonctionner.

En Espagne, c'est en 2014 et 2015 qu'a réémergé l'idée d'une grève générale féministe, « la grève de nous toutes ». Des milliers de femmes sont sorties dans les rues en Catalogne. Au cours des années suivantes, des grèves ont été organisées le 8 mars, journée internationale des femmes travailleuses. Sous l'inspiration des grèves féministes argentines et du mouvement « Ni Una Menos », et de leur slogan « *Si nos vies ne valent rien, produisez donc sans nous* », les derniers appels à la grève de 2018 et 2019 ont été amplement relayés au niveau international, et massivement suivis.

Les grèves féministes cherchent à mettre en évidence le fait que ce sont les femmes qui soutiennent et entretiennent le monde ; non seulement à travers le travail domestique non rémunéré, dont elles ont généralement la responsabilité dans les foyers, mais aussi à travers le travail salarié précaire qui entretient les bureaux, les usines, les résidences, les écoles, les hôpitaux... les villes dans leur ensemble. Le mouvement féministe a appelé à faire grève au niveau de la production, de la reproduction, des études, et de la consommation. Des rassemblements, des actions décentralisées et d'autres mobilisations ont eu lieu dans plus de 170 pays lors la grève du 8 mars 2019. Cela a été une perte pour les grandes entreprises, particulièrement affectées par la proportion importante de femmes dans leur personnel qui ont arrêté de produire, et par la grève de la consommation pour dénoncer les intérêts des multinationales et les conditions de travail précaires qui se cachent derrière les produits à bas prix.

Ces mobilisations restent cependant confrontées à des nombreux défis : par exemple celui de la participation des femmes les plus précaires, souvent migrantes et/ou racialisées, qui n'ont pas pu rejoindre la grève ou qui ont interpellé les organisatrices sur l'aspect peu concret de leurs propositions, lesquelles ne reflètent pas la diversité des réalités vécues. D'autres femmes encore ont subi des représailles, sur leur lieu de travail ou chez elles, pour avoir fait grève¹⁶.

Les luttes dans les villes se mènent là où est la vie, et c'est aussi là que sont les alternatives

Face à un modèle qui brade le travail du « care » au plus offrant sous forme de marchandise, certaines propositions, depuis les villes, pour remettre la vie au

[16] <https://www.elsaltodiario.com/huelga-feminista/eulen-despide-a-una-limpiadora-por-secundar-la-huelga-feminista-del-8m>

centre passent par la (re)municipalisation et par des collaborations public-citoyens permettant la participation et l'organisation autonome des femmes.

La bataille pour la (re)municipalisation, pour le public et les communs¹⁷, se livre là où est la vie : dans les luttes pour le logement, pour l'eau, pour l'énergie, et pour les services de « care » qui soutiennent les villes.

Certaines municipalités ont pris position contre les abus d'entreprises comme Clece : la ville de Cordoue a poursuivi en justice l'entreprise, qui voulait interrompre temporairement l'assistance à domicile dans la ville, en mettant ses employées à la rue, suite aux pressions de la mairie pour que Clece accède aux exigences des travailleuses¹⁸. Dans d'autres villes, l'inspection du travail a forcé Clece à respecter l'Accord-cadre national sur le service aux personnes en situation de dépendance et de développement de l'autonomie personnelle qu'elle enfreignait dans plusieurs communes de La Rioja¹⁹.

En Catalogne, la menace plane de l'approbation imminente d'une loi d'externalisation des services à la personne (santé, éducation, social), la loi Aragonès, qui fait suite à la Directive 24/2014 de l'Union européenne sur les marchés publics. Cette législation vise à structurer un modèle pour l'externalisation de ces services publics – dont certains n'ont jamais été encore privatisés – sans intégrer l'option de partenariats public-citoyens. Elle entraînerait de nouvelles privatisations et la justification des privatisations en cours dans des secteurs cruciaux pour les droits fondamentaux. Aujourd'hui, la lutte pour bloquer l'approbation de cette loi est menée par des mouvements sociaux et des syndicats alternatifs réunis au sein de la Plateforme Aturem la Llei Aragonès.

Il y a heureusement des modèles davantage porteurs d'espoir pour la défense du public et des communs comme la (re)municipalisation et la gestion directe des services. Ces alternatives ont permis d'importantes améliorations des conditions de travail pour les travailleuses, y compris une augmentation des salaires, une plus grande stabilité de l'emploi et de meilleures conditions. De ce fait, elles améliorent la qualité des services rendus, en les rendant plus bienveillants. Il est important de souligner que ces (re)municipalisations ont toujours été impulsées par les travailleuses des services elles-mêmes, organisées et mobilisées, comme les courageuses grévistes que nous mentionnions au début de cet article.

[17] Nous faisons référence ici aux communs, c'est-à-dire aux biens et aux services d'accès universel, de gestion démocratique, dont l'usage est durable dans le temps et dont la propriété est collective. Ils se distinguent du public, qui centralise la gestion et la prise de décision sur qui a accès aux biens entre les mains des gouvernants.

[18] <https://cordopolis.es/2018/10/26/el-ayuntamiento-le-gana-un-pleito-a-clece-y-evita-pagarle-129-millones-de-euros/>

[19] <https://www.fespugt.es/sectores/salud-sociosanitario-dependencia/noticias/23706-inspeccion-de-trabajo-obliga-a-clece-a-cumplir-el-convenio>

À Barcelone, au cours des cinq dernières années, on a assisté à la (re)municipalisation de trois garderies, des services de soin sanitaire à domicile les week-ends et jours fériés, des points d'information et d'accompagnement des femmes, et du service d'accompagnement, de rétablissement et d'accueil aux femmes victimes de violences²⁰. D'autres communes ont suivi le même chemin pour leur SAD, comme Pampelune, Chiclana, Jerez de la Frontera, Atarfe et Albolote²¹. De même, ces dernières années, plusieurs services de nettoyage de la voirie et des bâtiments publics ont été (re)municipalisés dans plusieurs communes espagnoles²².

L'option de la (re)municipalisation est compatible avec une gestion par les citoyens eux-mêmes, avec des coopératives d'économie sociale et solidaires, ou encore avec des collaborations public-citoyens-coopératives. Ce type d'alternatives se basent sur un engagement des institutions et de la société civile ; ce sont des collaborations qui assurent l'autonomie des communautés et garantissent l'usage public des ressources en fonction de critères d'accès, de durabilité, d'ancrage territorial et de gouvernance démocratique des services publics et des communs²³. Rien à voir avec le modèle des concessions public-privé, qui incarnent en réalité une logique de privatisation²⁴. Un bon exemple, dans la sphère du travail du « care », est la proposition d'une coopérative de services de soins à domicile, SAD Mujeres Pa'lante, fondée par une association de femmes à Barcelone qui se compose en grande partie de femmes migrantes et racialisées²⁵.

Les victoires de ces alternatives à la gestion privée et aux pratiques abusives des grandes entreprises ont été obtenues grâce à la lutte des travailleuses pour des salaires dignes et pour des soins de qualité. Face à la marchandisation du travail du « care » et des villes, des propositions émergent au sein de l'économie sociale et féministe en défense d'une vie qui soit digne d'être vécue.

[20] <https://amap.cat/ca/barcelona-impulsa-una-plataforma-per-facilitar-els-processos-de-remunicipalitzacio/>

[21] <https://www.noticiasdenavarra.com/2016/12/21/vecinos/pamplona/el-ayuntamiento-recupera-todo-el-servicio-de-atencion-a-domicilio-y-contrata-166-empleadas>

[22] <https://www.elsaltodiario.com/remunicipalizacion/casi-cien-servicios-remunicipalizados-66-municipios-2011-2019-agua-publica>

[23] <https://www.elcritic.cat/opinio/laia-forne/el-difcil-equilibri-sumar-autonomia-i-funcio-publica-23907>

[24] <https://www.elcritic.cat/opinio/laia-forne/el-difcil-equilibri-sumar-autonomia-i-funcio-publica-23907>

[25] La coopérative, de plus, propose des services de restauration, un atelier de couture et diverses formations – sur la violence de genre, la médiation interculturelle, les économies féministes, entre autres activités.

« Des gens normaux doivent pouvoir habiter en ville pour des loyers normaux »

Les citoyens en première ligne de la révolution du logement à Berlin

RACHEL KNAEBEL

Confrontés à la hausse des loyers et à la mainmise croissante de géants de l'immobilier sur la ville, les habitants de Berlin sont entrés en résistance. Ils ont forcé les autorités locales à geler les loyers et à protéger des immeubles des appétits des spéculateurs. Une campagne est en cours pour aller encore plus loin : une remunicipalisation de tous les logements détenus par des multinationales dans la capitale allemande.

Le 15 juillet 2019, les locataires de 670 appartements de la Karl-Marx-Allee, une grande avenue est-berlinoise, ont enfin pu pousser un « ouf » de soulagement. Le maire de Berlin venait d'annoncer que leurs logements seraient bel et bien rachetés par la ville, et non par une grande firme immobilière privée et cotée en bourse comme c'était envisagé depuis des mois.

Début novembre 2018, les habitants de cet ensemble de logements proches de l'Alexanderplatz avaient appris que leurs appartements allaient bientôt devenir la propriété du géant de l'immobilier Deutsche Wohnen, qui en possède déjà plus de 100 000 dans la capitale allemande. Très vite, ils se sont mobilisés, constitués en collectif, ont étendu des banderoles à leurs fenêtres et cherché le contact avec la municipalité. Car l'entreprise a très mauvaise réputation à Berlin. Les locataires le savaient : une fois leurs logements entre les mains de Deutsche Wohnen, le plus probable était que leurs loyers s'envoleraient et que beaucoup, les moins riches, devraient partir en périphérie.



UWE HIKSCH, CC BY-NC-SA

« Les gens n'en peuvent plus »

Les appartements de la Karl-Marx-Allee appartenaient auparavant à un bailleur communal, avant d'être privatisés au début des années 1990. C'était alors la tendance dans toute l'Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est : vendre les bailleurs communaux, l'équivalent allemand des bailleurs sociaux français (office HLM, régie immobilière publique...), à des grandes firmes immobilières et à des fonds d'investissements. L'objectif était « d'assainir » les finances publiques. Entre 1990 et 2005, Berlin a vu partir entre les mains d'entreprises privées plus de 200 000 de ses anciens logements communaux. En 2004, la capitale a privatisé son plus gros bailleur communal, GSW. Celui-ci a d'abord été vendu à un fonds d'investissement états-unien, Cerberus, avant d'atterrir en 2013 dans le giron de Deutsche Wohnen. « *Les sociétés capitalistes qui ont racheté des logements en masse veulent juste faire de l'argent avec, et distribuer des dividendes à leurs actionnaires* », dénonce Katalin Gennburg, élue du parti de gauche Die Linke au parlement local de Berlin. (Die Linke fait partie de l'alliance des gauches qui gouverne la municipalité berlinoise depuis 2016, avec les sociaux-démocrates et les Verts.)

Berlin est une ville de locataires. Plus de 80 % des logements de la ville sont loués, dont un cinquième par des grandes entreprises privées qui traitent le logement comme une simple marchandise. Mais alors que la ville gagne à nouveau en population depuis le début des années 2010, que le marché locatif se tend et que les loyers explosent, cette privatisation est de plus en plus critiquée. Les loyers des nouveaux baux ont augmenté de 75 % entre 2011 et 2016 ! Pour les contrats existants, même si la loi allemande limite leur augmentation, les grandes firmes immobilières utilisent souvent le prétexte de la modernisation pour augmenter d'un coup les loyers de 30 voire de 50 %.

« *La réalité, c'est que les gens n'en peuvent plus* », dit Katalin Gennburg. Partout dans la ville, des associations de locataires se créent. Il y en a un centaine aujourd'hui. Cette nouvelle vague du mouvement pour le droit au logement a commencé en 2012 dans un ensemble d'anciens logements communaux privatisés, dans le quartier de Kreuzberg cette fois. Les locataires, confrontés à d'importantes augmentations de loyers, étaient menacés de devoir quitter leurs appartements. Ils se sont mobilisés, ont occupé le quartier, organisé des manifestations, rencontré les élus. En 2017, la ville a finalement racheté une partie de leurs logements pour 56 millions d'euros. Depuis, un conseil des locataires participe à la gestion des immeubles aux côtés du bailleur communal. Dans la Karl-Marx-Allee aussi, la mobilisation a payé. « *La solution est venue de nous, pas de la ville*, tient cependant à souligner Norbert Bogedein, locataire depuis 1996. *C'est comme ça que doit marcher la politique, du bas vers le haut. Nous, nous voulons que des locataires normaux puissent vivre dans le centre-ville pour des loyers normaux.* »

Vers une remunicipalisation du logement ?

De fait, la pression des habitants est de plus en plus forte. Fin 2018, une initiative citoyenne s'est même lancée pour exiger l'organisation d'un référendum local pour l'expropriation de Deutsche Wohnen et des autres grandes firmes immobilières privées qui détiennent plus de 3 000 immeubles à Berlin. Il s'agirait en fait d'obliger la ville à racheter les quelques 200 000 anciens logements communaux à ces firmes, mais en-dessous du prix actuel du marché, et d'y instaurer ensuite une gestion démocratique. Il est tout à fait possible que l'initiative parvienne à ses objectifs. « *Il y a quelques années encore, il aurait semblé absurde à beaucoup de parler d'expropriation. Aujourd'hui, notre initiative rencontre une grande résonance* », constate Rouzbeh Taheri, l'un des fondateurs de l'initiative. L'homme milite depuis des années pour le droit au logement. En 2015, il était déjà porte-parole d'un mouvement de locataires qui avait lancé une procédure de référendum citoyen pour la protection du logement social. Mais nul besoin de référendum alors : la municipalité avait adopté leur projet. Aujourd'hui, l'initiative pour l'expropriation des firmes immobilières a déjà récolté 77 000 signatures, déposées en juin 2019 à la municipalité. La ville les examine, puis va soit adopter la proposition, soit négocier un projet alternatif. Si aucun accord n'est trouvé, il faudra récolter en quatre mois les 180 000 signatures nécessaires pour organiser un référendum. Si les activistes y parviennent, un vote sera organisé, dont le résultat sera contraignant (si au moins 25 % des inscrits des listes électorales berlinoises y participent).

Les nouveaux vautours de l'immobilier berlinois

« *Deutsche Wohnen n'est vraiment pas aimée à Berlin*, poursuit Rouzbeh Taheri. *C'est parce qu'elle met en œuvre tous les leviers possibles pour augmenter les loyers, et parce qu'elle a très peu investi dans la maintenance pendant des années. Ce qui fait que le chauffage tombe souvent en panne pendant l'hiver dans ses immeubles, les ascen-*

seurs aussi. » En outre, Deutsche Wohnen attaque régulièrement en justice le système berlinois d'encadrement des loyers. « *Les gens savent comment c'était avant, quand leurs logements étaient communaux, et comment c'est devenu.* »

C'est seulement ces dix dernières années que les firmes immobilières privées ont vraiment assis leur présence dans la capitale allemande. Deutsche Wohnen, créée en 1998 par la Deutsche Bank, possédait 25 000 logements à Berlin en 2012, contre plus de 115 000 en 2019. En 2017, la société a versé à ses actionnaires plus de 260 millions d'euros de dividendes, 80 millions d'euros de plus que l'année précédente. La valeur de son action a été

multipliée par quatre en sept ans. Mais la proposition de l'initiative citoyenne ne vise pas que Deutsche Wohnen. Au moins six autres sociétés seraient concernées, celles qui possèdent plus de 3 000 logements dans la capitale allemande. Elles s'appellent Vonovia, ADO Properties, Covivio, Akelius, TAG Immobilien, Grand City Properties¹... La plupart d'entre elles n'ont pas plus de 20 ans, et toutes sont cotées en bourse, où leurs cours ont explosé encore plus vite que les loyers berlinois. Plusieurs sont la propriété de milliardaires.

Vonovia, créée en 2015 à la suite de différentes fusions et à la faveur de la vague de privatisations post-1990, est devenue l'un des plus gros propriétaires immobiliers privés d'Allemagne. La firme possède plus de 40 000 logements dans la capitale. Grand City Properties, enregistrée au Luxembourg, propriété du milliardaire Yakir Gabay (plus de 3 milliards de dollars de patrimoine selon *Forbes*), possède 84 000 logements dans toute l'Allemagne, dont 7 500 à Berlin. Covivio, qui a plus de 15 000 logements à Berlin, est une société liée au milliardaire italien Leonardo del Vecchio (plus de 22 milliards de dollars de patrimoine selon *Forbes*), via sa holding familiale

Deutsche Wohnen

Chiffre d'affaires : 1,1 milliard d'euros (2018)

Dirigeant : Michael Zahn (DG)

Principaux actionnaires : BlackRock, MFS et le fonds souverain norvégien

Siège social : Berlin, Allemagne

Fondé en : 1998

Secteurs d'activité : immobilier

Employés : 1280 (2018)

À savoir :

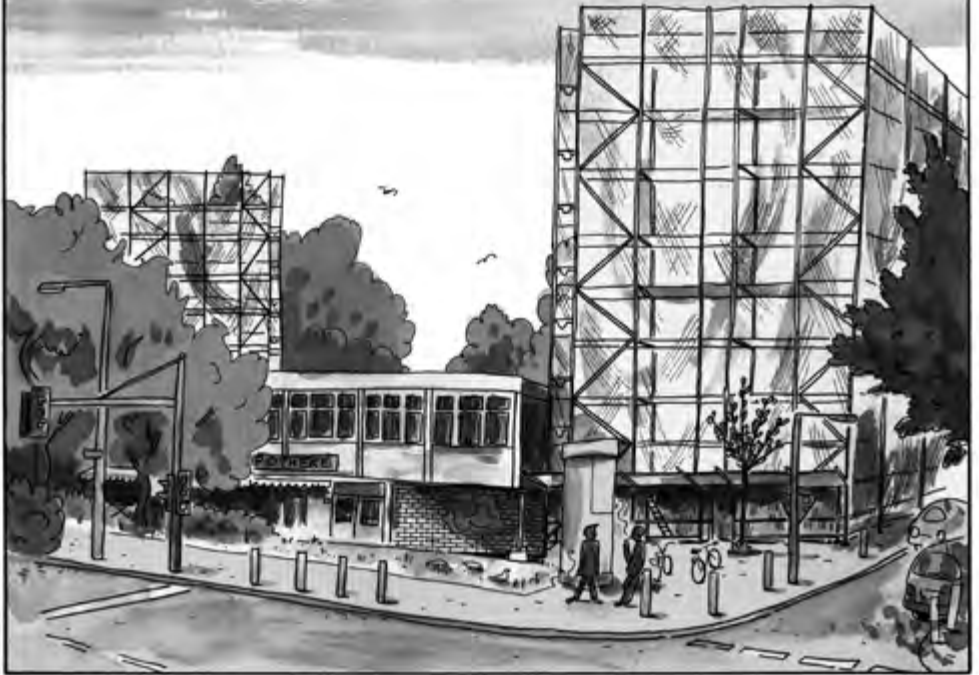
* Deutsche Wohnen a été fondée par Deutsche Bank pour profiter de la privatisation de nombreux bailleurs communaux en Allemagne. Elle possède aujourd'hui un portefeuille de 165 500 logements et 2700 locaux commerciaux.

* Bénéficiaire de la privatisation du plus gros bailleurs berlinois GSW, le groupe multiplie aujourd'hui les recours contre les efforts de la municipalité pour protéger le droit au logement dans la ville. En raison de sa mauvaise réputation, c'est aujourd'hui la principale cible de la campagne pour la remunicipalisation du logement à Berlin.

[1] À noter aussi la présence de Blackstone, le fonds vautour qui a déjà jeté son dévolu sur l'immobilier espagnol. Blackstone possède quelques 1250 logements à Berlin. Voir Christoph Trautvetter, Sophie Bonczyk, « Profitmaximierer oder Verantwortungsvolle Vermieter? Grosse Immobilienunternehmen mit mehr als 3.000 Wohnungen in Berlin im Profil », Studie, Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2019.

L'HÉRITAGE D'OTTO

TEXTE ET REDACTION: INGA DREYER
DESSINS: CHRISTOPHE SCHWARTZ
TRADUCTION: RACHEL KNAEBEL



APRÈS LES RÉNOVATIONS, MON LOYER DOIT AUGMENTER À 750 EUROS.

D'ABORD, LA BEWEGE EST VENUE, PUIS IHZ, PUIS HERMES, PUIS LA GAGGAR, PUIS GSW, ET ENSUITE DEUTSCHE WOHNEN. JUSQU'À GSW, ÇA ALLAIT ENCORE.

NOUS AVONS ÉTÉ DÉVORÉS PAR DEUTSCHE WOHNEN.

JE NE VEUX PAS DÉMÉNAGER.



*ALLIANCE OTTO-SUHR-SIEDLUNG ET ALENTOURS







* "DE BONS LOGEMENTS POUR TOUS!"

* "WIRTSCHAFTS, BARREZ-VOUS!"

L'INITIATIVE SE BASE SUR L'ARTICLE 15 DE LA CONSTITUTION DANS LEQUEL EST ANCRÉE LA POSSIBILITÉ DE LA COLLECTIVISATION.

CERTAINS CONTESTENT QUE LE PRINCIPE PUISSE AUSSI VALOIR POUR LES LOGEMENTS.

LE CONCEPT D'EXPROPRIATION A AUSSI SUSCITÉ DES CONTROVERSES POLITIQUES.

CE N'EST PAS ENCORE CLAIR SI ET COMMENT LE PARLEMENT LOCAL DE BERLIN VA RÉPONDRE À L'INITIATIVE, ET S'IL Y AURA UN RÉFÉRENDUM OU PAS.



J'AI AUSSI SIGNÉ.



MAIS S'ILS ACHÈTENT LA MOITIÉ DE BERLIN...

Delfin, actionnaire de Covivio à hauteur de 25 % (les filiales des banques françaises Crédit agricole assurances et Crédit mutuel assurances sont aussi actionnaires de Covivio). Dans le capital de Deutsche Wohnen, de Vonovia, et de la firme TAG Immobilien (plus de 9 900 logements à Berlin), on retrouve le fonds BlackRock, actionnaire de Deutsche Wohnen à hauteur de 10 % par exemple. Citons aussi la firme Akelius, présente à Berlin depuis 2006 avec aujourd'hui plus de 13 000 appartements. Via des sociétés basées à Chypre, la société est liée en fin de chaîne à une fondation, Akelius Foundation, basée aux... Bahamas, paradis fiscal encore plus notoire que le Luxembourg. Les loyers des appartements d'Akelius sont les plus élevés parmi toutes ces firmes. Ses locataires se sont constitués en collectif en 2019 et ont même rédigé un dossier de 150 pages sur l'entreprise et ses agissements douteux à Berlin².

Des militants locaux démasquent un géant privé

Pendant des années, toutes ces firmes ont agi dans la plus grande discrétion. C'est en grande partie grâce à la mobilisation des locataires que leur nom, leurs actionnariats et leurs modes opératoires sont désormais connus et débattus. Ainsi, ce sont les animateurs d'un petit bar de quartier, le Syndikat, existant depuis plus de 30 ans, qui ont dévoilé par leurs recherches la forte implantation à Berlin d'un groupe immobilier britannique, Pears. En juillet 2018, le collectif du bar reçoit un avis d'expulsion. Il tente de négocier un nouveau contrat de location avec la société qui fait l'intermédiaire entre eux et le propriétaire de leur immeuble depuis 2014. En vain. Alors les gérants du Syndikat commencent à s'intéresser à cette entreprise qui a racheté leur immeuble, Properties S.A.R.L, basée au Luxembourg. Ils découvrent qu'il existe à la même adresse luxembourgeoise des dizaines d'autres sociétés aux noms similaires, toutes actives dans immobilier, et qui possèdent des bâtiments un peu partout dans Berlin. Bref, des sociétés écrans. La piste remonte à l'empire immobilier britannique Pears, propriété d'une famille de milliardaires, qui a acheté des milliers de logements à Berlin en toute discrétion et à travers des dizaines de sociétés différentes. La presse poursuit alors les recherches et découvre que les Pears font fructifier leurs sociétés immobilières non seulement en passant par le Luxembourg mais aussi via Chypre et les îles Vierges britanniques, un autre paradis fiscal. Pears aurait plus de 6 000 logements dans la capitale allemande, selon une ancienne version de son site³. Et pourtant, personne au sein des services de la municipalité de Berlin n'avait connaissance de la présence de cet empire immobilier dans la ville avant que le petit bar engagé lève le voile.

Protéger la ville des spéculateurs

Mais que peut une ville face à ces géants de l'immobilier intéressés au seul profit ? Depuis quelques années, Berlin a certes recommencé à construire du logement

[2] <https://akelius-vernetzung.de/material/dossier/> Voir aussi les recherches du quotidien allemand *Tagespiegel* et du collectif d'investigation Correctiv.

[3] <https://web.archive.org/web/20170223225039/http://www.pearsglobal.com/portfolio.html>

social. « *Mais il ne suffit pas de construire. Il faut aussi reprendre des logements à la spéculation* », analyse l'élue Die Linke Katalin Gennburg. C'est bien la direction que semble prendre la capitale allemande. En 2017, elle a instauré un droit de préemption spécial de la municipalité et des quartiers pour protéger les locataires de rachats d'immeubles par des firmes immobilières. Dans la foulée de la décision de remunicipaliser une partie de la Karl-Marx-Allee, le maire social-démocrate Michael Müller a envisagé que la ville puisse racheter quelques 60 000 de ses anciens logements communaux. Mais elle devrait le faire au prix du marché, bien plus élevé aujourd'hui qu'il y a quinze ans, quand elle les avait privatisés.

« *Si l'on rachète des logements à Deutsche Wohnen, la firme fera encore plus d'argent, puisqu'elle va nous les vendre à un prix bien plus élevé qu'elle ne les avaient achetés. Ensuite, il y aura un risque qu'elle utilise cet argent pour faire son marché dans d'autres villes d'Allemagne* », analyse Katalin Gennburg. Ou même dans d'autres pays. À l'image de la plus grande firme immobilière privée allemande, Vonovia, qui lorgne déjà du côté de la France. D'où l'importance de l'initiative citoyenne pour l'« *expropriation de Deutsche Wohnen et co.* ». Elle se base sur deux articles de la loi fondamentale allemande. L'article 14 dispose qu'« *une expropriation n'est autorisée que pour le bien commun* ». Et l'article 15 ajoute que « *le sol, les biens naturels et les moyens de production peuvent être transférés vers une propriété publique dans le but d'une socialisation, par une loi qui règle le mode et le montant de l'indemnisation* ».

« *Cet article 15 a été adopté peu après la Seconde Guerre mondiale. La question de la socialisation était encore à l'ordre du jour* », précise Rouzbeh Taheri. Mais il n'a jamais été appliqué en Allemagne. Un peu comme la loi française de 1945 qui permet la réquisition des logements, mais qui n'a, depuis, presque jamais été utilisée. « *Cet article de la loi fondamentale implique davantage qu'un simple transfert de propriété. Pour nous, l'expropriation des grandes firmes immobilières doit aller de pair avec une participation forte des locataires et de la municipalité* », ajoute l'activiste.

L'initiative évalue à entre 8 et 14 milliards d'euros le coût pour la ville de l'indemnisation des firmes pour la remunicipalisation de leurs logements. « *La ville pourrait payer une grande partie de cette somme avec des crédits qui seront ensuite remboursés par les loyers des immeubles remunicipalisés. Les bailleurs communaux berlinois sont en bonne santé financière* », souligne Rouzbeh Taheri. Même si l'initiative n'arrive pas jusqu'au référendum, elle a déjà eu des effets importants sur les débats et la politique de la ville. En juin 2019, Berlin a annoncé un gel des loyers pour cinq ans. La municipalité actuelle, gérée par une alliance des gauches, semble déterminée à protéger de l'exclusion urbaine les locataires les moins riches. « *Il y a une véritable mixité à Berlin, l'ouvrier du bâtiment peut vivre à côté du professeur d'université dans le centre de la ville*, explique Rouzbeh Taheri. *Cette mixité est mise à mal, mais elle existe encore. C'est aussi pour cela que nous nous battons* ».

Débrancher l'oligopole

Trois approches pour démanteler le pouvoir des grandes entreprises électriques en Espagne

ALFONS PÉREZ

En Espagne comme dans beaucoup d'autres pays, le secteur électrique reste dominé par une poignée de grosses entreprises suffisamment puissantes pour imposer leurs intérêts et ralentir la transition énergétique. Les mouvements contre la précarité énergétique et les coopératives vertes montrent qu'une démocratie énergétique est possible, mais complétée par un troisième pilier : la remunicipalisation des réseaux.

L Espagne offre un exemple emblématique de la manière dont des entreprises privées peuvent se transformer en un véritable cartel, et contrôler entièrement un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie et de l'électricité. Ce qui leur permet de s'assurer de la perpétuation aussi bien des énergies fossiles et du nucléaire que de leurs profits, qui se chiffrent en centaines de millions d'euros du fait de factures d'électricité exorbitantes. Remettre en question l'hégémonie de l'oligopole électrique qui règne sur l'Espagne – formé par Endesa, Naturgy (ex Gas Natural Fenosa), Hidrocarburo, Iberdrola et Viesgo – n'est pas une mince affaire, mais différentes initiatives émergent de la société civile pour commencer à regagner du terrain et grignoter leur pouvoir. Cet article cherche à expliquer comment s'articulent, dans cette perspective, les propositions de l'Alianza contra la Pobreza Energética (Alliance contre la Pauvreté Énergétique, APE), de la Xarxa per la sobirania energètica (Réseau pour la souveraineté énergétique, Xse) et des coopératives électriques vertes en termes de construction de contre-pouvoirs dans le secteur électrique espagnol.

Il faut sans doute commencer par souligner la particularité du secteur de l'énergie espagnol par rapport aux autres pays européens. Le pouvoir des grandes

entreprises privées espagnoles y est-il plus important qu'en France ou en Allemagne ? De fait, probablement oui. La situation actuelle découle d'un processus historique au cours duquel les entreprises privées ont toujours joué un rôle central, enraciné dès les débuts de l'électrification. Malgré la diffusion des théories favorables à la nationalisation de la filière électrique dans toute l'Europe pendant les années 1930, notamment pour mener à bien de grands travaux publics à même de relancer l'économie et de créer des emplois après le crash de 1929, en Espagne la filière électrique est toujours restée principalement privée. Ce n'est qu'en 1944, avec la création de l'Entreprise nationale d'électricité S.A (Endesa) et en 1949 avec celle de l'Entreprise nationale hydroélectrique de Ribagorzana (Enher) qu'apparaissent les seuls outils

du régime franquiste pour assurer un certain contrôle public sur le secteur. Cependant, avec les années 1980 sont arrivées les premières privatisations, et la disparition des grandes entreprises publiques de l'électricité.

On peut, dès lors, considérer que l'oligopole électrique s'est forgé sous l'égide de deux dictatures : il a pris forme sous la dictature de Franco et s'est consolidé et internationalisé sous la dictature du capital. Cette double origine a clairement marqué le secteur de son empreinte. Le contrôle exercé par le capital privé depuis presque un siècle lui a permis non seulement d'influencer, mais même d'écrire lui-même les lois qui gouvernent le secteur, de passer outre les législations édictées par les régions autonomes contre la précarité énergétique, de recruter des représentants politiques, de manipuler le marché, de faire pression sur les entreprises sous-traitantes, en plus de s'adonner à de multiples pratiques frauduleuses. Toute proposition de transformation du secteur qui se voudrait un tant soit peu ambitieuse devra inévitablement s'attaquer au pouvoir jusqu'ici incontesté de l'oligopole électrique.

Endesa

Chiffre d'affaires : 20,2 milliards d'euros (2018)

Dirigeant : Andrea Brentan (DG)

Siège social : Madrid, Espagne

Fondé en : 1944

Secteur d'activité : énergie

Employés : 9706 (2018)

À savoir :

- * Ancienne entreprise publique, Endesa a été privatisée en 1988 et est désormais la propriété du groupe italien Enel. Le groupe occupe une position dominante dans le secteur électrique en Espagne et au Portugal, et est aussi très présent en Amérique latine. Il possède plusieurs centrales nucléaires et au charbon, qui en font le plus gros émetteur de gaz à effet de serre d'Espagne.
- * Comme les autres grandes entreprises du secteur, Endesa a l'habitude de recruter d'anciens dirigeants politiques, comme l'ancien premier ministre conservateur José María Aznar ou l'ancienne vice-première ministre socialiste Elena Salgado.
- * Endesa s'est opposée de manière véhémente aux efforts des collectivités pour lutter contre la précarité énergétique et interdire les coupures d'électricité.

La précarité énergétique comme révélateur

Bien que s'opposer aux grandes entreprises du secteur continue à ressembler, aujourd'hui encore, à une gageure, plusieurs expériences marquantes ont commencé à fissurer leur pouvoir. L'une des plus importantes, au vu de ses effets, est probablement l'approbation à l'unanimité par le Parlement catalan de la loi 24/2015 pour répondre à la problématique urgente du logement et de la précarité énergétique. Ce petit miracle, aussi inattendu qu'applaudi, est le fruit d'une initiative législative populaire portée par la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (Plateforme des victimes du crédit hypothécaire, PAH) et l'Alianza contra la Pobreza Energética (Alliance contre la Pauvreté Énergétique, APE). La PAH et l'APE sont nées des ravages causés par la crise économique, dans un contexte de revenus en chute libre dans beaucoup de familles.

La partie de la loi 24/2015 relative à la précarité énergétique se base sur un principe très simple : le principe de précaution. Les entreprises ne pouvaient plus couper la fourniture du service à leurs clients sans avoir au préalable évalué leur situation économique avec les services sociaux. Une espèce de présomption d'innocence des usagers : « *Si les gens ne paient pas, c'est parce qu'ils ne peuvent pas payer. Si vous estimez que c'est faux, prouvez-le.* » L'ampleur de la crise économique et financière de 2008 a entraîné une explosion de la précarité énergétique en Espagne, tant du fait de l'augmentation exponentielle du chômage, qui a atteint 27 % en 2013 et presque 60 % chez les jeunes, que de l'augmentation débridée du prix de l'électricité, l'un des plus élevés d'Europe.

La loi 24/2015 a réussi à freiner les coupures de services de base, et a permis de mettre en pleine lumière les pratiques des grandes entreprises. Leur première réaction a été de ne pas respecter la loi, sous prétexte qu'elle émanait d'une instance régionale ; puis de ne l'appliquer que sélectivement ; et enfin de faire pression sur les collectivités locales pour qu'elles partagent le fardeau de repayer les dettes accumulées, en menaçant de recommencer à couper l'accès aux services si ce n'était pas fait.

Les coopératives vertes et la démocratie énergétique

En parallèle à cette bataille décisive pour garantir les droits fondamentaux sur le terrain, des initiatives se développent pour créer des alternatives remettant en cause la centralité de l'oligopole dans le système électrique. Bien évidemment, les coopératives vertes en sont l'illustration la plus visible.

Paradoxalement, la plupart des coopératives vertes sont nées de la libéralisation du secteur électrique et de la division de celui-ci en quatre branches d'activité de base : la commercialisation, la distribution, le transport et la production. Bien que certaines d'entre elles développent aussi des projets de production d'électricité, le gros de leur activité est centré sur la commercialisation : elles achètent de l'énergie



NACHO, CC BY-NC-ND

sur le marché et la revendent à leurs clients. De fait, en 2011, la Commission nationale des marchés et de la compétitivité dénombrait un peu plus de 100 entreprises de commercialisation en Espagne. En septembre 2019, il y en avait 558, un chiffre qui en soi ne garantit rien. Ce qu'il y a de remarquable dans ces coopératives vertes, dans la perspective qui nous intéresse ici, c'est le nombre de personnes qui se sont « alphabétisées » à travers elles sur les questions énergétiques et qui participent activement aux prises de décisions sur l'orientation des coopératives. Ce nouveau groupe de militants pour la transition énergétique connaissent mieux que quiconque les méfaits des grandes entreprises. En les critiquant et en les dénonçant publiquement, ils incitent la population à abandonner l'oligopole et à passer aux coopératives. Ce « service commercial bénévole », qui ferait pâlir de jalousie n'importe quelle Business School, a permis de faire exploser le nombre de coopérateurs de façon fulgurante. Som Energia, la coopérative la plus florissante d'Espagne en terme de nombre de membres et de contrats, comptait plus de 12 000 membres en 2013 et plus de 60 000 membres en septembre 2019 – et, par conséquent, le nombre de ses employés est passé de 12 à 73 pendant le même laps de temps. Actuellement, outre Som Energia, il existe plus d'une dizaine de coopératives qui partagent la même philosophie, parmi lesquelles Noxa Enerxía, LaCorriente, Megara Energia, GoiEner, La Solar, AstuEnerxía et EnergÉtica.

Le nombre de personnes qui font l'expérience directe de la démocratie énergétique est donc en pleine croissance, et c'est bien là ce qui fait la plus grande richesse politique de l'activité des coopératives : la somme de toutes ces personnes qui s'investissent pour transformer le monde de l'énergie depuis la base. Dans le cas de Som Energia, la coopérative et ses valeurs ont même dépassé le seul secteur électrique, et sont devenus une « marque » qui s'est diffusée dans d'autres secteurs. Par

exemple avec Som Mobilitat, une coopérative orientée vers le transport électrique basée sur un système de gouvernance participative très semblable à celui de Som Energia. Mais aussi Som Connexió dans le domaine des télécommunications, et plus récemment Som Biomassa, pour la production locale de pellets de bois dans les Pyrénées. Clairement, cet effet de contagion constitue une grande autre réussite du modèle : les coopératives deviennent des instruments de démocratisation qui permettent de recréer de la confiance au sein d'une partie croissante de la population, qui en a plus qu'assez des abus des grandes entreprises.

Reprendre le contrôle des réseaux

Un autre aspect à souligner, cependant, est que malgré cet élan de démocratisation, le développement des coopératives vertes n'a pas l'air d'inquiéter beaucoup l'oligopole. Comme cela a été mentionné plus haut, il y a désormais en Espagne 588 entités qui commercialisent de l'électricité, mais les affaires restent florissantes pour les grandes entreprises. Pourquoi ? Parce que les marges bénéficiaires dans la commercialisation sont généralement faibles, entre 3 et 5 %, et que cette activité n'implique pas de contrôle stratégique sur le secteur. La production et la distribution sont des activités bien plus rentables et, en termes stratégiques, il est clair que la distribution sera d'une importance cruciale pour la transition énergétique en cours et à venir. Dans le système électrique, le terme de « distribution » recouvre le réseau des câbles qui passent dans le sous-sol et sur les façades des maisons, dans nos villages et dans nos villes, jusqu'au compteur électrique. Ce réseau joue un rôle fondamental dans la production d'énergie renouvelable décentralisée, et ce rôle ne va faire que s'accroître avec l'élargissement de l'électrification, le transport électrique, l'autoconsommation et les compteurs intelligents. En outre, ce sont les entreprises de distribution qui accordent la connexion au réseau et donc qui, en dernière instance, peuvent décider de couper l'accès au service. Or, l'activité de distribution en Espagne est contrôlée à 98 % par l'oligopole.

Mais l'élément peut-être le plus significatif est que c'est une activité régulée. Les entreprises de distribution savent dès le début de l'année, via le Journal officiel, les revenus qu'elles recevront pour chacune de leurs opérations de rénovation, d'entretien et de développement des infrastructures de réseau. C'est-à-dire qu'elles peuvent anticiper ce qu'elles vont gagner, et chercher à minimiser leurs dépenses effectives pour maximiser leurs profits, à travers des pratiques abusives vis-à-vis des travailleurs, en général via des entreprises sous-traitantes, et vis-à-vis de leurs clients. Les entreprises de l'oligopole savent aussi très bien que la distribution va jouer un rôle fondamental dans la transition énergétique, et représente donc une garantie de pérennité à la fois de leur pouvoir et de leurs affaires juteuses. Étrangement, bien que championnes du capitalisme mondialisé, de la privatisation et de la libre concurrence, ces multinationales s'accrochent donc très bien d'une activité entièrement régulée par l'État, bien rémunérée et qui garantit la stabilité de leur bilans annuels.

En résumé, contrôler la distribution, c'est avoir entre les mains le joystick de la production décentralisée et de la relocalisation de l'énergie. Forte de ce constat, la Xarxa per la sobirania energètica (Xse), un front politique de transformation du secteur énergétique créé en 2013 en Catalogne et constitué d'organisations, de collectifs et de coopératives vertes, insiste sur la nécessité de récupérer la propriété et la gestion des réseaux de distribution d'électricité, à travers la remunicipalisation de cette activité. De fait, la ville espagnole de Cadix possède déjà sa propre entreprise de distribution (dont elle possède 55 % des parts), de même que des villages comme Centelles y Almenar en Catalogne, mais aussi les coopératives locales de Crivillent, Alginet et bien d'autres dans le Pays Valencià.

Les débats technico-juridiques sur la remunicipalisation se heurtent au cadre législatif espagnol, qui a totalement verrouillé toute possibilité juridique de récupérer la distribution. La Xse a organisé plusieurs débats au niveau local et international, et réalisé des études sur les possibilités légales et légitimes d'emprunter le chemin de la remunicipalisation. Malheureusement, les efforts en matière énergétique des différentes « villes du changement » – les candidatures de rupture qui ont fait irruption sur la scène politique municipale espagnole en 2015, parmi lesquelles Barcelona en Comú et la maire Ada Colau à Barcelone – n'ont pas accordé une importance prioritaire à la remunicipalisation des réseaux de distribution d'énergie. Reprendre les actifs physiques du système électrique des mains de l'oligopole n'en reste pas moins d'une importance cruciale.

Ces trois exemples – l'Alliance contre la Pauvreté énergétique et la loi 24/2015 ; les coopératives vertes et la création d'une masse critique de démocratisation ; et la remunicipalisation de la distribution proposée par la Xse – forment un ensemble de propositions qui, directement et indirectement, remettent en cause le pouvoir exorbitant des grandes entreprises. Que ce soit par l'activisme de subsistance que pratique l'APE, en défense des droits fondamentaux des personnes les plus appauvries, ou bien au sein des coopératives et de la Xse, ces fronts de lutte et d'autres encore indiquent la voie à suivre pour démanteler le pouvoir de l'oligopole électrique en Espagne. Du côté des institutions, en revanche, on constate une absence de volonté politique, liée au phénomène des « portes tournantes » entre secteurs public et privé, qui devient un véritable problème du point de vue de la séparation des pouvoirs. Mais cette volonté politique pourrait se réveiller sous pression d'une majorité sociale qui développerait des actions de plaidoyer, mais aussi, au-delà, qui établirait des alliances avec d'autres secteurs et d'autres acteurs pour construire une mobilisation coordonnée et exiger que les secteurs des services fondamentaux et stratégiques passent entre les mains de partenariats « public-citoyens ». Le public à lui seul ne garantit rien. Lui associer les citoyens et les communautés pourrait garantir tout.

Les nouveaux « fermiers municipaux » des communes françaises

Ces paysans-fonctionnaires qui approvisionnent des cantines scolaires en aliments sains et locaux

BARNABÉ BINCTIN

Avec près de 4 milliards de repas servis chaque année en France, la restauration collective pèse lourd sur le marché de l'agroalimentaire. Le secteur est aujourd'hui dominé par des multinationales comme Sodexo, bien souvent au détriment de la qualité sanitaire et environnementale des produits. Plusieurs communes tentent de s'affranchir de cette mainmise en lançant leur propre production agricole pour approvisionner les cantines scolaires.

Nichée dans le centre-ville de Vannes, à quelques encablures des quais, la crèche Richemont ressemble à n'importe quelle autre : des mini-toboggans en plastique et des dessins sur les murs, des bacs de surchauffures hygiéniques à l'entrée, et ces couleurs chaudes, partout, qui dégagent une ambiance douce et rassurante. Mais ici, les parents qui défilent en cette fin d'après-midi de septembre sont un peu plus sereins qu'ailleurs. « *Quand je viens récupérer Suzanne, je sais qu'elle a bien mangé, des produits frais et sains, témoigne Laëtitia, maman de la petite tête blonde de 2 ans et demi. Elle en découvre même que je ne cuisine jamais, comme le butternut ou le fenouil... C'est une formidable initiation à la nature et à la saisonnalité.* »



RIEUL-TECHER, CC BY-SA

Voilà quelques semaines que la cuisine de cette crèche reçoit les fruits et les légumes cultivés directement par la régie agricole de la ville, et livrés tout frais le matin, sans autre intermédiaire, deux fois par semaine. De quoi donner le sourire aux parents... quand ils ne deviennent pas les victimes collatérales, bien malgré eux, d'un drôle de paradoxe : « *Le problème, c'est que ça devient compliqué de faire aussi bien le soir ! Je n'avais pas envisagé que mon fils se plaigne parce que c'est meilleur à la cantine...* », ironise gentiment, de son côté, le père de Johan.

Pouvoir s'alimenter avec une nourriture de qualité, traçable et si possible locale : la démarche fait l'unanimité. La directrice de la crèche y songeait et militait en ce sens, depuis quelques années déjà : « *C'est une transition qui est dans l'air du temps, il y a une vraie demande des parents pour des produits bio et naturels* », assure Bérengère Picard. Problème : impossible de s'approvisionner en conséquence. On ne nourrit pas un bambin de la même manière qu'un adulte, et avec 75 enfants âgés entre 2 mois et 3 ans, les besoins de la crèche restent limités. « *Nous ne trouvons pas de fournisseurs capables de nous livrer d'aussi petites quantités en produits frais. Venir livrer 4 kilos de haricots verts, ça n'intéresse personne...* », poursuit la directrice.

À la même période, la mairie de Vannes fait une expérience similaire avec ses écoles : malgré sa bonne volonté, pas le moindre maraîcher local ne se présente pour fournir les cantines scolaires. « *Nous sommes soumis au marché public. Cela veut dire pouvoir garantir un certain volume tous les jours, livré en temps et en heure, avec des normes de suivi et d'analyse de qualité très strictes... C'est beaucoup de contraintes pour un seul agriculteur à son compte. Sans compter l'étape de l'appel d'offres, chronophage et complexe, qui peut décourager les plus motivés* », explique Bérengère Trénit, la responsable Environnement de la ville de Vannes. Une situation qui favorise inévitablement les grands groupes au détriment des petits producteurs. Cela ne vaut d'ailleurs pas que pour l'agriculture : les PME ne captent, en valeur, que 32 % des marchés publics¹.

[1] Chiffre gouvernemental annoncé par Agnès Pannier-Runacher, en septembre 2019.

Une commune peut-elle produire ses propres fruits et légumes ?

C'est de cette impasse que germe, au début de l'année 2018, un pari audacieux : puisque personne, sur le territoire vannetais, ne veut s'engager à produire des fruits et légumes pour sa restauration collective, qu'à cela ne tienne, la municipalité le fera elle-même ! Pour cela, elle récupère 1 hectare inexploité sur une partie de son domaine horticole, et mandate le GAB 56, un réseau de producteurs bio du Morbihan, pour faire une étude de faisabilité. *« Il fallait faire une analyse agronomique du terrain puis établir un planning de culture, en calculant les surfaces nécessaires à un système maraîcher diversifié, à partir des besoins déterminés et des volumes que cela pouvait représenter »*, raconte Maëla Peden, la conseillère en charge de ce projet pour le GAB 56.

En l'occurrence, le projet est circonscrit pour commencer aux 3 crèches municipales, soit environ 350 repas/jour (170 déjeuners et 170 goûters), histoire de jauger concrètement le potentiel de cette expérimentation. Car le défi est de taille : *« On a l'habitude de faire ce genre d'accompagnement technique pour les producteurs, individuellement, mais pas pour une collectivité, c'est une première, explique l'ingénieure. Au vu des conditions, avec un sol qui n'était plus travaillé depuis des années et l'objectif de cultures variées et en bio, il fallait trouver un maraîcher particulièrement expérimenté... »*. Au printemps 2019, une candidature retient tout particulièrement l'attention et le profil idoine est aussitôt recruté. Le premier coup de bêche ne tarde pas à suivre ; la régie publique de maraîchage de Vannes est officiellement née.

Si ce concept reste très rare en France, il n'est pas tout à fait nouveau. Depuis bientôt 10 ans, la commune de Mouans-Sartoux, dans les Alpes Maritimes, joue fièrement son rôle de pionnier en matière de régie agricole. Pas une mince affaire, à première vue, pour cette petite ville de 10 000 habitants coincée entre Grasse, Antibes et Cannes. Avec Nice à une trentaine de kilomètres, la conurbation totalise près de 1,2 million d'habitants, 90 % de la population du département. Dans ce paradis du béton, Mouans-Sartoux a tout du village gaulois avec ses 4 hectares cultivés au domaine de Haute-Combe. Pourtant, l'expérience porte littéralement ses fruits : chaque année, ce sont 25 tonnes de production bio qui alimentent chaque jour 1300 assiettes dans les cantines municipales (3 écoles, 3 crèches et quelques personnels municipaux en sus), désormais autonomes à 85 % en fruits et légumes. Complétée par un petit approvisionnement bio de circonstance, cette production a fait la renommée de Mouans-Sartoux, première collectivité française à garantir du 100 % bio dans ses écoles.

Ce succès peut certes s'expliquer par l'avantage du climat : de Vannes à Cannes, il n'y a pas qu'une lettre qui change. Sur la Côte d'Azur, le soleil frappe encore fort, au début du mois d'octobre. Pour le plus grand plaisir des plantations, mais pas uniquement : une immense couleuvre s'échappe justement de la rangée des choux mis sous filets, à quelques mètres de Gilles Pérole, à peine effrayé. *« C'est bon signe*

pour la biodiversité ! », s’amuse l’élu, adjoint à l’éducation et à la petite enfance. C’est lui qui porte en grande partie ce projet depuis sa genèse, en 2009. À l’époque, le Grenelle est encore tout frais et n’a pas vu moisir son objectif de « 20 % de bio dans les cantines d’ici 2012 ». Le maire alors en place, André Aschieri, ancien député apparenté Verts de 1997 à 2002, fait des enjeux de santé-environnement une priorité.

« On s’est dit “si le bio, c’est si bon, pourquoi n’en faire que 20 % ?”, se remémore Gilles Pérole. Or on s’est vite rendu compte qu’en approvisionnement bio, les produits pouvaient venir de très loin, en plus d’être bien plus chers... Il s’agissait autant d’être cohérent que pragmatique : faire du 100 % bio dans les cantines nécessitait d’avoir une approche locale. » Mais le soleil ne fait pas tout :

même avec un climat plus favorable, il n’est guère plus facile dans le Sud de trouver un producteur local répondant aux appels d’offres en restauration collective... Le son de cloche est le même qu’en Bretagne : « Trop compliqué, trop d’incertitudes, aucun agriculteur ne peut s’engager à produire des légumes pour autant de repas chaque jour, pendant un an » corrobore l’élu mouansois, instituteur de métier.

« Les mêmes camions qu’on voit dans toute la France »

L’idée de la régie s’impose alors d’elle-même, dans une ville plutôt familière avec ce genre d’outil : les cuisines scolaires, mais aussi l’eau et l’assainissement, le transport scolaire ou les pompes funèbres sont autant de services gérés directement par la municipalité de Mouans-Sartoux, très attachée à une certaine idée du service public. « Par définition, une DSP (délégation de service public, ndlr), ça veut dire perdre la main sur le pilotage d’un service, sur sa qualité mais aussi sur son coût. C’est d’autant plus vrai dans l’agriculture, où on ne se prive pas sur les marges arrières : les fournisseurs cherchent toujours à vendre le plus cher ce qu’ils ont acheté

Sodexo

Chiffre d’affaires : 20,4 milliards d’euros (2018)

Dirigeant : Sophie Bellon (présidente), Denis Machuel (DG)

Siège social : Marseille, France

Fondé en : 1966

Secteurs d’activité : restauration, services

Employés : 460 663 (2018)

À savoir :

* En plus de son activité historique dans la restauration collective, Sodexo se développe de plus en plus dans les services au gouvernement ou aux entreprises, en gérant par exemple des prisons ou des dispositifs de « motivation des salariés ».

* Sodexo est l’un des principaux acheteurs de matières premières alimentaires en France, avec une consommation importante de soja ou d’huile de palme par exemple, mais c’est aussi l’une des multinationales françaises les moins transparentes sur son impact environnemental.

* La firme a connu plusieurs scandales de sécurité alimentaire, notamment en 2012 avec la contamination de plusieurs milliers d’enfants allemands par des fraises importées de Chine.

le moins cher, sans grand égard pour les standards de qualité... », témoigne Gilles Pérole. C'est tout l'intérêt de la régie agricole : pouvoir s'affranchir des quelques grands groupes industriels qui imposent leur loi et leurs prix sur le marché de la restauration collective. Aujourd'hui, ce marché est partagé essentiellement entre deux types d'acteurs. Ou bien des sociétés de restauration collective, lorsque les cuisines elles-mêmes sont privatisées : Sodexo et Elios sont les deux plus importantes, avec plus de 500 millions de repas servis en 2018. Ou alors des grossistes alimentaires, quand la restauration reste gérée en interne par les collectivités. Des entreprises comme Pomona ou Brake France sont parmi les plus gros acteurs du marché. *« Les mêmes camions qu'on voit dans toute la France »*, souffle Gilles Pérole. Des camions qui n'ont pas vraiment la réputation de transporter des aliments de la meilleure qualité qui soit...

Avec 3,7 milliards de repas par an, en France, pour 17 milliards de chiffres d'affaires, le marché de la restauration collective représente pourtant un sacré levier pour structurer des filières agricoles à l'échelle locale. Dont elles ne profitent guère à l'heure actuelle, et ce malgré les objectifs clairement affichés à l'article 24 de la loi Egalim (votée le 30 octobre 2018) : *« 50 % de produits de qualité et durables »* dans les repas servis en restauration collective d'ici 2022, dont 20 % de produits bio.

« Aujourd'hui, être agriculteur, c'est être smicard, esclave, et endetté à 1 million d'euros ! »

La régie agricole n'est d'ailleurs pas seulement une promesse faite aux jeunes papilles, c'en est également une pour les agriculteurs. Installé sur les parcelles du site du Pérenno, à 6 kilomètres du centre-ville, Franck Kergueris le dit sans détour : *« À mon âge, je ne serais pas reparti dans n'importe quoi... »*. À 52 ans et avec trois enfants, l'homme aux cheveux dégarnis mais à la langue bien pendue est revenu à un *« métier-passion »*, abandonné par dépit et par épuisement devant ces journées de travail sans repos qui ne font *« pas beaucoup bouillir la marmite »*. En 2014, il avait mis fin à son activité de maraîchage sur la ferme familiale à Plouhinec, une quarantaine de kilomètres depuis Vannes, où il cultivait depuis vingt ans 25 hectares, labellisés bio dès 2000. *« Aujourd'hui, être agriculteur, c'est être smicard, esclave, et endetté à 1 million d'euros pour avoir ce statut ! »*, rappelle-t-il.

Depuis, il enchaînait les petits boulots de jardinier et de vendeur-conseil dans les grandes enseignes du secteur (Gamm vert, Truffaut). Pas franchement l'éclate, même s'il y découvre tout de même un autre rythme de travail. Alors, quand il découvre un peu par hasard l'annonce de la mairie de Vannes, son sang ne fait qu'un tour : *« J'ai compris que ça m'avait manqué, que j'avais envie de reprendre. »* S'il n'a pas hésité, c'est parce que beaucoup de choses l'ont convaincu : le sens du geste d'abord, ce qu'il appelle *« le souci du destinataire »*, c'est-à-dire produire du frais pour des enfants – *« le bon produit à la bonne personne »*. Jusqu'alors, en tant que maraîcher, il n'avait guère accès à ce genre de marché : *« J'avais essayé un*



RIEUL TECHER, CC BY-SA

temps avec TerreAzur (un grossiste alimentaire appartenant au groupe Pomona, ndlr), qui approvisionne plusieurs collectivités. Mais j'ai vite arrêté : les conditions pour être référencé chez eux sont intenables pour un petit producteur... ».

Ce geste a d'autant plus de sens qu'il s'inscrit dans une logique plus globale, et plus cohérente selon lui : « Une commune est par définition le lieu de consommation de beaucoup de légumes. Participer à ce projet de régie c'est donc construire concrètement l'idée d'autonomie. » Mais, l'homme ne le nie pas, les conditions d'exercice ont également pesé lourd dans la balance, au moment de replonger : « La garantie salariale est un énorme avantage ! Le maraîchage, c'est 80 % de l'activité sur 6 mois, et sur les 6 autres, on passe son ton temps à courir derrière le pognon. On a la précarité d'un petit chef d'entreprise, avec toutes les urgences à gérer en permanence : les mauvaises herbes, l'arrosage, etc... Là, le salaire est lissé sur l'année. C'est un modèle très intéressant et il faut le dire » assume celui qui se revendique aujourd'hui comme « paysan-fonctionnaire ». Et tant pis pour ces agriculteurs qui pestent contre une mauvaise concurrence, en demandant les preuves de l'affiliation à la MSA... Fonctionnaire, Franck Kerguéris ne l'est d'ailleurs pas encore tout à fait : embauché comme agent contractuel de catégorie C, en CDD renouvelable une fois, il a bien l'intention de passer le concours d'agent de maîtrise pour obtenir le statut et les conditions qui l'accompagnent. « La retraite agricole à taux plein, c'est 700 euros après 40 années de cotisation... », rappelle-t-il, encore ébahi devant le nombre de jours de vacances qu'il doit poser avant la fin de l'année.

Le choix du bio, une évidence

En attendant, son salaire, autour de 1500 euros par mois, reste tout de même bien faible au regard de sa mission. D'ici 2021, il devra cultiver, seul, une trentaine de fruits et légumes différents sur cet hectare de parcelle, qui accueillera bientôt une serre sur 1 000 m², ainsi qu'un tracteur pour labourer – principaux investissements de la collectivité sur ce projet. Pour l'heure, quelques potirons y traînent encore, à côté des grandes feuilles de rhubarbe. L'été a été rude, comme partout, mais la sécheresse a finalement aidé à rattraper le retard pris dans la mise en culture.

Aux quelques fraises, salades et courgettes modestement prévues pour démarrer le millésime 2019 se sont finalement ajoutés melons, pastèques, tomates, poivrons, et haricots, entre autres. En plus de mieux protéger contre les maladies, la serre doit *in fine* permettre d'augmenter la production, avec des rendements supérieurs, tout en régulant un peu la dure réalité de la saisonnalité – le véritable défi, en fin de compte, dans la quête d'autonomie.

« La nature n'est pas si bien faite : c'est quand les besoins sont les moins importants, l'été, parce que les enfants sont en vacances, qu'on produit le plus... », raille l'agriculteur breton. À Mouans-Sartoux, c'est d'ailleurs pour cette raison que la commune a investi dans des « ateliers de transformation », en l'occurrence du frais vers le surgelé. *« Si nous ne parvenons pas encore aux 100 % d'autonomie sur les fruits et légumes consommés, ce n'est pas à cause d'un manque de surface : c'est un problème de saison, l'hiver, c'est tout de suite plus compliqué... »*, confirme Gilles Pérole. *« On estime qu'avec 4 à 5 tonnes de surgélation par an, nous atteindrons cette autonomie ! »*

Dans les deux communes, toutefois, le choix du bio n'a pas fait l'ombre d'un doute, au moment de lancer le projet. *« Quitte à devoir produire nous-mêmes, on n'a pas beaucoup tergiversé : on était tous convaincus qu'il fallait fournir l'alimentation la plus irréprochable en termes de qualité, donc en bio ! »* rapporte Bérengère Trénit, du côté du golfe du Morbihan. Une évidence qui est aussi une exigence supplémentaire pour l'agriculteur. *« Le principe du maraîchage bio, c'est tout simplement de remplacer les produits de synthèse par de la main d'œuvre. Mais cela demande un vrai savoir-faire : il faut gérer les adventices, chaque légume a sa propre technique de désherbage, etc. Toutes ces méthodes ne s'acquièrent pas du jour au lendemain »*, témoigne Franck Kergueris.

Mais n'allez surtout pas lui parler rendement, le simple fait de poser encore la question le fait enrager : oui, nombre d'études prouvent désormais sans peine que les rendements du bio sont équivalents au conventionnel, dans la plupart des cultures. Le paysan-fonctionnaire va même plus loin dans la démonstration : *« On assiste à une véritable explosion des prix en bio, où les marges sont deux fois supérieures qu'en conventionnel, avec le risque aussi par conséquent d'importer de plus en plus de produits des filières étrangères... Ici, le coût de production est garanti, je peux continuer à produire 1 kilo de poireau pour 1 euro jusqu'à la fin de ma carrière, plutôt que de l'acheter 3 euros aujourd'hui, et 4 euros demain. C'est tout de même plus intéressant pour la collectivité, non ? »*

Une nouvelle relation à l'alimentation

Plus intéressante, la régie agricole l'est aussi pour Isabelle Marty, la cuisinière en chef de la crèche Richemont. À l'en croire, c'est presque un nouveau métier : *« C'est quand même pas pareil d'équeuter des haricots frais que d'ouvrir une boîte*



USDA, CC BY

de conserve... Le fait de travailler avec de beaux produits, ça nous oblige à trouver de nouvelles idées et à développer notre créativité, c'est beaucoup plus valorisant ! Les gens pensent qu'en crèche, on ne fait que des purées... » Et ils se trompent : au menu ce midi, salade, poisson et

compote. Une salade faite à partir des « légumes du jardin » comme l'indique la pancarte, et aménagée en conséquence : devant la trop faible quantité de concombre finalement disponible, Isabelle a finalement composé une salade de crudités avec tomates, piment doux et oignons rouges. Et il faut croire que ça plaît, même si le public concerné est souvent trop jeune pour l'exprimer : « *Maintenant, il reste bien plus de pâtes ou de riz que de légumes dans les assiettes !* » assure celle qui mijote tous ces petits plats dès 7h30 le matin.

De son côté, ça veut dire aussi plus de travail, mais elle a vite trouvé la parade avec sa collègue aide-cuisinière : désormais, les enfants sont régulièrement mis à contribution pour écosser les petits pois, et ça n'a rien d'une corvée. « *Au contraire, c'est fondamental dans le rapport alimentaire des enfants, qui ne se limitent pas qu'au goût. Un enfant travaille avec tous ses sens, il va sentir, toucher, lécher, faire attention aux couleurs... Cela met de la convivialité et ça constitue une grande partie du travail pour qu'ils mangent, à la fin !* », poursuit Isabelle Marty. Résultat : plus un légume qui ne se refuse désormais à tous ces palais en éveil. La semaine dernière, les butternuts n'étant pas mûrs, il a fallu se rabattre en catastrophe sur les courges dites « spaghettis ». Une révélation : « *Quand on les a ouvertes, les enfants étaient émerveillés devant tous ces fils, s'amuse Isabelle. Ils sont dans les histoires, et chaque légume est l'occasion d'en raconter une nouvelle. On peut absolument tout leur faire avaler, cela dépend juste de la façon dont on l'amène. Depuis, ces courges-spaghettis ont trouvé leur nouveau surnom : c'est le "produit magique" ».*

Quelques semaines semblent avoir suffi pour que la plupart des acteurs concernés s'adaptent à ces nouvelles habitudes, qui, selon Bérengère Trénit, reposent sur une simplicité de fonctionnement : « *Le maraîcher décroche son téléphone, et hop il est en relation directe avec les cuisinières ! Ils se parlent, il dit ce qu'il a et demande ce qui les intéresse, et le lendemain, c'est livré... C'est cette fluidité de l'échange qui fait que ça marche bien.* » Pour autant, cette régie agricole n'a pas véritablement bouleversé le système général des cantines dans les crèches de Vannes : viande, lait, pain ainsi que la plupart des fruits et des légumes-racines restent approvisionnés par les mêmes grossistes, dont les contrats n'ont pas bougé.

D'ailleurs, le prix des repas facturés n'a pas pris un centime non plus. La production municipale s'ajoute en bonus à l'approvisionnement classique, comme un petit supplément d'âme. À Vannes, pour le moment, cette régie reste plus utile dans

les plaquettes de communication du maire (Les Républicains), entre les ruches et l'éco-pâturage, que pour atteindre une quelconque autonomie : *« On en est encore loin, admet Bérengère Trénit. Il y a des problématiques de foncier disponible, et par ricochet de coût de fonctionnement supplémentaire si l'on agrandit la surface. Une petite ville comme Mouans-Sartoux y parvient, mais est-ce jouable et intéressant à plus grande échelle ? Nous n'avons pas encore assez de recul pour le dire... »*. Le paysan-fonctionnaire, lui, se veut optimiste. *« La disponibilité des terres agricoles est un enjeu, c'est sûr : en ville, entre construire pour tous les Parisiens qui veulent rappliquer ou faire des patates, forcément... Mais on pourrait acheter des terres dans des zones maraîchères, il y a une ceinture verte autour de Vannes. C'est d'abord une question de volonté. »*.

Une exception agricole dans les marchés publics ?

De la volonté, il en a justement fallu à la mairie de Mouans-Sartoux pour faire une place à ce projet d'agriculture, au milieu des résidences de luxe et des constructions immobilières qui fleurissent en même temps que le prix du foncier (l'un des plus chers de France). Il a fallu sortir le portefeuille pour préempter le terrain, acheté 1 million d'euros avec la belle maison de maître où s'est aujourd'hui installée la Maison d'éducation à l'alimentation durable. Puis aller devant les tribunaux pour gagner le procès face aux promoteurs immobiliers et face aux anciens propriétaires. *« Ça nous rend un peu atypique dans le territoire, cette volonté de maîtriser le foncier et de préserver des espaces naturels... »*, euphémise Gilles Pérole. La ville ne s'est pas arrêtée en si bon chemin : en 2012, le plan local d'urbanisme de Mouans-Sartoux passe même de 40 à... 112 hectares classés agricoles, sur 1 350 hectares au total. À partir des chiffres tirés de l'expérience mouansoises, Gilles Pérole s'est amusé à un petit calcul : ramené en surface, il estime qu'il faudrait 80 000 hectares pour produire tous les légumes nécessaires à la restauration collective. Soit 0,3 % de la surface agricole utile en France...

Pour autant, il ne fait pas de la régie agricole un modèle unique et indépassable pour parvenir à des cantines bio et locales : *« Cela dépend des territoires et du contexte : à Mouans-Sartoux, c'était pertinent car il n'y avait pas de producteurs. Mais dans des lieux où il en existerait déjà, en capacité de production, il peut y avoir d'autres schémas ! »*. L'enjeu, c'est celui de la souveraineté alimentaire, terme qu'il privilégie à celui d'auto-suffisance : *« C'est plus réaliste, car pour les céréales ou sur les produits laitiers, c'est beaucoup plus compliqué à envisager. La souveraineté, c'est d'abord définir ce qu'on veut manger, et d'où ça vient. »*

« Il s'agit seulement de donner aux collectivités et aux communautés d'habitants le droit de relier intelligemment nature, agriculture et nourriture, à partir du puissant levier de la restauration collective », résume de son côté François Collart-Dutilleul²,

[2] Extrait d'une tribune publiée dans *Libération*, le 19 février 2017 : https://www.liberation.fr/debats/2017/02/19/au-menu-des-elections-cantines-scolaires-et-service-public_1549563

professeur émérite et membre de l'Académie de l'agriculture française, spécialiste des questions de démocratie et de sécurité alimentaire. L'une de ses pistes de réflexion consiste à défendre une « *exception alimentaire dans les marchés publics* », une façon de pouvoir échapper au principe fondamental du non-localisme dans les marchés d'approvisionnement des collectivités. Car aujourd'hui, sacro-sainte réglementation de la concurrence oblige, il reste interdit de faire de l'origine géographique d'un produit un critère dans les appels d'offre. « *Il faut reconnaître un statut spécial à l'alimentation, qui n'est pas une "marchandise" comme les autres. On ne s'approvisionne pas en tomates comme on s'approvisionne en stylos* », avance Gilles Pérole.

Au côté de l'universitaire, l'élu compte porter ce combat auprès des parlementaires européens dans les prochains mois, défendant par exemple la revendication d'un certain quota de gré-à-gré auprès des producteurs locaux : « *Combien de fois les producteurs du coin nous proposent leurs courgettes, qu'ils ont à revendre, en surplus, sans qu'on ne puisse rien en faire pour empêcher qu'elles terminent au rebut... C'est absurde* », poursuit-il.

Au-delà de ce genre de situation kafkaïenne, c'est bien d'une toute autre vision de l'agriculture dont il est ici question. « *Et si on faisait de la restauration collective scolaire un service public ?*, interroge ainsi François Collart-Dutilleul. *Le droit humain fondamental à l'alimentation, reconnu à l'ONU, en Europe et en France, serait renforcé. Les règles de concurrence de l'Organisation mondiale du commerce, dont les services publics sont exclus, n'empêcheraient pas de favoriser un approvisionnement des cantines en fonction des choix locaux. Et le service public serait l'occasion de mettre en œuvre une politique de santé (équilibre alimentaire) et d'éducation à la nutrition, à la diversité des cultures alimentaires, au goût, au gaspillage³...* »

En attendant, ces premières expériences de régie agricole ont inspiré plusieurs communes, qui se sont lancées à leur tour dans l'aventure : c'est le cas de Gonfreville L'Orcher en Normandie ou de Cussac-Fort-Medoc en Gironde. Avec les marques d'intérêt qui s'intensifient (une dizaine de communes s'est déjà manifestée), Gilles Pérole a l'intention de créer prochainement un réseau des régies agricole, afin de mutualiser compétences et retours d'expérience. À l'image du Pacte de Milan⁴, dont Mouans-Sartoux est signataire aux côtés de plus de 200 villes du monde entier, ce mouvement s'inscrit dans un cadre bien plus global, et international, de réflexion autour de l'alimentation durable. Bonne nouvelle donc pour les courges-spaghettis et les couleuvres : elles ont peut-être devant elles des jours encore plus radieux.

[3] *Ibid*

[4] Charte d'engagement initiée en 2015 par plusieurs métropoles internationales, le Pacte d'engagement fonctionne depuis comme une sorte de forum d'échanges autour des expériences et des bonnes pratiques en matière de politiques alimentaires. Il se structure autour de trois grands engagements : préserver les terres agricoles, favoriser les circuits-courts et réduire le gaspillage. La 5ème édition s'est tenue à Montpellier, en octobre 2019.

POSTFACE.
PERSPECTIVES SUR
LE MUNICIPALISME

Un municipalisme public-citoyens pour la défense des communs

LAIA FORNÉ

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience des « villes rebelles » d'Espagne en matière de confrontation avec les pouvoirs établis ? Et surtout comment, au-delà de la conquête de pouvoir au niveau municipal, construire des stratégies de changement effectif et durable avec les mouvements sociaux et les citoyens ?

Le mouvement du 15M et des Indignados qui a émergé en 2011 en Espagne a créé une opportunité, pour des acteurs sociaux qui n'appartenaient pas à la « classe politique » et étaient dépourvus de pouvoir économique, de prendre d'assaut les institutions politiques. Intrus dans le système politique institutionnel, ils étaient les héritiers de luttes sociales et de mouvements citoyens locaux. Une partie de ce mouvement a donné naissance aux « candidatures citoyennes » qui se proposaient de conduire le changement politique dans les institutions. Ces candidats étaient des militants coopérativistes, féministes, écologistes, associatifs ou syndicaux convaincus qu'un municipalisme transformateur devait aller au-delà de la seule dimension institutionnelle et nécessitait un réel engagement pour une démocratie radicale.

En mai 2015, ces candidats ont remporté les élections dans plusieurs grandes villes d'Espagne comme Madrid, Saragosse, Valence et Barcelone, formant ce que l'on a ensuite appelé les mairies du changement. Un nouveau cycle politique s'est ouvert, avec des défis considérables comme celui de gérer les fonds publics de manière à redistribuer les richesses, ou encore de mettre en place de véritables mécanismes de démocratie directe donnant davantage de contrôle aux citoyens. En un mot : d'inventer des institutions « en commun », fondées sur de nouvelles formes de gestion publique à travers un modèle de coopération public-citoyens.



JESUSITO, CC BY-SA

C'était un défi immense dans le contexte de villes extrêmement mondialisées et marchandisées. La gouvernance urbaine de nos villes a toujours été basée sur une coopération entre les secteurs public et privé qui a mené à la privatisation de biens fondamentaux comme la terre, le logement, l'eau et le patrimoine municipal, tout en créant des structures de gouvernance opaques et antidémocratiques. Le modèle de gouvernance qui a prévalu était celui de la concession public-privé, où le secteur privé engrange les bénéfices de grands projets spéculatifs tandis que le secteur public en assume les risques.

Cette marchandisation croissante des villes coexistait néanmoins avec des pratiques communautaires et citoyennes qui, dans un contexte d'absence de protection par l'État, ont donné naissance à des modèles alternatifs de gouvernance et des dynamiques sociales d'autoprotection, basés sur une logique coopérative et non marchande. Allant d'espaces autogérés avec des pratiques coopératives de travail, de service et de soin à des mouvements de revendication d'un contrôle démocratique sur des ressources comme l'énergie, l'eau ou la culture, ces contre-pouvoirs ont eux aussi façonné les villes à travers leurs luttes et leurs conquêtes sociales, préfigurant les politiques municipalistes actuelles de défense des communs.

De fait, les politiques les plus redistributrices mises en œuvre historiquement dans des villes comme Madrid ou Barcelone ont leur origine dans les luttes locales d'habitants, pour la plupart d'entre elles centrées sur la construction d'infrastructures dans les périphéries urbaines. Un exemple est le Plan de rénovation des quartiers de Madrid (1976-1988), dans le cadre duquel les mouvements communautaires locaux ont fait pression pour obtenir d'importants investissements et la construction de plus de 15 000 logements sociaux¹. Ou encore les Plans de réforme des quartiers du milieu des années 1980, qui ont apporté de réelles améliorations aux quartiers populaires et immigrés de Barcelone.

[1] Moreno Martínez, R. and Forné Aguirre, L. (2019) «Bienes comunes y municipalismo. Pasado y presente de una conquista popular» *Ciudades democráticas* <http://ciudadesdemocraticas.tecnopolitica.net/>

Plus tard, au début des années 2000, des plateformes citoyennes ont été mises en place pour combattre la pauvreté et les problèmes d'accès au logement en lien avec des réseaux de centres sociaux autogérés, des mouvements locaux et coopérativistes et des réseaux de l'économie sociale.

Cette tradition d'autogestion et d'auto-organisation a connu une renaissance en 2011, lorsque furent occupées des places publiques aux quatre coins du monde. Ces mouvements, s'inspirant mutuellement, apportèrent avec eux un vent de changement qui ouvrit la voie à de nouvelles formes de gouvernance des communs et de mise en cause de l'ordre politique et économique établi.

Ainsi, sans les pratiques et le pouvoir de transformation du coopérativisme républicain, des luttes sociales, du mouvement féministe et des réseaux associatifs et d'habitants, le municipalisme n'est qu'un mot vide.

De la même manière que ces luttes ont défié l'alliance entre capital et État qui sape le fondement du droit à la ville, parler de municipalisme aujourd'hui implique de consolider des alliances public-citoyens qui défient les pouvoirs établis et inventent de nouvelles manières de faire et d'être une institution publique.

Cet article entend partager certaines pratiques et réflexions issues de l'expérience du municipalisme à Barcelone. Tout d'abord en replaçant certaines des principales difficultés rencontrées par les municipalités pour mettre en œuvre leurs politiques dans leur contexte socio-économique global. Et, en second lieu, en décrivant différentes formes de coopération *public-citoyens* afin d'identifier les clés potentielles de cette *nouvelle institution*.

Les obstacles de la législation et du pouvoir des multinationales

Si l'un des défis du municipalisme est de développer des institutions publiques citoyennes qui préservent la fonction publique et garantissent un accès universel aux ressources, la création d'institutions des communs implique de multiples difficultés. Tout d'abord les limites des compétences municipales et leur manque de ressources financières. Deuxièmement, les grands oligopoles et les fonds vautours mondiaux qui opèrent à l'échelle locale sans contrôle politique ou démocratique. Et enfin, l'absence d'un cadre juridique qui réponde à d'autres stimuli et à d'autres critères que la logique de marchandisation.

La politique au niveau municipal est confrontée à une contradiction difficile à résoudre à court terme : bien qu'étant le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, c'est aussi celui qui a la capacité la moindre d'agir dans le contexte local. Alors que la crise financière a entraîné une augmentation des revendications et des besoins sociaux, cette augmentation n'a pas été associée à un renforcement

des capacités d'intervention sur le terrain. Le portefeuille de compétences des collectivités locales est très restreint. Dans le cas de Barcelone, des droits fondamentaux comme la santé, l'éducation ou le logement sont de compétence régionale. Le gouvernement central espagnol se réserve, quant à lui, le contrôle de tous les secteurs essentiels pour transformer les modèles urbains, comme les politiques d'emploi, la régulation des activités économiques et financières, ou encore les mécanismes de contrôle et de sanction des investissements locaux.

La politique municipale se trouve ainsi subordonnée aux gouvernements et aux législations des niveaux régionaux et nationaux, eux-mêmes souvent conditionnés par les directives européennes.

L'absence de ressources financières propres et, surtout, de toute capacité à générer des revenus, est un autre problème crucial pour la gestion municipale. Cela a forcé de nombreuses collectivités à se surendetter ou à se décapitaliser en vendant des biens publics à des fonds d'investissement privés. La politique européenne de coupes budgétaires et d'austérité initiée durant la crise économique a mis le couteau sous la gorge à de nombreux gouvernements locaux, qui ont dû dédier leur budget entièrement au remboursement de la dette. En outre, la loi espagnole de rationalisation et de soutenabilité des collectivités locales, connue sous le nom de « loi Montoro », a entraîné une recentralisation du pouvoir au sein du gouvernement national, au moment même où celui-ci se défaussait de toujours plus de responsabilités sur les municipalités.

Ainsi, tandis que les grands fonds d'investissements globaux opèrent sans contrôle dans leurs villes, les municipalités sont paralysées, dans l'attente de législations qui n'arrivent jamais et sous la surveillance étroite de l'Europe.

Le secteur du logement en constitue un bon exemple. En dépit des efforts du conseil municipal de Barcelone pour réguler le marché locatif, la tâche s'est révélée impossible. Ceci, en premier lieu, parce qu'il serait nécessaire d'amender la loi nationale sur les locations urbaines, ainsi qu'une loi régionale sur la régulation du niveau des loyers. Sur aucun de ces deux fronts législatifs il n'a été possible de trouver le consensus politique nécessaire. Il n'a pas été non plus possible d'intervenir sur le « marché libre » pour imposer des restrictions aux firmes immobilières qui acquièrent et revendent le foncier sans être responsables devant personne, protégées par les règles internationales et les accords politiques qui ont pavé leur chemin.

C'est donc une voie sans issue. En l'occurrence, la municipalité peut toujours construire des logements – si elle dispose des fonds suffisants et du foncier – et intervenir au moins en régulant l'occupation des sols par la planification urbaine. Mettre en œuvre une politique publique complète et effective qui assure effectivement l'accès au logement reste cependant hors de portée d'un conseil municipal.

Les procédures d'externalisation des travaux publics, des services et des fournitures offrent un autre exemple. La coopération public-privé a mené à la création de nouveaux monopoles qui ont pris le contrôle des services municipaux au nom des paradigmes de l'efficacité et de l'efficacite. Le cas d'école est celui de la gestion de l'eau sous le monopole d'Agbar, sur la base d'un contrat frauduleux grâce auquel l'entreprise obtient des profits juteux tous les ans sur les factures payées par les Barcelonais. La saga du référendum sur la remunicipalisation de l'eau à Barcelone² a démontré le besoin de revoir la gestion des ressources municipales. Depuis que le conseil municipal a annoncé l'organisation de ce référendum par lequel les citoyens pourraient exprimer leur opinion sur la gestion de l'eau, soutenu par une pétition de plus de 26 000 signatures, Agbar a initié une litanie de recours judiciaires et administratifs, et utilisé tous ses soutiens dans l'establishment économique et politique pour empêcher que le référendum ait lieu. De fait, il n'a pas encore été possible de l'organiser, en dépit du vote clair en ce sens du conseil municipal.

Au vu de cette attaque de grande ampleur contre la souveraineté locale et des difficultés des municipalités à se débattre des contraintes juridiques et économiques, la consolidation de cadres public-citoyens apparaît plus que jamais nécessaire pour changer les règles du jeu. Le pari public-citoyens implique d'entrer directement en conflit avec une gouvernance qui centralise les ressources et le pouvoir entre les mains d'acteurs privés et de forces politiques opérant à l'échelle supra-municipale. Pour se lancer dans une telle aventure, il est indispensable de savoir par où commencer, de savoir identifier ses adversaires, et d'interagir avec d'autres acteurs municipaux et supra-municipaux afin de créer les conditions pour opérer au niveau international.

Le municipalisme aujourd'hui : différentes formes de relations public-citoyens à Barcelone

La gouvernance urbaine a pris un nouveau sens durant les dernières décennies du XX^e siècle, lorsque l'idée a émergé que la conception des politiques publiques et les décisions devaient impliquer toutes les parties prenantes institutionnelles, politiques, sociales et économiques. Il devait devenir alors possible de passer d'un gouvernement vertical à un gouvernement participatif, de nature horizontale et pluraliste. C'est du moins ce qu'assuraient des entités comme la Banque mondiale, l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et les leaders européens. En pratique, ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Les villes n'ont pas été gouvernées sur une base d'équité et de coopération entre parties. La soi-disant gouvernance a donné la priorité aux intérêts des acteurs privés, aux dépens des acteurs sociaux et de la communauté.

[2] Le mouvement a été initié par des citoyens pour garantir une gestion publique démocratique de l'eau dans l'aire métropolitaine de Barcelone. En 2013, le mouvement a collecté plus de 25 000 signatures pour soutenir un référendum citoyen sur l'eau à Barcelone.



À Barcelone, la gouvernance participative a historiquement présenté, et présente toujours, des singularités qui la distinguent des autres villes. Son énorme richesse en termes de vie citoyenne organisée – avec plus de 4 500 associations – et les innombrables mécanismes ménagés pour la participation ont créé des canaux de communication entre la rue et les institutions. Pour autant, ce lien historique n’a pas toujours été organique et n’a pas créé les conditions d’une gouvernance véritablement participative. Il a surtout servi à coopter le mouvement associatif et à neutraliser le contrôle citoyen.

Si l’on se concentre sur le cycle le plus récent, depuis la rupture institutionnelle de 2015, pendant ces quatre années la relation entre les revendications citoyennes et l’action municipale s’est construite de différentes manières, parfois à travers des canaux informels, et parfois par le biais de mécanismes institutionnels établis. De manière synthétique, on peut distinguer entre quatre grands types. Ils sont expliqués et illustrés ci-dessous.

Le premier type de relation est une relation de *transfert*. Dans ce cas, la municipalité s’approprie le programme politique des mouvements tel qu’il était déjà configuré. Cela concerne principalement des domaines comme l’économie sociale et solidaire, la mobilité, le changement climatique ou le féminisme. L’enjeu était de convertir les revendications historiques des mouvements en politique publique municipale pérenne. Le degré de succès a été variable – il appartient aux acteurs sociaux concernés d’en faire une analyse détaillée – mais l’intention fondamentale était d’étendre les limites de l’institution et de l’ouvrir, en utilisant le gouvernement local comme simple exécutant d’un héritage collectif.

Le deuxième type est une relation de *coopération* entre mouvements et institutions. C'est le cas lorsque le contexte politique rend inévitable de prendre des mesures qui, par principe, ne font pas consensus et suscitent des oppositions. Le nouveau système de planification urbaine récemment approuvé, qui oblige les grandes développeurs immobiliers à consacrer 30 % de leurs opérations à du logement social, en fournit un bon exemple. Tandis que la municipalité apportait le savoir-faire technique pour rédiger une législation adaptée, les mouvements sociaux pour le logement ont mobilisé l'opinion publique et exercé une pression politique suffisante pour dépasser les logiques partisanes.

Le troisième type est une relation d'*appropriation*, lorsque les mouvements utilisent les outils de la participation institutionnelle pour poursuivre leurs propres objectifs. Il vaut la peine de mentionner les tentatives des mairies de changement pour créer de nouveaux canaux de démocratie directe – inexistantes jusque là – et permettre une participation déterminante des citoyens dans les affaires de la ville. Ce fut le cas du référendum sur la remunicipalisation de l'eau promu par le mouvement pour une eau publique et démocratique. Ce fut un électrochoc pour les élites politiques et économiques de la ville, lesquelles, sentant que leurs profits étaient menacés, ont fait tout leur possible pour empêcher son organisation.

Le quatrième et dernier type de relation est une relation de *co-responsabilité*, illustrée par la création du programme de Patrimoine citoyen pour l'utilisation et la gestion citoyenne des biens publics³. Ce programme a été promu conjointement par la municipalité et les entités chargées de gérer les bâtiments municipaux, et son objectif est de créer des cadres innovants associant citoyens et institutions pour gérer les ressources publiques, y compris les édifices publics, les vergers urbains, l'espace public et certains services sociaux. Il vise à consolider et améliorer la gestion citoyenne des services locaux, légaliser le transfert du patrimoine municipal à des collectifs citoyens locaux à but non lucratif, et soutenir les services établis par les citoyens pour démocratiser la gestion des services municipaux, mais aussi repenser les modèles de gestion publique pour des services fondamentaux comme l'eau et l'énergie pour permettre la participation des usagers et intégrer des mécanismes de contrôle démocratique⁴.

Le programme Patrimoine citoyen prévoit également un recensement des propriétés publiques – jusqu'ici inexistant – pour établir un catalogue des parcelles et des immeubles qui pourraient être gérés par les communautés, ainsi que le « Bilan communautaire »⁵. Ce dernier est conçu comme un outil d'auto-évaluation basé sur des paramètres non mercantiles comme la co-responsabilité sociale, la gestion

[3] Patrimoni Ciutadà per l'ús i gestió comunitària dels béns públics (2016): Programa impulsat per la Regidoria de Participació de l'Ajuntament de Barcelona des del 2016 <https://ajuntament.barcelona.cat/participaciociutadana/ca/patrimoni-ciutada>

[4] Regidoria de Participació i Territori (2019), «Pla estratègic Patrimoni Ciutadà 2019-2023» Ajuntament de Barcelona

[5] Balanç Comunitari: eina d'auto-avaluació de la gestió comunitària <http://mercatsocial.xes.cat/ca/eines/el-balanc-comunitari/>

démocratique, la participation citoyenne, une orientation vers les besoins humains, l'engagement envers la communauté ou le retour social sur investissement.

Can Batlló est l'une des principales réussites de ce programme. Un accord a été signé pour transférer à la Communauté autogérée et espace local de Can Batlló plus de 13 000 m² pour une période de 50 ans. C'est la première opération de ce type en Espagne et probablement en Europe : pour la première fois, la formule de la concession pour usage privé a été utilisée au profit d'un projet social à but non lucratif, en raison du retour sur investissement offert par Can Batlló à la ville, de nature sociale et non mercantile, à travers son projet de développement citoyen, social et culturel.

Tous ces différents types de relations nous aident à imaginer les formes de nouvelle gouvernance urbaine qui permettront de partager les responsabilités et d'établir des mécanismes pour superviser, rééquilibrer et contrôler la gestion publique dans un cadre public-citoyens.

Autonomie sociale et fonction publique : une équation possible

Quelques réflexions pour conclure. Nous avons vu que les villes contemporaines sont confrontées à trois processus. D'abord un processus de néolibéralisation, par lequel les villes et leur action publique sont alignées sur les intérêts privés, comme dans le cas de la gestion de l'eau à Barcelone. Ensuite un processus de « subsidiarisation », par lequel les collectivités locales doivent répondre à de nouvelles demandes, mais avec le même manque de compétences, et soumises au contrôle et aux sanctions de pouvoirs politiques et financiers supra-locaux. C'est le cas par exemple pour la politique de logement. Et enfin un processus de démocratisation, à travers lequel les mouvements urbains et les communautés locales défendent différentes formes de gestion collective et de droits sociaux et, parfois, forment des alliances avec les autorités publiques pour les consolider, comme avec le programme Patrimoine citoyen. Ces trois processus ont lieu en même temps, s'opposant et s'articulant. Le type de ville dans lequel nous vivons dépend de la force, des alliances et des stratégies des différents acteurs qui les portent. Jusqu'ici prévaut l'hégémonie public-privé, avec une néolibéralisation impulsée par les oligarchies locales-globales, imposant la subsidiarisation et s'efforçant de contenir la démocratisation.

Mesurer notre capacité à renverser les processus d'expropriation par le municipalisme et la défense des communs est une question délicate. On ne pourra y répondre qu'en suivant les pas des luttes historiques qui ont amené des processus de transformation sociale.

L'expérience prouve qu'il reste actuellement quelques marges de manoeuvre dans le cadre législatif permettant de démocratiser les régulations à l'échelle municipale.



AURORA PETRA, CC BY-NC

Exemple : l'initiative de Can Batlló. Mais elle nous apprend aussi que les pouvoirs établis feront tout ce qu'ils peuvent pour empêcher que cela adienne. Exemple : le référendum sur la gestion de l'eau.

Il est vital de consolider un cadre de relations public-citoyens comme base d'une nouvelle gouvernance pour la gestion des ressources communes, en continuant de promouvoir des mécanismes de démocratie directe permettant aux citoyens de jouer un rôle dans la gestion municipale et d'activer des mécanismes de redistribution, de contrôle et de transparence des ressources et des services publics.

En somme, le municipalisme transformateur et démocratique implique un changement radical qui requiert une nouvelle manière de créer et d'être une institution publique, capable d'articuler des espaces d'autonomie avec la fonction publique-étatique. Cette autonomie donnerait aux citoyens le pouvoir de mettre en pratique des politiques émancipatrices, grâce aux moyens des collectivités locales. Sans ce radicalisme démocratique qui étend les limites de la coopération public-citoyens, et sans une perspective supra-municipale pour créer des connexions avec d'autres réalités locales, il sera difficile de construire un municipalisme qui nous fasse avancer vers des politiques transformatrices et qui créent des institutions des communs.

Démocratie locale et féminisme, des outils clé contre le néolibéralisme

NURIA ALABAO

Dans le mouvement municipaliste espagnol, la revendication d'une « féminisation de la politique » est centrale. Quelles en sont les implications en ce qui concerne l'économie et le pouvoir des multinationales et de la finance sur les villes ?

En Espagne, dans le sillage du mouvement 15M (précurseur d'Occupy) et de la vague démocratique d'occupation des places publiques qui a fait suite à la crise financière de 2008, a émergé ce qui deviendrait le « mouvement municipaliste ». À partir de 2014, des groupes de citoyens et citoyennes d'horizons divers, mais souvent en lien avec les mouvements sociaux urbains de résistance au néolibéralisme, se sont rassemblés pour franchir le cap de l'entrée dans la politique institutionnelle au niveau municipal, constituant de précieuses expérimentations de nouvelles formes d'organisation politique.

La crise de légitimité des institutions, qui se manifeste aux quatre coins de la planète, et la remise en question des partis traditionnels en tant que médiateurs des revendications populaires qui ont émergé pendant le 15M, ont débouché sur ce qui a été considéré comme une « fenêtre d'opportunité ». Autrement dit, la possibilité de faire émerger de nouveaux partis sur la scène institutionnelle – celle du bipartisme traditionnel – qui s'était montrée peu propice à la participation de nouveaux acteurs. De plus, l'expérience de la Plateforme des victimes du crédit hypothécaire, un mouvement doté d'une grande capacité de mobilisation et d'une immense légitimité sociale, mais qui n'avait pas réussi à imposer de modification de la législation ni de transformation réelle des politiques de logement, semblait prouver l'existence d'une espèce de « plafond de verre » pour les mouvements sociaux. Ce blocage des institutions, peu perméables aux exigences de la société civile organisée, ainsi

que le besoin d'impulser des politiques publiques d'atténuation de la souffrance sociale liée à la crise et aux politiques d'austérité, ont donné naissance à de nouvelles stratégies d'intervention politique dans les mouvements sociaux de base, plutôt réticents jusque-là à s'engager directement dans des élections.

C'est ainsi que sont nés des mouvements municipalistes – comme Barcelona en Comú ou Ahora Madrid – dans de nombreuses villes et municipalités espagnoles, très liés aux luttes du moment. Outre la lutte pour le logement, ces mouvements se sont articulés plus ou moins formellement aux plateformes pour la remunicipalisation des services publics, aux syndicats de voisinage, aux luttes contre la spéculation urbaine et au mouvement féministe. Leur projet politique s'est constitué autour de l'idée de « convergence » : une tentative de dépasser les formes héritées d'organisation partisane – jugées en crise – pour ouvrir un espace pluriel plus large, dans lequel s'uniraient les forces de militants, de citoyens sans affiliation préalable, mais aussi de partis de gauche traditionnels. Cette convergence se voulait une étape vers une « nouvelle politique », fondée non plus sur un pacte entre partis pour se répartir le pouvoir, mais sur la création potentielle d'un espace nouveau, au fonctionnement démocratique, sur la base d'objectifs communs – ceux qui étaient déjà inscrits dans les demandes des mouvements sociaux urbains.

Féminiser la politique

Cette proposition de « radicalité démocratique », largement inspirée du 15M, a été dès le départ traversée par une volonté de s'appuyer sur les enseignements du féminisme comme levier de transformation de cette politique classique qu'on cherchait à contester. Les propositions et discours féministes avaient déjà pris une place importante sur les places publiques pendant le 15M : le municipalisme les a repris à son compte et a tenté d'intégrer cet héritage. Héritage qui, agrégeant des luttes historiques et des facteurs nouveaux, donnerait naissance au cours des années suivantes à un mouvement féministe qui déferlerait sur toute la société comme un véritable raz-de-marée. Ces mobilisations, les plus importantes des dernières décennies, ont émergé en parallèle dans différents pays du monde. On ne peut pas comprendre la politique émancipatrice sans prendre en compte ce socle.

Ainsi, la revendication de « féminiser la politique » brandie par le mouvement municipaliste n'impliquait pas seulement la présence de femmes en première ligne, mais aussi et surtout le pari d'une transformation profonde de la manière de faire de la politique et des institutions elles-mêmes. Pour l'ex-conseillère municipale de Ahora Madrid Montserrat Garcelán, parler de politique « masculine » signifie parler de hiérarchie, d'obsession pour l'autorité et le pouvoir. C'est-à-dire la légitimation de ceux qui gouvernent par le fait qu'ils gouvernent pour les autres : la politique comme travail d'expert. Mais si le féminisme nous a appris une chose, c'est de partir de la politique à la première personne – « *ce qui est personnel est politique* » – et à partir des oppressions qui nous traversent, se transformer soi-même et transfor-

mer le monde. La possibilité d'incarner un programme de transformation et de démocratisation radicale de la manière de faire de la politique implique de créer des modèles d'organisation plus horizontaux et des processus délibératifs et de prise de décisions redistribués.

« La démocratie commence par ce qui est proche de nous » : tel pourrait être le slogan du municipalisme. Et c'est dans ce projet de transformation depuis l'ancrage local que réside la vraie puissance du municipalisme féministe. Ainsi le programme de ces listes citoyennes a été rédigé dans le cadre de processus participatifs qui ont permis de recueillir l'expérience des citoyens et des mouvements sociaux au sujet de leurs villes et de leurs municipalités. Ce qui cadre bien avec la révolution pour laquelle plaide l'économie féministe : celle de remettre les institutions au service des personnes et non des marchés. Autrement dit, l'objectif principal de l'économie ne devrait pas être, comme c'est le cas aujourd'hui, de générer des profits, mais la reproduction des vies dans leurs conditions. Ce qui requiert la capacité politique de donner forme à une nouvelle utopie, une utopie concrète qui, en partant de ce qui existe au moment présent, parie sur les services nécessaires à la vie et à la reproduction sociale. Cette utopie implique de se réappropriier les services fondamentaux comme l'eau, l'énergie ou le transport public, mais également les services sociaux comme l'éducation ou la santé. C'est donc le pari de nouer une relation différente avec notre environnement naturel et de se donner les moyens de le préserver. En définitive, c'est un programme pour transformer les collectivités locales afin qu'elles cessent d'être les gestionnaires de niches de marché – où les investissements publics sont tournés vers la génération de profits pour les entreprises – et se consacrent à répondre aux besoins de ses citoyens.

Aujourd'hui, nous savons à quel point ce programme n'est pas une mince affaire. Les expériences et l'histoire du municipalisme sur le terrain nous enseignent que défaire la trame du pouvoir local et son alliance avec le pouvoir des multinationales implique de féroces confrontations politiques. Tenir des gouvernements municipaux n'est pas suffisant – certains, comme celui de Madrid, ont déjà été perdus. Au cours de ce processus, nous avons découvert l'extrême importance pour ces expérimentations d'investir dans de larges alliances avec la société civile, et même d'impulser et de construire des communautés politiques pour accompagner ses propositions de transformation institutionnelle. Des batailles sont encore en cours, comme à Barcelone, dont le sort dépendra des forces que nous serons capables de réunir. De toute évidence, il faudra être prêtes et bien organisées pour les batailles à venir.

LISTE DES AUTEURS

1. **Max Carbonell Ballester** (@maxcarbonell) est membre de l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG), spécialiste de l'industrie touristique, et co-auteur du livre #FakeYou sur les fake news et la désinformation par le collectif Xnet. Militant du 15M, de la Plateforme citoyenne pour l'audit de la dette et du mouvement pour le logement dans le quartier de Raval.
2. Amoureuse de Berlin, **Déborah Berlioz** y a posé ses valises en 2009. Journaliste indépendante, elle collabore avec différents médias francophones, comme l'émission « Accents d'Europe » de Radio France Internationale ou l'hebdomadaire Réforme.
3. **Igor Lasić** vit et travaille à Zagreb, Croatie. Il écrit dans l'hebdomadaire *Novosti* (weekly) et contribue à de nombreux autres médias, dont l'hebdomadaire satirique *Feral Tribune*.
4. **Kenneth Haar** (@KennethHaar) a étudié l'histoire et la sociologie aux universités de Copenhague, Roskilde et Lund, et a été le rédacteur en chef d'un magazine danois consacré aux affaires européennes, avant de rejoindre l'ONG bruxelloise Corporate Europe Observatory en 2008.
5. **Yago Alvarez Balba** (@EconoCabreado), activiste et journaliste, est responsable de la section économique du média coopératif indépendant *El Salto*. Il est le coordinateur du réseau municipaliste contre les dettes illégitimes et l'auteur du livre *Descifra tu deuda. Guía de auditoría ciudadana municipal* (« Déchiffre ta dette. Guide d'audit citoyen municipal »).
6. **Maria Maggiore** (@maggiorebrux), journaliste, traite des affaires européennes depuis Bruxelles pour le quotidien italien *La Stampa*, *Radio Popolare* et la chaîne *Euronews*. Elle fait partie du collectif Investigate Europe.
7. Journaliste formé à l'école de la presse locale, **Benoît Collet** (@benoitcollet1) s'intéresse désormais en tant qu'indépendant aux enjeux écologiques et sociaux en France et en Europe, notamment dans les Balkans.
8. **Olivier Petitjean** est un journaliste basé à Paris (et occasionnellement plus loin, en Nouvelle-Zélande). Il est le co-fondateur et coordinateur de l'Observatoire des multinationales, un site d'information et d'investigation sur les grandes entreprises de France et d'ailleurs.
9. **Rachel Knaebel** (@rachelknaebel) est journaliste (Bastamag, *Politis*, *Le Monde* diplomatique), entre la France et l'Allemagne.
10. **Hazel Sheffield** (@hazelsheffield) est une journaliste et réalisatrice basée à Londres. Elle a été responsable de la rubrique Économie du quotidien britannique *The Independent*. En 2016, elle a fondé « Far Nearer », un projet d'investigation consacré aux conséquences économiques locales de l'austérité et du Brexit.
11. Économiste de formation, **Maxime Combes** (@MaximCombes) est engagé depuis la fin des années 1990 dans le mouvement altermondialiste, à travers notamment Attac France. Il est l'auteur de *Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition* (2015, Seuil) et le co-auteur de nombreux livres collectifs.
12. **Barnabé Binctin** (@BinctinBarnabe) est journaliste, spécialisé sur les enjeux de l'écologie politique et de la justice sociale. Après avoir cofondé *Reporterre*, un quotidien d'informations sur l'écologie, il travaille en indépendant depuis 2017 et collabore régulièrement à Bastamag et l'Observatoire des multinationales.
13. **Guernica Facundo Vericat** (@XES_cat), après avoir travaillé pour différentes administrations publiques, a co-fondé plusieurs entreprises dans le secteur du développement économique et social local. Soutien fervent de l'entrepreneuriat des femmes, elle est aujourd'hui partenaire opérationnelle de LabCoop, une coopérative dédiée au soutien à de nouveaux projets d'entrepreneuriat social.
14. **Radek Vrabel** (@vrabel_radek) étudie la philosophie à l'université Charles de Prague. Il est aussi un activiste communautaire à Horní Jiřetín sur les questions d'énergie et d'environnement, et conseiller municipal de la ville.

LISTE DES AUTEURS

15. **Olivier Hoedeman (@olivierhoedeman)** est le co-fondateur de Corporate Europe Observatory (CEO), une organisation dédiée à mettre en lumière l'influence des grandes entreprises au sein de l'Union européenne. Il est également le co-fondateur de la coalition européenne Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation (ALTER-EU).
16. **Lina María González Correa** est une historienne et sociologue colombienne, spécialisée sur les entreprises et les droits humains, en particulier les marchés publics et l'industrie de la sécurité. Elle travaille actuellement pour l'Institut international pour l'action non-violente (Novact).
17. **Mónica Vargas Collazos (@MonicaVarColl)** est une anthropologue sociale bolivienne, qui se consacre depuis une quinzaine d'années, pour le Transnational Institute, aux impacts des multinationales européennes en Amérique latine, aux méga-infrastructures et aux accords de commerce et d'investissement.
18. **Eleonora de Majo (@EleonoraMajo)** a été élue au conseil municipal de Naples en 2016. Elle préside la commission municipale sur le « droit à la ville ». Titulaire d'un doctorat en philosophie, elle est engagée depuis 2008 dans les mouvements sociaux et notamment dans le centre social 'insurgencia'.
19. **Blanca Bayas Fernández (@blancabf_)** est membre de l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG) à Barcelone. Elle étudie les impacts de la privatisation et des autres attaques du système capitaliste et patriarcal, et est notamment l'auteure de « Care debt: patriarchy and capital on the offensive, feminist economics as a proposal ».
20. **Alfons Pérez (@Alfons_ODG)** est membre de l'Observatoire de la dette dans la globalisation (ODG), spécialiste des questions d'énergie, de climat et de finance, et plus précisément des impacts des politiques énergétiques européennes, du rôle des institutions financières publiques et des méga-infrastructures. Il est également membre du Réseau catalan pour la souveraineté énergétique.
21. **Laia Forné (@LaLaieta_)**, sociologue, est une membre fondatrice de La Hidra Cooperativa. Elle est spécialiste des questions d'urbanisme, de démocratie et de communs, depuis une perspective féministe. Elle travaille sur ces sujets en tant qu'activiste, à travers différents mouvements urbains, et plus récemment en tant que consultante auprès du conseil municipal de Barcelone.
22. **Nuria Alabao (@nu_alabao)**, diplômée en journalisme et docteur en anthropologie, est membre de la Fundació de los Comunes. Chroniqueuse et analyste spécialiste du féminisme, des mouvements sociaux et de l'extrême-droite. Responsable de la rubrique Féminismes de Ctxt, elle a participé à de nombreux revues et ouvrages collectifs.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

LEFEBVRE Henri*Le droit à la ville*3^e édition, Economica, 2009.**HARVEY David***Le capitalisme contre le droit à la ville.**Néolibéralisme, urbanisation, résistances*

Éditions Amsterdam, 2011.

HARVEY David*Villes rebelles*

Buchen Chastel, 2015.

BOOKCHIN Murray*Pour un municipalisme libertaire*

Atelier Création Libertaire, 2018.

COLAU Ada, Barcelona En Comú (coord.),**BOOKCHIN Debbie***Guide du municipalisme. Pour une ville citoyenne, apaisée, ouverte*

Éditions Charles Léopold Mayer, 2019.

RAPPORTS

How cities and citizens are turning back***privatisation*** (« Reconquérir les services publics. Comment villes et citoyens tournent le dos à la privatisation »)

Transnational Institute et alii,

Reclaiming public services, juin 2017, 237 p.

— Version anglaise en ligne :

<https://www.tni.org/en/collection/remunicipalisation>

— Présentation et résumé en français :

<https://multinationales.org/Remunicipalisation-comment-villes-et-citoyens-tentent-malgre-l-austerite-d>***Limitations of progressive municipalism within a neoliberal EU***

(« Limitations du municipalisme progressiste dans une UE néolibérale »)

Corporate Europe Observatory,

Transnational Institute et Barcelona en Comú, janvier 2018, 21p.

— https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/progressive_municipalism_within_a_neoliberal_eu_-_report_final.pdf***Your tourism or our lives. Work and precariousness in the neoliberal city***

(« Votre tourisme ou nos vies. Travail et précarité dans la ville néolibérale »)

Observatori del deute en la globalització, décembre 2019, 60p.

— <https://odg.cat/wp-content/uploads/2019/12/ODG-TURISMEPRECARIETAT-ANG.pdf>***(Not) everything is a commodity. The finance takeover of the tourism sector***

(« Tout (n') est (pas) une marchandise. La mainmise de la finance sur le secteur touristique »)

Observatori del deute en la globalització, novembre 2019, 56p.

— <https://odg.cat/wp-content/uploads/2019/11/ODG-FINANCTURISME-ENG.pdf>

SITOGRAFIE

Transformative Cities

Un « prix populaire » annuel pour les villes les plus innovantes dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'alimentation ou le logement

<https://transformativecities.org>

Mínim, Observatoire municipaliste

Un site web collaboratif destiné à amplifier la voix du mouvement municipaliste

<https://minim-municipalism.org>

Commonspolis

Un « Think-do Tank » au service du renforcement du municipalisme, qui a notamment co-produit le cours en ligne sur le municipalisme « La commune est à nous ! » (la-commune-est-a-nous.commonspolis.org/)

<https://commonspolis.org/>

Barcelona en Comú

Le site de la plateforme municipaliste barcelonaise, qui a aussi une branche « globale » (medium.com/@BComuGlobal)

<https://barcelonaencomu.cat/ca>

Future is Public

Matériaux et compte-rendus de la conférence « The Future is Public. Democratic Ownership of the Economy », Amsterdam, décembre 2019

<https://futureispublic.org>

LES DERNIERS NUMÉROS DE LA COLLECTION PASSERELLE

- N°19/2019 :** *(Dé)passer la frontière*
(Disponible en français et en anglais)
- N°18/2018 :** *Eau, Bien Commun. Climat, territoire, démocratie*
(Co-édition par Olivier Petitjean – Observatoire des Multinationales, disponible en français et en anglais)
- N°17/2017 :** *Féminismes ! Maillons forts du changement social*
(Disponible en français et en espagnol)
- N°16/2017 :** *La vigilance sociétale en droit français*
(Co-édition par Sherpa, disponible en français)
- N°15/2016 :** *De quoi le droit à la ville est-il le nom ?*
(Co-édition par HIC, disponible en français, anglais et espagnol)
- N°14/2016 :** *Multinationales : les batailles de l'information*
(Co-édition par l'Observatoire des multinationales, disponible en français et en anglais)
- N°13/2015 :** *Climat : choisir ou subir la transition ?*
(Disponible en français, anglais et espagnol)
- N°12/2015 :** *La Prochaine Révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique*
(Co-édition par Platform London et Environmental Justice North Africa, disponible en français et en arabe, en version papier)
- N°11/2014 :** *Pour une information et un Internet libres, Journaliste indépendants, médias associatifs et hacktivistes s'engagent*
(Disponible en français, anglais et espagnol)
- N°10/2014 :** *La terre est à nous ! Pour la fonction sociale du foncier, Résistances et Alternatives*
(Co-édition par l'Aitec, disponible en français, anglais et espagnol)
- N°9/2013 :** *Paysages de l'après-pétrole ?*
(Co-édition par La Compagnie du Paysage)
- N°8/2012 :** *L'efficacité énergétique à travers le monde, sur le chemin de la transition*
(Co-édition par Global Chance)
- N°7/2012 :** *Le Logement en Europe, Délogeons la crise !*
(Co-édition par l'Aitec, disponible en français et en anglais)
- N°6/2012 :** *Les biens communs, modèles de gestion des ressources naturelles*
(Version actualisée, disponible en anglais et portugais)
- N°5/2011 :** *Le pouvoir des entreprises transnationales*

**Ritimo**

21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Tél : +33 (0)1 44 64 74 16

www.ritimo.org / www.coredem.info

Paris, février 2020

Réalisation et coordination

Emma Avilès (ODG), **Olivier Hoedeman** (Corporate Europe Observatory), **Olivier Petitjean** (Observatoire des multinationales), **Sol Trumbo Villa** (Ttransnational Institute), avec le soutien de **Caroline Weill** (Ritimo) et **Rachel Knaebel** (Observatoire des multinationales)

Coordination des traductions

Olivier Petitjean, Caroline Weill

Traductions

Chloé Billon, Olivier Petitjean, Caroline Weill et Traducciones Agora

Conception graphique

Guillaume Seyral

Mise en page

Clara Chambon

Impression

Corlet – 02 31 59 53 00

Droits de reproduction

La reproduction et/ou la traduction dans d'autres langues de cette publication sont non seulement autorisées mais encouragées, à la condition de mentionner l'édition originale et d'en informer Ritimo. Tous les articles de la collection Passerelle sont en ligne sur le site de la Coredem sous licence Creative Commons : CC BY NC ND (www.creativecommons.org)

Illustrations

Sauf mention explicite du contraire, toutes les illustrations de cette publication sont des images sous licence Creative Commons issues du site flickr : www.flickr.com/creativecommons

Photo de couverture

Luc Mercelis, CC BY-NC-ND

Le contenu de chaque article n'engage pas les auteurs des autres articles.

De plus en plus, les villes sont un lieu crucial de résistance et d'alternative aux multinationales et à la logique économique insoutenable (socialement et écologiquement) que celles-ci incarnent.

Dans un contexte de « capture » croissante des institutions européennes et nationales par les intérêts privés, elles apparaissent comme un bastion démocratique, ne serait-ce que parce que les élus locaux sont confrontés aux conséquences concrètes des politiques d'austérité et de la crise climatique. Ils sont également plus soucieux de renforcer l'économie locale et d'éviter l'« extraction » de richesse par des multinationales qui privatisent les biens communs ou font remonter leurs profits aux actionnaires plutôt que de les réinvestir dans les territoires.

D'autre part, de nombreuses alternatives sociales et écologiques sont développées au niveau local par des élus et/ou des citoyens, en matière de transition énergétique, de régulation du transport et du logement, de zéro déchet, de systèmes alimentaires locaux, de monnaies locales. Ces alternatives se heurtent aux intérêts établis de grandes entreprises qui les combattent souvent activement. Enfin, les villes se trouvent confrontées à l'arrivée de grands fonds d'investissement spécialisés dans l'immobilier, ou de nouveaux acteurs comme Uber ou Airbnb qui menacent leurs politiques publiques en matière de logement ou de transport.

De Barcelone à Berlin, du nord de l'Angleterre à Naples, de Dubrovnik à Grenoble et à Paris, cette publication est la toute première tentative de donner un aperçu d'ensemble de cette confrontation entre villes et multinationales. Elle réunit les contributions de journalistes, de militants, d'élus et de chercheurs de tout le continent.

Ritimo

L'association **ritimo** est l'éditeur de la collection Passerelle. Ritimo est un réseau d'information et de documentation pour la solidarité internationale et pour un monde plus juste et plus durable. Son travail éditorial contribue à rendre une information plurielle et critique accessible aux publics, en privilégiant les sources associatives, alternatives et indépendantes.

La rédaction de ce numéro a été coordonnée par :



La collection Passerelle est réalisée avec l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.